Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1970)

Stratégies sociales et nouvelles idéologies.

**Un instrument d'analyse et d'action
pour les engagés sociaux, politiques et culturels.**

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers, retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi :

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Un instrument d'analyse et d'action pour les engagés sociaux, politiques et culturels**. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1970, 266 pp.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Présentation de l'auteur et du livre](#)

[Première partie.](#) Des défis laissés pour compte

Chapitre 1. [Des défis laissés pour compte](#)

Chapitre 2. [Une philosophie sociale à réviser](#)

[Deuxième partie.](#) Stratégies sociales

Chapitre 1. [Stratégies sociales](#)

1. [Points de mire](#)
2. [Points de repère](#)
3. [Points d'appui](#)
4. [Points d'attache](#)
5. [Points chauds](#)
6. [Points stratégiques](#)

Chapitre 2. [Note. Les paliers sociaux](#)

1. [La surface morphologique](#)
2. [Les organisations sociales et les appareils organisés](#)
3. [Les modèles sociaux](#)
4. [Les conduites collectives](#)
5. [La trame des rôles sociaux](#)
6. [Les attitudes collectives](#)
7. [Les symboles sociaux](#)
8. [Les conduites collectives effervescentes, novatrices et créatrices](#)
9. [Les valeurs collectives](#)

Troisième partie. **Les modes d'action collective**

- A. Distance critique et second souffle
- B. Modes majeurs
 - 1. L'action quotidienne
 - 2. L'action sociale
 - 3. L'action politique
 - 4. L'action culturelle
- C. Modes mineurs
 - 1. L'action instrumentale
 - 2. L'action fonctionnelle
 - 3. L'action événementielle
 - 4. L'action mobilisatrice
 - 5. L'action directe (Unités légères et mobiles)
- D. Une politique de développement

Quatrième partie. **Nouvelles idéologies**

Chapitre 1. L'idéologie (Genèse, nature et fonctions)

Chapitre 2. Les axes d'idéologisation

- A. La « civilisation du bonheur »
- B. La contestation et la participation
- C. L'identification
- D. La libération
- E. L'ordre
- F. Le changement
- G. L'innovation
- H. Le développement
- I. La révolution sociale
- J. Mythes et frontières

Conclusion

Quelques éléments bibliographiques

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Stratégies sociales et nouvelles idéologies.

Un instrument d'analyse et d'action pour
les engagés sociaux, politiques et culturels.

Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1970, 266 pp.

Présentation de l'auteur et du livre

(texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Jacques Grand'Maison est né à Saint-Jérôme en 1932. Après ses études au collège de Ste-Thérèse et à l'Université de Montréal, il a poursuivi sa formation aux États-Unis et en Europe. Sa thèse de doctorat a porté sur le phénomène religieux dans la société industrielle. Il a publié une dizaine d'ouvrages dont plusieurs ont été traduits en différentes langues. En plus de son enseignement à l'Université de Montréal, Jacques Grand'Maison travaille depuis longtemps avec des mouvements de base, particulièrement dans la région des Laurentides.

Son ouvrage *Vers un nouveau pouvoir* marquait un premier bilan des expériences sociales de la décennie '60. Les initiatives analysées par l'auteur ont connu récemment un certain affaïssement. Voici qu'un second souffle commence à naître. Cette fois, il faut en assurer la qualité et la durée.

Soucieux de ne pas escamoter les étapes nécessaires, l'auteur dégage un cadre critique pour mieux situer les articulations des processus culturels, économiques et politiques dans la praxis sociale actuelle et dans ses diverses formes d'expression. Sa démarche se veut

donc à la fois pédagogique et stratégique. Ce qui implique l'assumption systématique des expériences en cours et de leurs prolongements prospectifs, d'une part, et d'autre part, le refus de schèmes abstraits non vérifiables ou inutilisables dans l'action.

Cette préoccupation majeure n'exclut pas un retour critique sur l'orientation des pratiques courantes et de leurs fondements idéologiques. L'auteur analyse d'abord les principales options et tensions qui existent dans notre société et au-delà de ses frontières. Il s'attarde aux contradictions des néo-libéralistes qui tiennent encore en main les pouvoirs idéologiques et effectifs.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à une analyse serrée des stratégies et des formes de praxis sociales existantes ou possibles.

Dans un troisième temps, l'auteur tente de cerner les principaux axes d'idéologisation autour desquels gravitent différentes familles spirituelles. Encore ici, il se garde bien de quitter la ligne de praxéologie qu'il privilégie dans son essai, sans, pour cela, nier la validité de d'autres approches disciplinaires ou d'études critiques "désengagées". C'est donc le point de vue d'un homme d'action qui essaie d'associer écriture et engagement le plus honnêtement possible.

Jacques Grand'Maison s'est d'abord inspiré d'expériences vécues et discutées dans différents groupes d'action et de recherche sociales. Mais aussi, d'autres sources de réflexion sont venues étoffer ce premier canevas. Ce qui permet à l'auteur d'avouer modestement que plusieurs de ses idées sont tirées d'un nouveau patrimoine commun en train de se constituer pour un meilleur service de la promotion collective.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

Première partie

Des défis laissés pour compte

[Retour à la table des matières](#)

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Première partie : Des défis laissés pour compte

Chapitre 1.

Des défis laissés pour compte

L'instant vs l'histoire

[Retour à la table des matières](#)

Écrire un livre sur des questions d'actualité, c'est tenter de relever un défi de plus en plus difficile. On a tout juste le temps de sauter dans le train d'une vie moderne trépidante, cahoteuse et ultrarapide. Les nouvelles se bousculent pêle-mêle les unes sur les autres. L'analyste le plus chevronné comme le citoyen le plus modeste sont en quelque sorte engloutis par l'énorme magma d'informations, de connaissances et de techniques toujours renouvelées. Les statistiques de la semaine passée ne correspondent plus à la réalité présente. Seul le médium électronique reste dans la course. Il nous transmet à un rythme déconcertant les nouveaux développements, les modes dernier-cri, les multiples situations inédites, la toute dernière vague. Trois livres blancs à la fois, dix amendements au dernier bill, quinze nouveaux films, romans ou pièces de théâtre, changements nombreux des règlements scolaires, des horaires d'autobus, des conditions de travail, des taux d'intérêt, des prix, etc. « As-tu vu ? » « As-tu lu ? » « Comment, tu n'es pas au courant ! »

L'événement prend le pas sur le permanent, l'instant sur le temps, le fait sur l'histoire. Mobilité, adaptation, agressivité, éclectisme, autant de qualités qu'il faudrait avoir. Seuls l'inédit et l'insolite deviennent signifiants. Une telle farandole semble nous aliéner de l'ordinaire, du normal, du permanent, du durable. On hésite à s'arrêter pour aller au fond des choses parce que le rapido va nous distancer irrémédiablement. *L'homme en marche remplace l'homme enraciné*. Encore là, la vitesse de croisière ne suffit pas. C'est la course contre la montre qui sert de modèle à tous les rattrapages.

Une impossible responsabilité ?

Et pourtant, que de problèmes accumulés en cours de route, de graves questions laissées pour compte : la pauvreté, le sous-développement, le néo-militarisme, le racisme, la pollution, la congestion urbaine, les foyers de révolte ou de révolution. Théories et stratégies sont bouleversées ou déphasées par les événements, débordées ou disloquées par de neuves conditions politiques, économiques, culturelles ou autres. Nos piètres réponses seraient-elles de purs mécanismes de défense ou des refuges illusoire devant ces changements qui se font en dehors de nous et sans nous, qui nous conditionnent, nous devançant ou nous dépassent ?

Que puis-je faire dans mon petit coin pour changer les choses ? Comment me situer dans cet ensemble insaisissable ? Seul ou avec mes voisins, mes compagnons de travail, mes concitoyens, je me sens loin des leviers décisifs de pouvoir, des grands circuits de l'organisation sociale. Je me rends compte que même les plus forts, les « mieux placés » sont aussi perplexes que moi, eux aussi, victimes de situations que nous n'arrivons jamais à dominer.

Pourtant, je supporte de moins en moins cette sorte de *nowhere* de la société dans laquelle je vis. Je ne puis croire que les hommes ne prendront pas enfin la gouverne par-delà ces déterminismes qui ont créé aveuglément une histoire par trop mécanique. Maîtrise de son destin, maîtrise de l'histoire, maîtrise de l'évolution de la société, voilà les premières composantes de cette révolution culturelle utopique que je vis avec tant d'autres. Je veux que notre liberté et notre responsabilité humaine l'emportent sur la mécanique de la tradition comme de la technologie, sur les grands modèles économiques et

politiques qui nous ont asservis, sur le « nihilisme d'une société qui, tel un tissu cancéreux, n'a pas d'autre but que sa propre croissance » quantitative et insignifiante.

De nouveaux points d'appui

Pour retrouver la trace de fins et de moyens vraiment humains, je sens le besoin de m'enraciner davantage dans le quotidien, dans mes solidarités journalières, dans ma condition d'homme tout nu. Je cherche en même temps une distance critique pour un dépassement incessant. Les vaisseaux spatiaux ne se passent pas de rampe de lancement. Dans le domaine culturel et social, nous avons oublié de construire ces points d'appui nécessaires. Nous serions-nous éloignés à la fois du roc solide ou de la source génératrice ? Le matériel a-t-il étouffé le spirituel ? Ce retour actuel à la nature (ce naturisme inavoué), derrière la bataille contre la pollution, n'apportera pas de réponse à nos besoins et à nos aspirations les plus profonds. Le spirituel n'est pas un donné, mais une tâche. Lui aussi exige des points d'appui aussi efficaces que gratuits, aussi transcendants que charnels. Nous sommes acculés à recréer un tissu humain, personnaliste et communautaire, à inventer des modèles inédits de conduite individuelle et sociale, à imaginer de nouvelles structures sociales, sans renier les réelles acquisitions de l'histoire.

Une pensée qui radicalise l'action

Ces propos paraîtront bien loin d'un travail qui veut déboucher sur des stratégies d'action, sur des démarches réalistes et souples dans l'évolution sociale présente. Je crois à la valeur et à la force de l'action concrète et soutenue. Mais je m'en méfie en même temps. Les moindres problèmes sont trop complexes et les défis actuels sont trop exigeants pour que je me contente d'engagements épisodiques, de motivations superficielles, d'analyses rapides. Il est de moins en moins facile de distinguer le superflu et le nécessaire, l'accessoire et l'essentiel, le contingent et le permanent, le succédané et l'authentique, enfin l'effet et la cause. C'est pour cela que tant d'hommes perdent leur temps, font des luttes d'arrière-garde ou n'arrivent pas à s'orienter de façon valable. Une des plus grandes séductions de la société actuelle, c'est justement d'empêcher une distance critique sur le quotidien, et

partant, une maîtrise libre et responsable sur celui-ci. Peu importent la critique subtile des intellectuels, la révolte des petits, la contestation des jeunes, l'extrémisme des groupuscules révolutionnaires, notre système social récupère tout le monde au plan des réflexes spontanés qu'il a si bien conditionnés, au plan d'une quotidienneté qui commande des styles de vie semblables, une échelle de valeur unique, des produits identiques pour tous. Il ne reste à vrai dire que des niveaux de consommation pour justifier les illusions de distance culturelle, sociale, ou politique. Un second regard nous obligera à nuancer cette réduction trop facile qui ne comporte pas moins son poids terrible de vérité. Voilà autant de raisons pour affiner nos instruments d'action et d'analyse si nous voulons vraiment changer l'ordre actuel des choses et accéder à une liberté créatrice et responsable.

Ces préoccupations, nous les trouvons non seulement chez nous, mais aussi un peu partout dans le monde. Mais il nous faut bien admettre qu'elles revêtent des conditions et des significations particulières dans notre propre contexte québécois. Je voudrais retenir d'abord ce que j'appellerais un premier déchirement de notre conscience sociale.

Des options dramatiques

Nous vivons la révolution culturelle des pays industrialisés sans être entrés dans notre propre révolution industrielle. Nous aspirons au progrès technologique tout en participant à la critique des modèles correspondants. La société post-industrielle s'amorce chez nous alors qu'il reste encore beaucoup d'attitudes et de réalités sociales de l'univers pré-industriel. Nous agissons tantôt comme des sur-développés, tantôt comme des sous-développés. « Nous avons tout ce qu'il faut pour développer des industries de pointe » disent les uns. « Nous n'avons même pas d'infra-structures industrielles solides » affirment les autres. Nos grandes ambitions culturelles et politiques ne seraient pas à la mesure de nos petits moyens économiques. Comment bâtir une société indépendante au moment où les pays les plus forts doivent se fédérer à tous les plans, au moment où les facteurs d'interdépendance se multiplient, où les concentrations économiques obligent à un contrepoids politique de plus grande envergure, au moment où la communauté humaine cherche enfin à trouver son unité par-delà toutes les barrières ?

Notre conscience politique connaît d'autres déchirements aussi douloureux. Il y a, par exemple, des objectifs d'urgence sur le plan économique, qui, tout nécessaires soient-ils, ne nous empêchent pas moins d'engager des investissements à long terme et peut-être d'envisager certains risques historiques. Nous savons très bien que la moindre erreur dans l'utilisation massive de nos ressources matérielles et humaines aura des conséquences énormes pour notre avenir. Déjà, après les premiers élans de la réforme scolaire, on parle de nouveaux chômeurs instruits. Quelle part faut-il donner aux politiques de sécurité et d'assistance sociales ? Les grands modèles idéologiques ne nous éclairent pas tellement sur les rapports dynamiques à établir entre les facteurs politiques et les facteurs économiques. Ceux des nôtres, qui ne voient de solutions que dans une croissance économique vigoureuse et accélérée, n'ont qu'à regarder nos voisins riches du sud. Bien d'autres composantes entrent en ligne de compte dans l'évaluation de notre situation historique. Refuser d'admettre les ferments de révolution sociale, culturelle, politique que nous partageons avec tant d'autres peuples, c'est céder à un faux pragmatisme que beaucoup d'Américains lucides dénoncent fortement, c'est vouloir ignorer les événements les plus signifiants des derniers temps. Les partisans d'une politisation intensive manquent tout autant de réalisme, s'ils négligent les tâches plus immédiates, particulièrement dans les domaines scolaires et économiques. Certains tentent de faire tenir ensemble toutes ces composantes. Mais, encore là, leur stratégie de développement laisse dans l'ombre bien des impondérables. Sur quelle philosophie politique, sur quels aménagements repose l'idéal d'un « État fort dans une démocratie de participation » ? Vaut-il mieux avancer « ensemble » plus lentement ou prendre les devants rapidement, quitte à tirer par la suite vers soi la masse des retardataires ? Comment concilier concrètement des décisions efficaces et rapides, et le lent processus démocratique de participation à toutes les étapes d'un projet ? Comment articuler un puissant leadership étatique ou autre et un membership vigilant et capable d'un contrôle réel ? De façon subtile, certains entrevoient des tensions fécondes entre la base et les superstructures. N'est-ce pas du « wishful thinking » quand on connaît la faiblesse navrante de l'une et des autres dans notre propre contexte politique ? Notre technocratie comme notre démocratie de base n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements.

Les enjeux se précisent

Et nous pourrions allonger la liste de toutes ces « perplexités » que nous ne nous avouons pas toujours les uns aux autres. Faut-il d'abord investir dans le seul pôle de croissance que nous ayons, à savoir la région montréalaise et laisser croupir pour un long moment le reste de la province ? Ou bien, devons-nous déjà commencer à structurer d'autres pôles de croissance ? Pouvons-nous faire les deux en même temps ? Sommes-nous équipés pour de tels projets, prêts à y mettre le prix ? Un premier bilan des initiatives récentes suscite des inquiétudes justifiées. Le plan de réaménagement de l'est du Québec tarde à produire ses premiers effets d'entraînement. La réforme de l'éducation a mobilisé l'attention et l'énergie sur les nouvelles structures administratives et pédagogiques au point de noyer « l'action éducative elle-même » (Pierre Angers). C'est d'ailleurs ce que tant d'étudiants et d'enseignants tentent de nous dire plus ou moins clairement. Les efforts louables de recyclage, de reclassement d'éducation permanente accouchent d'une souris, sans doute parce qu'ils s'inscrivent dans un ensemble socio-économique et politique sans cohérence et sans dynamisme., -

Et certains continuent de raisonner comme si nous, étions déjà entrés dans l'ère de la société programmée et technologique. Avons-nous vraiment le choix de politiques le moins précises dans des domaines aussi vitaux ? Quelle échelle de valeurs recèlent les budgets des instances fédérales, provinciales et municipales ? Quelle place occupe le défi du chômage dans les politiques anti-inflationnistes ? Le réformisme fiscal de la Commission Carter, qui venait timidement à la rescousse des plus faibles, n'a pratiquement pas été appliqué par les gouvernements. Serait-ce parce qu'on ne veut pas risquer des transformations profondes dans le système actuel ? Pourtant, il éclate de partout. Les dispositifs d'urgence repoussent toujours le processus jusqu'au carrefour des violences oppressives, terroristes et répressives. Attendra-t-on d'être acculé au mur ? Les culs-de-sac favorisent rarement des projets et des stratégies lucides et efficaces, pas plus que la défense aveugle du système établi. Les lois, les appels moralisateurs, les retouches des structures n'assureront jamais en soi l'avenir de la démocratie et l'émergence d'une société vraiment humaine et juste.

De la scène internationale au patelin

Au congrès mondial de la jeunesse à l'ONU en 1970, les jeunes cherchèrent vainement, au-delà d'une critique assez judicieuse, les objectifs valables que pouvaient offrir nos diverses sociétés. À peine quelques projets partiels bien insuffisants pour susciter de profonds engagements : le vote à dix-huit ans, le service civil désintéressé, etc. Pendant ce temps, le militarisme gagne du terrain dans la plupart des pays au détriment d'une véritable stratégie du développement. Autant de phénomènes prophétiques qui signalent le caractère décisif des heures que nous vivons. Que nous l'acceptions ou pas, nous sommes dans un climat révolutionnaire plus ou moins avancé selon les contextes politiques. Mais personne ne semble y échapper. C'est peut-être l'envers ou le seuil d'une solidarité et d'un courage inconnus auparavant. Nous avons une conscience vive de l'écart immense entre le sommet et l'abîme de notre civilisation, entre le progrès et les déchets inouïs qui l'accompagnent, entre l'égalité des droits politiques et l'inégalité économique criante, entre les tenants de pouvoir et les aliénés de pouvoir. Les instruments extraordinaires de destruction ou d'exploitation peuvent aussi bien servir à la libération et la promotion des communautés humaines. Nous ne pouvons pas nous isoler des enjeux planétaires, parce qu'ils rejoignent ceux que nous rencontrons tous les jours au travail, à la maison, dans la rue. Les révoltes étudiantes se ressemblent étrangement, comme les pouvoirs, les armes, les propagandes, les spéculations financières, les asservissements de toutes sortes. Il y a dans nos propres milieux des petits Biafras ou Vietnams, des répliques de Harlem, de Berkeley, de Belfast, de la Havane, de Prague, de Suez, de Recife. La Canadair compte sur Washington. Et Rome légifère sur les décisions intimes du foyer d'à-côté. C'est là la part de vérité du global village de McLuhan.

Mon « bas de porte »

Pourquoi ne pas faire aussi le chemin inverse, à partir de la communauté locale, de l'espace quotidien, du terrain sous ses pieds ? N'est-ce pas une des conditions fondamentales du réalisme politique ? Qu'est-ce qui se passe dans ma localité, dans mon milieu de travail ? Quelles sont les responsabilités à ma portée ? Suis-je une composante

du problème ou un agent de sa solution ? Puis-je vraiment comprendre et aider les pauvres de Calcutta sans m'intéresser à ma propre ville ? La grande politique restera stérile sans une quotidienneté politique. Elle sera même une voie d'évitement ou une évasion pour reporter à l'extérieur de soi les moindres problèmes collectifs et les tâches correspondantes. De même les discussions autour des grandes idéologies ne sauraient éviter l'approfondissement critique de sa petite idéologie à soi et de celles de ses milieux de vie. On ne peut reprocher au gouvernement de défendre un ordre sans projets ou de lancer inconsidérément des projets sans ordre, si on ne tente pas soi-même et avec d'autres de formuler et de réaliser des projets dynamiques, des aménagements institutionnels cohérents, des actions collectives bien orientées. Les stratégies de développement sont toutes vouées à l'échec si elles ne dépendent que d'une poignée d'experts. Et nos hommes politiques ne prendront pas le risque de décisions compromettantes s'ils ne sont pas appuyés par de vastes mouvements sociaux, par des groupes importants de citoyens, par des minorités agissantes dans tous les secteurs de la population. D'humbles expériences bien menées, même dans des aires restreintes, ont valeur d'inspiration et d'incitation.

Ce ne sont ni les gros ni les petits appareils qui décident, créent ou innovent, mais des hommes, des équipes d'hommes, des groupes dynamiques et vivants. Les tâches les plus matérielles tiennent à la qualité des hommes. Jamais la mise en oeuvre des ressources humaines n'a tenu une telle place pour atteindre au progrès réel dans les différents secteurs d'activités de la société urbanisée, technicisée et bureaucratisée. L'ère des ordinateurs a renforcé cette conviction. Or, c'est dans leur quotidienneté que les hommes se révèlent et se façonnent. C'est à ce niveau-là que notre travail veut analyser les stratégies possibles et les idéologies qui les sustentent ou les contredisent.

Des réalités sociales à élucider

Il nous a semblé en cours de route, après des années d'expériences avec divers groupes de citoyens non-instruits et instruits, pauvres et moins pauvres, en situation de pouvoir ou sans pouvoir, que les uns et les autres, nous avons à réviser profondément notre philosophie et nos pratiques politiques. Avant d'exposer les diverses composantes des

stratégies et des idéologies actuelles, je voudrais signaler les ambiguïtés les plus manifestes et partant, les clarifications à apporter au sujet de certains points chauds de notre univers politique, qui concernent à la fois les stratégies et les idéologies.

Un exemple-type, le conflit

En Amérique du Nord particulièrement, nous avons peine à situer le conflit social dans ses vraies significations et dimensions. La sociologie américaine en est un témoin on ne peut plus convaincant. R.K. Merton et ses collaborateurs en parlent à peine dans leur ouvrage classique : *Sociology Today* (1959). Et Parsons dans *The Social System* le réduit aux changements technologiques et à leurs conséquences (p. 513). L'analyse fonctionnelle a vite glissé dans l'idéologie fonctionnaliste qui rencontrait l'éthos dominant dans le milieu nord-américain. Le conflit apparaît comme une déviance marginale. Les expressions les plus fréquentes en disent déjà long : *conflict avoidance, conflict reduction, the cost of conflict*.

Les durs affrontements internes de la dernière décennie et ceux qui s'annoncent ont obligé les analystes, les hommes politiques, les agents sociaux, et un peu tout le monde, à reconnaître la réalité brutale de profonds conflits sociaux au cœur du système. L'analyse du changement ne pouvait rendre compte de ce que les idéologues européens exprimaient en termes de lutte de classes. Inutile de dire que les réflexes spontanés de la majorité d'entre nous n'ont pas profondément changé. Il n'y a pas que l'idéologie du *law and order* qui veut éteindre ou nier tout impact conflictuel. Pensons au concept-clef d'intégration pour identifier le problème noir, la « marginalité » (!) des pauvres. Les tenants comme les opposants du nationalisme chez nous laissent dans l'ombre, de façon plus ou moins consciente, la lutte des classes. De même, la révolte étudiante est ramenée au schéma classique et inoffensif d'un conflit superficiel et intermittent de générations.

Peu à peu la contradiction prend des proportions énormes quand on songe, d'une part, à l'idéalisation de l'égalitarisme démocratique, des droits de l'homme, de la liberté à la portée de tous dans le libéralisme, du *fair play* et de la saine compétition, et d'autre part, à l'omniprésence des rapports de domination et de la violence dans tous

les domaines de l'existence collective. Les discussions récentes ont davantage porté sur les effets que sur les causes. Abus de la brutalité dans les spectacles, vente d'armes, jouets de guerre, etc. Mais bien peu ont signalé, par exemple, la philosophie d'une éducation fortement marquée par des objectifs d'agressivité, à savoir la formation d'un adulte qui devra se défendre dans la jungle d'une concurrence aveugle et marcher sur les autres, s'il le faut, pour toujours monter plus haut, se construire lui-même, s'enrichir, s'imposer, ou encore, posséder les biens prestigieux offerts à tous sans distinction. « Si vous restez au bas de l'échelle, c'est votre faute. » L'agressivité, en affaires particulièrement, est une qualité suprême ; mais le conflit social, même au nom de la justice la plus élémentaire, relève d'idéologies étrangères et pernicieuses. On oublie vite le scandale de richesses acquises par des moyens douteux et des violences légales. Mais on ne pardonne pas le moindre écart aux règles du jeu de *l'establishment* et du système établi, ni l'autodéfense collective devant l'injustice et l'agression, ni le conflit ouvert et démocratique, bien différent des manœuvres d'underground des pouvoirs économiques. Signalons ici, en passant, le décalage, et même l'antinomie, entre notre système de pouvoir économique et notre système de pouvoir politique.

Une telle contradiction n'est pas la moindre composante de la révolution culturelle actuelle où les conflits sociaux se radicalisent comme jamais auparavant. Les subsides et les nouvelles lois n'y feront rien si nous n'allons pas au plus profond de notre philosophie et de l'idéologie qu'elle comporte implicitement. L'ouverture récente vers une acceptation du droit de dissidence, accompagnée d'une reconnaissance plus lucide du pluralisme culturel ou autre, commence à servir de subterfuge pour ignorer la réalité des conflits qu'on a laissé pourrir depuis des décennies. Au fond, ne cherche-t-on pas à éviter ici toute remise en cause du système social qui a produit de telles injustices ? On songe à de nouveaux mécanismes, mais toujours à l'intérieur des mêmes règles du jeu essentielles au statu quo. Des minorités agissantes ne s'y laissent plus prendre. ¹

¹ Certaines distinctions semblent bien commodes. Pour notre part, nous les trouvons un peu futiles. Par exemple, cette typologie des conflits :

- conflits à l'intérieur des normes sociales
- conflits qui visent les structures de pouvoir
- conflits qui comportent une violation des normes sociales
- conflits qui cherchent un changement global.

D'une part, les structures sociales actuelles créent des conditions endogènes de durs conflits et, d'autre part, l'idéologie et l'éthique officielles cherchent à les masquer, à les neutraliser, ou à les nier. Même si certains changements institutionnels ont voulu apporter des correctifs, les comportements quotidiens et la mentalité correspondante expriment encore les contradictions flagrantes du libéralisme du XIX^e siècle qui affirmait en même temps l'égalité foncière des hommes et leur inégalité inévitable. Il créait un paradis juridique abstrait et un enfer économique concret. Il fallait donc une autre idéologie militante et de rudes conflits pour obtenir des miettes de justice. Le système nord-américain a absorbé, de façon réformiste, certaines mesures sociales pour assurer « l'équilibre » du système, mais toujours à l'intérieur du modèle libéral. Or, l'évolution sociale récente a accusé le *clash* des deux idéologies et amène ainsi le modèle prévalent à sa limite critique.

Dans l'action sociale, il nous faut revenir à des données plus immédiates pour formuler une « politique du conflit » qui soit compréhensible, et aussi pour bâtir des « stratégies » du conflit qui soient réalistes. Nous ne voulons donc pas nous attarder ici aux diverses conceptions du conflit, soit comme un fait brut, soit comme méthode d'action, soit comme fin (par exemple la révolution permanente). Nous nous limitons à certains constats de la praxis en ce domaine. C'est souvent par un tel biais que les citoyens apathiques ou écrasés entrent dans une démarche politique. Le conflit bien assumé précise les questions et les enjeux, motive des engagements plus profonds, favorise des solutions plus claires, révèle les vraies frontières, accentue les facteurs d'identification et de cohésion, ouvre le jeu démocratique, perce les culs-de-sac, suscite de nouvelles approches de solution, provoque des catharsis nécessaires, oblige les uns et les autres à mieux définir leur position, à s'y engager résolument. C'est en se radicalisant, c'est en allant jusqu'à leurs racines les plus profondes que les hommes peuvent se rencontrer. Autrement, on en reste à des querelles superficielles, à des violences destructrices, à des compromis veules qui ont tous en commun le délaissement des problèmes réels et des hommes concrets.

C'est sans doute une arme à deux tranchants. Certains conflits aboutissent aux effets contraires, surtout quand ils deviennent des fins en eux-mêmes, des purs mécanismes psychologiques et instinctuels, des phénomènes collectifs de rage aveugle, des tactiques dénuées de sens humanitaire. Mais il y a des attitudes plus fréquentes ; celle de

nier les fondements réels de la plupart des conflits, celle de leur nier toute expression politique positive, celle de ne leur reconnaître aucune valeur éthique. Ainsi, présuppose-t-on que toutes nos lois sont justes, que toute grève est mauvaise, ou que les hommes sont incapables d'agir efficacement sur les structures ou sur leurs conditions d'existence. Les arguments ne sont jamais servis aussi bêtement. Combien de plaidoyers subtils nous rappellent les limites des institutions, de la condition humaine ou de la nature, le caractère imparfait, mais aussi perfectible, de notre système social, la nécessité d'y mettre le temps, etc. Souvent, en matière de justice sociale, ce type d'argumentation camoufle une négation du conflit, une défense d'intérêts, une peur du risque ou de compromissions. Combien d'agents institutionnels responsables de champs sociaux vitaux choisissent des projets inoffensifs qui obtiendront l'accord de tout le monde, tout en passant à côté des besoins les plus criants. C'est la marque de bien des initiatives « communautaires » et de moult politiques gouvernementales. On préfère le processus « additif », par exemple, des bénéfices sociaux pour tout le monde. Les projets qui profiteraient uniquement aux plus démunis sont l'objet d'une prudence malthusienne. C'est moins rentable politiquement. Au bout de la ligne, la société se grève de lourdes charges dont les petits payent doublement la note en taxes et en coût inaccessible de la vie. Jusqu'ici les pouvoirs se sont appuyés sur la majorité silencieuse ou sur une opinion publique encore peu consciente des vices du système social. On l'a bien vu dans le cas de l'assurance-santé où certains corps professionnels bourgeois ont posé des exigences peu compatibles avec la philosophie sociale d'une telle entreprise sociétale. Ils ont fait appel à l'idéologie libéraliste dominante. Nous retrouvons encore ici les contradictions mentionnées plus haut.

Je doute que nous puissions nous attaquer à ces défis sans mener de rudes luttes politiques. Il faut bien se rendre compte que la majorité des problèmes les plus cruciaux ne sauraient être résolus avec une simple stratégie de collaboration ou avec une mentalité naïve de bon ententisme. Les privilégiés ne cèdent pas facilement des avantages acquis ou consacrés. Ils ont en mains très souvent les meilleurs leviers d'action occulte et manifeste pour déjouer des ententes ouvertes autour de la table de négociation. Ceux qui ont toujours été en marge des centres stratégiques de decision-making, se font facilement tromper par des promesses, des décrets, des règlements qui ne correspondent pas à grand-chose effectivement. Une meilleure connaissance de l'histoire sociale nous éclaire sur ce que j'appellerais « le courage

d'aller au bout de conflits qui portent sur des questions essentielles ». Le syndicalisme a gagné de haute lutte son droit de vivre. Les artisans du vote des femmes, de l'abolition de l'esclavage, de la démocratisation de l'enseignement, n'ont pu compter, au début, sur l'appui de la majorité ou encore de l'opinion publique. On accuse facilement de fanatisme ceux qui dérangent des traditions, des pouvoirs en place, des positions acquises. Ce sont rarement les privilégiés et les puissants qui exagèrent ! Il faut alors faire la preuve décimale de l'injustice commise ! Tout militant social ou tout leader populaire doit surmonter cette honte qu'on veut lui inculquer de façon bien subtile. Entre le fort et le faible, il y a deux poids, deux mesures. L'actualité donne encore raison à La Fontaine. Il y a tout un monde entre la liberté concrète que le fort possède et celle que le faible revendique. Dans certains contextes politiques, nous connaissons des libertés qui se construisent à même l'asservissement des plus démunis. Si vous voulez éviter tout conflit, ce sera au profit du riche ou du pauvre ?

Nous avons pris le « conflit » comme exemple-type des incohérences de notre philosophie et de notre praxis politiques actuelles. Nous allons en signaler rapidement quelques autres pour étayer notre pensée et préparer ainsi le terrain pour l'étude subséquente des stratégies et des idéologies dans l'action sociale.

Les besoins

C'est peut-être l'expression centrale de nos idéologies nord-américaines, surtout en matière de politiques sociales. Nous en faisons une pierre de touche de notre réalisme empirique. De quels besoins s'agit-il ? De ceux que la publicité a créés artificiellement ? Serait-on dans un système qui rend incapable d'identifier les vrais besoins ou même de les exprimer ? Il y a souvent un énorme décalage entre ceux qu'on affirme, ceux qu'on ressent et ceux qu'on vit plus ou moins inconsciemment. L'univers des besoins concrets est toujours relatif à des conditions particulières d'existence, à des appartenances sociales et culturelles, à une ou des échelles de valeurs, à des conditionnements plus ou moins identifiables, à une idéologie ou enfin à une philosophie de la vie. Combien d'agents sociaux consentent à cet examen ? Où place-t-on la santé, le logement, la nourriture, l'éducation, le travail, le vêtement dans son échelle de

valeurs ? Dans quelles conditions concrètes vit-on ou veut-on vivre ces besoins primaires ? Quels rapports ont-ils avec les objets de luxe ? Quel partage fait-on entre le nécessaire et l'utile, le bien-être et le confort ? Pensons à la part du lion que prend l'auto dans bien des budgets modestes.

On n'en finit plus de sérier la longue liste de mécanismes et d'habitudes qui vont à l'encontre des objectifs des politiques sociales. Le défi dépasse toute perspective purement moralisante quand on songe à l'irrationnalité et à l'anarchie de notre système de consommation. Un esprit responsable a peine à trouver de justes points de repère ! Nous reviendrons sur ce point chaud, comme sur tous les autres, d'ailleurs. Contentons-nous de deux remarques qui concernent l'action sociale. Trop d'agents sociaux oublient naïvement que la poursuite de certains besoins et des tâches correspondantes touche très souvent à des conflits d'intérêt, à des incompatibilités dans les rapports de force, à des désaccords latents dans la communauté. Les enjeux ne sont pas purement individuels, mais politiques, ni purement sociaux, mais culturels. Enfin, l'idéologie dominante choisit plus facilement les besoins d'ordre passif. Il n'est pas inutile de souligner ici le primat des besoins actifs qui se traduisent en termes de responsabilité, de liberté, de créativité et d'initiative.

La participation

Voilà un autre mot-clef du discours démocratique actuel. On se l'approprie pour les fins les plus diverses : désamorcer des conflits, intégrer les « déviants », prendre le pouvoir, le contrôler ou le renverser, etc. Les contestataires ont cru, un moment, en faire leur propre idéologie, et cela en regard de structures autoritaristes et impersonnelles. Or, il arrive que les *managers*, les bureaucrates et les hommes politiques utilisent ce moyen avec plus de flair et de sens pratique. En fin de compte, la participation s'est vidée du contenu prometteur qu'on semblait entrevoir. Elle signifie à peu près n'importe quoi. Est-ce une fin ou un moyen, une philosophie ou une pure stratégie, un instrument du conservatisme ou du progressisme ? Le patronat et le syndicalisme s'en servent concurremment, de même en est-il de *l'establishment* et des forces d'opposition. Un slogan vide ou une illusion dangereuse pour les uns, une force ambivalente ou une expression tâtonnante d'un nouveau style démocratique, pour les

autres. De toute façon, il est difficile de lui donner le statut d'une idéologie définie dans quelque champ politique que ce soit.

Cette analyse critique ne se passe pas de certains constats. Par exemple, le fait d'une très faible participation dans la plupart des institutions. Certaines études ont montré qu'au plan du *decision making*, il n'y a pas 1% des gens impliqués qui participent effectivement. Pensons au petit nombre de membres actifs dans la plupart des groupes que nous connaissons, aux difficultés de remplir les exigences du quorum. L'expression « majorité silencieuse » en dit déjà long. Combien d'assemblées réussissent à fonctionner de façon satisfaisante avec le code Morin ? Des tentatives de démocratie directe ont abouti à une participation sauvage et anarchique qui faisait le jeu de leaders manipulateurs et autocratiques. Ainsi les jeux politiques traditionnels remontent-ils en surface avec le vieux modèle électoraliste. L'illusion est d'autant plus grave qu'on se donne des airs de modernité, de rationalité et de maturité socio-politique. Crozier remarque, avec raison, que peu de gens veulent s'impliquer vraiment dans une participation effective.

C'est dire tout le chemin à parcourir. On n'y parviendra pas uniquement par des sessions de dynamique de groupe, ou des rassemblements épisodiques. Il faut viser le tissu de la vie quotidienne, les substrats idéologiques et culturels, le contexte économique-politique. Qu'est-ce que représentent les initiatives récentes de participation et d'actions collectives dans l'ensemble social avec ses processus complexes d'organisation, dans le vaste champ politique où s'inscrivent les énormes défis que nous voulons relever ? En deçà de telle ou telle institution, il y a ce fond de scène plus ou moins insaisissable qu'est l'organisation sociale de tout le système. Certaines revendications ne cherchent rien d'autre que d'arracher quelques concessions, tout en ne dépassant pas des attitudes purement négatives vis-à-vis des phénomènes économiques et politiques. Sans doute doit-on reconnaître le décalage entre la qualité des instruments d'aménagement physique (écologiques ou économiques) et la pauvreté de notre évaluation et de notre action par rapport aux facteurs proprement humains et sociaux. Que de considérations abstruses et ineptes sur la ou les communautés, sur les groupes, sur les classes, sur les attitudes et les mentalités, sur les milieux de vie et leurs relations humaines, et tant d'autres composantes de la vie collective. Je soupçonne que bien des projets collectifs d'animation sociale, de rénovation urbaine, d'aménagement régional, de développement

communautaire, se sont achoppés à cet écart entre l'organisation physique et l'organisation sociale. Il existe bien d'autres raisons que nous analyserons dans notre ouvrage.

La communauté

On rattache souvent le thème de la participation à celui de la communauté. Le communautaire, plus que le sociétaire, fait appel aux facteurs proprement humains à l'intérieur de l'organisation sociale. Les phénomènes occidentaux de socialisation nous ont laissé quelques illusions là-dessus. Nous en sommes encore à l'abc d'une philosophie et d'une praxis de la vie communautaire. Jusqu'à tout récemment, malgré l'importance croissante des facteurs sociaux d'interdépendance de tout ordre, nous avons poussé à son extrême limite l'exacerbation du drame individuel et de la conscience solitaire. Pensons aux prolongements de l'existentialisme bourgeois dans la culture de masse, dans les diverses formes d'expression de l'aventure humaine, au cours des décennies 50 et 60. Or, voici que naît un nouveau communautarisme surtout chez ceux qui contestent la société actuelle et ses institutions. N'est-ce pas une des caractéristiques principales des différents regroupements de jeunes, de citoyens défavorisés, de croyants en rupture avec l'institution religieuse bureaucratisée, d'ouvriers insatisfaits de leur syndicat ? D'autres tentent d'inventer de nouveaux modèles comme la commune.

La dichotomie simpliste folk-society-technopolis nous a fait considérer l'entité communautaire comme un résidu de la société rurale, post-industrielle. Les hippies qui campent dans l'innercity sont peut-être beaucoup plus urbains qu'on ne le pense. Le semi-échec des banlieues ne comportait-il pas une aspiration communautaire authentique ? Évidemment, toutes ces expériences sont marquées par beaucoup d'ambiguïtés sociales, culturelles et politiques. Les communautés d'aujourd'hui ne seront pas celles d'hier, si on ne passe ce truisme. Les agents sociaux qui recherchent de nouveaux modèles d'organisation communautaire en mesurent, mieux que tout autre, les énormes défis. On ne saurait céder à un certain archaïsme aveugle de type clanique ou tribaliste. Les nouvelles communautés devront être plus ouvertes, moins rigides, plus accordées à certaines exigences modernes de mobilité dans le temps et dans l'espace, de pluralisme culturel et politique, de liberté personnelle et de créativité individuelle, de rationalité et de fonctionnalité, etc. Par ailleurs, l'idéologie dominante nous a aveuglés sur la pauvreté de nos formes de vie communautaire. L'histoire comme les expériences récentes

nous aident à redécouvrir l'importance et la nécessité des valeurs communautaires privilégiées : le sens du partage, l'attention à la personne dans sa totalité, la solidarité dans le vécu, la spontanéité des relations humaines, la loyauté d'appartenance, la ductilité de la communication, l'expérience tonifiante de la fête, le souci d'un certain égalitarisme, la possibilité de fraternité et d'amitié plus stable, le renforcement des divers liens humains. Il ne s'agit pas de verser à notre tour dans un nouvel idéalisme. Nous aurons à analyser des aspects négatifs et dysfonctionnels de certaines expériences actuelles et surtout de l'idéologie communautariste. De plus, nous en restons ici au seuil des débats sociologiques anciens et nouveaux autour de la communauté. Tönnies, Durkheim, Weber, McIver, Gurvitch et tant d'autres nous ont apporté des points de vue tantôt convergents, tantôt parallèles, tantôt contradictoires. Ce sont des sources très riches qui nous inspireront dans notre ouvrage.

Évidemment, nous relevons ici certains points saillants qui touchent plus directement à l'action sociale. Une première clarification s'impose chez ceux qui voient la communauté soit comme un moyen ou une fin, soit comme un véhicule ou un contexte, soit comme un point de départ ou un point d'arrivée, soit comme un « nous » ou une organisation, soit comme un « donné » ou un « construit », soit comme un lieu physique ou un lieu spirituel. Quels rapports établit-on entre ces diverses composantes ? Déjà certaines politiques dans l'organisation sociale actuelle nous révèlent d'énormes faiblesses au plan communautaire. Combien de programmes de rénovation laissent apparaître une conception primaire de cette dimension ? On n'a pas respecté l'expérience communautaire de certains quartiers défavorisés. On a structuré des services comme des fonctions indépendantes et dans une perspective étrangère à tout esprit communautaire. On a souvent négligé de considérer les communautés locales comme des entités vivantes avec leurs propres lignes d'évolution démographique, culturelle, sociale, économique et politique. L'aune statistique reste ici bien insuffisante, surtout quand elle se limite aux vastes ensembles, comme c'est souvent le cas dans notre propre contexte politique. La guerre contre la pauvreté, par exemple, se noie dans la statistique abstruse et globale, comme dans les officines bureaucratiques. Ses objectifs sociaux sont encore soumis aux fins économiques et politiques d'un *establishment* peu intéressé à y mettre le prix. Les fins communautaires sont peu rentables économiquement pour les entreprises privées (si ce n'est qu'à l'intérieur de leur organisation). Elles sont peu rentables politiquement, à côté des grands signes d'une

politique de grandeur et de prestige. L'éthique dominante endort encore l'opinion publique qui met du temps à s'éveiller à ces problèmes. L'avenir de la dimension communautaire devra donc aussi passer par ces lieux obligés non seulement de l'éducation populaire, mais aussi de l'action politique.

La planification et la bureaucratisation

Voilà deux autres thèmes chargés de nouvelles ambiguïtés dans les attitudes politiques des uns et des autres. Le planning social est perçu tantôt comme une menace, tantôt comme « la solution » à tous les problèmes, tantôt comme une réalité neutre, susceptible de servir tout autant à des fins de domination qu'à des fins de libération collective et de démocratisation. Dans nos milieux encore marqués par une prédominance des postulats libéralistes, on invoque facilement le spectre du dirigisme étatique et technocratique ou du socialisme totalitaire, et surtout la perte des libertés individuelles. Habituellement, les spécialistes nord-américains du planning social considèrent celui-ci comme un moyen nécessaire pour enfin donner des objectifs globaux à une société fragmentée par la spécialisation et désorientée par le caractère anarchique, aveugle et peu social du système concurrentiel de l'entreprise privée. Ce serait aussi une façon organique et rationnelle de dépasser les conflits latents et manifestes et les effets de neutralisation du jeu compétitif entre les groupes de pression.²

Dans notre propre contexte politique (québécois), certains analystes ont relié les phénomènes récents de critique sociale et même de révolte à cette sorte de *clash* qui se produit de plus en plus fréquemment *entre les secteurs ou les niveaux d'intervention fortement technocratisés ou programmés et ceux qui n'ont pas dépassé le stade artisanal*. On constate deux langages plus ou moins étanches, même chez les animateurs et les animés dans les mouvements sociaux. De plus, des contradictions nouvelles apparaissent. On appelle, d'une part, une organisation plus efficace pour surmonter les problèmes rattachés aux secteurs peu planifiés et, d'autre part, on s'en prend aux technocrates ou aux hommes politiques

² M. Harrington dans « The Occidental Century - relie les crises contemporaines à l'absence de planification politique, économique et technologique.

qui réussissent trop bien, parce qu'on les soupçonne de refuser tout contrôle démocratique, d'annihiler toute velléité d'opposition, ou encore de poursuivre des fins occultes, qui cachent des intérêts contraires au bien commun de la masse des citoyens.

Plus profondément, derrière le procès des hommes politiques qui servent de boucs émissaires, il y a cette perplexité des uns et des autres devant le phénomène plus proche et plus envahissant de la bureaucratisation. L'administration envahirait « le politique » pour le réduire à un rouage impersonnel. Un autre biais pour noyer les fins sociales dans les moyens et les techniques d'organisation. Le modèle technologique deviendrait ainsi le mètre et le maître de toute démarche politique par la voie impersonnelle de la bureaucratisation. Ainsi s'achèverait le tour de roue de la société unidimensionnelle, de la technologisation des choses à la bureaucratisation des personnes, de la gestion des structures à l'administration des hommes, de l'automation des machines à l'automatisation des comportements et des processus sociaux, etc. Cette critique a des résonances étranges dans notre milieu qui est encore au seuil d'une première rationalisation des tâches ; par ailleurs, elle nous invite à mieux évaluer ce phénomène au plan de l'intervention sociale.

Les cercles vicieux de la bureaucratie ne sont pas des mythes inventés par l'imagination sociologique ; il en est de même des « secrets » du monde organisationnel. Le fameux « service au public » est une idéologie qui camoufle souvent un manque de conscience démocratique et d'esprit communautaire. Combien de services deviennent des « en soi » où le *self-interest* passe avant l'intérêt de la clientèle, la survivance avant l'efficacité. Les bureaucraties sont souvent des agents de dépolitisation, qui individualisent les rapports avec la population, renforcent l'impuissance individuelle et collective des citoyens. Les artisans des mouvements sociaux se heurtent ici à de terribles résistances et inerties. Certains secteurs acquièrent parfois un monopole d'information, de ressources, d'expertise au point de rendre impossible le contrôle démocratique, la libre intervention politique, les choix d'action sociale. L'obscurité et la complexité de la machine bureaucratique servent très bien la cause des pouvoirs dominants, qui peuvent emprunter des chemins indirects, impersonnels et insaisissables, laissant ainsi peu de prises directes sur leurs politiques ou leurs visées plus ou moins critiquables. Par le truchement bureaucratique, on se donne facilement des airs de neutralité et d'objectivité, ou de serviteur du bien public ; on est aussi en mesure de

rejeter ses responsabilités sur d'autres sans devoir nommer ceux-ci ou sans s'expliquer. Même les associations libres et ouvertes, parmi les plus fortes, n'arrivent pas à percer le mur. Cette impuissance a amené, dans bien des communautés locales, la disparition de groupes-moteurs. Les uns et les autres s'en remettent à ce monopole d'intervention sociale, qui draine vers lui tant de ressources matérielles et humaines.

Mais comment éviter cette conséquence de la concentration urbaine, économique ou autre, de la complexité de l'organisation sociale, de la planification rationnelle et fonctionnelle ? Est-ce que la bureaucratisation n'est pas un moyen nécessaire pour traduire les politiques en programmes, pour assurer les rapports entre les structures, entre la base et les superstructures, entre les politiques et les besoins ? A tout le moins, faut-il un fort contrepoids démocratique et un primat de la fonction politique comme telle. Certaines actions sociales mal orientées ont contribué parfois à décourager des technocrates compétents et des bureaucrates bien disposés. Pouvons-nous nous permettre de perdre ce potentiel inchoatif et rare chez nous ? La fonction administrative autochtone commence à peine à s'affirmer. Notre travail tentera d'esquisser certaines voies de dépassement.

Le pouvoir ³

³ Dans une perspective plus large que nous l'entendons ici, le pouvoir est cette capacité d'influencer, d'orienter, de contrôler, de contraindre, de se soumettre, ou de se concilier les autres. Il faut distinguer le pouvoir comme force, comme légalité, comme autorité (A. Birou). Une analyse même sommaire des pouvoirs dans un milieu ou dans une société implique au moins ces composantes.

- Ses diverses formes et structures
- La manière dont il se constitue
- Ses modes d'exercices
- Ses niveaux d'influence et d'action
- Ses dimensions et son champ d'exercice
- Son degré de légitimité et ses mécanismes de légitimation
- Ses stratégies et ses tactiques
- Les relations, les tensions et les conflits qu'il suscite
- La configuration des pouvoirs (séparation, alliances, compromis, etc.).

Un thème majeur dans la pensée et l'action sociale actuelle. Il ressort des processus d'animation, de consultation, d'organisation, etc. On a éveillé une conscience sociale qui s'est vite rendu compte de son aliénation de pouvoir, de sa marginalité par rapport aux leviers essentiels de décision. Un début de politisation était inévitable, après certaines confrontations qui susciterent des interrogations essentielles. Qui gouverne ? Qui influence les décisions ? Comment atteindre, contrôler, modifier ou renverser les politiques qui nous affectent ? L'argent ou l'information n'expliquent pas tout, la sphère proprement politique non plus. Le pouvoir est plus polymorphe, plus fluide, plus diffus, plus insaisissable qu'on ne le pensait. Plusieurs modèles se présentent à la conscience politique. Jamais les idées n'ont été aussi confuses en ce domaine. Prendre le pouvoir, s'attaquer au pouvoir, contrôler le pouvoir, ce sont des démarches autrement plus complexes que les slogans populistes ne le laissent entendre.

Quand on regarde les choses de près dans des milieux plus restreints, on se rend compte de réseaux parallèles de pouvoirs, d'alliances permanentes ou plus souvent intermittentes, de conflits manifestes ou latents. Parfois c'est tel pouvoir qui est déterminant. Mais plus l'aire politique s'étend, plus cette situation monolithique disparaît. Il s'agit davantage de polyarchie que de hiérarchie. Et même là, le jeu des influences échappe à des cadres simplistes d'analyse politique. Qu'est-ce qui a pesé le plus dans telle élection, dans telle décision gouvernementale ? Quels rôles jouent les mass-media, les techniques sociales, les bureaux de recherche, les groupes de pression ? Le parlement, la haute finance, l'université (et souvent l'armée) ne constituent pas une technostruture aussi unifiée qu'on veut bien le dire. Du moins, leurs rapports ne sont pas aussi simples. On ne peut non plus ramener l'échiquier social aux structures dichotomiques : bourgeoisie-peuple, patrons-ouvriers, haute finance-syndicats. Qu'en est-il de la séparation des pouvoirs dans la pensée démocratique traditionnelle ? Quelles sont les pratiques effectives ? À quoi correspondent exactement les slogans récents : *student power*, « les citoyens au pouvoir », le pouvoir décisif de l'assemblée générale, etc. ?

Par-delà ces multiples questions, nous nous demandons si certains n'ont pas mythifié en quelque sorte le pouvoir, si d'autres ne l'ont pas vidé de sens comme dans le cas de la participation, si plusieurs contestataires ne se font pas hara-kiri à cause de la pauvreté de leur praxis politique. Évidemment, la crise des institutions politiques

traditionnelles n'aide pas à voir clair. Beaucoup ont tendance à les contourner soit par une action extra-parlementaire, soit par les structures parallèles, soit par des dispositifs dictatoriaux ou répressifs. Entre les éléments anarchiques et les tenants du pouvoir, il y a des gauches, mais non une politique de gauche. Il faut bien admettre que ce sont surtout les pouvoirs de droite qui mènent un peu partout dans le monde, chez nous comme ailleurs. Les forces oppositionnistes se neutralisent par leurs divisions internes, leur manque de stratégie, leurs postulats doctrinaires rigides et qui sait, leur peur du pouvoir lui-même. Les régimes actuels se maintiennent peut-être davantage à cause de cette absence de choix véritables, d'idéologies politiques de remplacement.

Ces dernières remarques nous amènent à penser que beaucoup de luttes ou de discussions autour du pôle pouvoir sont de courte vue. Certains ont tendance à en faire le critère unique et fondamental d'explication du système social, des relations humaines, de la stratification ou des classes sociales, enfin de toute la vie politique. Dans le domaine de l'action sociale, par exemple, ce serait une erreur de croire que l'acquisition ou la transformation du pouvoir ou encore le pouvoir lui-même, peuvent rapprocher nécessairement les hommes, changer leur conception de la société, vaincre les préjugés, créer une autre quotidienneté, façonner le tissu même de l'existence collective. Les pouvoirs se déclassent vite aux yeux des hommes. Et ceux-ci à plus ou moins long terme préféreront toujours la liberté, même s'ils l'aliènent parfois avec une facilité déconcertante. Le cas de la question raciale aux États-Unis exprime bien le cul-de-sac de ceux qui ne misent que sur l'autorité, la légalité ou la force. De même dans certains milieux qui se disent révolutionnaires, les vertus du pouvoir et de l'action correspondante sont presque divinisées. Che Guevara soutient qu'on doit d'abord épuiser tous les moyens d'une lutte pacifique et que le peuple doit voir clairement qu'il ne peut rien obtenir dans les structures de pouvoir actuel, qu'il est inutile de changer le pouvoir, si l'on ne change pas l'homme. Je voudrais analyser dans les chapitres subséquents les composantes d'une vraie politisation. Disons tout de suite que la politisation en dehors des engagements quotidiens est aussi néfaste que ces refus d'aller au bout des dimensions politiques de l'action, sociale.

Le débat sur les idéologies

C'est par le biais idéologique que les questions sociales et politiques actuelles se radicalisent. A ce niveau de profondeur les intentions, les options et les expériences les plus décisives, les plus cruciales, se révèlent. Notre recherche ici devient plus complexe. Pour rendre la démarche plus abordable, nous avons pensé partir d'un test de vérité historique assez près de nous, et en même temps très révélateur. Il s'agit du débat sur la fin des idéologies, qui se poursuit aux États-Unis, surtout depuis les années 50.⁴ Cet itinéraire nous aidera à comprendre la situation présente de la société nord-américaine et, dans une certaine mesure, celle de notre propre contexte socio-politique. *Notre hypothèse de départ porte sur les rapports entre cette affirmation quasi aveugle et absolue de la fin des idéologies dans la société industrielle avancée et l'irruption volcanique d'un début de guerre civile qui marque la profonde dislocation interne d'une société jusque-là sûre d'avoir trouvé le système social parfait, ou du moins perfectible à l'infini.*

Dans une première étape, nous allons faire ressortir les principales composantes des plaidoyers anti-idéologiques d'une famille spirituelle majoritaire.

Nous verrons ensuite la réponse de ces minorités qui aujourd'hui se voient confirmées dans leurs intuitions prophétiques et leurs analyses critiques.

Enfin, il faudra évaluer le rôle des idéologies comme agents historiques de continuité, de rupture ou de dépassement dans le contexte politique actuel.

A. La société urbaine, technologique et bureaucratique serait en quelque sorte la victoire de la rationalité sur les enfermements idéologiques, mythiques ou utopiques des sociétés pré-industrielles. « La civilisation libérale commence au moment où l'âge des idéologies tire à sa fin. » (L. Feuer.) Victoire aussi de la démocratie pluraliste sur les systèmes sociaux monolithiques, intégrés par une seule idéologie globale qui s'identifie à la vérité unique et universelle.

⁴ Nous procéderons à une analyse plus systématique de l'idéologie en elle-même et des idéologies particulières dans les chapitres subséquents. Pour alléger notre problématique, nous avons reporté la plupart de nos références à cette autre étape.

Comme le souligne R. Aron, il n'y a plus de concept normatif dominant ; c'est plutôt cette diversité dynamique des lieux d'opinion et de définition, des groupes d'intérêts, des solutions existantes et possibles, qui peut délivrer les hommes de leurs fixations historiques, de leurs intolérances dogmatiques ou de leurs mythes révolutionnaires, et assurer les libertés individuelles fondamentales sur lesquelles repose l'avenir de la démocratie libérale ⁵. Selon Shils, la majorité des citoyens du monde développé n'ont plus d'intérêt pour un quelconque système de croyances ou de principes pour guider leur vie.

Les protagonistes américains de cette tendance anti-idéologique identifient l'expérience américaine à ce sommet de civilisation. L'Amérique serait précisément cette « good society in operation » (S. Lipset). Elle aurait résolu les problèmes fondamentaux que les idéologies d'hier avaient soulevés. En effet, en elle, les ouvriers ont acquis un plein statut de citoyen, les élites conservatrices ont accepté le welfare state, et la gauche démocratique a compris les dangers d'un trop grand pouvoir de l'État, surtout au plan des libertés et des droits de l'homme, et du progrès économique. Sans doute, y a-t-il matière à amélioration, mais cela est dû d'abord à des faiblesses de

⁵ R. Aron n'a cessé de se présenter comme un pourfendeur d'idéologies. Aucun système actuel ne représenterait l'une ou l'autre des grandes idéologies. Selon lui, il existe une incessante tentation de créer artificiellement des systèmes-clos de sécurité. D'ailleurs, l'expérience humaine dément constamment les schèmes abstraits et rigides des idéologies. Il s'en prend surtout au socialisme et au nationalisme qui lui apparaissent comme des images inversées de l'ancien régime catholique français. On y trouve autant d'intolérance, de dogmatisme, de sclérose sociale et intellectuelle. Son processus analytique très raffiné lui fait découvrir toutes les contradictions des théories et des systèmes. Il s'en prend surtout à l'idéalisme des révolutionnaires et des planificateurs. L'idéologie simplificatrice, opium des intellectuels, empoisonne l'humanité par le fanatisme qu'elle secrète. Aron se méfie de ce qui s'appelle espérance, passion, vouloir, risque, etc. Il ne semble pas avoir prospecté son propre fond idéologique. Ainsi, avons-nous perçu un certain nihilisme dans son plaidoyer pour un scepticisme systématique. Au delà de sa méfiance pour l'homme et toutes les sociétés, il s'accroche amoureusement à sa capacité de douter et de démystifier. On croirait entendre un petit air de tango sur un fond de marche funèbre ! (R. Aron, *L'opium des intellectuels*, Calmann-Levy, 1955). Voir aussi trois oeuvres importantes parues dans la Collection Idées : Dix-huit leçons sur la société industrielle, La lutte des classes, Démocratie et totalitarisme.

fonctionnement en certains domaines. Les inégalités économiques restent des phénomènes « accidentels » et provisoires. Le système lui-même a tout ce qu'il lui faut pour apporter ces correctifs. On ne connaît pas de conflits globaux à la mesure de toute la société américaine. Les problèmes de ségrégation raciale ou de pauvreté relèvent soit de conflits isolés ou de négligence. Il s'agit d'appliquer ici le même réalisme pragmatique qu'on a su si bien démontrer dans tous les autres secteurs de l'existence. Il n'est pas un droit qui ne soit protégé par la constitution. Les Américains ont prouvé leur capacité de faire reculer toutes les frontières et d'abattre toutes les barrières pour des conquêtes toujours plus audacieuses. Cette force, ils la doivent à leur pragmatisme rationnel et fonctionnel. Ils ne se sont pas empêtrés dans les dédales idéologiques des vieux pays. D'ailleurs, leur démocratie égalitaire a réalisé sans débats inutiles les aspirations formulées par les idéologies de gauche. Pensons aux valeurs de liberté, d'égalité de chance pour tous, etc... Les contradictions du vieux capitalisme sont désormais résolues. En effet, les contrepois du syndicalisme et du welfare state viennent équilibrer et amenuiser la stratification sociale « inévitable et nécessaire » dans tout système social complexe (D. Bell). Un processus irréversible de désidéologisation et de démythologisation vient annihiler à son tour les grandes idéologies qui avaient pris, au siècle dernier, le relais des religions. Les résidus idéologiques des extrémismes de gauche et de droite sont en quelque sorte nivelés par la révolution technologique et la poussée irrésistible de la démocratie. Les États-Unis ont connu un tel progrès à cause de leur unité et de leur stabilité politique, tempéré constamment par le sens de la modération chez ses habitants. Ceux-ci ont appris à prendre les problèmes un à un, dans le présent, sans s'embarrasser du passé, sans céder aux rêves d'un avenir incertain, à la fuite en avant. Ils ont misé d'abord sur la capacité individuelle et l'initiative privée (*individual issues and individual merits* !).

Avant de s'engager dans de nouvelles avenues ou de neuves utopies, il faudrait savoir « où elles mènent exactement, comment s'y rendre, quel coût cela représente et qui va payer ! » Ces propos de D. Bell résument sans doute l'attitude de fond de cette famille spirituelle qui, derrière son triomphalisme, cache une apologie du statu quo. Un peu comme si la société américaine était arrivée à un sommet insurpassable. Après avoir démontré l'échec du socialisme, on se hâte de légitimer le modèle américain qui devrait inspirer toutes les autres sociétés, et partant la mission planétaire des États-Unis.

B. D'autres voix s'élevèrent bientôt pour démasquer cette idéologie implicite de ceux qui décrétaient la fin des idéologies. Wright Mills retournait chacun des arguments à leurs auteurs, en montrant que la technique, la science et même les statistiques avaient effectivement servi des fins idéologiques. On défendait l'idéologie *managerial* de la technocratie omnipotente pour étouffer la critique des forces de gauche. Comme en URSS, les U.S. avaient supprimé les conditions d'un débat idéologique interne. Comme en pays communistes, des citoyens américains, particulièrement les jeunes et les intellectuels, manifestaient leur dégoût pour l'idéologie dominante. Par ailleurs, la dépolitisation des masses était aussi poussée ici que là-bas. Les deux systèmes s'identifiaient donc à la « Vérité », chacun à sa façon, tout en ne voyant de « fausse conscience » idéologique que chez l'autre. Ce qu'on reprochait au socialisme s'appliquait donc parfaitement aux États-Unis. Sous le couvert de la science et de son objectivité, on s'appropriait la raison dernière de toute chose pour légitimer le statu quo.

« Les gardiens des intérêts investis » voulaient aussi justifier la réduction de la politique à l'économie et même à l'administration, comme l'avait déjà vu K. Mannheim dans les années 30. Un positivisme aveugle, rattaché à des écoles comme le behaviorisme, le fonctionnalisme et tant d'autres du même esprit, se refusait à toute réflexion philosophique sur les fins de la politique et de l'économie du système existant. N'était vrai que ce qui était sanctionné par l'action réussie, surtout par le succès économique. Ainsi, se refusait-on à relier certains problèmes de fond pour en trouver une plus large signification. Cette attitude, on la retrouvait chez les plus importants chefs de file dans les sciences humaines. (Voir ce que W. Mills dit de Parsons, et de bien d'autres dans *The Sociological Imagination*.)

Mais dans le débat sur les idéologies, l'enjeu devenait plus grave. C'était l'« America as an ideology » qui se niait paradoxalement pour mieux s'affirmer. Se niant comme idéologie, elle perdait toute conscience critique d'elle-même. Impossible d'imaginer un nouvel ordre social. Impossible d'évaluer « son vide spirituel et sa pauvreté culturelle », M. Novak se demande si la révolte incohérente des jeunes ne tient pas au fait qu'ils n'ont appris qu'un langage, un langage impuissant à traduire les problèmes humains profonds qu'ils ressentent sans pouvoir les formuler. Leur pauvreté ressemble radicalement à celle des nouveaux pauvres des grandes villes. C'est peut-être le roman « 1984 » d'Orwells (idéologue ou utopiste !) qui a le mieux

décrit ces « proles » de la décennie 70, sans doute très différents des prolétaires de K. Marx. Faudra-t-il passer par les méfaits visibles de la pollution pour interroger les incidentes humaines de la révolution technologique ? Faudra-t-il passer par une insurmontable congestion urbaine pour découvrir la dimension sociale de l'homme ? Faudra-t-il passer par la défaite militaire ou la ruine économique ou la guerre civile pour décaper le système et le mettre à nu ? Pourtant certaines affirmations déjà célèbres ne laissaient aucun doute sur l'idéologie au pouvoir : « ce qui est bon pour la *General Motors*, est bon pour les États-Unis et vice versa ». Qu'advient-il de décisions politiques éventuelles qui iraient contre les intérêts de la G.M. ? Au-delà de la rationalité wébérienne (mal comprise), on avait donc tu bien des choses, ignoré des pouvoirs, camouflé des intérêts, caché de terribles misères, et sacrifié une éthique sociale minimale. Bell avait plaidé pour qu'on ne mêle pas l'éthique à l'économie, la philosophie à la politique, les valeurs à l'analyse scientifique, l'idéologie à la fonctionnalité, la justice à la force ou au pouvoir, la subjectivité à l'objectivité, la culture à la technique. Et voilà que ces dimensions opposées et séparées dans leur dialectique apparaissent très liées dans la réalité. Pour confondre les adversaires, D. Bell avait choisi des faits et pour s'auto-justifier, des théories. Aucun des deux niveaux ne résistait à l'examen quand on les resituait dans le champ politique réel.

D'énormes questions restaient en suspens. Comment expliquer les différences idéologiques entre les sociétés industrielles avancées ? Comment ignorer les sources idéologiques qui alimentent l'histoire américaine de bout en bout ? Ce prétendu progrès de la rationalité ne s'accompagne-t-il pas de la réduction de l'homme « *as a creature of impulses* » ? D'où vient cet aveuglement sur les terribles problèmes sociaux, sur les changements culturels, sur les structures réelles de pouvoir, sur la désintégration de l'organisation sociale ? Comment un système social de production (alimenté de plus en plus par des fonds publics) peut-il être encore essentiellement soumis aux intérêts privés d'une poignée de ploutocrates, aux décisions de quelques super-technocrates et administrateurs ? Entre la rationalité technologique et les « révoltes sauvages », entre une politique sans points de repère cohérents et une anomie sociale croissante, n'y a-t-il pas un extrême besoin d'idéologies politiques articulées et dynamiques, susceptibles de présenter des alternatives claires et d'inspirer des projets féconds et des engagements valables ? La new left a souri quand on a annoncé la création d'un comité spécial pour formuler de nouveaux buts nationaux. Dans ce cas, on pourrait tout aussi bien s'en remettre aux

ordinateurs ! Ne faudrait-il pas commencer par donner droit de cité à ces forces d'opposition condamnées à *l'underground* et à l'anarchie parce qu'il n'y a aucune place pour elles dans le système politique actuel ? On ne saurait encore légitimer le pluralisme démocratique et nier en même temps la réalité des familles idéologiques en présence. Le débat appelle donc de nouvelles clarifications.

C. Cherchons d'abord les intentions profondes de toute démarche idéologique. Celle-ci permet à un groupe de définir sa situation dans l'ensemble de la société, de trouver une certaine cohérence pour exprimer ses valeurs privilégiées, ses expériences propres, ses normes de conduite et de comportements, ses projets, sa vision du monde. En ce sens premier, une idéologie peut être dogmatique ou non, utopique ou non, scientifique ou non, bonne ou mauvaise, etc. De plus, elle est toujours particulière, et partant elle exige d'être jugée dans sa concrétude historique. Les faits sociaux deviennent des événements revêtus de significations spéciales précisément par le biais des divers lieux idéologiques, des différentes philosophies de la vie, de plus en plus nombreuses et fluides. En ce sens, les tenants de la fin des idéologies ont au moins le mérite de souligner l'absence de grands signes de ralliement, de conflits identifiables, de consentement collectif. Mais ils n'ont pas compris les conséquences sociales et politiques d'un tel état de choses. Par exemple, l'aliénation de la société actuelle dans ses instruments et l'éclipse des finalités humaines critiques et constructives. En voulant se débarrasser de toute idéologie, ils privent les groupes humains et la société d'un des plus importants agents de changement historique, d'orientation de la politique et de la vie sociale. Tout progrès, même le plus matériel et technique, a été précédé de rêve, d'intuition, d'imagination, de vision « anticipatrice », de passion créatrice. Les hommes ont agi sur l'histoire d'abord par des idéologies et des utopies qui jouaient un *goal-making role* ⁶. Même la construction de l'imaginaire pouvait servir de processus de libération, ou de dépassement. Dans la mesure où la société a étouffé cette puissance créatrice dans certains secteurs vitaux de l'existence individuelle et collective, on a vu apparaître des rébellions aveugles et sauvages, des mythologies ésotériques, des symboliques éclatées et anarchiques, des expériences d'auto-

⁶ G. Daveau~, Sociologie de l'Utopie, P.U.F., 1961. J. Servier, Histoire de l'Utopie, Gallimard, 1967. Et le classique K. Mannheim, Idéologie et Utopie, Paris, Rivière, 1956. [Texte disponible en version intégrale dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

destruction, des fuites dans l'irréel et l'irrationnel (spiritisme, astrologie, psychédélisme, etc.). Quelles fins humaines, quels objectifs valables offre-t-on à tant d'hommes qui cherchent désespérément un sens à leur vie ? Des armes pour détruire, des techniques à améliorer, des profits à faire ⁷ ?

Voilà où nous a menés le débat sur la fin des idéologies dans une société qui nous influence bon gré mal gré, et en même temps nous précède sur les chemins que nous avons empruntés sans esprit critique, sans une révision profonde de nos idéologies et de nos philosophies sociales et politiques. Nos chefs politiques actuels parlent le même langage que nous avons dénoncé. Encore ici, l'exemple américain nous fait saisir l'ampleur du défi. En 1962, le président Kennedy *soutenait que les problèmes contemporains n'exigeraient pas des réponses idéologiques, philosophiques ou même politiques, mais des réponses techniques et administratives* (*The practical management of a modern economy* ⁸). Tiendrait-il les mêmes propos aujourd'hui, au moment où s'annonce une imminente guerre civile, où la *great society* se désagrège par l'intérieur, où les idéaux traditionnels s'affaissent tragiquement, où la société américaine

⁷ Tout, dans notre société nord-américaine, semble servir à des fins commerciales. Les problèmes soulevés par les jeunes, par les noirs, par les ghettos de pauvres deviennent un matériau d'exploitation pour le cinéma commercial. Le défi des pays sous-développés a suscité de nouveaux organismes d'investissement qui, sous le couvert de l'aide aux pays pauvres, promettent de copieux profits. L'appât du gain n'en est pas moins présente explicitement comme la motivation fondamentale et la force motrice par excellence. Ces organismes ont nom : Famine Fighters, Vantage Tine-Ninety Fund, Foundation Meals for Million's, etc.

⁸ J. F. Kennedy, Discours du 21 mai 1962, à Washington et discours du 20 juin 1962 à l'Université de Yale. « The problem of the sixties as opposed to the kinds of problems we face in the thirties demand subtle challenges for which technical answers - not political answers - must be provided. » Pourtant le fameux économiste, J.M. Keynes, précisément durant les années de la crise économique, avait dit au président F. Roosevelt qu'au delà de toute rationalité économique, il y avait des décisions politiques, autonomes et beaucoup plus larges qui étaient à prendre. C. Waxman, *The End of Ideology Debate*, Funn, 1968, p. 282. J. F. Kennedy n'avait pas prisé non plus l'avis du général MacArthur qui voyait dans la guerre du Vietnam une escalade ruineuse pour les États-Unis, alors que les hommes politiques américains laissaient pourrir des problèmes intérieurs criants. Les événements actuels semblent donner raison à cette voix prophétique.

ne sait plus où elle va, où les forces d'opposition et de répression précipitent l'escalade d'une violence aveugle et stérile ? Les paroles de Kennedy : « *They do not relate to basic clashes of philosophy and ideology* », nous aident à mesurer les conséquences de ce long refus de critique idéologique et philosophique, de cette absence de décisions politiques majeures pour la transformation interne de la société, pour la révision radicale d'un système qu'on jugeait jusqu'ici intouchable.

Or, dans cette décennie 70, nos hommes politiques au pouvoir (à Ottawa et à Québec), continuent de parler le langage d'hier, de réduire les problèmes collectifs à une question d'administration plus efficace, de productivité accrue, d'objectifs immédiats. *Le court-terme borné occupe tout le champ politique, alors que nous commençons à vivre une vraie révolution sociale où de nouveaux facteurs culturels, politiques et économiques deviennent de moins en moins inséparables et appellent des solutions autrement plus larges et profondes, inspirées par une tout autre philosophie sociale et politique, et assumée par une stratégie de développement que le système actuel ne saurait soutenir. Nous nous leurrerons les uns les autres en refusant de relier les problèmes sociaux actuels, par-delà les dispositifs d'urgence, à une transformation radicale de nos structures, de nos motivations et particulièrement de notre univers politique.*

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Première partie : Des défis laissés pour compte

Chapitre 2.

Une philosophie sociale à réviser

Un éthos en retard

[Retour à la table des matières](#)

Après plusieurs années de travail avec divers groupes de citoyens qui s'attaquaient à des problèmes sociaux, culturels, économiques ou politiques, j'en arrive à certains constats, sur la philosophie sociale sous-jacente à l'organisation de notre société nord-américaine. En deçà du contexte socio-culturel propre au Québec francophone, en deçà d'une amorce de pluralisme idéologique, il y a une éthique sociale traditionnelle qui est même restée au seuil du welfare state. La majorité des Nord-Américains et aussi des Québécois ont souvent des réflexes contraires aux comportements démocratiques qu'exigeraient des politiques sociales cohérentes et audacieuses. Plusieurs d'entre nous entretiennent de graves illusions sur le progrès de notre conscience politique et idéologique en ce domaine. Il existe encore un fond de darwinisme social qui empêche notre société de sortir de l'univers brutal de la jungle, que ce soit au plan des libertés et des responsabilités individuelles, que ce soit à celui des dimensions collectives.

Les grands problèmes sociaux subissent une drôle de réfraction dans la quotidienneté. Ici, je suis toujours surpris de voir des gens « socialisés » chercher des solutions individuelles et quantitatives quand il y va de l'action à entreprendre et des changements concrets à opérer. On perd de vue tout d'un coup la « qualité sociale » des motivations et des objectifs qui devraient présider aux efforts provisoires. Il m'est arrivé souvent de remarquer même chez ceux qui contestent les bases de notre organisation sociale, des attitudes spontanées en contradiction avec leurs idéaux. Il n'y a pas que les pouvoirs politiques et économiques en place qui se refusent à mettre en cause les orientations culturelles et les supports idéologiques du système prévalent.

Des luttes ambiguës

Combien de luttes syndicales viennent renforcer « l'économie dualiste » où les uns améliorent leurs conditions de vie ou de travail sur le dos des autres ? Combien de mouvements sociaux charrient des membres préoccupés presque exclusivement par leur promotion personnelle ? J'ai l'impression de jeter un pavé dans la mare et même de heurter mes propres convictions en matière de démocratie de base. Mais il faut bien regarder la réalité en face, si nous ne voulons pas céder à une fausse politisation, hélas ! trop répandue. Toutes les revendications actuelles et toutes les nobles causes ne comportent pas nécessairement les nouveaux styles et contenus politiques que réclament les transformations profondes qu'on prétend viser.

Bon gré mal gré, nous avons la terrible tâche de mener une « action horizontale » aussi difficile que l'action verticale ; amener nos pairs ou nos semblables à un consentement collectif désintéressé, à une autodétermination responsable, à une dynamique de projet à la mesure de toute la société ; c'est un défi aussi redoutable que celui de s'attaquer efficacement aux pouvoirs d'en haut ou aux privilèges des autres. Ceux qui ont tenté de faire de certains problèmes individuels des enjeux collectifs n'ont pas mesuré les obstacles de l'idéologie libéraliste encore largement diffusée dans la population. Combien de fois, j'ai vu des gens « mal pris » s'engager socialement, et parfois de façon radicale, aussi longtemps qu'ils n'ont pas pu solutionner leur propre problème. En obtenant gain de cause, ils se retiraient et

devenaient tout d'un coup inaccessibles, indifférents ou même réfractaires devant d'autres tâches collectives plus désintéressées. Échec pédagogique de la politisation tentée avec eux ? Sans nous en rendre compte, nous avons souvent joué le jeu du « système » et de son idéologie. Nous avons renforcé paradoxalement un individualisme revendicateur semblable à l'individualisme dominateur des privilégiés du pouvoir ou de l'argent. Il y a ici une continuité idéologique indéniable appuyée sur de nouvelles tendances propices à une dépolitisation radicale. Voyons celles-ci de plus près.

Utopisme de la vie privée

Nous ne résistons pas à la tentation de citer longuement une constatation très juste de Riesman -

« Bien des jeunes gens, les plus sensibles et les plus véritablement désintéressés, ont renoncé aux grands objectifs de la société pour s'attacher à ce que l'on pourrait appeler l'utopisme de la vie privée. C'est d'abord dans la famille, et au delà dans le cercle des amis et des voisins, que l'on cherche la simplicité jeffersonienne, et une atmosphère de générosité et de sensibilité. La confusion qui s'est glissée dans les discussions actuelles est due en grande partie au fait que l'on n'a pas su distinguer entre la valeur des objectifs personnels des jeunes gens et l'infériorité de nos objectifs sociaux... Le développement de l'interdépendance à l'intérieur des nations et entre les nations ne transforme certes pas les vertus privées en vices publics, mais elles peuvent devenir presque hors de propos, familles isolées à la merci de la bombe. Je n'attends pas de chaque jeune personne qu'elle prenne part au développement d'une utopie plus globale que le « familisme », mais j'aimerais voir s'établir entre les visions privée et publique un meilleur équilibre ; en effet, je crois que la vie privée gagnerait en richesses si les deux domaines étaient cultivés de manière plus vigoureuse ⁹ ».

Que ce soit sur un mode majeur ou mineur, à combien de citoyens s'applique cette remarque de l'auteur ? Celui-ci situe ce divorce par rapport aux modèles sociaux privilégiés dans trois secteurs dominants de la quotidienneté nord-américaine, à savoir : la banlieue, la consommation et les loisirs. C'est dans ces domaines qu'on peut constater la dépolitisation précitée et les contradictions des comportements. Que de fois, j'ai vu des militants bien engagés dans

⁹ D. Riesman, L'Abondance, à quoi bon ? Paris, Laffont, 1969, pp. 359-360.

des questions de politique et de travail, penser et agir en sens inverse particulièrement dans ces secteurs que Riesman mentionne. Tel permanent syndical, tel travailleur social, tel militant radical retrouvent spontanément leur *middle-class outlook* de banlieusard devant des problèmes et des intérêts qui les touchent immédiatement. Ils partagent tout d'un coup l'égoïsme individuel et collectif des banlieues. Et de façon plus subtile, ils ne se rendent pas compte que même les affaires civiques de leur milieu résidentiel se déploient en contre-courant des affaires politiques de *l'inner city*, de l'État, ou de la vie internationale. Un petit monde bien à soi, avec ses semblables, avec son zonage exclusif, ses barrières invisibles, ses écoles sans contamination par les pauvres, ses relations sociales sélectives, sa religion confortable, son gaspillage de temps et d'espace, son transport individuel, son conformisme aliénant. Sans doute y a-t-il un besoin réel d'une oasis chez tout homme, d'une zone de privauté et de calme ; mais ici, il faut évaluer le prix matériel et humain des solutions trouvées, surtout quand il s'agit de modèles sociaux réels auxquels tant de citoyens aspirent. Ironie ou fumisterie, la « bonne vie » des banlieues est trop loin de la « jungle d'asphalte » de la ville pour ne pas éveiller des soupçons chez ceux qui veulent contrôler et humaniser le processus ultra-rapide d'urbanisation. Au-delà du problème de la sous-culture de banlieue, il y a le défi politique de la technopolis qui rencontre chez la première le plus féroce ennemi.

Ce que nous venons de dire de la contre-politique de l'univers banlieusard s'applique à celui de la consommation et des loisirs. Encore ici, les luttes autour du pôle travail et du pôle politique comportent un implicite quotidien rarement avoué. Rares sont ceux qui mettent en cause leur propre train de vie, leur propre échelle effective de valeurs dans la vie courante. À ce plan, l'État comme la société sont conçus comme des vaches à lait, peu importent les conséquences des victoires de son groupe professionnel, ou de son entreprise. On ne peut dénoncer le capitalisme ancien ou nouveau, et adopter en même temps ce qu'il y a de plus haïssable en lui.

La vie privée est donc un premier test de vérité de notre philosophie sociale, de notre conscience politique et surtout de la correspondance ou de la contradiction entre nos idées et nos comportements.

Les interrogations qu'on évite

Ce n'est là qu'une première ambiguïté. En effet, nos attitudes sont conditionnées par des contextes culturels, économiques et politiques, et surtout par un système social dont il faut évaluer les principaux points chauds de son idéologie dominante. Alignons quelques questions auxquelles ne répond pas notre société actuelle.

Dans quelle mesure les politiques sociales ne favorisent-elles pas en définitive les « gros » et les classes moyennes supérieures, particulièrement dans les domaines de l'éducation, du logement, de la justice, et de tant d'autres services publics ?

La structuration actuelle de l'organisation sociale n'amène-t-elle pas des décalages insurmontables en matière d'équipements collectifs urbains, régionaux ou sectoriels ?

Nos institutions de représentation ne permettent-elles pas aux plus forts d'enterrer la voix des plus faibles ou de prendre la part du lion des ressources collectives ?

Combien soutiennent unilatéralement, sans toujours l'avouer, que le planning social viendrait menacer la démocratie ou que la démocratisation intensive irait contre la liberté et la responsabilité individuelles, contre l'initiative privée ?

Comment expliquer le fait que des pays moins riches que le nôtre arrivent à des politiques réelles de plein emploi, de sécurité sociale plus juste, de services publics plus adéquats ?

Pourquoi le génie américain ne s'est-il manifesté qu'en technologie commerciale, tout en laissant s'accumuler d'énormes problèmes sociaux, culturels et politiques ? (« Notre esprit d'invention n'a pas trouvé en dehors de l'entreprise et des affaires militaires le moyen de relier des gens à une activité créatrice ou de les faire se sentir solidaires », D. Riesman.) Myrdal a-t-il raison de nous rappeler que l'augmentation de productivité ou la croissance économique n'amènent pas nécessairement une meilleure répartition des ressources et une solution automatique au sous-développement, ou aux défis politiques, sociaux ou culturels ?

N'y a-t-il pas dans bien des débats officiels ou des projets de réforme un refus de considérer la situation réelle des rapports sociaux

et les vrais enjeux des conflits qu'on veut surmonter ? N'est-ce pas une attitude caractéristique du néo-libéralisme unitaire que de neutraliser, au nom du bien général, l'impact politique des sous-cultures et surtout des minorités défavorisées, tout en s'appropriant faussement la volonté de la majorité silencieuse ?

Guerre contre les pauvres ?

On n'en finit plus d'accumuler les interrogations les plus vitales auxquelles les uns et les autres ne s'attardent pas, soit par crainte de perdre des privilèges, soit par peur des engagements qu'elles commandent, soit à cause de l'absence d'un sens critique vis-à-vis de l'idéologie dominante, soit par ignorance invincible ou crasse. De tous les problèmes brûlants, le plus mal posé est sans doute celui de la pauvreté ¹⁰. Bien d'autres avant moi ont déjà relevé les biaisements de la guerre contre la pauvreté. Un rapide tour d'horizon ne sera pas inutile pour faire comprendre certaines stratégies sociales que j'aborderai plus loin.

- Les nombreuses statistiques qui veulent exprimer le phénomène tout en servant d'écran pour en percevoir la dimension humaine, laissent entendre qu'il faut viser au moins le minimum vital pour tout le monde. Un objectif bien ambigu. En effet, s'agit-il de permettre aux défavorisés de subsister, de survivre, alors que les mieux pourvus s'approprient les conditions nécessaires pour un certain épanouissement humain, social ou culturel ?

- La pauvreté la plus profonde, c'est cette impuissance radicale d'atteindre ou d'influencer les institutions qui commandent l'avenir

¹⁰ Voici comment un assisté social voit les choses : « L'assistance sociale, c'est ce qu'il faut faire disparaître. À ce niveau-là, t'es payé pour rester en marge de la société. C'est un système qui engendre l'apathie. Il faut rendre à l'assisté social sa dignité : qu'il travaille et rapporte pour sa famille. l'assistance sociale, c'est le mea culpa d'une société. » Qu'arrive-t-il chez ceux qui ne peuvent pas travailler ? Ces propos spontanés sont déjà gros de grandes interrogations que notre philosophie sociale et nos politiques ont évitées jusqu'ici. Sens du travail, rapport de celui-ci avec le revenu, la responsabilité sociale et les autres droits, incidence du projet de revenu garanti dans notre éthique traditionnelle, rôle des économiquement non-actifs dans notre système social, etc.

collectif, surtout celui qui concerne immédiatement les laissés pour compte. Inutile de dire que certains d'entre eux en arrivent à une radicalisation inévitable : « Nous ne voulons pas de votre sacré argent, de vos sacrés points de vue ni de vos sacrées valeurs. Bien-être veut dire répression. Le recyclage de la main-d'œuvre, c'est des balivernes. Nous voulons du pouvoir pour diriger nos propres vies comme bon nous semble. »

- D'autres se demandent si la guerre contre la pauvreté n'est pas une forme de domestication, ou même de neutralisation dans un système qui cherche avant tout à se perpétuer sans s'auto-critiquer profondément. Le peut-il ? Seuls les pauvres, peut-être, viennent à la fois démasquer l'inhumanité de la société dite libérale et nous obliger à des solutions bien différentes des réformes actuelles. Nous craignons de leur donner la parole ou de les laisser agir par eux-mêmes, parce que nous pressentons plus ou moins inconsciemment le grand dérangement qu'ils provoqueraient. Que penser de l'argument fréquent qui agite l'épouvantail révolutionnaire : « Il faut aider les pauvres, si nous ne voulons pas de révolution. » Ce sera donc en termes de participation intégrative qu'on posera le problème sans s'interroger sur son propre style de vie, sur les structures sociales qui sécrètent de tels déchets humains.

- Notre société a développé des façons très subtiles de cacher la pauvreté ou de la rendre inoffensive. Les banlieues refoulent les pauvres par toutes sortes de règlements et les centre-villes ont toutes les raisons du monde pour faire de même au nom d'une planification fonctionnelle et rationnelle. Galbraith parle des « pauvres invisibles », d'autres, des « isolés sociaux ». Minorités éparses, et incapables de concertation. Le pauvre se retrouve seul devant les gros appareils bureaucratiques. « La société m'a ôté mes droits, ma fierté, ma dignité humaine. Recourir à l'assistance vous met dans une catégorie à part. Entrez dans une pharmacie, muni de votre carte d'assisté ou présentez votre chèque à la caissière de la banque, vous ne tarderez pas à vous rendre compte de ce que je veux dire... j'ai eu l'expérience de travailleurs sociaux qui farfouillaient dans le vestiaire ou sous mon lit parce qu'ils soupçonnaient la présence d'un homme. »

Les préjugés ont la vie dure. On dira que les pauvres sont des paresseux, des irresponsables et même des anormaux ou des

délinquants. ¹¹ « Il y a toujours eu des pauvres ; il y en aura toujours. » Voilà une belle façon de rendre bien inoffensif le phénomène dans son actualité brûlante. Faute de la nature ou faute de l'individu, fatalité ou providence, que de rationalisations idéologiques n'a-t-on pas inventées, sans compter les imageries sentimentales et les idéalizations spirituelles équivoques, de Balzac à Bernanos, des *poor laws* à la guerre moderne contre la pauvreté, du « manuel du visiteur des pauvres » à la fédération des oeuvres, des Saint-Vincent de Paul aux grandes fondations philanthropiques... jusqu'au *welfare state*. En deçà des efforts louables de politiques sociales d'une autre inspiration, subsistent de telles idéologies dans la quotidienneté de la plupart des citoyens. Et bien peu tentent de les briser. Serait-ce parce que l'éthos de fond n'a pas tellement changé même au cœur de la société post-industrielle programmée ?

Trois formes de pauvreté

A partir de nombreuses études sur la pauvreté, Lionel Robert a dégagé trois approches principales ¹².

- L'APPROCHE CURATIVE qui cherche à réduire les effets de la pauvreté.

¹¹ Selon certaines recherches, à peine 20% des familles pauvres peuvent être étiquetées comme familles-problèmes ; par ailleurs, 25% seulement des assistés sociaux pourraient être reclassés sur le marché du travail. D. Wade dénonce ici d'autres mythes : prétendre qu'il y a abondance d'emplois disponibles pour ceux qui veulent travailler, que tout homme peut concurrencer n'importe qui sur un pied d'égalité, que les petits salariés sont les premiers bénéficiaires du nouveau régime de taxation. Des politiques sociales bien coordonnées et efficaces coûtent moins cher que toute cette quinquillerie de mesures hétéroclites de sécurité et d'assistance sociales. Par exemple, un chômeur recyclé et reclassé remet en taxes au gouvernement ce qu'a coûté son réentraînement, et cela en quelques années, alors qu'une dépendance chronique aurait exigé un investissement dix fois plus élevé.

¹² Lionel Robert, Le comité de citoyens de Hochelaga-Maisonneuve, texte ronéotypé, Université Laval, 1970. L'auteur essaie de confronter ces théories, marquées du signe de la passivité des pauvres, aux nouvelles praxis où des agents sociaux et des pauvres eux-mêmes commenceront à devenir des acteurs plus ou moins autonomes. Cette dialectique l'amène à des perceptions intéressantes de ce phénomène crucial.

- L'APPROCHE FONCTIONNALISTE qui relie le phénomène à la stratification et à ses seuils, à l'anomie (absence de normes), à la marginalité et à la « déviance ».

-L'APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE qui analyse les cultures et les sous-cultures de pauvreté (Oscar Lewis).

La pauvreté, vue comme phénomène naturel ou comme problème individuel, ne résiste pas à une analyse sommaire de la société concrète. Celle-ci définit en quelque sorte les besoins et la conscience qu'on en a. Elle offre aux uns et aux autres des moyens plus ou moins efficaces pour combler les besoins ou remplir les aspirations. C'est ce qui a commandé les premières études des seuils de pauvreté. Par exemple, à partir de l'évolution du revenu moyen aux Etats-Unis, on a montré que le pourcentage des pauvres n'a pas diminué depuis 1947, et cela malgré une longue période de prospérité. On se limitait ainsi à des critères purement quantitatifs. Mais bientôt, on en vint à établir des rapports entre la répartition inégale des biens et des services, d'une part, et les possibilités de mobilité sociale et d'éducation, les divers degrés de satisfaction et de statut, les clivages politiques, d'autre part. Ces recherches visaient à identifier les groupes de pauvres d'une façon plus précise et à évaluer les services offerts par le gouvernement. On poussa plus loin le processus d'investigation en ajoutant les critères de classe sociale et ceux de la culture (style de vie, modèles de comportement et relations familiales). Trois types de politique sociale ressortent de ces études : la révision des services, l'action économique directe, le « changement indirect par une action sur le climat social, psychologique ou politique du quartier dans lequel vivent les pauvres ».

Jusqu'ici les causes sociales de la pauvreté ne retiennent pas l'attention, si on en juge par l'accent mis sur les services, la distribution et le milieu des pauvres eux-mêmes. Rien sur la « pauvreté structurelle » dans une société majoritairement affluente. La réhabilitation individuelle et au plus familiale, sert d'écran à la perception des changements sociaux importants à faire. L'analyse fonctionnaliste de la pauvreté retient le tandem « marginalité et intégration ». Voilà le problème et la solution ! M. Harrington tient un plaidoyer de la sorte dans *The Other America*. Les changements structurels dans l'évolution rapide de la société industrielle déclassent les moins forts qui n'arrivent plus à « s'adapter » et à « fonctionner ».

Ce qu'on retient davantage, ce sont les conséquences dysfonctionnelles de la pauvreté par rapport au système social. Par exemple, l'impossibilité d'atteindre les buts proposés à l'ensemble de la population, crée des déviants sociaux frustrés, des sources de révoltes ou d'attitudes criminelles. Tout se passe comme si le système social, par ces analystes, tend à réduire le problème à des défauts de mécanique sociale, à des corps étrangers qui détraquent tel ou tel rouage. Le thème « désorganisation sociale » est déjà révélateur. La question semble résolue quand on a trouvé la bonne explication fonctionnelle. Par exemple, les noirs ruraux qui arrivent rapidement et massivement dans les cités du Nord sont à la fois cause et victime de désorganisation sociale. Ils sont incapables de s'adapter à la « vie normale » des citoyens américains. La révolte gronde quand ils en prennent conscience. On présuppose ici qu'ils ont intériorisé les valeurs du reste de la société et que leur frustration relative vient de la prise de conscience de leur situation marginale en regard des statuts sociaux. Ces explications ne rendent pas compte de certaines données importantes : la conduite des pauvres ne s'aligne pas nécessairement sur les « normes culturelles imposées » ; les problèmes de subsistance les préoccupent peut-être plus que les questions de statut ; la privation matérielle ne suscite pas automatiquement la révolte ; et enfin, les pauvres sont souvent mal équipés pour atteindre le niveau de connaissance précité. Ces remarques de L. Robert, à la suite d'études plus récentes, nous semblent justes.

L'approche anthropologique de la pauvreté, dans les recherches d'Oscar Lewis, dégage ce qu'on appelle des sous-cultures de pauvreté. Ce chercheur a porté son attention sur le pauvre en situation, surtout dans la famille. Il a aussi repéré un ensemble de traits de comportement qui constitue une sorte de cadre immédiat de référence et d'appartenance, un projet d'existence et une fonction d'adaptation. C'est tout ce qu'il faut pour commencer à parler d'une culture de pauvreté. Parmi les traits identifiés, retenons particulièrement le peu d'organisation au-delà de la famille étendue, la dislocation de l'évolution habituelle des cycles de la vie (enfance, adolescence et âge adulte), la dislocation de la famille nucléaire, une attitude spontanée d'impuissance et de dépendance, un univers restreint d'expériences, de perceptions, de relations, etc., une absence de conscience malgré une sensibilité particulière vis-à-vis des différences de statut ¹³.

¹³ Je suis frappé de cette interprétation négative de la culture de pauvreté que je discerne dans plusieurs études. Je voudrais montrer dans les chapitres

Au chapitre des causes, O. Lewis insiste sur le contexte capitaliste dans lequel naît cette sous-culture de la pauvreté. Ce contexte est « celui d'une *cash economy*, avec travail salarié et production pour le profit, d'un taux constamment élevé de chômage et de sous-emploi, de bas salaires pour le travail non qualifié... Ni volontairement, ni par disposition gouvernementale, la société ne parvient à créer une organisation sociale, politique et économique pour la population qui n'a qu'un faible revenu... La classe dominante affirme un ensemble de valeurs, qui donne le primat à l'épargne, à l'accumulation des richesses et à la propriété, insiste sur la possibilité qui va dans le sens ascendant de l'échelle sociale et explique une position économique inférieure comme le résultat d'une infériorité et d'une insuffisance personnelle ¹⁴.

Plus profondément, O. Lewis nous invite à radicaliser l'interrogation socio-économique et politique par la voie culturelle si on veut aller au fond des problèmes. C'est une des perspectives principales de notre propre étude. Par ailleurs, la dialectique des deux mondes culturels antinomiques ne saurait éclairer des phénomènes récents de révolution culturelle, surtout l'émergence de nouvelles praxis sociales dans les milieux défavorisés, chez les étudiants, chez les nouveaux agents d'intervention sociale à la base, enfin chez des groupuscules inédits de gauche. Il est trop simpliste de ramener les manifestations symboliques (teach-in, sit-in, etc.) et la guérilla urbaine actuelles à des modèles anarchico-mystiques des siècles derniers. Trop d'observateurs négligent d'analyser profondément les neuf contenus culturels et politiques en deçà des tâtonnements au plan des stratégies et de la formulation des problématiques. Voyons d'abord les questions politiques soulevées par ces mouvements sociaux au plan politique.

subséquents les traits positifs avec le même effort honnête d'objectivité que l'on trouve ici. Les scientifiques qui se piquent d'éviter des jugements de valeur dans leurs études empiriques, ont justement escamoté l'investigation des valeurs qui existent dans la culture de pauvreté. L'avenue ouverte par O. Lewis nous y invite.

¹⁴ Voir O. Lewis, *La culture de pauvreté*, dans *Économie et humanisme*, 174 (1967). [Voir aussi *Les enfants de Sánchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*. Paris : Éditions Gallimard, 1963, 639 pages. Collection: NRF. Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Dimensions politiques de la pauvreté

- Est-il vrai que la société d'affluence a en mains tous les leviers pour résoudre le problème du sous-développement ? Pourquoi ces écarts grandissants, ces nouvelles formes de pauvreté urbaine, ces politiques de dumping agricole dans un monde affamé, ces déchets humains de la technologie et de l'abondance ? *Le premier problème ce n'est peut-être pas les pauvres eux-mêmes ; c'est plutôt nous qui faisons problème avec notre façon de vivre et de penser. Les idéologies de la pauvreté font partie de notre système de défense et de notre bonne conscience.* Elles permettent une sorte d'apprivoisement d'une brutalité qui serait insupportable si elle se révélait dans sa vérité interne et dans toute sa nudité. Ces idéologies bloquent la mise en place effective de politiques sociales bâties sur une responsabilité partagée par l'ensemble de la société et de tous les citoyens. On s'en prend au gouvernement, aux responsables sociaux sans s'impliquer soi-même, sans accepter les charges qui correspondent à ces politiques. Comment plaider pour une égalité de chances et vouloir retenir ses privilèges, son style de consommation ostentatoire, son gaspillage aveugle de biens superflus ? Avouerons-nous que de part en part de notre société une échelle faussée de valeurs s'impose à tous ? On se tue à travailler pour consommer follement et aveuglément. Voici la hiérarchie factuelle qu'ont découverte Tremblay et Fortin dans leur étude sur la famille canadienne-française : 1. mobilier, 2. automobile, 3. assurances, 4. logement, 5. soins médicaux, 6. nourriture, 7. loisirs, 8. vêtements. Vus dans l'ensemble de la société, certains comportements apparaissent encore plus aberrants. Il se dépense autant d'argent pour l'alcool et le show-business que pour les politiques sociales, ou pour l'éducation ou encore pour des investissements productifs.

- J. Dofny nous interroge vraiment quand il affirme : « Imaginons un instant que la pauvreté disparaisse complètement. Nous pouvons mesurer sans peine quel désastre ceci représenterait dans beaucoup d'institutions et de positions bien établies. *Si la pauvreté ne fait pas le bonheur de toutes les classes, pour certaines, en effet, elle y contribue.* » Il n'y a pas que les dédales bureaucratiques qui absorbent d'énormes ressources. Il n'y a pas non plus que les riches qui s'enrichissent avec le sang des pauvres. Combien vivent de la pauvreté

des autres, et cela dans des conditions, de salaires et de travail plus que satisfaisantes ? La pauvreté fait partie du système actuel à un degré insoupçonné. Des économistes libéraux avouent sans sourciller que dans notre type d'organisation économique, le chômage est un rouage essentiel. D'ailleurs, les luttes actuelles contre l'inflation leur donnent raison. Ce sont les petits qui en définitive paient chèrement la note, alors que le monde de la finance et des gros syndicats continue de plus belle son ascension, même si l'ensemble du mécanisme se détraque. Nous sommes peut-être au seuil d'un terrible test de vérité pour l'idéologie libérale qui n'a jamais permis à la fonction politique de prendre sa vraie place. Serons-nous acculés à faire involontairement ce que la pauvreté nous incite à assumer librement ? La pauvreté moderne est en quelque sorte l'envers de la fragilité d'une prospérité factice, prélevée aveuglément sur des ressources qui ne sont pas illimitées, n'en déplaie aux tenants des mythes du progrès indéfini et de la science omnipuissante. Si cet affaïssissement se produit, saurons-nous reconnaître enfin la voix que nos illusions avaient étouffée ? Nous nous serions accrochés à un système comme à une sorte de dogme éternel, susceptible d'apporter par lui-même réponse à tous les défis, ou même d'offrir un substitut à la qualité des hommes.

Un des exemples de brouillage de la qualité humaine de l'existence et des valeurs correspondantes, nous le trouvons dans le tandem besoins-aspirations. Plusieurs années de travail social nous ont convaincu que la société actuelle n'est pas équipée pour remplir les besoins essentiels et surmonter le déclassement incessant des nouveaux pauvres de l'abondance et de la planification. Pire encore, tout se passe comme si les individus devenaient incapables non seulement de formuler leurs vrais besoins, mais aussi de les percevoir, de « leur donner une certaine cohérence, une certaine structure ». Les pauvres nous révèlent notre propre aliénation et peut-être les voies radicales pour en sortir. Ils nous rappellent qu'une économie libérale de rentabilité immédiate, de profit, de consommation aveugle, de prestige factice, ne pourra jamais déboucher sur une vraie satisfaction des besoins humains, sur une véritable solidarité dans les rapports sociaux, sur des services publics adéquats, sur des politiques sociales justes et efficaces. *L'autre Amérique* de Harrington nous a trop bien révélé les vices de cette idéologie poussée à un sommet de raffinement. Les aspirations conditionnées deviennent l'expression de besoins artificiels exacerbés et souvent inaccessibles, et en même temps l'écran de la perception et de la poursuite des objectifs fondamentaux d'une société humaine. R. Titmuss disait : « Les

nouveaux besoins sociaux exigent la création de services et d'équipements qui ne se prêtent pas au système commercial de production, de vente et d'achat. Si on veut empêcher l'accroissement de l'inégalité entre les hommes et les peuples, et si on veut éviter une misère qui est le résultat de l'avarice publique, ces services doivent être mis à la portée de tous. » Galbraith, à son tour, soulignera le scandale de la misère publique dans l'opulence privée. Nous n'avons qu'à penser à l'absence d'une adéquate indexation de la sécurité sociale.

Loin de moi la pensée de définir un projet politique global, uniquement à partir de la pauvreté. Il y a des formes de populisme qui desservent les défavorisés eux-mêmes. Je ne veux pas tomber à mon tour dans l'un ou l'autre dogmatisme que j'ai rejetés auparavant. Mais il faut bien reconnaître que ce défi nous incite à des transformations profondes à la mesure de la société globale. Et sur ce plan les politiques sociales peuvent être un facteur essentiel de renouveau politique. Elles expriment concrètement une « solidarité organisée » de tous les citoyens d'une collectivité et d'un État. Elles étendent les diverses responsabilités à l'ensemble des corps politiques. Évidemment, dans cette perspective, l'État devra jouer un rôle central. Avec F. Dumont, je ne saurais mieux dire : « La poursuite du bien commun dont l'État est le principal titulaire se ramène à un objectif bien précis : donner une structure aux aspirations des hommes. Chacun de nous se rend de mieux en mieux compte qu'il a peu d'initiative sur le plan économique et, que par les moyens modernes de communication, toutes sortes de persuasions agissent sur lui. Tous ces mécanismes anonymes représentent des intérêts particuliers. Ce n'est pas la collectivité qui contrôle les moyens de publicité qui nous font consommer tel ou tel bien. L'État est le seul mécanisme collectif de décision qui représente, en principe, l'intérêt général, le seul, par conséquent, qui ait pour vocation de contrôler les autres techniques sociales et de les ordonner à nos intentions. »

- Encore ici, nous sommes renvoyés à nos responsabilités politiques à tous les niveaux. L'État sera ce que nous en ferons, un instrument de promotion collective, une structure de domination ou une institution plus ou moins en marge des forces et des enjeux collectifs. Un solide leadership politique avec de bons appuis technocratiques peut créer des structures socio-économiques et culturelles dynamiques et susceptibles d'aider au changement de mentalité. Mais, je demeure persuadé que la qualité de la conscience

politique et de la praxis sociale chez les citoyens reste le facteur premier. Nous n'aboutirons pas à de grands projets aux effets multiplicateurs sans la mise à profit la plus humaine et la plus efficace de notre premier capital : les citoyens eux-mêmes. C'est la première tâche qui pourrait favoriser l'émergence d'un consensus collectif nécessaire, d'un *membership* vigilant et agissant, d'un *leadership* diversifié et audacieux, par delà les confrontations et les affrontements que nous ne saurions éviter dans les conjonctures présentes. C'est cet engagement des citoyens dans leur quotidienneté qui sera l'objet de notre prochaine étape. J'essaierai de pousser plus loin une réflexion déjà amorcée sur les stratégies sociales, en tenant compte des expériences acquises en ce domaine, et aussi des nouveaux obstacles qui se présentent. Mais essayons d'abord une première évaluation de la maturation politique des nouvelles forces d'opposition, qui sont nées en dehors des programmes gouvernementaux, alors que des mouvements semblables aux États-Unis ont été surtout l'expression des réactions face à la guerre « officielle » contre la pauvreté. Nos comités de citoyens, en majorité, n'ont pas été conçus et réalisés en relation avec des programmes gouvernementaux ou privés d'intervention sociale, même si beaucoup d'animateurs recevaient un appui financier d'instances officielles. L'action s'est menée de façon autonome, et souvent contre le gré des autorités. Les attitudes de répression en témoignent. Ces expériences sont déjà grosses d'une nouvelle philosophie sociale en gestation.

Les mouvements de base

Les mouvements de base ont d'abord prouvé la possibilité d'une action collective et responsable chez ceux qu'on qualifiait d'apathiques et de résignés. Les revendications immédiatistes du début se sont transformées en des conflits beaucoup plus articulés et profonds qui impliquaient les fondements des politiques sociales, les structures de pouvoir et l'organisation sociale elle-même. On s'est vite rendu compte, comme aux États-Unis, que les pouvoirs ne voulaient même pas accepter la mise en place d'un contrôle démocratique précis, au-delà des vagues recours à l'opinion publique et à l'expression symbolique des besoins et des aspirations des intéressés eux-mêmes.

Ces formes nouvelles d'opposition ne se limitent pas aux groupes actifs de défavorisés. Des groupes d'étudiants, de syndiqués,

d'intellectuels et d'autres élites nouvelles pensent et agissent de façon semblable. Ceux-ci ont une conscience de plus en plus vive de l'« enfermement culturel », de la neutralisation politique et de l'économisme aveugle et monolithique de l'idéologie dominante qui sort de l'underground, grâce aux affrontements récents. On ne saurait encore parler, comme Marcuse, de la rencontre des « extrêmes historiques », c'est-à-dire de la conscience humaine la plus évoluée et de la force humaine la plus exploitée. Mais qui sait si cette prophétie ne se réalisera pas d'abord au plan mondial où les enjeux apparaissent plus manifestes à cause de l'évidence des gigantesques problèmes du Tiers-Monde. De toute façon, les forces d'opposition se recrutent autant chez les privilégiés que chez les « outsiders » (La fin de l'utopie, p. 141). Touraine s'attache davantage à ceux qui dépendent plus immédiatement des secteurs avancés de la société programmée. On sent ici, de façon particulière, une menace inédite de perte d'identité personnelle et collective, de l'autonomie sociale et culturelle nécessaire à des projets de vie et à des expériences communautaires et à de véritables aménagements humains de l'existence collective. N'est-ce pas ce que ressentent confusément l'étudiant et le professeur dans l'Université, le travailleur dans la grande entreprise, le citoyen dans la technopolis, l'assisté social devant le vaste appareil bureaucratique ? Selon Touraine, « les problèmes sociaux les plus « sensibles » sont ceux où la technocratie, les consommateurs et les professionnels se trouvent le plus directement face à face, c'est-à-dire ceux que posent l'enseignement, la santé publique et l'organisation de l'espace social ¹⁵. » Les événements les plus récents dans notre propre milieu semblent lui donner raison.

Si nous revenons aux mouvements populaires, nous avons la confirmation d'un autre diagnostic de Touraine sur la conscience sociale qu'il a perçue dans le monde ouvrier. Nous pourrions déceler facilement chez certains groupes de citoyens plus avancés ces trois composantes de la conscience sociale précitée, à savoir le principe d'identité, celui de l'opposition et celui de la totalité. Il ne s'agit pas ici d'une métaphysique sociale abstruse, puisqu'à chacun des principes on est en mesure d'accrocher des formes concrètes d'expériences de ces cellules d'action sociale. La première opposition, par la revendication, était accompagnée d'une recherche d'identité individuelle et collective avant de s'élargir à la mesure de la totalité du système et d'un nouveau projet de société, défini de façon forcément utopique.

¹⁵ A. Touraine, La société post-industrielle, Denoël, 1969, p. 101.

Les étapes de cheminement de la plupart des groupes sont encore plus révélatrices des mutations en cours. En nous inspirant de l'étude déjà citée de L. Robert et de nos propres recherches, nous citerons trois phases.

- Une phase « moralisante » qui relie les problèmes sociaux à des attitudes répréhensibles : individualisme, égoïsme, orgueil dominateur, utilitarisme, paresse, négligence, corruption par l'argent, et aussi à une réforme éthique vaguement bâtie sur la justice et la fraternité. Il n'y a ici aucune analyse même sommaire des situations, aucune stratégie, ni projet concret. On reconnaît l'éthique catholique traditionnelle et son moralisme abstrait sur le plan social. L'attitude religieuse cléricale réduit souvent les enjeux sociaux à des appels lointains de conversion d'attitudes, tout en proposant une casuistique individualiste comme mécanisme de compensation pour évaluer les problèmes concrets. Ces vieux schèmes culturels et religieux continuent d'exister dans les réflexes spontanés de plusieurs citoyens de notre milieu.

- *Une phase fonctionnaliste* où l'on espère, par une meilleure connaissance du système, de ses rouages, de ses lois, pouvoir ainsi acquérir une certaine influence, un certain contrôle, une certaine capacité de fonctionner plus efficacement. D'où cette demande de cours d'éducation économique, politique ou autre. D'ailleurs, la propagande intensive sur la valeur de l'éducation comme levier de promotion rencontre cet espoir. On cherche moins des adversaires ou des voies d'opposition au pouvoir que des moyens d'agir sur les structures. La perception des inégalités sociales ne débouche pas sur les rapports de pouvoir. Évidemment le gouvernement reste toujours la cible préférée ; on lui reproche sa mauvaise utilisation des ressources, son attention exclusive aux « gros », son incapacité de mettre à profit les moyens modernes d'organisation et de développement, ses injustices en matière de fiscalité, de crédit, de main-d'œuvre, de sécurité sociale, etc. « Il faudrait mieux contrôler nos représentants... ils se foutent de nous quand ils sont élus. » Certains voient la solution dans la mobilisation des petits comme groupe de pression. Le profil idéologique correspond à ce que L. Robert appelle la « conscience libérale », nous dirions la « mauvaise conscience libérale » qui, après son mea culpa, maintient implicitement qu'on peut, à l'intérieur des structures actuelles, faire beaucoup plus pour les défavorisés, pour une meilleure distribution

des revenus. « D'ailleurs, dit-on, les progrès enregistrés au cours des dernières décennies prouvent cette possibilité et nous incitent à améliorer nos politiques, progressivement, avec équilibre et modération, sans changements radicaux et révolutionnaires. » Voilà à peu près le langage des néo-libéralistes. Or cette conviction est encore très diffusée dans les diverses couches de la société, les milieux populaires compris.

- *Une phase politique* qui reste inchoative, même chez les minorités de pointe. Ici le champ d'action est vraiment politique, dans la mesure où il s'élargit à l'ensemble de la société. Il est moins hors ou dans la société que contre elle. Il devient aussi le lieu d'une recherche d'un nouveau projet politique.

Comme le souligne L. Robert, trois points de repère apparaissent ici dans l'expression du pouvoir : la classe, la nation, la vie privée. Par exemple, le pouvoir peut tendre « à faire coïncider la domination nationale avec la domination de classe et avec l'aliénation de la vie privée de ceux qui sont dominés » (*op. cit.*, p. 100). Voilà trois composantes d'un intérêt indéniable dans notre propre contexte politique. Les membres de ces groupes passent difficilement de la conscience d'exploitation à la conscience de classe. Le chemin qu'on emprunte le plus fréquemment pour penser le pouvoir, c'est celui de la conscience nationale. Qui s'en surprendra ? En effet, certains politicologues ont soutenu que le Québec n'a en fait produit qu'une seule grande et durable idéologie : le nationalisme. Voyons comment un citoyen d'un comité exprime le problème : « Le Québec a été soumis à un pouvoir d'écrasement... dépossédé de ses pouvoirs économiques et sociaux... par les Anglais, les Américains et le clergé ... et même par certaines centrales syndicales qui font le jeu du système ... c'est pas par peur du système qu'ils ferment les usines. Ils ont vraiment le pouvoir. C'est pour nous écraser qu'ils procèdent ainsi. Ils ferment pour revenir plus tard et profiter du *cheap labor* créé par leur départ » (*op. cit.*, p. 101).

Quant à la conscience de classe, on la traduit par la prise de pouvoir par la majorité ouvrière. On n'exclut pas cependant des alliances avec les jeunes et les « intellectuels » de l'Université ! Quand il s'agit du gouvernement, on parle de planification, de secteurs de pointe, de réinvestissement sur place des compagnies américaines. Plusieurs vont plus loin en plaidant pour l'indépendance nationale, comme tremplin culturel, social et même économique. L'identité

culturelle est un thème de plus en plus fréquent. Parfois, on rencontre des attitudes vraiment neuves : « Ça se défait, des lois économiques, parce que ce sont les hommes qui les ont créées (...). Il ne faut pas avoir peur de créer quelque chose de différent. Les valeurs traditionnelles établies par le clergé et les élites sont mortes. »

Voilà quelques brèches importantes dans les idéologies traditionnelles et dans la philosophie sociale encore dominante. Mais ce n'est qu'un commencement bien timide. Les sciences humaines au cours de leur évolution nous ont appris à dépasser l'explicitation souvent sommaire que les acteurs eux-mêmes donnent et de leur action et de leur perception de la situation sociale. Il existe des déterminants sociaux objectifs, inconscients et très difficiles à saisir, en deçà et au-delà des orientations normatives et des projets des acteurs ¹⁶. Nous sommes porté à penser qu'il est nécessaire de viser la conjonction de deux démarches : la première, à partir du discours et de la conscience des acteurs eux-mêmes ; la seconde, à partir du système social lui-même, de son organisation, de ses contradictions, de ses postulats idéologiques et philosophiques implicites. C'est ce qui a commandé notre analyse conjointe des stratégies et des idéologies dans notre contexte politique actuel.

¹⁶ Dans son travail déjà cité, L. Robert fait un rapprochement de deux types d'approches sociologiques, celles de Bourdieu et celle de Touraine.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

Deuxième partie

Stratégies sociales

[Retour à la table des matières](#)

<p>Chapitre 1. Stratégies sociales</p> <ol style="list-style-type: none">1. Points de mire2. Points de repère3. Points d'appui4. Points d'attache5. Points chauds6. Points stratégiques	<p>Chapitre 2. Les paliers sociaux</p> <ol style="list-style-type: none">1. La surface morphologique2. Les organisations sociales et les appareils organisés3. Les modèles sociaux4. Les conduites collectives5. La trame des rôles sociaux6. Les attitudes collectives7. Les symboles sociaux8. Les conduites collectives effervescentes, novatrices et créatrices9. Les valeurs collectives
--	---

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Deuxième partie : Stratégies sociales

Chapitre 1.

Stratégies sociales

Il faut de meilleurs stratégies

[Retour à la table des matières](#)

La critique de nos démocraties actuelles nous a fait prendre conscience du long chemin à parcourir avant d'en arriver à de véritables comportements démocratiques. Des structures de participation n'amènent pas automatiquement un fonctionnement correspondant et encore moins des attitudes politiques adultes. Ceux qui entretiennent le procès des structures ne cessent de parler de structuration. Sans doute y a-t-il ici un souci d'efficacité et de cohérence pour faire face à des pouvoirs bien établis, à une société de rendement maximale, enfin à des techniques sociales de plus en plus puissantes. Les acteurs de la base ; citoyens, leaders, responsables sociaux, sentent très bien qu'ils se confrontent avec un monde organisationnel vaste, complexe, et souvent insaisissable, sans de bons outils de réflexion et d'action.

C'est cette ligne technocratique qui semble retenir l'attention des militants sociaux, après une première phase de définition abstraite des valeurs et de luttes partielles, plus ou moins anarchiques ou « sur le tas ». Je crains que plusieurs de ceux-ci ne tombent dans les mêmes

ornières qu'ils dénoncent ; souvent ils s'aliènent dans leurs propres instruments comme beaucoup d'institutions de la société programmée. Dans leur cas, l'erreur est plus grave. En effet, ils risquent de compromettre les apports spécifiques des citoyens de la base surtout au plan culturel des besoins et des aspirations réels et au plan politique des projets collectifs à poursuivre. On ne changera pas grand-chose dans la société en s'éternisant sur des processus de dynamique de groupe ou de formation artificielle en vase clos. Je voudrais m'attarder ici aux expériences des groupes qui ont pris les devants dans la ligne d'une stratégie efficace. *La stratégie implique à la fois pensée et action, fins et moyens, cohésion et mise en oeuvre, prévision et révision, information et formation, définition des tâches et communication. C'est un carrefour qui permet la rencontre de la démarche proprement politique, de l'articulation technocratique ou organisationnelle, des dynamismes culturels, et enfin, des finalités sociales.*

Si nous admettons l'importance des enjeux humains que nous poursuivons, il nous faut déployer une intelligence et une détermination aussi forte que celles de ceux qui cherchent à assurer uniquement leur profit, leurs intérêts privés, leur prestige ou leur domination. Nous ne pouvons pas faire l'économie de stratégies bien orchestrées et bien orientées, si nous visons des changements profonds dans la société. Notre expérience nous a appris que trop souvent nous agissons de façon bien naïve en regard des tactiques subtiles de certains stratèges très habiles qui ont une longue expérience derrière eux. Certains militants sociaux n'ont que du mépris pour les vieux politiciens. Et pourtant, ceux-ci leur ont joué plus d'une fois des mauvais tours. De récentes luttes sociales et politiques ne laissent aucun doute là-dessus. Les nombreux échecs des gauches de toutes sortes, les forces d'opposition, comportent des leçons qui exigent des clarifications beaucoup plus sévères que les rationalisations faciles et habituelles. Les hommes de gauche sont ordinairement beaucoup plus clairs et plus logiques dans leur pensée que dans leur action. Est-ce parce qu'ils escamotent trop facilement les situations réelles, les nécessités de cheminement, les facteurs essentiels de maturation ? Est-ce parce qu'ils ne saisissent pas la spécificité de l'agir politique en regard de la critique idéologique et des fins lointaines qu'ils poursuivent ? Est-ce parce qu'ils ne prennent pas la peine d'objectiver leur propre situation, de critiquer leurs propres postulats (je me demande si cette raison n'est pas majeure en l'occurrence) ? Ou enfin, est-ce à cause d'un manque de réalisme dans leurs stratégies ?

La dernière interrogation fera l'objet de cette étude que je vais articuler autour de six pôles :

1. points de mire
2. points de repère
3. points d'appui
4. points d'attache
5. points chauds
6. points stratégiques

1. Points de mire

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment, je m'en tiens toujours, dans ce travail, à ces formes d'action qui sont à la portée du citoyen dans sa quotidienneté. Il n'est donc pas question de rejeter d'autres modalités d'intervention sociale ou politique.

M. Carota avec une équipe de chercheurs a présenté un rapport sur les comités de citoyens au Canada. Il en a dénombré deux cent cinquante, uniquement dans les milieux populaires d'une vingtaine de villes canadiennes. Voilà déjà une indication sur l'ampleur du phénomène naissant. L'auteur ne voit de comparaison que dans la frondaison soudaine et spontanée au printemps. Ces groupes sont nés sans l'appui d'un vaste réseau national ou autre de ressources matérielles et d'agents institutionnels. Il semble bien que dans la plupart des cas, le mouvement soit venu vraiment de la base, même s'il y a eu des apports de l'extérieur. Malgré la diversité des problèmes abordés et des champs d'action, il y a convergence des intentions profondes et des critiques formulées. La plupart des citoyens impliqués ont d'abord pris conscience de l'insuffisance radicale des services que leur offraient les diverses instances gouvernementales et les agences privées. Ils ont donc décidé de prendre leurs affaires en main, d'agir directement sur les structures, de forcer les portes, de se fier davantage à eux-mêmes qu'à leurs représentants officiels.

Sans doute, il y a loin entre les intentions et les pratiques. Par exemple, cette méfiance de l'action politique qui vient peut-être des déceptions réelles engendrées par l'inefficacité de l'intervention étatique en régime libéraliste, par la comédie tragique du « grand jeu politique » traditionnel, par la mesquinerie des interférences partisans au détriment d'une juste gestion des biens publics, ou encore par les soupçons qui pressentent l'action occulte des pouvoirs économiques sur les grandes décisions. Est-ce que ce sentiment d'impuissance explique la volonté d'en rester à des objectifs immédiats et de refuser une action plus large, une stratégie de long souffle, ou un processus compréhensible de radicalisation ? Ou bien, veut-on vivre tout simplement une étape nécessaire avant toute politisation effective ? Il est indéniable, en plusieurs cas, qu'un terrain propice à cette perspective soit en train de s'aménager. On ne saurait non plus leur reprocher un manque d'expérience en organisation ou en stratégie. Le planning social le plus simple exige déjà une démarche assez complexe. A ce compte-là, les services publics n'ont pas tellement de leçons à leur donner. D'ailleurs, ils ont prouvé amplement leur impuissance devant beaucoup de revendications de ces groupes de citoyens. Le rapport est on ne peut plus critique en ce domaine. Ni les structures bureaucratiques ni leurs agents n'ont pu répondre aux attentes, même si la plupart des comités n'ont pas touché aux secteurs les plus critiques des politiques de main-d'œuvre, de bien-être, de logement, d'éducation des adultes, de santé, de consommation ou d'organisation industrielle. Qu'en sera-t-il si jamais des mouvements sociaux s'attaquent systématiquement à ces objectifs d'envergure au-delà des manifestations épisodiques, des campagnes d'urgence ou des objectifs immédiatistes ? Même ici, les structures en place révèlent déjà leur pauvreté et leur empêchement. Fussent les terribles insuffisances et injustices de nombreuses lois qui font le jeu d'intérêts douteux et de pouvoirs exploiters.

Le bilan des activités des différents groupes semble bien mince en regard des énormes défis de la société actuelle. Quelques points marqués particulièrement en matière de logement, d'éducation, de bien-être et de certains services communautaires. Quelques progrès évidents dans la sensibilisation de l'opinion publique.

Vraiment, ce n'est qu'un timide commencement. Mais ces fruits visibles un peu maigres ne doivent pas nous faire oublier la valeur symbolique de cette première poussée. Beaucoup de citoyens silencieux observent attentivement ces tentatives auxquelles les

moyens de communication ont accordé une certaine importance. C'est peut-être par ce truchement qu'en peu de temps, tant de groupes ont pris naissance un peu partout au Canada. Personne ne peut prédire l'avenir de ce nouveau point de mire. À nos yeux, il a déjà un impact prophétique qui mérite d'être assumé jusque dans ses dernières conséquences. Voilà ce qui nous amène à ausculter de plus près l'évolution des groupes de pointe.

Certains comités ont évolué vers une action politique directe ou indirecte. Plusieurs observateurs impartiaux ont bien discerné le rôle de ces groupements non seulement à l'occasion d'élections municipales ou provinciales, mais aussi dans des changements d'attitudes politiques de certaines populations. Là où une action patiente a été poursuivie pendant quelques années, on a vu un nombre grandissant de citoyens accéder à un style et à un contenu politiques plus riches, plus articulés. Il était impossible d'utiliser dans ces milieux les manipulations traditionnelles, le chantage et les promesses faciles. Les citoyens exigeaient des programmes réalistes, des possibilités concrètes de contrôle et de participation. Certains hommes politiques ont compris alors qu'il fallait miser sur ce qu'il y a de meilleur chez les gens, sur un respect profond de leur dignité, et partant, prouver que la politique n'est plus le lieu de joutes électorales ou de toute autre rhétorique.

Pour la première fois, des citoyens qui s'étaient désintéressés des futilités de tant d'organisations, se sentent à l'aise. Es ont la conviction de travailler sur leurs vrais problèmes, sur des objectifs valables. Inutile de dire ici que beaucoup de nos organismes officiels adoptaient un style et des intérêts étrangers aux classes populaires. Les comités ont su s'adapter aux plus démunis. Et les membres se savent les premiers responsables de leurs structures et de leurs activités. Le mouvement a trop d'allant et de vitalité, suscite trop de coopération ouverte et spontanée pour donner raison aux pessimistes qui n'y voient qu'un feu de paille. Après avoir travaillé longtemps dans des groupes de ce type, je suis convaincu des énormes richesses spirituelles qui existent dans le monde populaire. Il existe chez lui un sens profond de justice et de solidarité, une capacité rare d'engagement désintéressé. D'ailleurs, on n'a qu'à évaluer ce que ces militants arrivent à faire sans ressources matérielles et sans ces dispositifs dont bénéficient les vastes et riches organisations des classes bourgeoises et moyennes. C'est toute leur vie qu'ils engagent dans ces luttes. D'où le sérieux d'une telle entreprise. Évidemment, en étant les premières victimes

d'une fausse abondance, d'une absence de véritable démocratie urbaine ou autre, ils ne peuvent se donner à la tâche qu'avec détermination et vigueur. Cette profonde implication d'eux-mêmes fait contraste avec la passivité si souvent observée dans ces milieux. Mais lorsque s'opère le déblocage, c'est souvent un torrent qui apparaît.

2. Points de repère

[Retour à la table des matières](#)

Les luttes s'engagent actuellement sur trois fronts : le travail, la consommation et la politique.

Au plan du travail. L'évolution syndicale actuelle peut nous servir de point de repère. Disons d'abord que le syndicalisme, dans notre système libéral, malgré son intégration progressive, a toujours représenté une sorte d'asymétrie par rapport à l'équilibre et au fonctionnement des rouages institutionnels. On l'a toléré, puis accepté, à cause de certaines valeurs éthiques irréfutables qu'il véhiculait. De son côté, il a dû se faire quelque peu semblable à ceux qu'il combattait. Il s'est fractionné pour rejoindre d'abord les entités économiques autonomes de l'entreprise privée. Empirisme, court terme, revendications immédiates, luttes isolées, autant de caractéristiques qu'il empruntait à notre système économique-politique.

Puis vinrent les phénomènes nouveaux de concentration financière et d'intégration industrielle et administrative, les nouveaux rôles de l'État en matière de politiques monétaires et fiscales, de politiques de revenus, de prix, d'emploi et de sécurité sociale. Cette mutation a sans doute favorisé l'émergence de grandes centrales et l'élargissement de l'action socio-économique et politique. Les leaders syndicaux ont voulu, dans une certaine mesure, être la « conscience » des conséquences de ces changements. Écoutons le plaidoyer d'un des leurs : « Je suis convaincu que nous pourrions de moins en moins participer intelligemment aux grands débats publics avec nos ressources forcément limitées et nos moyens artisanaux. Pour pouvoir contester les technostructures de l'État et de l'entreprise, il nous faudra inévitablement exercer le pouvoir à l'un ou l'autre endroit. S'il est vrai

qu'un trop long séjour dans l'opposition sclérose les partis politiques, pourquoi en serait-il autrement du syndicalisme ? » (L. Laberge).

Ainsi, s'est posée, de façon de plus en plus forte, la question des rapports entre le travail et la politique. Jusqu'ici le syndicalisme avait fait le jeu des intérêts particuliers qui se neutralisent au détriment d'une vraie stratégie positive de développement intégral. Les syndicalistes ne peuvent plus se limiter à de vagues représentations en faisant partie de comité consultatif. Ils savent qu'ils n'assumeront pas ces nouvelles tâches sans lutter pour une véritable planification. Par ricochet, le défi amène cette institution à se retourner sur elle-même, pour s'auto-évaluer et se redéfinir. Qu'est-elle au juste ? Un groupe privé de pression, un service semi-public, un rouage du système économique ? Doit-elle fonctionner comme toutes les autres institutions, comme un parti politique ? *Half army and hall town meeting* qui hésite entre la participation et la contestation, entre l'intégration et la structuration parallèle, entre l'organisme de combat et l'instrument de politiques !

Les débats récents ont marqué l'éclatement de la cohérence interne de l'idéologie syndicale, surtout celle du syndicat d'affaires pour consommateurs, plus préoccupés par la quantité des biens acquis que par la qualité des conditions de vie, par la part du gâteau que par les aliénations de dépendance ou autre. Un nouveau militantisme a voulu réagir et à l'intérieur (conflit interne de la CSN) et à l'extérieur, es comités ouvriers qui contestaient tout autant le syndicalisme actuel que les autres structures sociales). G. Dion a déjà noté « les distinctions entre adhérents, militants et dirigeants » face aux options essentielles comme aux stratégies politiques possibles. Le syndicat ne semble pas influencer le choix politique des adhérents. Certains dirigeants ne veulent pas perdre la face en suggérant des positions qui ne seront pas suivies, comme ce fut le cas dans quelques expériences passées. Et les militants ne s'entendent pas sur les formes d'action politique. Comment opter sans un minimum de consensus collectif ? D'autant plus que les enjeux politiques, les malaises sociaux, les perspectives d'avenir apparaissent de plus en plus confus, fluides et multiples. Dangers de batailles d'arrière-garde, de luttes inutiles, de voies d'évitement, de désertion des tâches immédiates du syndicat. N'y a-t-il pas nécessité d'aménager un meilleur terrain d'engagement et de mieux évaluer les solutions possibles ? ¹⁷

¹⁷ Gérard Dion, Le syndicalisme canadien, P.U.L., 1968.

- Les uns veulent en rester au groupe de pression qui ne prend aucune responsabilité politique directe ou effective. Ce n'est pas au syndicalisme que revient la tâche de formuler un projet politique, ou de transformer les structures de pouvoir.

- Les autres favorisent plutôt un effort d'éducation politique sans parti pris, tout en souhaitant des interventions politiques au sujet de problèmes reliés directement au champ d'action des syndicats et aux intérêts des salariés. Les syndiqués resteront libres dans leur engagement politique. Mais les comités politiques du syndicat les aideront à s'orienter. Quant au syndicat lui-même, il devra garder son autonomie politique.

- Une troisième option critique d'abord les deux autres. En effet, par de telles attitudes, les syndicats se sont isolés politiquement, laissant à d'autres, particulièrement aux hommes d'affaires, le champ libre pour dominer la vie politique. De plus, la diversité des choix individuels, la fragmentation des initiatives et des expériences, entraînent une faiblesse politique radicale, puisqu'elles empêchent la réalisation d'une action collective bien unifiée, bien structurée et massive. Pour atteindre ce dernier objectif, il n'y a pas d'autre solution que la constitution d'un parti ouvrier qui tiendrait son principal appui du syndicalisme, quitte à bien répartir les responsabilités (ce qui n'est pas facile, quand on songe aux terribles tiraillements du travaillisme britannique).

- Enfin, une quatrième option, très minoritaire, qui s'oriente dans la voie révolutionnaire. Ses tenants invoquent l'échec de la stratégie et de l'action politique du mouvement syndical. Celles-ci n'ont rien fait pour « une répartition plus démocratique du pouvoir de décision économique, pour briser la puissance des groupes industriels et financiers ou la collusion qui existe entre les grandes entreprises et l'État ». Il faut abattre le système économique et politique actuel et instaurer un nouveau modèle d'inspiration socialiste. Inutile de dire que le projet reste encore bien imprécis, et les stratégies tout autant. Bien peu de syndicalistes radicaux font valoir explicitement leur option dans l'action quotidienne et même dans les débats internes.

Voilà une typologie bien caricaturale qui ne rend pas compte de la complexité de l'échiquier syndical. Même les options réformistes suscitent de profondes divisions. Des chefs de file ou des comités

autonomes prennent parfois des positions contradictoires qui retentissent sur les rapports de forces internes dans chacune des centrales. Certains se demandent si de telles situations ne créent pas un processus d'auto-destruction, ou du moins, de neutralisation de la force politique et économique des syndicats. D'autres pensent qu'à long terme, le syndicalisme va reprendre vie, retourner à ses sources, retrouver son unité par de nouveaux objectifs extra-syndicaux, comme ceux de fronts politiques communs. Ce n'est pas sur leur terrain propre que les centrales surmonteraient des rivalités dont les travailleurs paient la note en tout premier lieu. Les maraudages, par exemple, se seraient déployés, sous le signe analogique de la concurrence commerciale, les uns offrant plus que les autres en avantages immédiats. Par le biais politique, ne verra-t-on pas les problèmes de travailleurs et de la société elle-même, sous un tout autre angle ? Là se trouverait le lieu d'un consensus collectif dynamique et d'une reprise de confiance en cet instrument de promotion collective, auquel trop de syndiqués ne semblent pas accorder grande crédibilité, si ce n'est au chapitre de certains avantages individuels en espèce sonnante et trébuchante ¹⁸.

¹⁸ Une étude récente de Jacques Dofny et Paul Bernard sur le syndicalisme au Québec a mis en lumière les alternances mal articulées entre mouvement social et groupe de pression, entre action à court terme et action à long terme, entre solidarité de classe et solidarité de communauté nationale.

Comme mouvement social le syndicalisme « s'efforce de recréer des communautés en ressoudant le travail et la résidence, la vie professionnelle et la vie privée, la production et la consommation ». Ce faisant, il tente une politisation surtout au plan des quartiers, des municipalités, et plus récemment, des régions. Mais en face de l'État et même des partis politiques québécois, il se situe davantage comme un groupe de pression qui renvoie à la deuxième tension.

En effet, les militants syndicaux ont peine à établir de justes rapports entre la revendication d'avantages immédiats pour leurs membres et les exigences d'une politique économique rationnelle et efficace en matière de productivité, de main-d'œuvre, de revenus, etc. On refuse parfois pour soi les interventions qu'on exige de l'État vis-à-vis du patronat et des financiers.

Le troisième dilemme se comprend davantage en comparant la situation différente des deux centrales : CSN et FTQ. « Alors que les arrières de la FTQ sont assurés par la puissance des organisations américaines, ceux de la CSN ne peuvent être garantis que par le Québec lui-même ... si une CSN profondément québécoise ne s'engage pas dans une action politique partisane, c'est parce qu'elle y jouerait vraiment son avenir. C'est le sérieux même des décisions politiques qu'elle a à prendre qui la retient, en même temps qu'il

Pour le moment, les artisans syndicalistes de l'action politique se replient sur le terrain municipal ou régional. Tel est l'esprit des récents colloques régionaux. Il s'agit de constituer une meilleure assise à la base avant d'élaborer les grandes stratégies.

Ce serait la première rampe de lancement. Mais d'aucuns s'interrogent sur les rapports concrets entre ces initiatives et la vie ouvrière quotidienne, sur la place effective des humbles mais terribles problèmes des travailleurs. L'ouvrier ordinaire se reconnaît-il dans ces problématiques, dans ces objectifs, dans cette pédagogie ? On semble prendre les choses de bien loin. Les situations réelles sont souvent noyées dans un globalisme très loin des façons de penser et d'agir du travailleur moyen. Ne faudrait-il pas partir davantage du spécifique pour aboutir aux généralisations ? De telles critiques risquent d'exiger de ces initiatives de politisation des choses qu'elles ne peuvent pas apporter immédiatement. C'est surtout la qualité de l'activité régulière des syndicats qu'il faut interroger. La vie ouvrière courante est le premier matériau d'une saine politisation. En elle, les autres dispositifs pourront s'enraciner et produire des fruits durables. Or, à ce niveau, on maintient souvent le même style qu'autrefois et souvent les mêmes objectifs, comme si les conditions de travail ne revêtaient pas de nouvelles dimensions de par les changements du champ économique et politique.

Vues sous cet angle, les critiques récentes prennent un saisissant relief. La plupart des victoires syndicales récentes ne contribuent-elles pas à déclasser davantage les plus faibles ? L. Laberge avouait courageusement : « Ce que nous faisons, c'est, jusqu'à un certain point partager avec le patronat les fruits de l'exploitation des 60 ou 70 pour

explique le travail de préparation que sont appelés à faire les comités d'action politique auprès de la classe ethnique québécoise à travers tout le territoire. » Les deux centrales restent aussi très hésitantes quant au choix d'un modèle économique pour le Québec. Elles véhiculent des conflits graves entre les gomperiens de court terme, les anarcho-syndicalistes, les trade unionistes et les marxistes. On ne voit à l'horizon aucun projet cohérent d'action politique commune et globale, au-delà de certains fronts communs partiels, fragiles et provisoires. Les luttes intersyndicales où l'on se dispute la clientèle ouvrière sous mode mercantile, marquent trop souvent une dégradation des trois enjeux précités et une urgence d'établir une praxis et une visée politiques capables de permettre au monde des salariés d'accéder à leur rôle véritable dans la société.

cent des travailleurs non-syndiqués, des handicapés, des pensionnés, etc. » Évidemment, ces victoires ont aussi des effets positifs d'entraînement sur d'autres secteurs non-syndiqués. Parfois 50 à 60% de travailleurs (non-syndiqués) d'un secteur industriel donné bénéficient de l'extension juridique de conventions collectives négociées par les syndiqués. Mais comment ne pas craindre, sur un plan plus large, la création d'une lutte de classes à l'intérieur du monde des salariés, sans compter la profonde insatisfaction des chômeurs et des assistés sociaux. Le syndicalisme détruirait ainsi ce qu'il a construit. *Il faut qu'il s'applique à lui-même les instruments critiques qu'il a développés pour évaluer les autres.*

Comme dans le cas des idéologies traditionnelles, particulièrement du nationalisme ancien et nouveau, *ne tend-on pas à ignorer ou à nier le facteur « classe » à l'intérieur même de l'univers social relié aux responsabilités du monde syndical ?* Les ouvriers pauvres, les non-syndiqués sont en droit d'exiger que le syndicalisme n'oublie pas son histoire. Histoire d'une vraie lutte contre la pauvreté. Combien de membres syndiqués des classes moyennes s'en foutent éperdument !

Il se fait très peu de batailles syndicales pour les plus mal pris. Les exceptions confirment la règle. Certaines escalades de salaires ressemblent étrangement à celles des profits dans les corporations, surtout quand il s'agit de ressources financées par la collectivité. Certains leaders populaires se sentent plus à l'aise quand ils agissent en dehors des cadres de leur syndicat. D'autres tentent désespérément de resituer l'institution dans une perspective de gauche. Enfin, quelques-uns laissent entendre timidement que le seul instrument de promotion au travail est en train de glisser des mains du monde populaire. Qu'y a-t-il en commun entre les médecins-spécialistes syndiqués et les ouvriers syndiqués du textile ? Mettra-t-on dans le même sac une grève des radiologistes et une grève de prolétaires dans l'industrie de la chaussure ? Que fait-on effectivement pour les 70% de non-syndiqués ? Est-ce uniquement la faute d'une législation inadéquate ou des gouvernements ? Peut-on se contenter de déclarations fracassantes ou généreuses ^a ?

^a La syndicalisation récente dans les secteurs publics a bouleversé les rapports de force dans le monde du travail. Sans doute y a-t-il beaucoup d'ambiguïtés dans les nombreuses grèves qui ont marqué le premier mouvement de promotion et d'émancipation chez ces nouveaux syndiqués. Mais on doit comprendre qu'ils partaient de très loin, qu'ils avaient un énorme retard à

Il ne faut pas céder ici à des procès trop sommaires. Les centrales ont déjà proposé des mesures très concrètes pour une syndicalisation plus large et plus juste. Le syndicalisme a été à l'origine de nombreux progrès sociaux au cours du dernier siècle. Il demeure un outil essentiel de défense professionnelle, économique et sociale. Voilà pourquoi plusieurs militants ont opté pour une transformation par l'intérieur. Les tensions internes autour de la question de l'engagement politique, malgré bien des ambiguïtés, peuvent être bénéfiques à long terme. Il reste que le syndicalisme lui-même y gagnerait à dépasser les cadres de la négociation collective, même élargie, pour déboucher sur des projets économico-politiques qui incarnent les valeurs et les intérêts des masses laborieuses, tout en forçant la société globale à des dépassements que ne risqueraient pas les vieux partis encore au pouvoir ou les financiers eux-mêmes.

D'autre part, il est temps que le travailleur soit considéré dans la totalité de sa situation d'homme et de citoyen. Ses défis sont trop globaux pour être encadrés dans des structures syndicales limitées au département de travail ou au « local d'union ». Les luttes doivent s'inscrire dans l'ensemble de la vie ouvrière jusque dans ses

combler. Certains leur reprochent d'exiger plus que leur Part des fonds publics, et cela sur le dos des plus démunis. Il y a peut-être une part de vérité dans cette accusation. Par ailleurs, un second regard nous révèle l'envers positif de cette escalade. Les syndiqués de la fonction publique ou des services sont en train de redonner un deuxième souffle au mouvement des travailleurs. Ils contribuent à amener les uns et les autres à poser les problèmes du travail et de l'économie dans une optique franchement politique. Ils tiennent en éveil ceux qui auraient la tentation de s'assoupir ou de démissionner. Ils nous obligent à une révision profonde de toutes les grandes institutions de la société, de toutes les politiques mises en oeuvre jusqu'ici. Par exemple, quand l'État fédéral a voulu imposer un plafond de 6% à l'augmentation des salaires, il lui a fallu dire ce qu'il entendait faire vis-à-vis des autres agents de l'économie. Du même coup, apparaissait l'impossibilité de maintenir certains postulats de l'idéologie libérale. En effet, dans une telle perspective, aucun secteur privé ne peut déterminer seul ses propres règles du jeu sans compromettre l'ensemble de l'économie et la programmation globale d'une politique de développement. A long terme, même les plus forts risquent de connaître à leur tour une profonde insécurité, s'ils ne contribuent pas à la création de politiques socio-économiques cohérentes à la mesure de toute la société. En défendant ainsi leur sécurité, les travailleurs redonnent à la politique sa primauté.

dimensions politiques. De plus, le travailleur ne saurait accepter de perdre du côté de la consommation ce qu'il a gagné sur le plan du travail.

Une de nos centrales syndicales l'a bien compris, d'ailleurs. Évidemment, il ne faut pas tout attendre du syndicat. Il y a place pour d'autres regroupements et d'autres initiatives. Mais comment ne pas reconnaître la place stratégique du syndicalisme, ses moyens puissants, pour la promotion des travailleurs sur tous les fronts ? Les comités de citoyens qui écartent cet apport, ou les syndicalistes qui les boudent, font montre d'une conscience sociale et politique bien obtuse ¹⁹.

Le deuxième front porte sur la *consommation*. C'est le plus désarticulé, le plus insaisissable, et peut-être le plus difficile à organiser. Et pourtant, quels ravages notre société marchande n'exerce-t-elle pas surtout chez les plus pauvres ? Les techniques commerciales de manipulation et de conditionnement viennent à bout de toutes les résistances et de toutes les législations. Les comités qui ont mené des campagnes intensives en savent quelque chose. Même les gouvernements n'ont pas réussi à imposer des réformes pourtant très timides. Pendant ce temps, le processus de monopolisation se poursuit avec une vitesse effarante. Y a-t-il une secrète complicité du public ou une pure démission passive et résignée ? De toute façon, les enjeux sont trop graves pour ne pas éveiller une ferme volonté d'action chez ceux qui les ont perçus avec lucidité ^a.

¹⁹ « Qu'il nous soit permis de faire une constatation : les syndicats dépensent énormément d'énergie à revendiquer auprès des gouvernements, c'est là bien comprendre le sens de leurs responsabilités. Par contre, au niveau des organismes que les travailleurs pourraient implanter eux-mêmes, leurs efforts nous semblent beaucoup moins soutenus. Ils n'ont pas encore réussi à convaincre leurs milliers de membres que ceux-ci ne font pas ce qu'ils pourraient accomplir pour améliorer leur propre sort. Les présidents de syndicats que nous avons rencontrés ne sont pas convaincus jusqu'à la moelle de leur rôle créateur au niveau des organismes à mettre sur pied. » Cette remarque d'A. Laurin est-elle toujours actuelle ? Qu'en est-il de l'expansion des caisses d'économies dont parle l'auteur ici ?

^a On n'en finit plus de compter les abus de tous ordres dans le domaine de la consommation. Il n'y a pas que la panoplie des innombrables trucs publicitaires. Pensons aux fraudes en matière de crédit, de prêt, de vente à tempérament. Les techniques sociales les plus raffinées sont employées à des fins d'exploitation. À tous les plans de l'intervention politique, de la base aux

Sans récuser la nécessité de certaines luttes à long terme, quelques groupes de citoyens ont opté pour des initiatives susceptibles de présenter de nouveaux modèles d'aménagement de la consommation, tout en essayant de leur donner une portée politique. Ils ont mis sur pied des coopératives qui apporteront peut-être un second souffle à un mouvement trop peu dynamique et entreprenant jusqu'ici. Les artisans comptent sur un effet d'entraînement. Ils ont la conviction que le modèle coopératif est très près de la mentalité et des possibilités du monde populaire. Sans y voir la solution à tout, ils ont conscience d'offrir une de ces utopies concrètes qui pourraient avoir d'énormes conséquences dans l'ensemble de l'organisation sociale. Sans doute, le cadre capitaliste américain ne se prête pas à ce genre d'expérience. Vouloir faire de cet obstacle un seuil insurmontable, c'est avouer, au départ, qu'il n'y a même pas place pour des réformes dans notre société. Utopique ou pas, le signal est donné et un certain espoir existe. Les expériences en cours marquent un premier succès. On serait mal venu de les mépriser ou de les compromettre, ou encore de ressusciter en ce domaine la « guerre des éteignoirs ».

Le front politique commence à prendre le dessus dans bien des cas. A mesure que les objectifs s'élargissent, que les obstacles et les refus s'accumulent, que les dynamismes de la parole et de l'action sont libérés, les démarches deviennent de plus en plus politiques. Et cela, même si plusieurs se refusent à toute identification partisane. Inévitablement, la plupart des activités entreprises atteignent d'une façon ou de l'autre les structures de pouvoir. Combien ont déjà expérimenté la nécessité d'atteindre vraiment les centres de décision,

superstructures, on tarde à s'attaquer de façon intelligente, efficace et éducative, aux structures de consommation. Par ailleurs, rien ne remplacera la responsabilité des consommateurs eux-mêmes. « On veut être informé, mais on ne s'informe pas. » Nous sommes peut-être ici, dans l'aire de passivité par excellence. Il ne reste au bout de la ligne que l'individu consommateur et la consommation de masse. Chacun s'arrange ... mais se fait le plus souvent avoir. Qui sait si un travail bien mené dans ce secteur privilégié de la société de l'opulence, ne débouchera pas sur une meilleure évaluation de celle-ci, sur des contestations plus réalistes, sur de nouveaux modèles socio-économiques ou politiques. Nous ne sommes qu'au début d'un processus. Ici, les promesses de libération sont en corrélation avec les menaces d'une aliénation et d'une exploitation toujours plus poussées. (Voir rapport de la Fédération de magasins coopératifs et aussi le rapport Maltais, ainsi que le document des colloques régionaux de la C.S.N., F.T.Q., et C.E.Q.)

de jauger les forces qui influencent les politiques officielles. Plusieurs en sont venus à un engagement franchement politique, parfois radical. Pour eux, il ne suffit plus de surveiller le pouvoir, il faut s'en emparer. Ils savent bien qu'ils ne peuvent pas encore miser sur des forces populaires assez éveillées et assez bien encadrées, ou sur des groupes de gauche toujours profondément divisés. On connaît les dangers de mobilisations politiques trop rapides et trop superficielles. Elles provoquent des retombées d'indifférence et de découragement plus profondes. Pour le moment, la plupart opèrent sur la scène municipale. Et ce n'est pas sans besoin. Les politicologues nous apprennent que ce premier niveau public de la démocratie souffre de terribles carences. Pourtant, il s'agit de l'instance la plus près des citoyens... en théorie ! En pratique, le citoyen de grande ville se sent très loin des structures municipales. Il n'existe pas de dispositifs intermédiaires comme dans le cas des autres instances. Il serait ridicule de soulever ici l'objection de la représentation des quartiers quand on sait l'impact politique limité de cette entité. C'est beaucoup plus un objectif à atteindre qu'une réalité éprouvée. D'autre part, le gigantisme urbain semble inévitable. 80% de la population canadienne vivra bientôt dans les grandes villes du pays. Raison de plus pour structurer une véritable démocratie urbaine. Les débats autour des regroupements de municipalités et des projets de communauté urbaine sont un premier test de vérité. Trop de groupes de citoyens se sont désintéressés de ce défi majeur pour l'avenir.

Bien des interrogations restent en plan au chapitre de l'action politique. N'y a-t-il pas un danger de se lancer dans l'arène municipale prématurément ? Que penser de ces représentants qui ont vite adopté le style des élites traditionnelles et les habitudes du système ? Comment s'assurer des formes efficaces de contrôle, de vigilance et d'intervention ? N'y a-t-il pas lieu de conserver pendant un certain temps une distance critique garante d'une action libre ? Ne faut-il pas prendre le temps nécessaire pour aménager un terrain politique plus propice à un élargissement du membership actif et à une pénétration de l'ensemble du territoire et de la population ? Vaut-il mieux prendre les devants avec une minorité politisée ou avancer plus lentement avec un potentiel humain plus diversifié et moins unifié ? N'est-il pas opportun de ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier et de multiplier les fronts pour permettre un éventail plus large de collaborateurs et de militants ?

Enfin, une dernière question : comment articuler les trois fronts précités ? Par des projets communs ? Par des actions communes ? Par des rapports suivis entre les divers responsables et les membres ? Si nous avons à établir des priorités, nous suivrions le chemin inverse : d'abord les hommes, ensuite les actions et les projets.

Mais nous hésitons à séparer ces trois composantes essentielles de la coordination. Et nous souhaitons l'élaboration de projets clairs, réalistes et dynamiques qui offrent de véritables choix autour d'enjeux importants ^b.

^b « Le gouvernement va d'un côté, le peuple pousse de l'autre. Le sociologue Léon Dion voit dans cette, désarticulation la résultante de plusieurs causes :

- D'abord l'insuffisance des méthodes traditionnelles de communication et de contrôle politique par rapport à l'envahissement de l'intervention politique dans tous les secteurs de l'existence, par rapport aux mécanismes complexes et insaisissables de la technocratie.

- La perdurance d'une méfiance instinctive vis-à-vis de l'État et l'absence de concertation du gouvernement, de l'entreprise, des associations professionnelles et des universités.

- L'électoratisme et l'attitude de court terme des partis qui n'offrent pas, au delà de colloques épisodiques, des médiations permanentes d'animation et d'information entre « instituteurs » et institués, ou encore des structures de participation à l'examen des problèmes vitaux à longue échéance.

- L'émergence brutale de forces sauvages et anarchiques, en particulier chez les jeunes, chez les pauvres des grandes villes, chez les résidents des régions excentriques. L'auteur interprète ce phénomène en terme de « refus de la politique », de « vie instinctive », de « retour vers la nature », ou encore d'individualisme (!).

Pour recréer des rapports plus intimes entre les gouvernements et le peuple, L. Dion parle vaguement de nouvelles attitudes devant les sources de tension, de nouveaux mécanismes consultatifs et d'une déconcentration administrative.

Devant ce plaidoyer néo-libéraliste, affublé de considérations scientifiques bien équivoques, je me demande bien ce que cherche ceux qui s'alimentent constamment à cette source. N'y a-t-il pas ici une logique artificielle qui tourne sur elle-même en vase clos ? Quelle est donc cette bonne synthèse » du gouvernement, de l'université, de l'entreprise et des associations professionnelles, dont Léon Dion ne cesse de parler en termes vagues ? Une rationalisation d'un statu quo amélioré ? Une imitation aveugle de la technocratie américaine ? Comment réduire à un phénomène d'anarchisme, l'insatisfaction et la recherche de nouveaux styles politiques chez un nombre grandissant de groupes sociaux, de citoyens défavorisés et de jeunes ? Voir Léon Dion, le Devoir, 12 et 14 septembre 1970.

3. Points d'appui

[Retour à la table des matières](#)

Qu'il s'agisse de l'organisation communautaire, de l'animation sociale, de l'action politique ou du développement social, la plupart des études s'attardent sur les modèles, sur les praxis, sur les techniques, sur les objectifs, sur les agents institutionnels, enfin sur les problèmes ou les situations. Elles sont moins explicites et moins claires quand elles abordent la question des citoyens eux-mêmes. Pourtant ne sont-ils pas les principaux acteurs sociaux de l'action de base ? Tout se passe comme si les spécialistes les perdaient vite de vue dans l'analyse des processus en cause. L'approche fonctionnelle ou la critique idéologique deviennent une sorte d'écran qui empêche de bien saisir le milieu humain comme tel, de comprendre ce qui est vécu réellement par ces hommes concrets. On ne saurait prétendre miser d'abord sur eux et se contenter en même temps d'une connaissance superficielle de ces premiers responsables de l'action. Je voudrais attirer l'attention sur un point particulier.

Une attention vigilante au réseau de relations d'assistés sociaux a permis le déclenchement d'une opération d'envergure qui a regroupé des centaines de mères nécessiteuses dans diverses villes d'une même région en vue d'objectifs communs. On s'est rendu compte que dans la salle d'attente de l'agence sociale, des rapports s'étaient noués entre elles. Partant de ce premier réseau, les initiateurs, avec un premier noyau de mères nécessiteuses, ont suivi le filon jusqu'au bout. Ainsi s'est amorcée une vaste activité qui s'est moulée en quelque sorte sur les relations qui existaient déjà dans la vie. Selon les méthodes habituelles avec les convocations officielles et plus ou moins impersonnelles (téléphones, lettres, visites impromptues, etc.), une telle entreprise aurait pris beaucoup plus de temps, sans compter sa relative inefficacité.

Plusieurs expériences de ce type ont été tentées avec succès chez d'autres catégories de personnes. Je pense à un groupe de concierges qui ont été les principaux artisans d'un regroupement de locataires.

Leur situation stratégique les mettait déjà quotidiennement en relation avec la plupart des gens de leur « bloc ». Ces quelques exemples nous font comprendre l'importance de bien *prospecter et d'assumer la communication qui existe déjà avant d'en créer artificiellement, les dynamismes déjà présents avant de sortir ses batteries d'organisation*. J'insiste sur cette pédagogie parce qu'elle est trop peu respectée ou utilisée dans ce genre d'action sociale qui se veut reposer d'abord sur les citoyens eux-mêmes.

Ceci dit, je ne voudrais pas minimiser d'aucune façon le travail de mise en oeuvre d'une *organisation efficace*. Trop de groupes de citoyens n'ont pas fait long feu à cause de cette faiblesse. L'animation « non-directive » ne peut suffire. C'est mal comprendre la démocratie que d'opposer l'organisation à la participation spontanée, la rationalité à l'expression libre des sentiments. Refuser les moyens technocratiques au nom d'une quelconque idéologie, relève encore de l'aveuglement ou d'une mauvaise connaissance des hommes. Ceux qui ne vivent pas les situations pénibles évoquées ici ne saisissent pas l'impatience des citoyens devant ces discussions interminables qui retardent l'élaboration d'une stratégie ou d'un programme d'action. Les adultes masculins, les leaders naturels surtout, sont rarement friands de sessions prolongées de dynamique de groupe, quand il s'agit d'une action à mener ou de problèmes importants à résoudre « sur le terrain ». Ils accepteront, par ailleurs, les exigences d'une organisation sagement et efficacement planifiée. Loin de nous la volonté ici de faire fi des étapes de sensibilisation, de confrontation des idées, d'évaluation de la situation, d'approfondissement des valeurs impliquées, de choix judicieux des meilleures solutions et d'entente sur des objectifs. Mais certains responsables sociaux éternisent ces processus par déformation professionnelle. Il y a bien des choses qui pourront se clarifier au cœur de l'action et au moment des révisions épisodiques. Une organisation efficace est un des premiers points d'appui d'un travail à long terme, d'une cohésion du groupe, d'un sentiment d'accomplissement véritable, d'un vrai partage de tâches, d'une communication intense, et même d'une éducation politique réaliste. Trop de militants sociaux négligent ce facteur essentiel pour ne pas insister ici.

Il existe une foule de modèles d'organisation. Certains ouvrages nous fournissent déjà de bons outils. Je ne veux pas répéter ici ce qu'on trouvera ailleurs. Disons que certains emprunts unilatéraux à l'organisation industrielle peuvent nous jouer de mauvais tours. On ne

planifie pas un mouvement communautaire ou une activité politique comme on pourrait le faire pour la production et la mise en marché d'un dentifrice ²⁰. L'efficacité ou le rendement ne peuvent servir de normes exclusives. D'ailleurs, toute programmation d'activité humaine doit laisser de la place pour l'expression des libertés, des options et même des conflits à chacune des étapes de l'un ou l'autre processus choisi. C'est à cette condition qu'on évitera cette inclination quasi naturelle du *self-perpetuating* system chez les nouveaux comme chez les anciens pouvoirs. Il y a tellement de moyens déguisés pour protéger le statu quo. N'est-ce pas une des tâches de tout mouvement social de susciter des dépassements et de contester toutes les formes « d'enfermement » ou de système clos ?

Dans la mesure où même la démarche la plus rigoureuse repose sur certains choix mûris et judicieux, on accepte les limites de l'intervention technocratique et du PPBS (Planning, Programming, Budgeting System). Les premières et les dernières décisions ne sauraient être ici dans les mains des experts. Déjà l'implication d'un contexte social, culturel et politique donné, interfère dans la rationalité des moyens. C'est encore plus évident au plan de la libre confrontation des personnes et de leurs idéologies, et surtout au plan des valeurs impondérables véhiculées par les uns et les autres. Nous ne sommes plus dans un champ neutre qui se limite aux choix de diverses techniques possibles. Les études de Parsons, de Kluckhohn, de Chombart de Lauwe ou de Bourdieu, sur l'orientation complexe des

-
- ²⁰ S.D. Alinski, *From Citizen Apathy to Participation*, Chicago, Industrial Areas Foundation, 1957.
 S.D. Alinski, *Citizen Participation and Community Organization in Planning and Urban Renewal*, Chicago, Industrial Areas Foundation, 1962.
 J. Grand'Maison, *Vers un nouveau pouvoir*, Montréal, HMH, 1969.
 A.J. Kahn, *Theory and Practice of Social Planning*, New York, Russell Sage Foundation, 1969.
 R. Likert, *The Human Organization*, New York, McGraw Hill, 1967.
 A.J. Marrow, *Strategies of Organizational Change*, New York, Harper and Row, 1967.
 A. Meister, *Participation organisée et participation spontanée*, *L'Année sociologique* 1961, pp. 113-161.
 A. Meister, *Participation, animation et développement*, Paris, Éditions Anthropos, 1969.
Readings in Community Organization Practice, Prentice-Hall, 1969.
Social Policies for America in the Seventies, New York, Ed. Rubert Theobald, 1968.

valeurs chez les différents individus, collectivités ou systèmes, viennent relativiser certains dogmes de la technologie sociale ou certaines simplifications faciles des pragmatistes du « fait » brut. On ne sépare pas aisément situation, techniques et valeurs dans l'action sociale, sans risquer de graves désillusions à plus ou moins long terme ²¹. De même, le refus d'une rationalité exigeante comporte des conséquences tout aussi graves.

4. Points d'attache

[Retour à la table des matières](#)

L'étape précédente centrée sur les ressources humaines du groupe lui-même et sur la qualité de son organisation et de ses valeurs nous incite à mesurer les conditions pour un travail de longue haleine. Beaucoup de regroupements de citoyens défendent jalousement leur autonomie, et ce n'est pas sans raison. Ils ne veulent pas se « laisser avoir » par qui que ce soit ; d'où leur volonté ferme d'assurer une distance critique à l'égard des structures sociales en place et une liberté d'action à l'égard des fronts qui correspondent à leurs problèmes réels et à leurs vraies aspirations. Cette indépendance comporte un envers : celui d'être souvent réduit à un groupuscule fragile, instable, sans cet appui précieux que pourrait apporter un minimum de soutien institutionnel permanent. Que vaut une pureté sans main, une liberté qui isole, une responsabilité qui néglige certains moyens efficaces ?

D'ailleurs les groupes qui ont pu compter sur les appoints, ou les contributions de certains organismes permanents poursuivant des objectifs semblables, ont fait preuve d'un plus grand dynamisme et d'un meilleur souffle. Nous pensons ici au concours précieux de conseils de développement social, de syndicats, d'Églises locales prophétiques, qui acceptaient au point de départ l'auto-détermination

²¹ J. Hallett, Planning, Politics and Ethics, in Environment for Man, Indiana University Press, 1967.

L'auteur exprime ici ses options prioritaires : « Ethics is primary over politics and politics is primary over planning. », p. 247.

du groupe sur le plan de la pensée comme celui de l'action. Il faut démystifier la tendance actuelle à transposer sur le terrain démocratique quotidien certains vieux modèles de clan, ou encore une psychologie de maquisard. C'est vraiment mêler « les genres ». On ne peut prétendre poursuivre des objectifs de conscientisation, de démocratisation, et d'auto-implication dans une action progressive et passer en même temps par-dessus la tête des autres citoyens pour mener sa petite guérilla clandestine et arracher des consentements au bout de la menace violente. Dans le langage de Sartre, la psychologie du « gang » rejoint celle du « flic ». Cette critique ne veut pas présupposer qu'il ne saurait y avoir de place pour une option radicale dans une démarche vraiment démocratique qui fasse confiance à l'homme, à ses solidarités profondes, à ses possibilités d'auto-désaliénation et de dépassement.

Il ne s'agit pas de tomber dans la naïveté inverse du « bon ententisme », de la transparence entre pouvoir, justice et légalité, qui nie les situations de violence, les conflits réels, la domination effective des plus forts, les rapports de force. C'est le rôle de la politique de faire que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste. Les utopies d'égalitarisme et d'amorisation des relations humaines ne doivent pas être reportées au grand soir ou à la fin des temps, mais s'inscrire dès maintenant dans nos styles politiques. Il y a un certain fanatisme qui excommunie ou anathémise à peu près tout le monde et son père, sauf ses pairs immédiats. Pendant ce temps, d'autres, avec des motifs condamnables ou contestables, utilisent à fond le système en place, se gagnent la majorité des citoyens et s'assurent des positions inexpugnables. Au lieu de prospecter des alliances possibles et s'assurer des appuis précieux, on crée le désert autour de soi, on s'aliène du peuple et on se condamne à l'impuissance radicale. Il ne reste plus que le désengagement ou la violence à vide. On n'est plus rattaché ni à rien, ni à personne, sauf à sa chapelle ardente et à ses théories abstruses. Et parfois, par un étrange masochisme, on se complaît dans la provocation d'une répression inutile.

Il m'est avis que nous avons énormément d'efforts à déployer pour élaborer une praxis politique réaliste et efficace. Les citoyens acculés à des problèmes d'urgence se sentent violentés gravement quand ils ont l'impression de servir de simples tremplins pour faire avancer une idéologie qui leur est étrangère, qu'ils n'ont jamais définie eux-mêmes, qui est véhiculée par des gens auxquels ils ne s'identifient d'aucune façon. Passerons-nous d'un catéchisme à un autre sans jamais accéder

à une démarche politique autonome, à des modèles vraiment nôtres, à des projets marqués par notre propre expérience et notre propre quotidienneté ?

IR n'y a là-dedans aucune xénophobie, aucune attitude anti-intellectuelle, mais un refus de parachutage artificielle, quel qu'il soit. Il ne s'agit pas d'inventer un nouveau contenu politique à partir de zéro, mais bien plutôt de le construire avec nos propres matériaux. Cela présuppose des points d'ancrage dans notre vrai contexte social, culturel et politique. Par exemple, la lutte contre l'impérialisme américain ne doit pas nous amener à faire fi de nos enracinements nord-américains, à ignorer systématiquement certaines données de notre expérience historique et de notre situation particulière, bien différentes de celles de Cuba, de la Suède, de la France, du Japon ou de que sais-je encore. La politique, encore plus que les idéologies, est toujours en situation.

5. Points chauds

[Retour à la table des matières](#)

Les expériences récentes de politisation et d'action sociale, du moins celles qui ont retenu l'attention, suscitent actuellement quelques tentatives d'évaluation chez les principaux artisans. Où en est-on ? Quel chemin a été parcouru ? Qu'est-ce qui fait difficulté ? Nous allons suivre ici la méthode d'inspection des avions après leur atterrissage. Les techniciens s'attardent aux points chauds, c'est-à-dire à ce qui a subi une surchauffe. C'est là que le mécanisme révèle ses faiblesses, ses dérangements. Procédons un peu de la même façon en identifiant d'abord certaines tensions révélatrices.

Tensions entre :

EFFICACITÉ ET PARTICIPATION
BASE ET SUPERSTRUCTURES
PLANIFICATION ET AUTO-DÉTERMINATION
AUTONOMIE ET INTERDÉPENDANCE
MODÈLES ET PRATIQUES

CONTESTATION ET PARTICIPATION RÉFORMISME ET RÉVOLUTION

Je ne crois pas qu'il faille se dépêcher à liquider ces alternatives au profit d'un pôle ou de l'autre, ou à les opposer systématiquement. Les unes font partie de toute démarche politique soucieuse d'assumer tous les dynamismes possibles. Les autres obligent à l'approfondissement et à la clarification des options. Elles ont en commun une première articulation démocratique du conflit.

Plus profondément, nous nous rendons compte qu'il faut développer en même temps un État fort et une participation de qualité, une force technocratique et une force démocratique. Cela ne se fait pas sans une recherche patiente marquée par des tâtonnements, des durcissements, des risques calculés. Il y a des niveaux de la vie collective qui exigent une profonde maturation. G. Fortin exprime bien cette préoccupation quand il nous invite à inventer « les structures et les moyens concrets d'allier les revendications profondes de la masse aux exigences techniques de la société post-industrielle, d'allier le vécu et l'abstrait du calculateur, d'allier le pouvoir de l'élite populaire au pouvoir du technicien ». Ce que le sociologue laisse dans l'ombre ici, c'est l'inévitable tension qui existe souvent de part et d'autre, tantôt au nom de la liberté, tantôt au nom de l'efficacité de l'organisation. Il est normal aussi que des citoyens, ou des travailleurs en situation d'infériorité, commencent par contester ou revendiquer, et songent même à de dures luttes de pouvoir. Parfois le langage de la collaboration et l'appel au « dialogue rationnel » s'adressent à des hommes qui expérimentent dans leur vie la dialectique du maître et de l'esclave.

Ces remarques nous conduisent à relever d'autres ambiguïtés de la participation. On a fait de celle-ci une sorte d'en soi, souvent sans contenu. Que de discussions interminables sur les structures de participation sans clarification du contenu et des motifs impliqués ? Les uns craignent de perdre leur liberté par ce mode poussé d'intégration. D'autres ne croient pas aux formes actuelles de représentativité ou de délégation de pouvoir. Certains plaident pour une participation d'adhésion ²².

²² A. Meister distingue cinq types de participation - 1 - Des participations de fait, comme l'appartenance à une famille. 2 - Des participations spontanées et occasionnelles comme les relations de voisinages. 3 - Des participations

Slogan vide, idéologie sans contenu, simple technique sociale, valeur à chercher pour elle-même, instrument raffiné d'embrigadement et d'encadrement ? Que n'a-t-on pas dit pour décrier la participation ou la magnifier. C'est autour de ce thème que la plupart des mouvements sociaux précités ont centré leur intérêt. Malgré les nombreuses maladresses et erreurs, nous pressentons ici la montée de forces neuves qui vont s'exprimer dans des voies différentes des sentiers battus. Un syndicaliste avait raison de dire : « J'ai l'impression que nous assistons actuellement aux premiers balbutiements d'un véritable sentiment politique populaire, un germe, un grain de sénévé qui un jour deviendra véritablement une politique du peuple. » (M. Pépin, Lettre aux Militants, C.S.N., janvier 1970, p. 51.)

Y a-t-il une perspective possible, à partir de l'expérience de l'animation sociale elle-même, de son évolution chez les animateurs, de ses diverses tendances actuelles ? L. Robert distingue trois types

- L'ANIMATION ADAPTATIVE
- L'ANIMATION ORGANISATIONNELLE
- L'ANIMATION POLITIQUE

1 - La première se veut surtout un mécanisme social d'éducation. L'initiation à une démarche rationnelle dans la perception des situations et dans l'action sur celles-ci, constitue la principale composante de l'animation, l'instrument privilégié pour permettre aux gens de penser et d'agir par eux-mêmes. Ceux-ci apprennent à coordonner les fins et les moyens dans un processus cohérent et dynamique, tout en le situant dans l'ensemble du milieu social ou du contexte politique impliqué (globalisation). La non-directivité s'applique ici surtout au plan du contenu et des fins de la démarche collective. Dans ce cas, l'animateur est davantage tourné vers le fonctionnement du groupe que sur l'action et l'intervention sociale du groupe lui-même. Les mécanismes utilisés laissent présupposer que tout groupe fonctionne à peu près de la même façon, ou du moins, suit

volontaires dans des groupes qui se donnent leur propre organisation (syndicats, partis, clubs sociaux). 4 - Des participations obligatoires comme dans le cas d'une guerre. 5 - Des participations provoquées en vue d'objectifs à poursuivre librement en commun. A. Meister, op. cit., pp. 22-23. Voir aussi A. Deshaies, Participer pourquoi, dans Relations, mai, 1970, pp. 134-138.

les mêmes étapes nécessaires. Derrière cette théorie et cette praxis, se profile l'idéologie fonctionnaliste d'adaptation, d'intégration, de rattrapage culturel. Une sorte de technologie sociale positiviste !

2 - L'animation organisationnelle vise, à son tour, une action sur l'organisation sociale de la société, en créant d'abord de véritables structures de participation dans les groupes atteints, pour ensuite reproduire ces modèles dans les macro-structures. C'est un pas en avant dans l'idéologie du changement social. La participation devient ici *la fin et le moyen* d'un authentique progrès social, le critère

3 - « L'animation politique se caractérise d'emblée par une dimension contestatrice des valeurs de la société actuelle, par un projet de changement de cette société et par la volonté d'y inventer un nouveau style de vie. » Évidemment la contestation, le conflit ou le refus l'emportent sur le projet. Et c'est compréhensible au début d'un processus aussi large et profond. On confrontera d'abord l'analyse des situations, la critique des fins sociales, les motifs profonds des acteurs sociaux eux-mêmes et l'action des pouvoirs établis. L'animateur se voit coincer entre plusieurs rôles qui interfèrent dans cette démarche. Mentionnons-en quelques-uns : conseiller technique « neutre », informateur, personne-ressource, organisateur, avocat, leader ou militant, et nous pourrions allonger la liste. Nous mesurons ici le caractère confus de son statut et de sa tâche, et en même temps celui de l'animation politique. Même la neutralité politique implique une option !

Il est inutile de jouer sur les mots. Les animateurs politiques sont en quelque sorte des militants qui utilisent des techniques d'animation. Admettre ce fait, c'est commencer à vraiment clarifier la situation. Ce militantisme peut se vivre à l'intérieur d'un parti ou dans un cadre non-partisan. Dans ce dernier cas, les faits nous prouvent que la plupart des animateurs impliqués rejettent le « système actuel » et cherchent un nouveau modèle de société dans une perspective de gauche plus ou moins radicale. Voilà une autre clarification nécessaire qui n'a rien de répréhensible. Par stratégie, on a pu camoufler cet état de chose. Mais il est temps de nous identifier les uns les autres de façon plus claire et plus articulée, en évitant le piège des étiquettes trompeuses et des jugements a priori et doctrinaux. Je suis prêt, personnellement, à faire confiance à notre maturité politique. Nous avons tout de même fait un bout de chemin depuis quelques années.

Il n'y a plus de place pour une gauche honteuse qui cherche à se faire pardonner son radicalisme. La critique sociale a aménagé un terrain plus propice pour des engagements publics courageux et soucieux de révéler les enjeux dans toute leur crudité. Cela peut se faire collectivement dans un contexte d'animation politique. Il existe d'autres types d'animation politique, celle du parti québécois, par exemple. Ici, les règles du jeu sont plus claires. En dehors de ce dernier exemple, combien tentent de ne pas projeter une image de militantisme par peur d'être accusés de prosélytisme, de fanatisme, de manque d'objectivité, de manipulation, ou encore d'être perçus comme des agents d'endoctrinement ou d'agitation. On se sert de l'animation, de la profession, de certains autres statuts (personnes-ressources, consultants, etc.), comme paravent.

C'est ainsi, par exemple, que la gauche, chez nous, n'est pas identifiable, si ce n'est qu'à travers certains individus ou certains gestes spectaculaires qui n'expriment pas nécessairement la dimension réelle et la véritable signification politique des forces d'oppositions. Comment peut-elle alors se faire reconnaître, se faire entendre, collectivement, étendre son influence, créer des fronts communs ? D'énormes énergies sont ainsi atomisées, perdues. Il y a beaucoup plus qu'un problème d'individualisme ou encore de défaitisme. A-t-on bien évalué les sources culturelles, sociologiques et politiques de cette situation ? Les orientations de notre travail nous amènent à retenir surtout la nécessité d'en arriver à une meilleure praxis politique, et à l'intérieur de celle-ci, les composantes d'une action militante réfléchie et féconde. Ici, on trouve bien peu de choses dans toute la littérature de gauche, publiée au Québec depuis plusieurs années. Heureusement que la vie nous apporte un témoignage plus positif. Mais, nous ne pouvons nous passer d'une réflexion approfondie sur les conditions concrètes du militant de gauche et des tâches correspondantes. Trop d'hommes de gauche, sur le plan proprement politique, se contentent de vagues diagnostics et de déclarations de principes. Elle ne suffit pas cette fidélité aux nouvelles valeurs qu'on proclame. Une certaine lucidité reste stérile s'il n'y a pas de rapports réels avec la conduite de l'action, avec la définition de stratégies réalistes, avec des projets collectifs *workable*. Les professions de foi dans les vertus de gauche ne touchent personne. Elles contribuent à la légitimation d'un système social qui se prétend démocratique, pluraliste, tolérant, ouvert, égalitaire, juste et que sais-je encore. Au fond, sans s'en rendre compte, on fait parfaitement le jeu de la droite et de l'establishment ; on adopte implicitement leurs modèles sociaux et politiques et parfois

certain postulat idéologique qu'on conteste théoriquement. L'objectivité et le réalisme deviennent synonymes de respect intégral du statu quo. L'obéissance civile aveugle est acceptée comme critère éthique inconditionnel, comme si notre législation s'affublait tout d'un coup d'une auréole de sainteté, de pureté sociale. Notre naïveté nous rend impuissants. Y aurait-il là-dessous des démissions inavouées, des incertitudes non clarifiées, des complicités latentes ? Serons-nous, dans les pratiques concrètes, de purs reflets de ce que nous contestons ? Radicaux oui, mais pas au détriment de nos propres réussites et même de nos propres privilèges !

Cette digression sur la gauche n'est pas inutile. Elle accentue l'importance de mieux évaluer le chemin parcouru, les conjonctures actuelles, les profils de l'avenir. Les expériences en action sociale et politique « sur le terrain » s'offrent comme un premier matériau de réflexion. Au bilan, le mouvement du pendule en animation va d'un extrême à l'autre, des techniques de fonctionnement démocratique à la lutte pour le pouvoir, de l'animateur-technicien au militant révolutionnaire (parfois chez le même homme !), du groupe revendicateur à la cellule politique radicale.

Une critique serrée des fondements scientifiques et idéologiques des nouveaux modèles en cours d'expérimentation s'avère urgente et nécessaire, avant de prophétiser leur mort prochaine ou d'en faire un idéal indiscutable. Le test de crédibilité est déjà commencé. La vie aussi se charge de sanctionner ou de reléguer aux oubliettes les mouvements sociaux. L'histoire en témoigne.

6. Points stratégiques

[Retour à la table des matières](#)

En dépit des apparences, les expériences d'action sociale et d'action politique dans notre milieu ont été beaucoup moins diversifiées et élaborées qu'on ne le pense habituellement. Elles ont suivi des cheminements primaires et des méthodes beaucoup trop sommaires en regard des objectifs généreux de leurs auteurs. À long terme, elles risquent de tourner en rond ou d'en rester à des revendications sans

grande portée politique, culturelle ou économique. Parfois, on a escamoté des étapes importantes, des sources précieuses d'éveil de conscience collective et d'engagement.

Il nous faut mieux prospector des secteurs et des niveaux d'activité qui ont de meilleurs effets multiplicateurs et d'entraînement. Si la qualité de l'organisation a souvent fait défaut, il en est de même dans le domaine de *l'imagination créatrice*, de l'intuition inventive, de la perception sagace. Même en matière de recherches sociales, nous souscrivons au jugement de W. Mills sur le manque d'imagination des spécialistes en science humaine. Pourtant le vécu est déjà si riche d'expériences humaines et de leçons précieuses. Il exige des canaux d'expression moins élémentaires et une plus grande diversité de voies d'accès. Une certaine rationalité prétentieuse et une mystification pseudo-scientifique expliquent en partie le conservatisme répandu chez beaucoup de responsables sociaux qui s'assoient sur des positions acquises, sur des méthodes passe-partout, sur des clichés vidés de la première sève, sur des formes inchoatives d'intervention sociale. Les militants sont souvent mal équipés pour assumer les riches remontées de la vie.

Les citoyens, à leur tour, s'en remettent trop facilement aux façons de voir et d'agir des experts qu'ils consultent, sans qu'on les aide à puiser largement dans leurs propres expériences.

Les agents extérieurs les ramènent souvent sur leur propre terrain de spécialistes. Ils font perdre aussi aux gens de la base leurs richesses particulières de perception, de réflexion et de créativité. Ils engendrent même un surcroît de passivité et de démission. Il ne s'agit pas ici d'établir de fausses oppositions, mais de mettre l'accent sur un problème très fréquent dans notre société technocratique où l'on se laisse prendre au jeu de la mystification en face des experts, des « personnes-ressources », comme si ces derniers possédaient « tous les trésors de la sagesse et de la science », comme s'ils avaient l'unique et bonne maquette en main, comme si on pouvait déduire d'une certaine analyse scientifique donnée ou de telle ou telle expertise un programme complet d'action ou un cadre exhaustif de référence.

L'action sociale est trop complexe, ses enjeux trop vitaux, ses impondérables trop évidents, pour qu'on se livre poings et mains liés à ceux qui reproduisent au plan de leur spécialisation une attitude

étrangement semblable à celle des doctrinaires qui ont la « bonne synthèse » et des réponses toutes prêtes. C'est d'autant plus grave que bien des citoyens se laissent mystifier par celles-ci. Par ailleurs, des spécialistes plus sérieux, plus honnêtes, plus conscients de leurs limites, laissent la place à des pseudo-experts ; et parfois à des marchands d'illusion. D'où l'importance d'aider les gens de la base à accéder à une saine autonomie, à un sens critique averti. Mais les problèmes soulevés n'en sont pas pour cela résolus.

Le morcellement des disciplines a plus de conséquences négatives dans l'univers plus global et plus synthétique de l'action sociale et politique, ou de l'action tout court. Le moindre petit objectif social comporte des dimensions psychologiques, sociologiques, culturelles, politiques, philosophiques, éthiques et autres. Évidemment nous savons les dangers non moins néfastes de l'attitude « généraliste » qui prétend dominer l'ensemble d'une situation, ou encore d'un certain pragmatisme de courte vue. Les globalisations ou les généralisations rapides et superficielles conduisent donc à des simplifications faciles, mais il en va de même aussi chez nombre d'experts et de spécialistes qui extrapolent ou élargissent indûment leur angle partiel de vision et tentent d'amener tout le monde sur leur propre terrain. Ils se sont rarement objectivés eux-mêmes. Comment peuvent-ils le faire avec les citoyens de différents milieux, de diverses classes sociales, d'horizons idéologiques hétérogènes ? On consent toujours avec réticence à critiquer ses propres soutiens idéologiques implicites, ses propres postulats liés à sa position dans la société, à ses appartenances particulières.

Ces constatations invitent donc le lecteur à beaucoup de prudence devant les travaux normatifs qui présentent des idées-guides, des modèles d'action, des lectures de la réalité (cela vaut pour notre propre ouvrage). Riesman cite plusieurs cas de contradictions flagrantes ou du moins, de non-correspondance entre des travaux macro-sociologiques et des études micro-sociologiques. Les généralisations sur les banlieues, par exemple, sont souvent contestées par des monographies sérieuses et sans prétention. Ce phénomène se reproduit dans bien d'autres domaines de la pensée et de l'action. Quand on travaille sur des questions ou des terrains qui engagent le sort des hommes, particulièrement des plus défavorisés, on doit tout faire pour ne pas les aiguiller sur des voies d'évitement ou de garage, sur des fausses pistes ou dans des ornières insurmontables.

Ces remarques ne sont pas un hors-d'œuvre gratuit. Elles permettent de relativiser les points stratégiques qui sont suggérés ici. A la suite d'expériences limitées, je me suis rendu compte de l'absence de certaines approches dans la mise en marche d'un processus d'action sociale, de certains niveaux de réflexion et d'action qu'on a laissés pour compte, par exemple, dans l'évaluation d'une situation et dans la multiplicité possible des plans d'intervention. Retenons ici, à titre indicatif, des niveaux essentiels ²³ :

- La situation brute
- La situation telle qu'elle est perçue
- La situation définie
- La situation communiquée
- La situation transformée

1 - *La situation brute*, le donné de départ. C'est le niveau géographique ou écologique qui donne une idée d'ensemble de la répartition en surface des diverses structures sociales, des différents milieux de vie, champs d'activités et regroupements humains. C'est aussi plus profondément la configuration complexe des relations temporelles et spatiales des hommes qui vivent ou travaillent dans ce milieu physique donné. Nous laissons ici de côté ce que les néo-structuralistes appellent les structures invisibles de la situation qu'on peut intuitionner ici en se référant à ce qu'est la psychologie des profondeurs par rapport à la psychologie générale. Ces nouveaux courants scientifiques nous amènent à une perception beaucoup plus profonde des infrastructures sociales qui nous conditionnent tellement. Ils viennent poser un énorme soupçon sur la possibilité de maîtriser efficacement les situations et l'évolution de la société, un soupçon aussi sur les mythes volontaristes et idéalistes du progrès et de la société programmée. Nous y reviendrons. Notre objectif ici est beaucoup plus modeste. Nous voudrions souligner l'importance d'avoir bien en vue l'ensemble du milieu humain sur lequel on travaille : quartier, ville ou région, ensembles industriels, commerciaux, scolaires, récréatifs, religieux, résidentiels, administratifs (services publics).

²³ On trouvera à la fin de ce chapitre une longue note sur les paliers en profondeur de la réalité sociale, inspirée d'une typologie classique de G. Gurvitch.

Après un long itinéraire dans les différentes régions du Québec, par exemple, nous nous rendons compte de notre pauvreté de perception de la différenciation régionale. Nous voyons trop facilement le Québec francophone comme un tout culturel et politique homogène.

Les conditions sociales et économiques particulières, les antécédents historiques, les sous-cultures et tant d'autres facteurs de diversification en disent déjà long. Des régions qui ont été jusqu'à tout récemment l'objet d'une politique de « colonisation » se comportent de façon spéciale devant les nouveaux rôles de l'État. On passe d'un type de dépendance à un autre. Ce n'est pas un mince défi, par exemple, pour le plan d'aménagement de l'Est du Québec. Parfois on ne peut saisir des phénomènes complexes sans élargir le fond de scène. Par exemple, l'industrie du textile s'est implantée le plus souvent de façon artificielle dans des petites villes. Elle a marqué un style de vie différent de ceux que l'on observe dans des régions minières, dans des villes industrielles qui comportent une assiette économique plus large ou des entreprises de pointe. Il y a tout un monde entre des milieux régionaux sans pôles de croissance et un grand centre urbain et industriel dynamique. Nous avons déjà abordé ces questions dans notre ouvrage : *Vers un nouveau pouvoir* (H.M.H., 1969).

Ces exemples, malgré leur évidence, nous incitent à insister sur notre première constatation. Beaucoup d'expériences de base ont négligé cette première démarche « situationnelle ». Quelle est la géographie du paysage sur lequel on travaille ? Une meilleure utilisation de l'audio-visuel pourrait améliorer nos méthodes de connaissance du milieu. On glisse si vite sur la phase d'observation systématique. Ne faut-il pas se laisser interroger longuement à ce premier plan ? Un militant ouvrier m'avouait qu'une initiation à la méthode d'observation lui avait fait découvrir beaucoup de choses, en peu de temps, dans un département de travail où il opérait depuis quinze ans. Son action sociale devenait plus lucide et plus efficace.

Nous voulons signaler ici les limites des programmes d'éducation populaire, et surtout de leur pédagogie. A quoi bon des cours sur la consommation ou sur le budget, si les participants n'apprennent pas à observer et à vérifier sur leur propre terrain ce qu'on a tenté de leur démontrer. Savent-ils regarder et interpréter la situation concrète des centres d'approvisionnement où ils vont régulièrement, ou leurs comportements concrets de consommateurs ? Nos méthodes restent

encore trop abstraites et peu adaptées aux modes de pensée du monde populaire. Le premier concret est d'abord dans le vécu. Et la première démarche de compréhension et d'analyse se trouve à ce niveau. À partir d'une observation systématique et continue des stratégies commerciales d'un magasin de grande chaîne, j'ai vu des consommateurs comprendre progressivement les différents rouages de notre société de consommation, ses moyens et ses fins. Encore faut-il que les éducateurs et les personnes-ressources s'astreignent eux-mêmes à ce travail inductif beaucoup plus exigeant... et même plus scientifique. Une fois de plus nous mesurons la pauvreté et le formalisme de nos modèles d'éducation et de recherche. Le monde des affaires nous donne de cuisantes leçons de réalisme en ce domaine. Il sait que son succès dépend d'une articulation maximale des théories les plus éprouvées et des praxis les plus efficaces. Les moindres écarts par rapport aux vraies coordonnées du réel comportent parfois d'énormes conséquences. Or, quand il s'agit de citoyens qui vivent des enjeux quotidiens les plus vitaux, nous ne pouvons pas nous limiter à de lointaines références à ces défis concrets qu'ils rencontrent à tous les jours. La culture, l'économie ou la politique commencent à la maison, au département de travail, au centre d'achat.

2- *La situation telle quelle est perçue.* Laissons-nous assez de temps et de liberté pour l'expression des diverses perceptions des gens impliqués dans un contexte donné ? C'est par là qu'on découvre parfois des sous-cultures, des différenciations sociales autrement imperceptibles. Que devient le *middle-class outlook* quand on se rend compte de points de vue forts dissemblables, exprimés par l'ouvrier spécialisé, l'instituteur, le fonctionnaire, l'agent d'assurance, le petit commerçant, qui sont confrontés en même temps et ensemble à un problème commun. La façon de voir les choses fait partie de la réalité sociale. C'est un élément important de la situation et de l'action éventuelle. Nous n'en mesurons pas toujours le poids ; voilà ce qui nous empêche de saisir les vraies sources de conflits, les points de divergence et de convergence, les conditions de certains consentements collectifs, les dynamismes diversifiés dans les groupes ou les sous-groupes, etc.

3 - *La situation définie.* C'est le niveau idéologique où se révèlent les premiers réseaux de signification, les représentations globales, les cadres de référence, les tentatives de donner cohérence à tel ou tel vécu. Plus ou moins inchoativement tout homme essaie de définir sa situation. Il le fait souvent en longueur d'ondes avec ceux qui

partagent ses appartenances fondamentales et sa position dans la société. Les tendances idéologiques modernes sont beaucoup plus fluides et multiples. Un responsable social un peu doctrinaire sur les bords, ou peu conscient de sa propre idéologie, agira ici de façon aveugle et dangereuse. S'il réussit à entraîner le groupe artificiellement dans sa définition de la situation, il se condamne à l'échec rapidement. Les uns et les autres auront tôt fait de ne plus se reconnaître ni dans le cheminement suivi, ni dans les moyens et les fins qu'on aura précisés. Par ailleurs, il faut une attention particulière aux leaders naturels du milieu, qui sont les premiers « révélateurs » idéologiques des tendances profondes. Ils offrent les premières expressions structurées des problèmes soulevés. Voilà un point de départ, non seulement utile, mais nécessaire. Bref, on ne passera pas impunément pardessus ces phases rigoureuses de définition et de redéfinition des situations.

4- *La situation communiquée.* Elle implique tout le monde complexe de l'information, de la communication et de la pédagogie. Les processus d'analyse des connaissances ne sont pas identiques à ceux de leur transmission. Le climat explosif des réformes scolaires et des contestations étudiantes en plusieurs pays, l'émergence de « l'école parallèle » en dehors des structures scolaires formelles, indiquent les énormes difficultés pédagogiques qu'ont créées les formes complexes de la communication dans nos sociétés modernes, sans compter les enjeux décisifs que constitue le monde du savoir au carrefour des grandes luttes pour le pouvoir politique et économique. Les uns et les autres, nous sommes écrasés par la masse de connaissances et d'informations qui déferlent sur nous à jet continu. Le savant et l'homme de la rue partagent cette même perplexité. L'ordinateur ne résoudra pas automatiquement tous ces problèmes.

Nous sommes forcé de laisser en place bien des interrogations sur les divers modes d'accès à l'information et sur les différentes méthodes de communication du savoir et des expériences. Nous analyserons plusieurs voies d'expérimentation dans les chapitres subséquents. Nous nous limitons ici à une perspective qui paraîtra étrange au premier abord. Nous la résumons ainsi : est-ce que nous avons bien assumé, dans l'action sociale et politique, le *rôle extrêmement important des mythes dans la vie collective* ? Ce sont pourtant des instruments très puissants pour la communication de masse, pour l'expression des impondérables humains et les expériences trop riches pour être enfermées dans une sèche rationalité.

Les stratégies politiques, avant les chercheurs des sciences humaines, ont compris la nécessité de créer des grands signes d'identification. « Un des moyens les plus efficaces d'agir sur une communauté, c'est de lui présenter des images sommaires et simplifiées d'un avenir fictif ou d'un passé affabulé, qui polarisent ses passions et l'entraînent à l'action. C'est seulement dans la mesure où l'on peut ainsi créer des mythes acceptés par les masses qu'on parvient à les faire agir. On peut parler indéfiniment de révolte, sans provoquer jamais aucun mouvement révolutionnaire, tant qu'il n'y a pas de mythes acceptés par les masses. » (M. Duverger paraphrase ici une remarque de G. Sorel sur les mythes d'action, dans *Sociologie politique*, P.U.F., 1968, p. 145.)

Une arme à deux tranchants, qui sert tout aussi bien aux extrêmes de l'ordre établi et de la révolution qu'aux réformes intermédiaires. Dynamisme ou obstacle, ferment critique ou surplomb contraignant, le mythe n'en demeure pas moins une composante de tout champ socio-politique et culturel.

Certains hommes politiques s'en servent pour endormir les revendications populaires, d'autres pour les activer. A notre avis, dans notre propre société, le mythe a été utilisé soit comme appui à l'ordre établi, soit comme véhicule d'utopies révolutionnaires assez loin de notre contexte politique concret. *Les responsables sociaux et les militants politiques n'ont pas réussi encore à créer des mythes accordés aux aspirations concrètes des couches populaires chez nous* ²⁴.

Le néo-nationalisme a peut-être mieux réussi à rallier une forte population autour de grands signes de rassemblement, de mobilisation et d'expression collective. C'est le cas de la montée rapide du Parti québécois avec son leader charismatique et ses signalisations à la portée de tous. La bataille de la langue avec le Front du Québec français a connu une expérience de ce type, transitoire mais non moins significative. La langue a pris ainsi une signification politique très

²⁴ À Montréal, les pouvoirs en place semblent être « indélogeables » parce qu'ils ont su créer des mythes qui ont provoqué une force inouïe d'identification dans l'ensemble de la population. Pensons à l'exposition universelle, aux futurs jeux olympiques, et à d'autres grands projets qui ont acquis un statut mythique : tels le métro, le club Expo, le vieux Montréal, les édifices prestigieux, etc.

dense. Dans une mesure moindre peut-être, les comités de citoyens commencent à traduire une neuve symbolique sociale, culturelle et politique. Mais, au bilan, les forces sociales progressives ne font pas le poids avec la mythologie de l'establishment et de ses institutions de soutien comme les mass media particulièrement. « Pour vaincre l'ennemi, il faut se faire semblable à lui. » Une vérité partielle, qui n'est quand même pas à négliger en l'occurrence. En ce domaine, les agents de publicité commerciale, les stratèges des partis politiques en place, ont beaucoup plus d'imagination que nous, beaucoup plus de finesse pour flairer les mécanismes essentiels de la conscience et de l'action collective. Évidemment, une utilisation sans discernement de ce moyen ambivalent, pourrait accentuer des aliénations que nous dénonçons déjà. La *realpolitik* a ses exigences. De plus, nous risquons de sous-estimer toute la dimension positive de l'action sous mode mythique. En boudant celle-ci, nous laissons la place libre à certains pouvoirs que nous contestons.

Cependant, nous n'oublions pas que la démarche mythique isolée et magnifiée, peut faire régresser la qualité de la conscience et de l'action politiques. Nous en avons donné quelques exemples. De plus, il ne faut pas sous-estimer l'importance de s'attaquer aux mythes qui ont un impact culturel et politique d'aliénation, d'évasion, de diversion ou que sais-je encore.

5 - *La situation transformée*. Rien ne remplacera l'action patiente, à ras de sol, à même les vrais problèmes, besoins et aspirations. Une action bien structurée, bien orientée, bien coordonnée qui envahit progressivement les diverses aires d'activités, qui s'attaque à des situations limitées, quitte à élargir les horizons à la mesure de la société globale. Nous n'insisterons pas ici, parce que cette démarche est privilégiée partout ailleurs dans notre ouvrage. Il reste que les niveaux antécédents n'en gardent pas moins leur importance, surtout du fait qu'ils sont les plus négligés. La brutalité des problèmes et les solutions urgentes nous font la plupart du temps brûler ces étapes précieuses pour la maturation de la conscience sociale et politique et pour l'élaboration de stratégies et de projets à long terme.

Si nous avons à établir un ordre de difficulté en regard de ces cinq niveaux, nous suivrions le chemin inverse. Par exemple, les situations réelles sont beaucoup plus complexes et insaisissables que les explications qu'on en donne. Avec Weber, Durkheim et Bourdieu nous entretenons au moins le soupçon que la vie sociale s'explique

moins par la conception que s'en font ceux qui y participent, que par des causes profondes qui échappent à la conscience. Mais cette attitude critique ne saurait vaincre en nous la conviction profonde des possibilités énormes de lucidité, de créativité chez les acteurs sociaux pour maîtriser, transformer et humaniser l'univers matériel et social, les situations les plus vitales, la société et son avenir.

Évidemment, il y a bien d'autres composantes dans l'articulation de solides stratégies sociales et politiques. Les mouvements de base se limitent souvent à des actions épisodiques, partielles et de court terme. Ils ont à développer une pédagogie de long souffle, une capacité d'élargissement progressif des objectifs pour étendre les solidarités et atteindre les centres névralgiques du système social et politique. Toute opposition a besoin d'assises larges et profondes, de points d'appui permanents, de centres visibles de ralliement ou de rencontre, de projets incessants, d'imagination créatrice sur le plan des stratégies. Il nous faut autant de génie social que de génie technique.

Le système social actuel laisse un champ libre qui correspond, d'ailleurs, à son inhumanité et à sa faiblesse radicale. Il est incapable de proposer au peuple, à la jeunesse surtout, des fins susceptibles de déclencher des engagements profonds. Enfermé dans une idéologie de la quantité, du profit immédiat, il n'a rien à dire sur la qualité de vie, sur la culture. Il s'aliène dans ses instruments. La compétence, le know-how, le génie du management, bref toute cette panoplie des plaidoyers actuels de l'establishment, ne prennent leur signification vraiment humanitaire, que dans la poursuite d'un bonheur bien différent de celui que nous proposent toutes les épiceries publicitaires. A long terme, les citoyens perdent même de l'intérêt pour des objectifs de croissance économique. Le phénomène devient évident chez nos voisins du sud qui sont au bord de la guerre civile. Or, les porte-parole de l'establishment, chez nous, adoptent les attitudes des chefs américains des dernières décennies. Est-ce pour nous conduire aux mêmes culs-de-sac ?

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Deuxième partie : Stratégies sociales

Chapitre 2.

Note. Les paliers sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Pour ceux qui voudraient pousser plus loin la démarche que nous avons suivie dans ce dernier chapitre, surtout sur le plan de l'analyse des situations, nous suggérons ici une grille de recherche que nous empruntons à G. Gurvitch. Nous avons rédigé ce texte, il y a quelques années. Malgré le caractère sommaire de ces explications, cette note reste encore utile.

« La réalité sociale se présente à l'oeil exercé du sociologue comme disposée en paliers, en niveaux, en plans étagés, en couches de plus en plus profondes. Ces paliers, ces étagements s'interpénètrent et s'imprègnent mutuellement ²⁵ » Il existe aussi des facteurs de tensions, d'évolution, de régression, de stabilisation. Nous insisterons surtout sur les paliers qui offrent les meilleurs points de repère pour un observateur moins rompu à la méthode sociologique.

²⁵ Georges Gurvitch, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, P.U.F., 1963, p. 66.

<ul style="list-style-type: none"> 1- La surface morphologique 2- Les organisations sociales et les appareils organisés 3- Les modèles sociaux 4- Les conduites collectives 5- La trame des rôles sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> 6- Les attitudes collectives 7- Les symboles sociaux 8- Les conduites collectives effervescentes, novatrices et créatrices 9- Les valeurs collectives.
--	---

1. La surface morphologique

[Retour à la table des matières](#)

Sur ce plan, on pourra noter les aspects géographiques, la densité et les mouvements de la population, les aménagements de territoire créés par les techniques nouvelles, les implantations industrielles, les plans d'habitation, les centres commerciaux, le réseau routier, les ensembles de services publics scolaires, hospitaliers ou autres, etc. Chacune des sociétés transforme le sol et le « milieu naturel » selon ses diverses conceptions des six grandes institutions permanentes : économiques, politiques, éducatives, familiales, récréatives et religieuses. Déjà à ras de sol, on peut discerner certains rapports entre ces institutions, certaines priorités dans les projets collectifs et même « des attitudes sociales, des conduites et des croyances collectives ». Au Québec, par exemple, les campus scolaires occupent une place de choix dans l'aménagement physique et social. La vie, les capitaux, les forces sociales sont drainés surtout de ce côté-là. La surface de la société révèle donc des milieux de vie en expansion et en intensité, des points de concentration de l'action humaine collective. J'ai connu des jeunes travailleurs sans instruction qui s'étaient fait une idée assez juste de cet ensemble d'espaces sociaux grâce à une utilisation très intelligente des moyens de la cartographie. Il leur semblait qu'une action réaliste nécessitait cette vue d'ensemble de la surface sociale. De cela, ils dégageaient des relations difficiles à percevoir immédiatement. C'était telle taverne reliée avec un milieu de travail particulier, tel ou tel restaurant qui rassemblait des groupes d'affinités différentes.

Certains sociologues n'hésitent pas à survoler en avion les ensembles qu'ils ont à étudier. Ce qui manque à la plupart d'entre nous, c'est ce coup d'œil global et attentif à la fois. On perçoit ainsi des reliefs sociaux, comme les quartiers fermés et les quartiers ouverts, le sens des déplacements, les barrières visibles et invisibles, les milieux isolés, la prolétarianisation de tel secteur ou la sélectivité de tel autre. Il est intéressant de suivre par exemple le flux humain des gens qui sortent de l'usine ou de l'église, qui viennent au centre commercial ou à tel spectacle sportif. On constatera peut-être l'absence relative des habitants de tel espace humain vis-à-vis d'un centre de polarisation qui attire d'autres secteurs de la population ou d'autres catégories de gens.

Nous croyons trop facilement connaître la structure physique du territoire où nous vivons et les réalités sociales qui apparaissent en surface. Elles ont des rapports entre elles qui sont en constante évolution. Déjà des phénomènes latents apparaissent à l'œil averti.

Nous passons d'une civilisation où la localité rassemblait, à une civilisation où les lieux dispersent. Dans ce contexte, les hommes réagissent étrangement. Plus on est voisin, moins on est enclin à se fréquenter. Par ailleurs on cherche à rencontrer les gens inaccessibles. En voyage, on veut connaître tout le monde. Il y a là-dessous des phénomènes qui indiquent les influences profondes de ce premier palier sur les formes de relations humaines.

La socialisation de plus en plus poussée n'a pas que des avantages. Les valeurs d'autonomie, d'intimité, d'intériorité, de libre choix sont parfois sauvagement défendues. La concentration urbaine marque donc profondément les comportements des citoyens qui craignent de plus en plus « de se faire embarquer » dans tant de galères. Ils veulent se ménager des aires restreintes de spontanéité où ils pourront vivre avec intensité. Il y a ici une mise en oeuvre de milieux de vie plus circonscrits, plus « voulus », plus naturels et humains. En tenons-nous assez compte ? Avons-nous percé ici les immenses possibilités d'approfondissement spirituel ? Des groupes informels développent parfois un réseau de solidarités humaines qui constituent une sorte de milieu de vie, très intense ; mais certains d'entre eux cèdent parfois à la tentation d'un « privatisme » qui s'évade des défis collectifs et des responsabilités sociales et politiques.

Au bilan, on voit jusqu'où peut aller le facteur écologique dans ses relations avec les facteurs culturels, psycho-sociaux, économiques ou autres. Il permet de cerner dans l'espace et dans le temps beaucoup de réalités collectives tant au niveau de la communauté globale qu'à celui des diverses zones humaines ; par exemple, des phénomènes comme les différences culturelles, socio-économiques et politiques entre *l'inner-city* et la banlieue, la pauvreté des zones grises urbaines et celle des régions défavorisées sans pôle de croissance, etc.

Les transformations des styles de relations humaines, de communication, de mobilité en disent long sur le processus d'urbanisation et les attitudes collectives nouvelles. Quels sont les activités sociales privilégiées, les centres d'identification, les points de ralliement, les groupes moteurs ? Plus que jamais la surface écologique subit des transformations rapides qui mettent en question sans cesse notre perception trop figée de l'ensemble social. Que d'illusions on entretient dans ce domaine. Les arbres masquent la forêt. S'en remettre à ses intuitions ou à ses constatations superficielles, c'est faire preuve d'une grande naïveté ; la vie se charge de nous dépasser rapidement.

Il existe encore une masse de citoyens qui constituent l'arrière-train d'une société en instance de dépassement continu. Plusieurs se refusent systématiquement à voir les valeurs positives du changement, à les assumer et à les orienter dans un sens humain et créateur. Ce repli est trop fréquent chez nous pour ne pas en chercher les causes profondes. Où sont exactement les blocages d'une vraie maturation de la conscience politique et de l'action sociale ? La géographie physique du milieu nous enseigne déjà beaucoup de choses sur les diverses situations humaines.

2. Les organisations sociales et les appareils organisés

[Retour à la table des matières](#)

Ce second étagement de la réalité sociale nous aidera à saisir des milieux de vie plus spécifiques, plus différenciés. Il y a tout un monde entre les différents ensembles socio-économiques, scolaires et autres,

entre des institutions où les membres n'ont rien à dire et des institutions qui fonctionnent démocratiquement, entre un club social et un service public, entre un syndicat et une chambre de commerce, etc. À l'intérieur de ces appareils sociaux organisés, des rôles sont définis et ils conditionnent les relations quotidiennes. À l'usine, le contremaître doit prendre ses distances vis-à-vis de ses subordonnés, régler certains griefs avec le délégué de département, adopter fidèlement la politique de la direction. Tout cet ensemble de rôles marque ce milieu de vie et son style de rapports humains. « Les organisations sont des conduites collectives préétablies qui sont aménagées, hiérarchisées, centralisées d'après certains modèles réfléchis et fixés d'avance... ²⁶ »

Malgré sa mobilité et son dynamisme, ce second palier diminue la spontanéité sociale en voulant la discipliner et la faire servir aux fins particulières de l'institution ; plus l'organisation est rigide, plus elle déclenche des solidarités informelles dans des groupes primaires parfois fermés et inaccessibles. Il y a donc toujours une distance plus ou moins grande entre les organisations et la vie sociale spontanée, même au sein des institutions les plus démocratiques. D'autres solidarités naissent à des niveaux plus profonds qu'il nous faut maintenant atteindre. On se limite si facilement aux structures formelles quand on parle des réalités collectives.

3. Les modèles sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Ceux-ci ont un rôle très important dans les milieux de vie et ils débordent la sphère des appareils organisés. Ils sont de genres très différents : formes de politesse, relations compétitives, modes vestimentaires, types privilégiés de rencontres. « Les fêtes nationales et locales, l'éducation, la vie politique, juridique et même la vie religieuse et morale d'une société et des groupes particuliers, sont avant tout inspirées par des modèles... les modèles sociaux guident et dirigent non seulement les conduites mais encore la vie mentale elle-même, qu'elle soit collective ou individuelle ; ils ne sont pas toujours

²⁶ Op. cit., p. 75.

liés à des traditions, ni fondés sur des coutumes et des routines. Ils peuvent également inaugurer des modes nouvelles et des engouements temporaires ²⁷. »

On distingue les modèles culturels et les modèles techniques. Ceux-ci (les signaux de circulation, par exemple) n'ont pas la même densité humaine que les premiers. Pensons aux nouvelles formes de rapports entre les adolescents, entre les jeunes et les adultes, entre époux, entre autorité et sujets. On ne saurait analyser justement les situations sans rejoindre ces modèles culturels de plus en plus « flexibles, mobiles et changeants ».

4. Les conduites collectives

[Retour à la table des matières](#)

En dessous des modèles sociaux, on trouve des conduites collectives qui ne s'ajustent pas nécessairement à ceux-ci. Elles particularisent tel ou tel milieu de vie et nous empêchent de généraliser trop facilement à partir de critères psychologiques et sociologiques préétablis. Il y a toujours un « décalage entre la régularité attendue et les conduites effectives », ce qui exige un renouvellement constant du regard. Les modèles sociaux généraux viennent la plupart du temps de ces attitudes collectives qui les conditionnent, les développent, les contredisent ou les transforment. Certaines traditions folkloriques disparaissent ou se vivent parfois d'une façon très différente. La diversité et l'évolution rapide des conduites collectives actuelles font éclater les modèles traditionnels et créent des modèles de plus en plus éphémères et fluides. C'est le cas des modes vestimentaires ou récréationnelles. En certains domaines les réactions collectives sont très diversifiées au point de faire éclater tout système de normes, de points de repère. La vie sociale devient *unpredictable*, d'où le désarroi de plusieurs. Un regard plus profond aidera à mieux discerner les amorces existantes ou possibles de nouveaux consentements collectifs, ou du moins, les vraies tendances inscrites dans les conduites collectives.

²⁷ Op. cit., p. 77.

On ne saura surmonter le défi sans comprendre les réactions au niveau de ce quatrième palier, beaucoup plus profond que ceux des organisations et des modèles sociaux. Certaines conduites spontanées dans les milieux naturels de vie aident à mieux les connaître.

5. La trame des rôles sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Dans une société en rapide transition comme la nôtre, on évite difficilement certains déséquilibres dans la re-structuration de la personnalité sociale et des multiples rôles. Ce qui vaut pour celle-ci s'applique aussi à la vie des groupes. Mais avant toute démarche ultérieure, nous devons avoir une idée claire du rôle social. Commençons par une donnée descriptive. Chacun de nous participe à plusieurs groupes ou institutions : foyer, équipe de loisirs, profession, association parents-maîtres, etc. Nous jouons un rôle social différent dans ces groupes non seulement à cause de la multiplicité des fonctions, mais aussi à cause des diverses façons d'exercer une fonction semblable, celle de leader par exemple.

« Un père ou un mari très autoritaire peut simultanément jouer le rôle d'un camarade, d'un collègue particulièrement prévenant et d'un militant très effacé. Un meneur (politique, syndical) peut jouer, dans sa propre famille un rôle très effacé, sinon subordonné. De ce point de vue, le concept de rôle social fait ressortir les limites d'une caractérologie abstraite pour autant qu'elle néglige la variété des aspects qu'un individu peut revêtir en fonction des rôles qu'il joue dans des groupes différents. Les colériques, les passionnés, les flegmatiques, les conformistes et les non-conformistes changent parfois de caractère en fonction des rôles qu'ils ont à assumer ²⁸. »

Les individus peuvent donc présenter des visages forts différents d'un milieu de vie à l'autre. Et la trame des rôles sociaux fournit donc un critère précieux d'observation.

Certains rôles sociaux plus que d'autres ont subi des bouleversements radicaux. On est passé d'un leadership automatique de statut à un leadership acquis par la compétence ou d'autres voies d'accès semblables, d'un leadership global qui contrôlait tout à des formes plus spécialisées et plus limitées de contrôle. Autrefois on

²⁸ Op. cit, p. 87.

acceptait, on souhaitait même un leadership autoritaire, aujourd'hui on veut un style plus fraternel, plus proche, plus démocratique.

Ces biais d'approche nous permettent de définir le rôle social comme un ensemble de types de comportement dans une fonction sociale. Ceci ne relève pas seulement de statuts définis, mais d'attentes plus ou moins formelles d'un milieu donné. La mère canadienne-française se comporte différemment de la mère américaine ou française. Il existe une personnalité sociale en relation avec des traits culturels, des conditions sociales particulières et des milieux d'appartenance, tels la femme de milieu professionnel, le fonctionnaire, le gérant de banque, le restaurateur du coin, le chirurgien, le concierge, le commis-voyageur, etc. Leurs manières de penser et d'agir se transposent dans leurs milieux de vie. Ils auront leurs réactions propres devant des événements comme une grève, une élection, un programme de télé, un sermon. On soupçonne ici la complexité de ce monde des rôles et leur interdépendance.

Parfois une tension subie dans l'exercice d'un rôle se transmet dans les autres. La revue « Time » exprimait ceci par quatre images. La première montrait un ouvrier semoncé par son patron. Dans la deuxième image, on voyait l'épouse qui écopait de la colère de cet ouvrier. En troisième instance, c'est le petit qui reçoit une taloche de la mère. Enfin, le chien qui se fait administrer un coup de pied par l'enfant.

Plus important encore semble être le phénomène de la fragmentation de la personnalité sociale en des rôles plus ou moins dispersés dans les institutions désormais autonomes et distantes les unes vis-à-vis des autres. Un technocrate exprimait cela en parlant de son « problème de transition ». Pendant sa journée de travail tout est fonctionnel et sous le signe de l'efficacité. Revenu à la maison, il doit apporter une attention gratuite à son épouse et à ses enfants. Ses rôles sont profondément changés et il arrive difficilement à opérer sur un autre registre. Le père sur la ferme d'autrefois ne connaissait pas ces ruptures aussi violentes d'un milieu de vie à l'autre. Ses rôles étaient moins complexes et plus continus au sein d'un milieu de vie pratiquement unique.

Il n'y a pas que les rôles sociaux des individus. Il existe aussi quantité de rôles collectifs qui marquent les milieux. Les institutions d'éducation ne jouent pas les mêmes rôles qu'autrefois. Les syndicats

sont acculés à une révision de leur rôle, par exemple, à cause de l'entrée massive des collets blancs, des salariés de toutes catégories. « Les mêmes groupes peuvent, suivant des structures et des conjonctures sociales variées, jouer des rôles très différents, sinon opposés. Des individus et des groupes, révolutionnaires à un instant donné, peuvent en d'autres circonstances, devenir conservateurs, soit que la révolution ait triomphé, soit qu'ils aient été largement dépassés par des groupes et des individus plus avancés. On assiste ici à un changement fondamental des rôles sociaux dans une société ²⁹. »

Soulignons ici le danger d'en rester à une vision statique de la situation des rôles sociaux. Ils auront toujours une cohérence momentanée ; l'équilibre est toujours à faire et à refaire au milieu d'ajustements, de tensions, de dépassements constants. Il existera toujours des rôles sociaux « plus spontanés » qui commandent des formes d'action commune non prévues ou contrôlées par les organisations formelles. On pourra détecter celles-là par une observation de la vie des milieux correspondants. On verra dans une usine, par exemple, une collusion d'éléments nouveaux, en dehors des cadres syndicaux, qui opposent une résistance passive à la politique de ceux-ci, ou qui apportent une optique différente des rôles à réviser à partir des conjonctures nouvelles. Et les dirigeants de l'union ouvrière auront la surprise de voir surgir ce mouvement latent en pleine assemblée syndicale. Trop préoccupés par leur institution, ils n'avaient pas perçu cette réaction collective qui vient de la base, du milieu de vie, là où les rôles sociaux naissent et aboutissent. C'est l'éternelle dialectique de l'institution et de la vie. Et toujours celle-ci l'emporte à la longue. On aura beau serrer les mécanismes de contrôle, la vie échappe toujours. Les recherches récentes en sociologie de l'organisation nous affirment même qu'un raidissement de contrôle en haut lieu a un effet contraire à la base ; c'est le cercle vicieux de la bureaucratie dont parle Crozier en soulignant que les exutoires d'en bas amènent un contrôle plus sévère qui engendre à son tour un plus grand relâchement.

La formation de sous-groupes, les déplacements de leadership, les oppositions de telle catégorie interfèrent dans l'équilibre des rôles pré-établis par l'organisation. D'autres rôles moins apparents prennent corps et présagent parfois des futurs changements structurels, des

²⁹ Op. cit, p. 87.

modèles et des conduites collectives en gestation ; ils sont des points de repère pour un travail de prospective.

« Les surprises, l'imprévu, le spontané, le psychisme à la fois collectif et individuel, contenus dans les rôles sociaux et dans ce qu'ils impliquent, font prévoir un niveau de la réalité sociale plus profond et qui leur est directement sous-jacent : celui des attitudes collectives ³⁰. »

6. Attitudes collectives

[Retour à la table des matières](#)

Ce niveau de profondeur des milieux de vie nous situe d'emblée dans le « spontané » collectif proprement dit. Il déborde ce qu'il peut y avoir d'articulé et de standardisé par les organisations, les modèles sociaux et les rôles. Devant le fort mouvement d'institutionnalisation on serait porté à croire que le « spontané collectif » perd du terrain. Or les structures et les lois subissent sans cesse l'assaut d'attitudes collectives changeantes et très mobiles. Le gouvernement américain a multiplié les lois anti-ségrégationnistes, mais il n'a pas transformé les attitudes d'hostilité en face des noirs. Le comportement social est profondément impliqué ici. Il nous faut donc pousser plus loin l'analyse de ce palier des attitudes collectives.

Celles-ci sont des dispositions qui orientent les individus d'un milieu à juger, à agir, ou à réagir communément, d'une même façon. Elles comportent un ensemble de processus perceptifs, émotionnels et motivationnels. Pensons à certaines attitudes spontanées en face des émigrés, ou des juifs. Elles ne relèvent pas uniquement des facteurs psychologiques. Sherif et Cortrol ont montré comment elles étaient liées aussi aux groupes d'appartenance, et aux groupes de référence dans ce qu'ils ont de plus profond, c'est-à-dire leurs valeurs, leurs normes, leurs modèles de conduite, leurs symboles.

³⁰ Op. cit., p. 89.

Il faut bien distinguer opinions et attitudes. Il y a quelques années la compagnie d'automobiles « Chrysler », faisait enquête sur l'intérêt du public pour les petites voitures. Les répondants ont donné leur assentiment avec des motifs logiques : facilités de circulation, de stationnement, etc. Or les petites voitures fabriquées à la suite de cette enquête n'eurent pas de succès. Une contre-enquête révéla que des attitudes profondes n'avaient pas été perçues. Dans bien des milieux, on y voyait une contradiction avec le statut social, les valeurs de prestige, la mobilité sociale. Avant tout jugement ou toute action, on était prédisposé à rejeter individuellement et collectivement ces voitures dont on avait vanté les avantages objectifs. Les attitudes en deçà du mental confinent à une sorte d'inconscient social, elles créent une ambiance sociale très particulière. À un même cours de préparation au mariage donné dans deux milieux différents, les conférenciers ont constaté un refus de l'enfant dans l'une et une attitude d'accueil et d'intérêt dans l'autre. Ceci se traduisait non seulement par des réactions exprimées ouvertement, mais aussi par une ambiance de froideur et de méfiance dans le groupe négatif. Comment faire un travail d'éducation sans rejoindre ce palier profond des attitudes qui bloquent ou assurent la communication de tout message ? Chez les défavorisés, ce sera la peur, l'insécurité, la dépendance et même la défiance. Chez les adolescents, ce sera le sentiment d'être compris, aimés, entendus, reconnus, etc.

Chacun des milieux de vie a ses sensibilités particulières. On n'agit pas sur eux de l'extérieur ; voilà une des intuitions très justes de l'animation « en situation » et en sens inverse l'illusion de ceux qui travaillent le plus souvent dans des cadres artificiels. Des recherches sociales nous rappellent que les plus grandes influences se jouent dans les milieux de vie où s'expriment les niveaux les plus profonds des comportements humains.

Gurvitch résume ici sa pensée sur les attitudes collectives

« Or, en réalité, l'attitude a toujours plusieurs aspects, car elle implique à la fois le Moi, le Nous, l'Autrui, les groupes et la société globale... elle constitue un ensemble social dont le mental n'est qu'un aspect ³¹.

³¹ Op. cit., p. 91.

7. Les symboles sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences humaines ont vite perçu l'importance des symboles dans la vie sociale. Mais un simple effort réflexif suffit à leur donner déjà un relief saisissant. Pensons aux débats sur le drapeau au Canada et aux États-Unis ; ils révélaient les options des uns et des autres. Une question futile ? Allons donc, pourquoi se chicaner au sujet d'une pièce de drap ! Et pourtant l'observateur un peu sagace y voyait là-dessous de profondes divisions culturelles, sociales, politiques, une unité nationale déchirée, une absence de consensus collectif sur la plupart des problèmes communs ou particuliers.

Cet exemple nous fait comprendre comment le symbole est une sorte de « ciment social » qui touche tous les paliers et souvent les lie les uns aux autres. C'est devant les symboles que les attitudes collectives se révèlent. Ils sont même des « attitudes exprimées » mises en formes parlantes et stimulantes.

Le symbole social a une fonction de communication, d'unité, de participation, de stabilisation, ou de contestation des normes, des valeurs, des usages ou des traditions. Il permet d'identifier les institutions et les groupes, de révéler l'histoire en étant une mémoire collective, de donner corps à des modèles sociaux et à des états d'esprit en voie de formation et de généralisation. Il suscite des actions, des réactions, des conduites collectives relativement prévisibles. Il manifeste les différents rôles.

« Les symboles sociaux symbolisent tout d'abord l'ensemble indécomposable des niveaux, ils se trouvent en même temps rattachés plus spécialement aux oeuvres mentales : aux idées et valeurs collectives dont ils ne donnent jamais qu'une expression inadéquate.

« Les oeuvres de civilisation dans la diversité de leurs manifestations, y compris le langage, la connaissance, la moralité, l'art, la religion, le droit, l'éducation et leurs justifications dites

idéologiques, sont particulièrement en liaison avec les symboles... (ceux-ci) poussent les uns comme les autres à la participation directe aux continus symbolisés ³². »

La dernière remarque nous invite à distinguer signe et symbole. D'abord celui-ci est « débordé » par sa signification. L'étymologie du mot nous réfère à « la moitié d'un tout pouvant à l'occasion exprimer l'ensemble ». On a souvent cité l'exemple de la monnaie partagée qui symbolisait une relation d'amitié. Ceci nous amène à la deuxième caractéristique du symbole, celle de pousser à la participation directe ou signifié, d'être un instrument de communication.

On a trop retenu le facteur émotif alors que les dimensions volontaires et rationnelles y sont présentes à un degré plus ou moins élevé. Il y a des symboles à dominante émotive. Notre société urbaine et industrielle a multiplié, par exemple, les symboles de l'érotisme dans la publicité, les loisirs collectifs ou ailleurs. D'autres symboles sont à dominante volontaire et active. Celui de la Croix-rouge comporte une valeur d'appel, une valeur motrice. Enfin la technique a favorisé le développement de symboles rationnels comme les vaisseaux spatiaux, le palais de verre de l'ONU, la Manicouagan.

On n'en finit plus d'examiner toutes les richesses de l'univers des symboles, sa multi-dimensionnalité, la pluralité de ses fonctions, sa force d'expression de conscience et de situations collectives. La statue du conquérant anglais Wolfe actualise tout un livre d'histoire. Les édifices anglo-saxons de la rue Dorchester marquent la sujétion presque totale des Canadiens français dans le domaine économique. Il y a ici une densité symbolique extrêmement puissante pour déclencher des réactions collectives. L'Expo 67 représentait inversement des valeurs d'affirmation collective, de dynamismes nouveaux.

Certaines réalités deviennent des symboles à cause de circonstances présentes dans le champ de conscience de plusieurs : la matraque d'un policier rappellera des événements plus ou moins récents et pourra susciter des réactions de groupe contre son porteur.

D'autres symboles atteignent des attitudes très profondes. Le prêtre éveille par sa simple présence des interrogations de la conscience ; il rappelle des options qu'on a prises en face de la religion, des

³² Op. cit., p. 93.

significations qui dépassent l'expérience immédiate et l'horizon quotidien. Le symbole exige une attention spéciale aux façons dont il est perçu dans son actualité. Ce qui symbolisait autrefois telle valeur, a peut-être aujourd'hui une signification différente ou même opposée. Certaines institutions sont dans cette situation. On aura beau donner toutes les justifications raisonnables, il y a un blocage d'attitudes spontanées, plus ou moins insurmontable.

Tout groupe se crée des symboles propres de communication. On collera facilement des étiquettes sur ceux du dehors, de *l'out group*. Il suffit d'écouter un groupe d'étudiants. Chacun des enseignants est souvent perçu ou exprimé par des symboles et des étiquettes qu'on s'est forgés. Les lieux mêmes servent de points de référence sans qu'on ait besoin de les décrire au sein du milieu. Quand les ouvriers parlent du « bureau en avant », quand un tel est appelé « à l'office », tout le monde sait ce que cela veut dire. Un monde d'expériences se cache sous ces expressions insignifiantes apparemment. Ceci peut aller si loin que la conversation au sein de certains milieux de vie est difficile à suivre par un étranger au groupe. Avant la visite d'une usine, un ouvrier me disait que je perdrais mon temps parce que je ne comprendrais vraiment pas le fond des choses, les significations profondes de ce qui s'y passe. C'est tout le monde complexe des sous-cultures. Les symboles, sur ce plan, acquièrent une force inouïe. Je pense à certains groupes d'étudiants qui se rendent imperméables à tous les agents de l'éducation. Et un surcroît de contrôle institutionnel renforce l'appareil des symboles exclusifs, qui scelle « les appartenances et les solidarités primaires ». L'individu de ces groupes devient impuissant à réagir devant les normes établies par le groupe. Certains évoqueront ici les facteurs d'ouverture, de tolérance de notre société pluraliste et démocratique pour diminuer l'importance de ces remarques. Des années de recherches en sociologie industrielle nous enlèvent toute illusion. Après avoir employé tous les raffinements de la persuasion, on a enfin reconnu que rien ne dépasse en influence ces solidarités primaires du milieu de vie et de ses symboles propres.

8. Les conduites collectives effervescentes, novatrices et créatrices

[Retour à la table des matières](#)

Chacun des milieux de vie a ses temps forts, ses moments d'intensité. À ce moment-là, des phénomènes latents montent en surface et les groupes impliqués franchissent parfois des seuils ou des tournants d'une extrême importance. C'est souvent à l'occasion de conflits soit de l'intérieur ou du dehors.

La tentation de plusieurs est de minimiser la valeur de ces manifestations collectives. Nous connaissons au Canada français depuis quelques années ces sortes de fièvres sociales. Au début, on a parlé de feu de paille, mais on découvre aujourd'hui qu'il s'agissait de phénomènes sociaux très révélateurs, de vagues de fond désormais irrépressibles. L'ignorance, ici, a parfois des conséquences désastreuses parce qu'au nom d'une sereine prudence, on n'a pas pris au sérieux ce qu'on jugeait des épiphénomènes, des fièvres sociales sans lendemain. On ne voyait pas comment ces mouvements déviant des normes et symboles coutumiers allaient révolutionner le milieu et entraîner les hésitants ou même les indifférents. La poussée séparatiste une fois de plus sert d'exemple on ne peut plus frappant. Elle allait contre des positions apparemment inexpugnables et semblait même ridicule aux yeux de la majorité.

« Nous qualifions ces conduites effervescentes pour cette raison que tout ce qui a été fait antérieurement, tout ce qui est acquis, stabilisé, instabilisé dans la réalité sociale, se dresse devant elles comme un obstacle à vaincre et à dépasser, ces conduites collectives innovent, inventent, du fait qu'elles renversent la hiérarchie établie des modèles, des rôles sociaux et des symboles, du fait qu'elles en modifient les significations pour leur en donner de nouvelles et inattendues... ces conduites collectives sont créatrices dans la mesure où elles réussissent à constituer des modèles entièrement nouveaux, à

provoquer des attitudes collectives imprévues, à ouvrir la voie vers des valeurs et des idées collectives non encore vécues ni conçues ³³. »

Nous croyons que le phénomène nationaliste évoqué plus haut n'est qu'à son début. Mais beaucoup de ceux qui nous entourent persistent à le réduire à une aventure sans lendemain. Ils suivent la pente naturelle qui incline à privilégier automatiquement le stable plutôt que le mouvant, l'institutionnel plutôt que la vie spontanée, l'initiative individuelle plutôt que les imprévisibles actions et réactions collectives. L'histoire nous apprend beaucoup de choses de ce genre au moment des révolutions socio-politiques, des grandes réformes, des crises religieuses, des conflits militaires. Plus le mouvement de l'histoire s'accélère, et c'est notre cas, plus il faudra analyser attentivement ces conduites collectives favorisées par les nouvelles possibilités de communication et d'expression libre.

Ce serait faux de limiter la portée de ce phénomène social aux grands moments exceptionnels. Tout milieu de vie, parce qu'il est le plus souvent en situation de spontanéité, connaît ces phases effervescentes et novatrices qui opposent les partisans du statu quo et ceux de l'évolution ou des ruptures. Plus le groupe est intimement uni, plus ces conduites sont susceptibles de naître et de se développer. Elles auront plus de prise dans un groupe primaire que dans un groupe secondaire, plus en celui-ci que dans les ensembles à la mesure de la société globale. Derrière ces conduites collectives, on découvre souvent des petits groupes d'un milieu donné, qui mènent une action intense et concertée, capable d'éveiller des réactions spontanées et de mettre le feu aux étoupes. Mais, ils ne sauraient le faire sans assumer des « motifs-moteurs » déjà existants de façon informelle et latente. Il y a un palier encore plus profond.

³³ Op. cit., p. 101.

9. Les valeurs collectives

[Retour à la table des matières](#)

Nous atteignons ici un des principaux fondements de la vie sociale. « Derrière toutes les espèces de conduites et d'attitudes collectives, derrière toutes les schématisations cristallisées et derrière tous les modèles, signes, rôles et symboles sociaux, on découvre tout un monde d'idées et de valeurs collectives ³⁴. » Aussi longtemps qu'on n'a pas rejoint celles-ci, on en reste à une vision superficielle des structures et des mentalités, à un appareil de clichés qui expliquent tout et rien à la fois. Il est navrant parfois d'entendre des militants sociaux nous livrer des impressions imprécises, vagues et très simplistes sur « la mentalité du milieu ». Qu'il s'agisse des aspects structurels ou culturels, toujours il faut saisir les valeurs qui les inspirent et les animent, ou les contre-valeurs qui suscitent des conflits au sein des relations humaines, des rôles et des fonctions sociales. Ceci vaut pour les personnes, les groupes et les organisations. Nous allons donc nous attarder à ce palier des plus importants.

Toutes les sciences humaines se sont intéressées au monde des valeurs. La philosophie allemande a exercé en ce domaine un rôle de leadership. À cause des limites de ce travail, nous ne pouvons nous étendre sur la genèse de ces recherches, d'autant plus que l'approche exclusivement philosophique nous apparaît insuffisante. On a trop fait l'économie des situations réelles où les valeurs naissent et prennent corps. On a « intellectualisé » celles-ci de façon unilatérale et elles sont devenues dans l'esprit de plusieurs une dimension extérieure aux comportements réels. Certains militants manipulent les valeurs dans une sorte de circuit qui tourne à vide parce qu'ils ne réussissent pas à les saisir ou à les traduire dans les conduites effectives ; d'où cette inclination facile à escamoter l'analyse des faits pour sauter à des « jugements de valeur », très loin de la vérité des situations et des attitudes existentielles. On confond alors les valeurs avec des principes, des doctrines, ou des normes trop vite objectivés.

³⁴ Op. cit., p. 105.

Or, les hommes modernes, se réfèrent de moins en moins à une philosophie cohérente de la vie, à une conception unique de l'homme. Il faut les observer dans leurs comportements réels, leurs attitudes spontanées, les valeurs privilégiées par le milieu environnant, et les différentes formes de projection. On saisit ici la limite des critères philosophiques ou éthiques sans pour cela en exclure la nécessité. C'est donc le niveau existentiel qui retiendra l'attention dans cette analyse. Quelles sont les composantes descriptives de la valeur sociale ?

Avant de se demander pourquoi on préfère telle chose, il faut savoir d'abord ce qu'on préfère, ce qu'on choisit spontanément, ce qu'on considère comme plus valable, ce qu'on apprécie le plus. Le sociologue américain Barber cherchait les valeurs privilégiées dans un milieu étudiant, lorsqu'il demandait aux jeunes de classer les professions par ordre d'importance.

Déjà apparaissent certaines composantes de la valeur sociale : l'estimation généralisée et le consensus collectif qu'elle suscite. Elle est donc un lien de solidarité et de communication.

On peut juger de sa généralisation par la pression sociale qu'elle exerce sur les comportements. Les valeurs de démocratie, de justice sociale, de liberté d'expression, s'imposent de plus en plus dans nos divers milieux. Elles deviennent un motif-moteur pour faire quelque chose ensemble ou s'opposer collectivement à des structures ou des attitudes qui les contrecarrent. Elles nous invitent à chercher derrière les choses voulues ce qui leur donne leur importance.

Une valeur authentique atteint toute la personne : intelligence, volonté et affectivité ; elle déclenche les processus perceptifs, motivationnels et émotifs. Elle offre un idéal pour les façons de penser et d'agir et en cela, elle sert de norme de comportement. Elle a une forte teneur émotive et ressemble au feu qui éclaire, réchauffe, dynamise et parfois détruit. Elle est chez la plupart plus sentie et vécue que connue et voulue.

Une idée politique ou autre reste dans les soutes de l'esprit tant qu'elle n'est pas devenue valeur. Au sens fort du terme, il n'y a de valeur qu'incarnée dans toute la personnalité sociale, dans ses schèmes de comportement, ses rôles sociaux, ses relations humaines, et ses milieux d'appartenance. Ce dernier aspect est à retenir puisque

l'individu emprunte la plupart de ses valeurs à ses groupes d'appartenance. Ce fut peut-être la dimension la plus négligée dans l'éducation traditionnelle. Les milieux de vie nous apparaissent comme les principales matrices de ce monde des valeurs. Ce sont eux qui privilégient l'une ou l'autre de celles-ci et même imposent une hiérarchie de fait contre laquelle l'individu ira difficilement. J'ai suivi l'itinéraire de certains jeunes ouvriers après leur entrée dans divers milieux de travail. L'école et la famille leur avaient donné un ensemble cohérent de principes. Après quelque temps, ils adoptaient des façons de penser et d'agir sans trop se rendre compte des contradictions qu'ils percevaient plus facilement au début. Derrière leurs affirmations spontanées, je voyais que des valeurs ou des contre-valeurs nouvelles avaient pénétré toute leur personnalité.

Les jeunes prenaient progressivement les goûts, les aspirations, les habitudes du milieu adulte. Ils ne pouvaient être à leur aise sans s'intégrer au milieu et partager ses activités. Ils connaissaient ainsi d'autres formes de solidarité, parfois des affrontements brutaux, souvent une autorité autrement moins humaine qu'à l'école ou dans leur famille. Mais ce sont avant tout les valeurs de leurs nouveaux milieux d'appartenance qui marquaient le plus profondément et le plus subtilement leur comportement global.

Les processus sociaux analysés par les sociologues : la coopération, l'accommodation, l'assimilation, l'opposition, la compétition, la domination, la séduction, l'intimidation, l'imitation, l'aliénation, etc., sont profondément marqués par l'échelle de valeurs propres à un milieu de vie, à une sous-culture, à une classe sociale, à un groupe professionnel. Ces valeurs conditionnent et même inspirent les modes de relations entre les membres, et avec ceux du dehors. En dessous de certains conflits, par exemple, il faut toujours repérer les valeurs engagées.

Parfois, les conflits se situent au niveau des valeurs elles-mêmes. Certains travailleurs se sentent coincés par des systèmes différents de valeurs - valeurs de promotion individuelle de la culture dominante et valeurs de promotion collective, de leur sous-culture. Les conflits de valeurs deviennent de véritables problèmes sociaux et politiques quand il y a contradiction entre les conditions sociales réelles et les valeurs sociales privilégiées, ne serait-ce qu'au plan des aspirations. Voilà un des principaux fondements de la conscience sociale d'un milieu.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

Troisième partie

Les modes d'action collective

[Retour à la table des matières](#)

A. Distance critique et second souffle	C. Modes mineurs
B. Modes majeurs	1. L'action instrumentale
1. L'action quotidienne	2. L'action fonctionnelle
2. L'action sociale	3. L'action événementielle
3. L'action politique	4. L'action mobilisatrice
4. L'action culturelle	1. L'action directe
	6. (Unités légères et mobiles)
	D. Une politique de développement

A. Distance critique et second souffle

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais porter un second regard sur l'expérience diversifiée d'intervention sociale que nous avons connue jusqu'ici. Disons d'abord que les quatre types d'action de base : l'animation sociale, l'organisation communautaire, l'aménagement régional, l'action politique directe - semblent au seuil d'un second souffle.

Plusieurs artisans de ces expériences révisent actuellement ces modèles de praxis sociale et leurs fondements. Ils deviennent plus lucides devant les limites de certains dispositifs qu'on avait survalorisés. Pensons à la démystification des structures parallèles qui créaient une double marginalité chez les militants : marginalité par rapport aux voies habituelles d'accès au pouvoir et par rapport à l'utilisation des mécanismes déjà en place ; marginalité aussi vis-à-vis des grands ensembles géographiques, sociologiques ou autres (quartier, syndicats, partis, etc.).

D'autres se rendent compte du long chemin qui reste à parcourir pour atteindre une maturité politique adulte. Il y a eu trop souvent des politisations fausses ou superficielles où l'aspect symbolique, tout nécessaire fût-il, ne débouchait pas sur des stratégies bien articulées et bien orientées.

Enfin quelques-uns glissent vers la démission et le découragement devant l'apathie de la masse des citoyens, devant le retour en force des pouvoirs de droite, chez nous et ailleurs dans le monde, devant les formes tantôt brutales, tantôt séductrices, des agents de répression, devant l'égoïsme des privilégiés de l'avoir, du savoir et du pouvoir, et surtout devant les facteurs insaisissables de neutralisation de toute contestation que nos sociétés modernes ont développés. Ils ont l'impression de se battre contre des pouvoirs anonymes, des forces aveugles, des techniques qui échappent à tout le monde. Même la critique la plus radicalisée ne semble jamais atteindre le fond des

problèmes qu'on sent, sans pouvoir les expliciter clairement. La technologie, par exemple, apparaît comme un nouveau fatum qui ne laisse même plus de place au rêve de l'apprenti-sorcier. Il faut s'adapter ou crever. D'où la tentation de s'évader de façon artificielle par des techniques déshumanisantes comme la drogue, ou de se replier dans l'univers du pur consommateur. Nous atteignons ici le niveau le plus plat où des citoyens pourraient bien faire des choix politiques en fonction du skidoo qu'ils auraient ou n'auraient pas dans tel ou tel régime futur. En deçà des grands débats publics, c'est cette quotidienneté désespérante qui engendre tant de pessimisme chez cette dernière catégorie de militants sociaux. Pour eux, la pollution de l'air et de l'eau, la détérioration physique de l'habitat humain, non seulement marquent l'échec des prétentions humanitaires de nos sociétés modernes, mais aussi elles symbolisent la pollution spirituelle de la société et de l'homme.

Faudra-t-il recourir à une sorte de psychanalyse collective pour retrouver, dans les profondeurs, à la fois les sources de tels maux et les dynamismes reconstructeurs d'un homme nouveau, d'une neuve culture, d'une société bâtie sur des bases tout autres que celles d'hier et d'aujourd'hui ? Se limiter à ce processus, c'est donner prise à une psychologisation de la situation, qui ne fournira pas d'elle-même les praxis nécessaires à une libération et à une promotion collectives effectives.

Pour notre part, nous maintenons notre parti pris pour l'action, pour une action réfléchie, articulée et diversifiée qui s'attaque aux vrais problèmes, aux situations telles qu'elles se présentent. Nous refusons de quitter le sol, les hommes concrets, là où ils sont.

Nous voulons travailler dans le « dur », lucidement et courageusement, avec la conviction de suivre un cheminement nécessaire à la maturation d'une conscience politique dynamique chez les citoyens.

Défis anciens et nouveaux

Il n'est pas question de minimiser ici l'importance des grandes stratégies de développement, qui articulent la politique, l'économie et la culture, qui commandent des décisions historiques, des styles de

pensée et de vie différents, et sans doute une échelle nouvelle de valeurs. En ce qui nous concerne au Québec, nous ne saurions ignorer l'heure de vérité de notre communauté francophone, face à des options qui engagent l'avenir de façon plus radicale qu'autrefois. Au-delà d'une mémoire historique plus vive, au-delà des grandes représentations ou de la prospective la plus généreuse, nous sommes renvoyés à notre quotidienneté. C'est sur ce plan que nous trouvons la principale caisse de résonance des nombreux impondérables : à savoir la crise d'identité et son impact dans la révolution culturelle moderne, la promotion économique et ses exigences de scolarisation intensive et d'audace technologique, la maîtrise politique de notre destin collectif vis-à-vis du défi américain et du difficile compromis canadien. Il nous faut procéder à des clarifications et à des redéfinitions plus profondes de notre situation sans nous laisser décourager par les divergences et les affrontements inévitables. On ne passe pas d'un statut de minorité repliée sur elle-même à une majorité politique sans de dures luttes de libération, sans crises internes, sans tâtonnements. Chez nous, les modèles les plus archaïques de notre histoire et de notre culture coexistent avec les phénomènes de pointe des révolutions modernes. Pensons à notre nationalisme et aux débats qu'il suscite. Nous n'en sommes pas à un paradoxe près !

Comme en bien d'autres pays, nous tentons de marier un système politique d'inspiration étrangère, des modèles économiques élaborés ailleurs, une culture autochtone nourrie à des sources différentes des précédentes. Partir à zéro, construire en neuf, instaurer sa propre règle du jeu, voilà des attitudes qui risquent de nous aliéner de nous-mêmes, tout autant que des autres. L'inédit ne se passe pas d'enracinement historique, d'assumption des conditions réelles d'existence, de communion avec des vis-à-vis d'esprit différent. Mais qui niera la force de dépassement qui se trouve chez ceux qui misent d'abord sur eux-mêmes, sur leurs propres dynamismes ? Tout système social s'évalue en dernière analyse par la qualité des hommes, par la qualité du vécu en deçà des définitions officielles, des grands projets politiques et même des structures.

Voilà ce qui retiendra davantage notre attention à la prochaine étape. La portée réelle des intentions et des changements eux-mêmes se vérifient dans la quotidienneté. Comment, par exemple, maintenir des comportements économiques spontanés en contradiction avec des politiques de développement, qui nécessiteraient de lourds sacrifices ? Nous continuons de dépenser pour des produits de luxe ou bien

secondaires plus d'argent que pour l'éducation, ou les politiques sociales ou les investissements technologiques de pointe. Que voulons-nous effectivement ? Sommes-nous prêts à aller au bout de la logique de nos options, de nos priorités et de nos choix politiques ? Concrètement, nous ne pouvons viser à la fois et en même temps la piscine privée et les instruments de culture pour tous. Plusieurs n'arrivent pas à distinguer leurs vrais besoins, à mesurer leurs véritables aspirations, tellement leur échelle de valeurs est faussée. On ne sait plus faire le partage entre le superflu, l'utile et le nécessaire. D'où ce conditionnement quasi-parfait opéré par les techniques commerciales de manipulation.

Une praxis à peine esquissée

Toute praxis sociale restera stérile si elle n'atteint pas ce vécu au jour le jour pour révéler et assumer les besoins réels en regard des besoins artificiels, les solidarités nécessaires en regard des inégalités et des égoïsmes exploiters, les tâches essentielles en regard des entreprises et des objectifs futiles.

Notre propre expérience nous a convaincu que les hommes reprennent souvent confiance dans une action responsable. Aussi longtemps qu'ils en restent à l'analyse des problèmes, ils se condamnent à une lucidité aussi inféconde que traumatisante. Il arrive même qu'une « sur-conscientisation » sans action collective débouche sur des attitudes pathologiques et auto-destructrices.

« Vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage. » Les militants sociaux de chez nous n'y échappent pas. Il faudra y mettre le temps et le prix pour développer des praxis efficaces et gagner l'ensemble des citoyens à un style de vie collective plus créateur, plus libre, plus responsable. Laissons aux sceptiques le soin d'établir le passif des initiatives sociales de notre milieu. Ils y consacrent déjà assez de temps et d'attention. Nous les écouterons à notre tour avec autant de discernement critique. Avant de laisser place à toute tentation de démission, voyons d'abord l'actif des investissements sociaux récents. Il suffit de mesurer le chemin parcouru en quelques années pour reprendre goût à cette tâche difficile, à peine amorcée. Limitons-nous à la question des formes d'intervention sociale.

Une révolution sociale et culturelle en gestation

Autrefois les initiatives sociales passaient par un nombre restreint de canaux institutionnels surtout religieux. Pour obtenir des interventions gouvernementales, on comptait sur le député, le curé, les « patronneux » ou le parvenu de la place. Les élites traditionnelles se partageaient le pouvoir avec la haute finance. Même si plusieurs de nos vieux modèles sociaux continuent de subsister, nous commençons à mieux maîtriser les conséquences de notre urbanisation et de notre industrialisation rapides. L'organisation socio-économique, politique et culturelle devient plus complexe, plus articulée. Les médiations institutionnelles se multiplient pour constituer ces vastes réseaux de communication propres à nos sociétés bureaucratiques et technologiques modernes. De nouvelles élites viennent changer l'équilibre de forces et l'assiette du pouvoir. Intellectuels, technocrates, syndicalistes, agents des techniques de diffusion, experts de tout ordre bouleversent le schème simple de la hiérarchie sociale d'hier où l'on s'en remettait à trois autorités principales ; le clergé, le patronat et la bourgeoisie traditionnelle avec leurs porte-parole politiques.

À peine engagés dans cette petite révolution des pouvoirs, nous avons connu un second éclatement marqué par des mouvements sociaux spontanés, particulièrement chez les jeunes et chez les citoyens défavorisés. Ce phénomène s'accompagnait de l'émergence de nouveaux agents d'intervention sociale et d'une nouvelle classe de militants politiques. Des familles idéologiques commençaient à se dégager sous le signe du néo-nationalisme, du néo-fédéralisme, du néo-capitalisme, sans compter les groupes minoritaires de laïcistes et de socialistes.

Mais le peuple lui-même, dans son ensemble, reste encore très loin de tous ces modèles idéologiques et politiques, très loin aussi des anciens et nouveaux définisseurs de situation. Tout se passe comme si le divorce entre le vécu et le conçu, les institutions et les pratiques, la culture première et la culture seconde, grandissait de jour en jour. Le décalage semble être à l'origine de cette révolution culturelle que les jeunes expriment avec plus ou moins de bonheur, et que beaucoup de citoyens adultes sentent ou expérimentent silencieusement.

On aboutit ainsi à une vie sociale passablement anarchique, à un état quasi-permanent de crise dans une société qu'on dit construite sous le signe de la rationalité et de l'efficacité.

Nous ne saurions assumer ces sources profondes de tension ni ces exigences de nouvelles règles de jeu et d'un nouveau consentement collectif par des interventions dictatoriales ou par d'éternelles discussions pseudo-démocratiques, à moins de sacrifier certaines acquisitions historiques de la conscience politique. Nous demeurons persuadé de l'importance et de l'urgence d'efforts concertés au plan de la praxis sociale, si nous voulons sortir de tant de fausses politisations, de définitions abstraites des situations, de grandes représentations symboliques sans impact sur des stratégies de changement. Il faut apprendre à mieux saisir le « vécu », les remontées de vie, les dynamismes latents. Certains mouvements de base ont tenté de relever le défi. Nous nous rendons compte de leurs limites quand nous songeons aux grands projets collectifs qui nous sollicitent et à la panoplie des dispositifs nécessaires à leur mise en oeuvre. Par ailleurs, il est inutile de songer à une véritable démocratie ou même à des changements politiques et technologiques efficaces, si la majorité des citoyens, dans leur quotidienneté, agissent en contradiction avec les stratégies de développement. Nous retrouvons encore ici, le divorce signalé plus haut. Voilà ce qui nous amène à porter une attention particulière aux diverses formes d'action sociale qui pourraient permettre aux citoyens de jouer les rôles importants qui leur reviennent, et d'accéder à une authentique responsabilité sociale et politique.

B. FORMES MAJEURES D'ACTION DE BASE

1 - L'action quotidienne

[Retour à la table des matières](#)

Pour la formation et l'action collectives des citoyens, on se contente souvent de séances de discussion, de cours, de rassemblements artificiels. Ou bien, on suscite des gestes spectaculaires, des manifestations dans la rue ou des expressions symboliques similaires.

Loin de nous la volonté d'exclure ces façons d'agir. Mais il est une autre forme d'action autrement plus efficace et plus féconde. Il s'agit de celle qui se déploie à même la vie quotidienne, à même le tissu des relations journalières, dans le quartier, à l'usine, à la taverne ou au club, chez le coiffeur, dans le groupe de loisirs, dans le cercle d'amis ou à l'assemblée syndicale. Comment s'ouvrir aux grands problèmes de l'heure, si on reste inattentif ou étranger aux situations où l'on est immédiatement impliqué, si on ne saisit pas ce qui se passe réellement en soi et autour de soi ? J'ai vu des gens très simples évoluer rapidement à partir du moment où ils se sont servis de leur vie quotidienne comme matériau premier de leur action sociale ou politique. Ils ont appris à bien connaître leur entourage, à assumer les solidarités possibles ou existantes, à susciter des démarches communes en vue d'objectifs précis et valables. Leur action soutenue et réfléchie déclenchait un processus en chaîne de prise de conscience, d'action collective, d'auto-évaluation. Certains départements de travail, certaines rues de quartier en furent totalement transformés. Est-ce que la démocratie comme la politique ne commencent pas là ? Nous dépensons énormément de temps et d'énergie pour rassembler les gens autour de questions sociales ou d'entreprises collectives, et cela souvent sur des terrains artificiels. Nous créons ainsi d'autres structures, des dispositifs parallèles, alors qu'il aurait été beaucoup plus simple de rejoindre les gens là où ils se rassemblent, là où ils vivent, partout où c'est possible.

Voilà ce que des militants sociaux ont essayé de faire avec un certain succès. Au lieu de multiplier les comités et les réunions, ils ont cherché à être davantage présents à leurs propres milieux de vie, aux diverses associations auxquelles ils appartenaient. C'était là le lieu premier de leur réflexion et de leur action, je dirais même de leur formation.

À long terme, cette pédagogie a porté ses fruits. Peu importe l'effritement du noyau de départ, ils étaient devenus des citoyens capables de passer à l'action dans n'importe quel secteur de leur vie. Ils pouvaient susciter des effets multiplicateurs au plan des solidarités et des engagements quotidiens. Ils misaient moins sur des structures de soutien qui souvent empêchent le recours aux dynamismes réels des milieux de vie. Ils comptaient davantage sur eux-mêmes et sur les leurs. Ce qui n'exclut pas l'apport des experts, les temps forts d'information et de formation, les rencontres épisodiques pour des

confrontations avec d'autres expériences. Mais le centre de gravité restait d'abord et avant tout leur action en pleine vie quotidienne.

La quotidienneté dépasse « le privé », parce qu'elle touche tout autant la sphère du public, les diverses institutions, l'ensemble social. C'est le lieu privilégié des comportements réels, des attitudes culturelles spontanées, des praxis économiques et politiques, de l'organisation concrète de la vie collective. C'est aussi sur ce plan qu'on vérifie la portée réelle des représentations, des définitions officielles, des politiques et des idéologies de la collectivité et des sous-groupes. Qu'en est-il, par exemple, des véritables praxis quotidiennes sous-jacentes à la loi-cadre du gouvernement provincial en matière de sécurité sociale ?

Voici une veuve qui a participé aux expériences mentionnées plus haut. Elle ne se contente pas de résoudre ses propres défis personnels ou même de mieux connaître ce que la nouvelle loi pourrait lui apporter. Elle entre en contact avec d'autres veuves qui partagent une situation semblable. Ensemble elles tentent de bien cerner celle-ci dans toutes les dimensions de la quotidienneté : budget familial, isolement social, travail à l'extérieur, solidarités possibles, etc. Toutes se rendent compte du décalage entre les politiques sociales qui les concernent et leurs véritables besoins. Elles tentent en même temps de rejoindre toutes les veuves de leur milieu pour une action collective. Dans une première articulation de leur démarche, elles commencent à prendre une distance critique sur leur propre vie, sur la société, sur les politiques qui les touchent davantage. Elles s'informent, discutent, évaluent, fixent des objectifs et élaborent une stratégie. Mais jamais, elles ne quittent le tissu de leur quotidienneté, ce qui donne tout son poids de réalisme à cette action... toute sa valeur humaine de solidarité profonde... toute sa force d'impact quand elle est menée jusqu'au bout, en tenant compte des autres formes d'action dont on parlera par la suite.

Nous commençons à peine à libérer les dynamismes de la quotidienneté où se vivent les solidarités fondamentales, le partage de soucis communs, l'action du semblable par le semblable.

Évidemment, tout cela reste souvent à l'état latent, parce que bien peu de militants sociaux connaissent et maîtrisent cette praxis. Dans les institutions spécialisées de développement social, on se limite trop souvent à la thérapie individuelle, ou de groupe dans des cadres

artificiels. Ici, l'intervention sociale, très institutionnalisée, verticale et unilatérale, peut difficilement favoriser la rétroaction des dynamismes de la quotidienneté des personnes impliquées et des situations partagées. Il serait injuste de ne pas signaler ici les efforts de dépassement que certains de ces milieux professionnels poursuivent actuellement. Es se rendent compte des dangers d'une bureaucratisation trop éloignée des praxis quotidiennes.

La double marginalité de certains groupes militants de base m'apparaît encore plus grave. Elle s'accroît quand la structure parallèle, souvent nécessaire au début du processus, s'enroule sur elle-même. D'une part, les membres en viennent à s'éloigner de leur milieu d'enracinement et, d'autre part, leurs préoccupations et activités internes les éloignent des tensions fécondes vis-à-vis des structures politiques et administratives en place. A la limite, ces groupes deviennent des chapelles doctrinaires, en marge d'à peu près tout le monde, et cela, jusqu'au niveau du langage. Ils ont tout simplement oublié en cours de route, l'importance de la dialectique quotidienne entre la base et les superstructures. Il y a d'autres formes de réduction, par exemple, celle de se laisser neutraliser par l'appareil bureaucratique, ou celle de se replier sur le terrain privé en dehors des circuits de la vie collective, qui font, eux aussi, partie de la quotidienneté.

2 - L'action sociale

[Retour à la table des matières](#)

Nous entendons ici une action qui déborde le cercle intime des relations, des intérêts et des problèmes immédiats. On peut se battre, par exemple, à l'intérieur de son syndicat pour une cause de promotion collective, et cela avec des motifs exclusivement individualistes. Un certain égoïsme inavoué se camoufle alors sous la visée sociale explicite qu'on dit poursuivre. Il suffit d'une courte expérience en ce domaine pour dissiper bien des illusions sur la conscience sociale véritable de ceux qui participent à des luttes collectives. Souvent, ils se retirent de toute compromission engageante quand ils ne voient plus d'avantages personnels à tirer de leur action. Nous laissons de côté ici, à cause de leur évidence, les autres formes de fausse conscience sociale, par exemple celle de leaders qui cherchent par le

canal des statuts et des responsabilités leur prestige personnel, leur mobilité professionnelle. Il n'y a de véritable action sociale que dans la poursuite d'une solidarité effective avec les gens de ses milieux d'appartenance, accompagnée d'un sens aigu du bien commun à la mesure de toute la collectivité. Un groupe ne saurait définir ses exigences uniquement à partir de lui-même. Combien de luttes syndicales, dans le secteur public particulièrement, reproduisent les attitudes anti-sociales des « gros », des privilégiés qui s'enrichissent au détriment des laissés pour compte, qui cumulent les leviers efficaces de pouvoir.

Nous ne voulons pas laisser entendre qu'il s'agit uniquement de poursuivre une nouvelle éthique sociale. En effet, celle-ci ne crée pas d'elle-même des structures et des pratiques propices à un tel type d'action. Tout ne se ramène pas au vice ou à la vertu, ou encore à la conversion d'attitudes. Dieu nous garde des vieux mythes d'un cléricalisme stérile qui se donnait bonne conscience en prêchant des valeurs morales sans prendre le soin de les inscrire dans une véritable dynamique de changement institutionnel, culturel, politique ou autre.

Ces modèles culturels d'autrefois ont engendré un assistancialisme paternel, et étouffé toute action collective à même la situation objective des gens concernés. C'est ce qui a arrêté, pendant longtemps, l'émergence d'une action concertée et dynamique chez les ouvriers, chez les cultivateurs, chez les citoyens défavorisés de chez nous. Il n'y a pas loin entre l'attitude du pur consommateur soumis aux manipulations des exploiters et celle du pauvre réduit à l'état de récipiendaire des bienfaits des riches, de l'État, ou des Églises. Aussi, en reste-t-on toujours à un sécurisme déshumanisant et à une dépendance chronique, même avec les meilleures politiques sociales, parce que la masse des citoyens n'est jamais en situation favorable pour déboucher sur des responsabilités collectives où les uns et les autres pourraient agir « socialement » à partir de la situation de leurs propres milieux, de leurs besoins et de leurs aspirations tels qu'ils les définissent eux-mêmes. Certaines politiques peuvent développer un sécurisme qui enlève le goût des responsabilités, du risque et de l'aventure collective. Cela a d'autant plus d'inconvénients que le sort des plus faibles passe par ce lieu obligé d'une libération solidaire. Voilà une autre composante de l'action sociale.

Les hommes se désintéressent d'une entreprise, même la plus humanitaire, où ils n'ont pas participé à la définition de la situation et

à l'élaboration de la stratégie des moyens et des fins, personnellement et avec d'autres. Combien d'échecs en tout domaine viennent de cette négligence qu'on reporte superficiellement sur le compte de l'apathie des gens. On n'a pas aidé ceux-ci à s'impliquer avec leurs pairs, à penser et à agir en fonction des ensembles où s'inscrivent leurs problèmes. On oublie le fond de scène social des problèmes individuels. Entre le *case work*, les dispositifs d'urgence, et les grandes politiques impersonnelles, il manque trop souvent les médiations que nous avons indiquées. Le locataire, l'étudiant-chômeur, la mère nécessiteuse vont se socialiser en vivant ou en créant des solidarités sur leur propre plan, en posant des gestes gratuits à l'intérieur de celles-ci.

Le manque de confiance en ce genre de pédagogie me semble être plus grave que l'apathie dénoncée par plusieurs. En effet, un tel défaitisme bloque, au point de départ, la première démarche de la conscience et de l'action sociales chez ceux qui n'ont pas de cadres d'intervention, et de pouvoirs statutaires.

Il ne reste alors que l'action formelle des agents institutionnels, des technocrates, des tenants du pouvoir, des groupes privilégiés qui peuvent, par leur lobbying direct et caché, faire l'économie d'une action contrôlable par l'opinion publique. Il ne faut donc pas être surpris de certains mouvements sauvages et anarchiques qui naissent chez les gens aliénés de tout pouvoir réel et effectif. Nos démocraties officielles ont développé des dispositifs accessibles à une minorité de citoyens, en dehors des formes d'expression populaire bien précaires (élections, manifestations et recours difficile aux techniques de diffusion). N'y a-t-il pas d'autres solutions que le parlement ou la rue, la filière bureaucratique ou la révolte sauvage, l'acceptation inconditionnelle de l'ordre actuel ou la guérilla sociale ? Cette question nous amène à une autre forme d'action non moins nécessaire que la précédente.

3 - L'action politique

[Retour à la table des matières](#)

Devant les défis précités, certains sautent tout de suite à l'action politique avec une naïveté et une irresponsabilité déconcertantes. Rien

n'est plus désastreux qu'une politisation où l'on a brûlé les étapes pour obtenir une mobilisation rapide d'une population donnée. Les succès tout autant que les échecs se retournent à plus ou moins brève échéance contre les citoyens eux-mêmes. Ceux-ci obtiennent parfois des changements spectaculaires, mais toujours superficiels. Les nouveaux élus reviennent vite aux modèles d'hier, les structures restent fondamentalement les mêmes, et les citoyens eux-mêmes demeurent aussi passifs et aussi démunis. Une fois de plus, on a escamoté le politique et réduit la politique au grand jeu des élites. Encore ici, nous devons revenir à des objectifs plus réalistes.

Dans un premier temps, ne faut-il pas d'abord songer à un élargissement et à un prolongement de l'action sociale jusqu'aux dimensions politiques des problèmes soulevés ? Les chômeurs en période de recyclage et de reclassement, par exemple, sont au carrefour des grandes institutions scolaires, économiques et politiques. C'est au coeur de leur propre expérience qu'ils évaluent la situation réelle de ces trois grands systèmes, l'articulation ou la désarticulation de ceux-ci, leur cohérence et leur efficacité en rapport avec des besoins bien identifiés. S'ils contestent, ils le feront avec plus d'à-propos et de détermination, parce qu'ils auront analysé des choses qu'ils peuvent vérifier eux-mêmes, et dont ils sont la caisse de résonance. Par ce biais, ils connaissent progressivement les rouages concrets du système social, ils procèdent à une critique mieux fondée des politiques en cours ; et s'il y a refus radical, ils commencent à identifier plus clairement le type de société auquel ils aspirent. Leur participation devient plus qualitative, leur action plus articulée, leur stratégie plus large et mieux orientée. Ils ne se condamnent pas à opérer hors des grands circuits de la vie collective ou dans des structures parallèles inoffensives et stériles. Ils s'inscrivent dans les vrais rapports de forces et apprennent à ne pas démissionner devant les tensions inévitables. Ils obligent les agents institutionnels à évaluer leurs structures en fonction des hommes et des besoins.

La première politisation se situe à ce niveau. Quand on va au bout de vrais problèmes, on accroche tout au passage et on débouche forcément sur l'ensemble de la société. Une action bien menée autour d'une question importante conduit à une vision plus réaliste des politiques correspondantes. Les citoyens impliqués ne sont plus des objets de décrets, mais des sujets agissant à toutes les phases de tel ou tel processus social. Ainsi apprennent-ils à se situer dans un ensemble cohérent, à faire front commun, à formuler des objectifs, à organiser

de façon rationnelle et fonctionnelle leur champ d'activité, à promouvoir des projets valables, à établir des rapports efficaces avec les diverses instances politiques, administratives ou autres.

Le citoyen qui s'est plié à cette première expérience participera à l'action politique directe dans l'un ou l'autre des partis avec un esprit à la fois plus critique et plus constructif. Il aura d'abord mesuré l'importance d'une plus vaste stratégie à la mesure de tout le corps politique. Il saura la nécessité de formations politiques bien structurées et permanentes. Il travaillera à l'émergence d'un leadership politique audacieux et vigoureux. Il apportera un nouveau style de conscience et d'action politiques, bien différent des schèmes traditionnels où l'on faisait de la sphère politique une réalité à part, un réseau parallèle, une chasse gardée pour les politiciens de carrière et les « patronneux ». Sa conception positive de l'État le rendra très critique devant tout ce qui le dévalorise : utilisation injuste des ressources collectives, fonctionnarisme étroit, aliénation au profit d'objectifs ou d'intérêts partisans. Il n'acceptera pas un militantisme mesquin ou des critiques sans fondement. Il se préoccupera de la qualité des objectifs et des moyens mis en oeuvre. Il aura le souci de lutter pour une information démocratique dans tous les domaines, parce que c'est souvent à cause de l'absence de celle-ci que les enjeux décisifs échappent au contrôle des citoyens et de l'opinion publique.

Nous n'en sommes qu'au premier pas de cette praxis politique, aux premières phases de sa diffusion. Certains n'y croient déjà plus. Ils préfèrent l'action directe à côté des structures formelles. D'autres démissionnent complètement. Enfin, quelques-uns veulent tout recommencer sur d'autres bases et cherchent une rupture radicale du « système ».

Les uns et les autres ont en commun une conscience vive du divorce entre les modèles politiques actuels et les vraies praxis de notre société urbaine, technologique et bureaucratique. On n'a qu'à songer, par exemple, aux oligopoles qui échappent à tout le monde, même à leurs actionnaires. Déjà le biais politique nous engage sur la piste des révolutions culturelles qui semblent caractériser la vie contemporaine. Derrière les problèmes de l'urbanisation, de la technologie, de la croissance économique, du développement, se profile la question des fins, des significations. Quels types d'homme et de société voulons-nous ? Or, la culture devient le lieu premier de cette distance critique, de ces interrogations profondes.

4 - L'action culturelle

[Retour à la table des matières](#)

La culture nous renvoie plus directement au sens de la vie, de l'histoire, de l'expérience personnelle et collective. C'est par elle qu'un groupe humain ou une société exprime sa conception du bonheur et ses options fondamentales. La révolution culturelle est venue relier étrangement des réalités aussi paradoxales que la gratuité et la politique, la mémoire et la prospective. Bref, il s'agit d'un lieu privilégié qui déborde les questions scolaires ou l'organisation des loisirs ou l'appropriation des oeuvres bourgeoises. La culture peut être aussi un critère décisif d'identification, un ferment de libération et de dynamisme social. Le militant social qui l'ignore passe à côté des forces principales d'aliénation, de dépassement, chez des individus ou une collectivité.

Les valeurs deviennent des idées abstraites, si elles ne s'enracinent pas dans une culture. Les modèles, les normes, le consensus collectif, les projets collectifs dépendent à leur tour d'une véritable politique culturelle. Bien plus, il existe actuellement une poussée révolutionnaire des cultures particulières au cœur des exigences d'interdépendance économique et politique, au cœur des forces de nivellement du monde urbain et technique. La première source révolutionnaire jaillit d'une crise d'identité, d'une menace d'ordre culturel. Ici les solidarités les plus profondes sont engagées. L'histoire tragique de tant de guerres nous le prouve abondamment, beaucoup plus que le recours aux idéologies nationalistes, religieuses ou autres.

Évidemment, nous sommes face à une réalité difficile à circonscrire. La culture échappe aux concepts de l'une ou l'autre science humaine. Elle ne se laisse pas circonscrire par les systèmes idéologiques ou politiques. Elle marque profondément les hommes et leurs institutions, et cela davantage par ses impondérables. Et pourtant, c'est par elle que les contemporains espèrent se repenser, s'assumer, se critiquer, se dépasser. Elle leur révèle, malgré ses formes particularistes, ce qu'il y a d'important dans leurs expériences et dans leurs aspirations. Elle devient, dans l'esprit de plusieurs, autant une tâche qu'un donné, autant une politique qu'un héritage. Elle comporte

aussi les obstacles les plus redoutables quand elle se place en travers de la route.

Ce survol de la dimension culturelle nous indique déjà sa portée décisive et englobante, son impact dans le projet social et politique. Certains y voient une caractéristique propre à la société post-industrielle. D'autres songent à des modèles inédits de développement construits à même le dynamisme des cultures particulières, condamnant par le fait même toutes les formes anciennes et nouvelles d'impérialisme et de colonialisme. Cela nous apparaît assez juste. Mais nous porterons davantage notre attention sur une praxis culturelle plus près de la quotidienneté.

Nous avons vu des travailleurs développer une nouvelle conscience sociale et politique, le jour où ils ont pu exprimer leur situation avec leur propre outillage mental, avec leur propre langage, avec leur propre culture quoi ! Tout se passait comme si la libération de la parole devait précéder toutes les autres, même celle de la conscience collective et à plus forte raison celle de l'action commune. Expression, le mot le dit... dégagement des plus fortes contraintes à l'intérieur du « moi » ou du « nous ». La psychanalyse prend tout d'un coup une signification et un impact politiques. Les dynamismes latents d'une appartenance commune montent en surface par les canaux d'une expression suscitée ou favorisée. Plusieurs ne manqueront pas ici de faire un rapprochement avec des phénomènes de pointe de la société post-industrielle.

Plus ou moins consciemment, un certain nombre de citoyens se dégagent d'une attitude passive que les techniques de diffusion pouvaient engendrer. Ils tendent à créer leurs propres media de communication dans leur secteur d'activité ou d'intérêt, dans leur propre milieu culturel. Ils veulent se retrouver avec des gens qui non seulement ont des problèmes et des options semblables aux leurs, mais aussi un langage et des formes d'expression similaires. La connaissance, l'information et l'éducation deviennent des facteurs décisifs sur les plans de l'organisation sociale, du pouvoir et des idéologies, dans la mesure où elles s'expriment par les sous-cultures particulières et par les leaders qui véhiculent celles-ci.

Voilà ce que les agents de la réforme de l'éducation, les artisans du recyclage et de l'éducation populaire, les bâtisseurs de centres culturels et communautaires n'ont pas toujours compris. Ils s'en

remettent souvent à des clichés pour expliquer l'apathie des milieux populaires. On me dira que beaucoup d'adultes suivent toutes sortes de cours, marquant par là un changement de mentalité. A mon tour, je m'interroge sur les motivations de cette clientèle et sur ses véritables réactions. Ne cherche-t-on pas dans ces cours un passeport de mobilité socio-économique, tout en étant conscient du peu de résonance des contenus académiques dans son expérience quotidienne de fond. La révolution culturelle précitée a eu peu d'impact dans les politiques réformistes actuelles. On a rarement mis en place une stratégie pédagogique susceptible de susciter une assumption des dynamismes et des obstacles culturels qui conditionnent fondamentalement une collectivité donnée, une sous-culture particulière. Un grand nombre d'expériences nous viennent à l'esprit.

Je songe à la perplexité de travailleurs mis à pied, devant les technocrates gouvernementaux qui étaient venus leur expliquer les composantes formelles des changements technologiques sans faire aucune référence à la situation concrète de ces gens, aux modèles sociaux et culturels qui les identifiaient. Il existait un mur infranchissable entre les interlocuteurs, une incompréhension totale, une désarticulation des deux langages. Les délégués gouvernementaux n'avaient pas consenti à laisser les travailleurs exprimer leur expérience, à exorciser ce qu'il y avait d'archaïque et de réactionnaire dans leur façon de voir les choses, à découvrir les points d'appui qui leur étaient propres. Mais non, au nom d'une certaine rationalité bien étroite, on leur demandait en quelque sorte d'oublier leur expérience passée, de faire table rase de leur vision des choses, de s'adapter aveuglément à des exigences technologiques isolées du champ humain, culturel et politique, où vivaient ces travailleurs. Ceux-ci passèrent donc d'une aliénation à une autre ; pis encore, ils devaient sacrifier ce qui leur restait d'identification, de solidarité intense, pour s'en sortir individuellement grâce à des cours de ceci ou de cela, et grâce à une allocation financière qui en pratique devenait une mesure d'assistance sociale.

En effet, cette entreprise ne s'inscrivait ni dans une stratégie véritable de développement ni dans une prise en charge, par les travailleurs eux-mêmes, de leur propre situation.

Nous pourrions faire des remarques semblables au sujet de certains plans de rénovation urbaine dans les zones grises. Encore ici, malgré une planification plus rationnelle que celle de l'expérience précédente,

a-t-on su tenir compte de la sous-culture et de son milieu humain correspondant chez ces prolétaires urbains ? En effet, dans leur quotidienneté, ils avaient, au cours des années, aménagé un tissu de relations humaines et de services informels qui leur offraient le seul terrain d'enracinement social. Le relogement, même le plus efficace, ne pouvait remplacer ces attaches culturelles profondes qui les identifiaient, les uns aux autres. Disons ici qu'il en va tout autrement dans les secteurs sous-prolétaires atomisés et désorganisés où les critères précités n'existent pas.

Enfin, nous remarquons le même problème sur le plan des initiatives plus immédiates de promotion culturelle. D'autres, avant nous, ont déjà signalé les échecs de bien des centres culturels et des maisons de la culture, dans les milieux populaires. L'entreprise relevait souvent d'un *middle-class outlook*, bien loin des perspectives d'un monde sous-scolarisé et étranger aux modèles culturels prévalant dans la cité. Vouloir tout simplement une intégration sociale et culturelle à sens unique, c'est ignorer les richesses spirituelles qui sont propres à ces milieux. Beaucoup plus réaliste et juste, m'apparaît cette tentative d'animateurs culturels qui ont aménagé divers logements dans différentes rues et ont poursuivi des projets avec les gens intéressés. Il ne s'agit pas, ici, de faire une apologie facile de la spontanéité et de la non-directivité sur le plan de l'organisation communautaire. Mais on comprendra sans peine que les critères de promotion culturelle sont plus complexes que ceux d'une programmation scolaire, industrielle ou même politique.

Nous sommes sans doute au début d'une prise de conscience un peu plus articulée des facteurs culturels qui semblent prendre le pas sur tous les autres, particulièrement dans les sociétés développées de type capitaliste et de type socialiste.

Nous commençons à mieux identifier des nouvelles formes de culture et même des résurgences de modèles archaïques. Nous nous rendons compte davantage des incidences culturelles dans des problèmes de rationalité technologique, de croissance économique, de planification urbaine. Par ailleurs, les techniques sociales au service d'une commercialisation omniprésente menacent d'aliéner toute identité et toute originalité culturelles en atteignant même les structures du langage pour mieux assurer une massification de la collectivité sur le plan de la production et de la consommation. D'où cette recherche de distance critique chez les citoyens les plus lucides.

La culture s'offre à eux comme le premier levier de libération, de contestation, d'identification, d'affirmation et même de politisation face aux modèles bureaucratiques et aux nouvelles contraintes de l'univers urbain.

Tout se passe comme si les hommes avaient besoin d'un miroir qui reflète les situations dans lesquelles ils sont plongés. Sans celui-ci, ils n'arrivent pas à se reconnaître eux-mêmes et entre eux. Les couches populaires, plus que toute autre, de par leurs multiples aliénations, ont absolument besoin d'un dispositif de distance critique. En effet, elles sont tellement immergées dans leur situation, tellement conditionnées par leurs efforts de simple survivance, qu'elles se trouvent démunies quand il s'agit d'exprimer leur propre condition. « Je ne vis pas, j'existe. » Cette petite phrase exprime cet état de chose. Un film récent de l'O.N.F. (« Tout le temps ») nous montrait un prolétaire qui pour exprimer sa pauvreté, avait bâti une cabane sur un terrain vague. Il se sentait incapable de traduire autrement sa situation et sa vision de la société. Or, il vivait dans un taudis qui aurait dû être le premier lieu du message qu'il voulait adresser au public. Nous touchons ici un aspect essentiel de l'action culturelle, à savoir la création, par les gens eux-mêmes, de miroirs capables de refléter le réel le plus profond de leur vie. C'est par ceux-ci qu'une première distance critique s'instaure avant de libérer des dynamismes créateurs.

C. MODES MINEURS

1 - L'action instrumentale

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit ici de l'utilisation des meilleures techniques possibles au service des fins sociales esquissées plus haut. Certains observateurs ont noté que la force économique américaine repose avant tout sur le génie de l'organisation et sur les attitudes correspondantes dans la ligne de l'efficacité et de la rationalité. Évidemment, ces qualités servent davantage à produire des armes, des gadgets, des objets de luxe, ou à augmenter les profits des privilégiés. L'économiste

américain, J. Galbraith a déjà remarqué la pauvreté d'imagination et de créativité sociale face aux besoins collectifs les plus vitaux.

Serons-nous moins ingénieux pour résoudre le problème du logement qu'on l'a été pour créer l'industrie de l'automobile ou celle des cosmétiques ? Je sais bien qu'il y a un monde de différence entre la planification industrielle et l'organisation communautaire ou le planning familial. La société des hommes ne se réduit pas à une mécanique, même la plus raffinée. Et tout homme ne saurait accepter d'être dévoré ou chosifié par l'ordinateur. Nous touchons ici à l'ambivalence de toute technique qui peut aussi bien asservir que servir.

Il serait tout aussi néfaste de réserver ces forces aux experts, aux technocrates, aux agents des superstructures, non seulement parce que les pouvoirs se concentreront davantage en quelques mains, mais aussi parce que le divorce entre les spécialistes et les « profanes » s'accentuera. Nous en arriverons à cette société à double étage, et cela jusqu'au coeur du langage et des autres formes de communication. Je sais les dangers des vulgarisations faciles et de l'amateurisme. Mais je crains aussi le purisme et l'isolement jaloux du spécialiste qui cultive l'hermétisme de sa discipline... parfois pour rendre son pouvoir inaccessible et invulnérable. Il y a bien des façons de dresser des barrières entre les hommes ou de les dominer. Le savoir peut tout aussi bien servir que l'avoir dans cette perspective.

Mais en définitive, le militant social comme le simple citoyen sont renvoyés à leur responsabilité première, celle de dépasser les méthodes artisanales pour s'approprier autant que possible les instruments d'action efficace dont d'autres, en vue de fins peut-être moins humaines, usent sans réticences.

Par ailleurs, je me demande si certaines révoltes récentes ne véhiculaient pas des attitudes culturelles rétrogrades devant des leviers possibles de promotion collective. Sous prétexte de restaurer la spontanéité et l'immédiateté des rapports humains, plusieurs ont rejeté les médiations instrumentales, l'apport d'une organisation efficace, l'appui de structures bien charpentées. Or, combien d'initiatives sociales n'ont pas eu de lendemain, parce qu'on a négligé les facteurs de continuité et même de dépassement qu'une organisation solide et dynamique aurait pu assurer.

Il m'est arrivé d'initier des gens de milieu populaire à des techniques sociales, par exemple, à des méthodes plus systématiques d'observation et de programmation. Je me suis rendu compte des effets multiplicateurs de cet investissement. Rappelons-nous ici la parabole : il vaut mieux montrer à pêcher que de donner un poisson. Cette initiation ne favorise pas seulement une plus grande efficacité, mais aussi une maîtrise de moyens dont ils étaient aliénés jusque-là, et partant, un sentiment de devenir partie prenante de la société nouvelle en train de se bâtir. Même pour contester le « système », on a besoin des instruments de celui-ci, si on veut le faire efficacement. Que penser d'un comité de citoyens qui bouderait les techniques de diffusion ! D'ailleurs, nous vivons dans une société qui raffine sans cesse ses outils d'action et veut décupler ses forces par des instruments nombreux et efficaces. Se retirer de cette dynamique, c'est se condamner à l'impuissance et laisser le champ libre à des intérêts et des pouvoirs qui ne craignent pas de recourir aux techniques les plus avancées.

2 - L'action fonctionnelle

[Retour à la table des matières](#)

Nous pensons ici à une mise en oeuvre plus rationnelle des ressources humaines. Combien de talents dans tous les secteurs restent en friche ? Dans les groupes d'action où j'ai oeuvré, nous avons toujours essayé d'aider chacun des membres à trouver sa forme de collaboration, ses propres possibilités, en évitant de confier des responsabilités sans intérêt ou trop difficiles. Une pédagogie attentive à la multiplicité, à la complémentarité et à la définition précise des tâches, favorise à la fois l'élargissement de la participation, la cohésion du groupe, l'utilisation maximale des charismes, la communication de plain-pied entre les membres. Cela vaut tout autant sur le plan du leadership que chez le membership. Par exemple, une conception toute rigide et monolithique de l'autorité empêche l'expression des diverses formes de leadership qui enrichiraient le groupe. Je laisse de côté certaines exigences de la sociologie de l'organisation, comme l'articulation des processus d'élaboration des projets, de programmation, de décision, d'exécution et d'évaluation, comme la distinction entre la ligne hiérarchique et la ligne

fonctionnelle. Les limites de cet ouvrage m'empêchent d'analyser ces mécanismes d'institutionnalisation. Pour un travail efficace à long terme, il faut en tenir compte.

Mais ce qui retient mon attention ici, c'est l'intervention sociale des experts, des personnes-ressources, des compétences d'un milieu donné ou d'un champ particulier d'activité. Je me réfère à des expériences précises de développement régional et d'organisation communautaire. La spécialisation des personnes, des tâches, des services ne comporte pas seulement des avantages. Combien d'énergies perdues à cause du cloisonnement et du parallélisme des divers organismes ou institutions. Souvent, ce sont les acteurs sociaux eux-mêmes qui restent repliés sur leur propre terrain. Ils craignent les intrusions inopportunes, les dérangements, les critiques et souvent les jugements de l'opinion publique. Es acceptent difficilement de risquer la participation et le contrôle démocratique de la population. Sans doute, y a-t-il un refus justifié d'une fausse démocratisation où tout le monde s'occuperait de tout. On retournerait à la société pré-industrielle, avant la division du travail et la spécialisation des institutions. Tel n'est pas le problème que je voudrais souligner ici. Je pense aux conditions d'interdépendance que tout développement social d'une communauté locale et régionale, ou plus large, exige. Il n'y a pas que les rapports dynamiques à instaurer entre les grands pôles : économie, éducation, politique et organisation sociale. Plus immédiatement, il faut songer, par exemple, à une collaboration plus fonctionnelle des services dans tel ou tel secteur d'activité. Voyons quelques exemples.

Le chômeur X... veut se recycler. Seul et démuné, il entreprend une série de démarches qui l'amènent d'une filière à l'autre au centre de la main-d'œuvre, à l'agence sociale, à la régionale scolaire. Il reçoit d'un bureau à l'autre des bribes d'information qu'il n'arrive pas à mettre bout à bout, sans compter la difficulté concrète de concilier les normes disparates des institutions impliquées. Souvent, il se retrouve seul pour évaluer l'ensemble de la situation. Combien j'en ai vu se replier sur eux-mêmes et attendre une assistance sociale plus facile qui fait du chômeur un dépendant chronique à la charge de la société pour très longtemps. Ce drame prend des proportions gigantesques quand il se pose au plan collectif. Il me semble qu'une des premières étapes du développement communautaire, c'est la concertation des agents institutionnels des services publics. Après expérience, je m'interroge sur la conscience sociale et politique de bien des fonctionnaires, des technocrates et des professionnels, de ceux qui ont déjà un pouvoir

d'intervention directe dans la vie collective. On ne se sent responsable que de sa filière. On flaire une menace pour son statut dans l'institution, ou pour le prestige de son service. Ce sont des travailleurs sociaux qui craignent de voir les psychiatres prendre le leadership d'un regroupement de services. Ce sont des technocrates d'un ministère qui défendent à n'importe quel prix leur autonomie. Certains évitent les questions brûlantes en engageant de longues discussions sur la décentralisation, la redéfinition de leur statut ou de leurs fonctions, etc. Pendant ce temps, les problèmes les plus vitaux de la collectivité moisissent et personne, chez les agents institutionnels, n'a mauvaise conscience, puisqu'on n'a pas conçu sa responsabilité en fonction des ensembles humains où l'on vit et travaille.

Comment ne pas souhaiter l'émergence d'un leadership courageux et lucide capable de devenir catalyseur d'une collaboration interprofessionnelle, d'une intervention sociale concertée, d'une planification communautaire, bref de politiques bien orchestrées embrassant des ensembles de plus en plus larges aux niveaux local, régional et national, ou dans des champs connexes de responsabilités. Il m'est avis que les citoyens n'attendent pas que le technocrate ou le professionnel de tel ou tel service se transforme en animateur social, mais ils espèrent trouver en lui un agent efficace d'intervention, un spécialiste en étroite relation avec les ressources humaines complémentaires, un citoyen préoccupé de l'ensemble de sa communauté, un homme soucieux de la qualité de son service public et de celle des autres dans une perspective de développement social et de vraie promotion collective. On a trop médité de la bureaucratie. La concentration urbaine croissante exigera beaucoup d'intelligence et d'effort pour humaniser des dispositifs administratifs de plus en plus complexes qui exigent, sur des plans différents, soit une centralisation, soit une décentralisation, ici un décroisement, là un regroupement, ailleurs une participation plus immédiate de la population elle-même ou un nouveau réseau de communication.

Certaines revendications sauvages et anarchiques viennent parfois d'une exaspération devant les blocages, les lourdeurs, les timidités, les négligences qui empêchent d'agir efficacement avec ceux qui sont en situation. Il est trop souvent arrivé que certaines luttes plus ou moins fécondes, engagées par des citoyens de la base ou par quelques leaders improvisés, auraient dû être entreprises par des agents institutionnels en position beaucoup plus favorable. Nous ne voulons pas établir ici d'exclusive. Mais nous nous demandons si certains milieux de

fonctionnaires ou de professionnels ne remettent pas aux calendes grecques certains engagements ou certaines responsabilités collectives qui leur reviennent. Nous ne parlons pas ici des conflits de pouvoirs entre les hauts fonctionnaires permanents et les hommes politiques, particulièrement les ministres. Il s'agit plutôt des responsables de structures qui ont un commerce quotidien avec la population, qui ont une connaissance plus ou moins immédiate des besoins et des aspirations des citoyens dans leur champ propre de service. On veut éviter de faire de « la politique » à même ses positions privilégiées dans l'organisation publique. Cela est compréhensible et admissible, si ce faisant, on n'évacue pas les dimensions socio-politiques de ses responsabilités. Il y a trop souvent, en ce dernier domaine, des démissions désastreuses et une éthique peu propice à la créativité, à l'initiative personnelle et à la recherche du bien commun. Sans doute, m'objectera-t-on que l'univers bureaucratique étouffe bien des énergies. Ce n'est pas une raison pour ne pas tout tenter en fonction d'assurer le primat des hommes sur les structures. L'expérience nous a montré que les véritables trouées sociales et les entreprises les plus dynamiques dépendent le plus souvent de l'esprit créateur d'un groupe d'hommes décidés à aller au bout de leur projet. Ce ne sont pas les institutions qui prennent des décisions. Les permanents des structures l'oublient souvent, même dans des organismes qui ont des buts immédiats de libération sociale, tels les syndicats, les agences sociales, par exemple. Celles-ci sont souvent dépendantes de conseils d'administration aussi loin de la population que des instances gouvernementales elles-mêmes. Des permanents professionnels pourraient alors opérer certains déblocages et assurer des rapports dynamiques entre toutes les composantes de ces services publics. Or, ils se défilent souvent en prétextant l'incompatibilité de cette tâche avec leur statut professionnel ou leur situation d'employés. Es compromettent ainsi le bien-être de la population et l'efficacité des politiques sociales. Pourtant, ne sont-ils pas parmi les principaux artisans susceptibles d'intervenir avec réalisme au cœur de l'élaboration et de l'exécution des politiques de développement social. Et qui sait s'ils n'ont pas besoin, pour découvrir l'aspect politique de leur profession, de s'identifier d'abord comme citoyen, d'associer plus étroitement des citoyens de la base à leur travail, et de participer à des initiatives sociales qui débordent le champ immédiat de leur tâche. Peut-être, pourront-ils, par la suite, mieux définir les formes d'intervention publique de leur corps professionnel ou de leur service public. J'ai toujours été scandalisé par le silence et la passivité de certains corps professionnels qui sont les plus en mesure de connaître

les misères les plus criantes, les besoins les plus vitaux laissés pour compte. Les gouvernements et les populations paient chèrement les services professionnels. Et certains citoyens n'ont pas toujours tort de s'en prendre à ceux qui profitent de la guerre contre la pauvreté sans restituer par des engagements plus sérieux le crédit que la société leur apporte.

Les permanents les plus éveillés (socialement et politiquement) désespèrent trop souvent de leurs pairs. Ils préfèrent agir par d'autres biais, sur d'autres plans. Faudra-t-il leur rappeler que le premier test de vérité de l'action sociale est d'ordre horizontal, à savoir la persuasion de ses confrères de travail, et aussi la responsabilité collective des gens de même statut. Voilà la première solidarité fonctionnelle à assumer ! Elle concerne toutes les catégories de citoyens et tous les secteurs d'activités.

3 - L'action événementielle

[Retour à la table des matières](#)

L'univers urbain vit, réagit et pense « à coups d'événements ». Ceux-ci sont les catalyseurs de la conscience collective, de l'opinion publique, de la communication quotidienne entre les citoyens dans leurs divers milieux de vie. L'événement, c'est le fait de vie qui devient un point de mire au su et au vu de tout le monde grâce aux techniques de diffusion. Une action entreprise au cœur de l'événement prend un relief évident à cause des phares braqués sur lui. Il devient un matériau qui peut servir de point d'appui à telle ou telle initiative.

Les groupes les plus efficaces sont souvent ceux qui réagissent promptement, au moment où les yeux, les oreilles, les lèvres partagent les mêmes stimuli, au moment où tel problème soulevé surgit dans le champ de conscience de la plupart des citoyens. L'urbain doit jouer la carte de cette psychologie de « l'à coup », de l'inachevé, de la relation courte. Il y a ici une dynamique du provisoire plus importante qu'on ne le pense habituellement. Ce qui exige une grande souplesse, une mobilité alerte et même une acceptation du risque. Par crainte de superficialité, certains se replient pour laisser mûrir leur réflexion sur la situation. Pendant ce temps, les techniques de diffusion projettent d'autres événements sur la scène publique et les citoyens ont déjà

l'esprit ailleurs. Leurs oreilles ne sont plus attentives aux propos de ceux qui ont voulu jouer les sages à retardement. Nous ne nions pas l'apport nécessaire de ceux-ci. Mais, n'oublions pas qu'il s'agit ici d'une action quotidienne qui cherche à susciter une conscience sociale et politique alerte, une opinion publique vigilante, des interventions à point dans des situations de changements rapides. Disons aussi que nous songeons à créer une véritable opinion publique au-delà de l'information de masse et de l'attitude individualiste du consommateur de nouvelles. Il ne suffit pas que celles-ci se transportent de bouche à bouche pour qu'automatiquement se crée un véritable impact social et un déclenchement d'actions Collectives.

Certains songent à une meilleure utilisation des media de communication pour en arriver à ce forum démocratique qui nous intéresse ici. L'expérience des « lignes ouvertes » n'a pas atteint cet objectif. Souvent, elle renforce la relation individuelle et dépendante du client à l'expert. Nous souhaitons des recherches et des tentatives d'explorations plus nombreuses pour la création de centres nerveux d'opinion publique, de carrefours de rencontre entre citoyens. Inutile de dire le progrès déjà accompli par les *teach-in* (méthode beaucoup plus souple que celle des congrès et des colloques qui attirent davantage les spécialistes et les citoyens déjà politisés). Pendant longtemps, le seul forum public qui se constituait de façon bien inchoative, paternaliste, et épisodique, fut celui des campagnes électorales. Plusieurs hommes politiques tentent actuellement de favoriser des rencontres plus fréquentes de citoyens, sans trop de succès dans la plupart des cas. Nous ne croyons pas que les principales initiatives, en ce domaine, devraient venir de sources partisans. C'est plutôt sur le terrain « du politique » que « de la politique » que nous envisageons des expériences de forum public.

Ajoutons quelques corollaires essentiels. Il ne suffit pas d'être présent aux événements. Il faut souvent les créer. Trop de groupes en restent au secteur privé, à leur milieu immédiat. Ils ne se rendent pas compte que même les voisins prendront connaissance de leur action par tel programme de télévision, par tel article dans les journaux. D'où l'importance de ne pas remettre à la fin du processus la « publication » du problème social soulevé ou de l'objectif poursuivi. Nous revenons toujours à l'utilisation maximale des réseaux existant de communication. Certains démissionnent trop vite quand il s'agit de forcer les portes des institutions d'information. Après moult expériences, nous sommes plus convaincus que jamais de l'importance

d'initier les groupes de citoyens au contact direct avec de larges secteurs de la population par le truchement des media de diffusion. Que d'objectifs n'auraient pas été atteints sans un plébiscite soutenu et tenace. Évidemment, il a fallu vaincre le préjugé fort répandu de l'inaccessibilité des réseaux modernes de communication. Plusieurs citoyens croyaient que l'initiative ne pouvait venir que des journalistes, des reporters, ou des technocrates de ces institutions. Il en va tout autrement des groupes privilégiés qui ont déjà « leur entrée » dans les salles de rédaction ou de télé-diffusion.

Enfin, notre dernière remarque porte sur le timing. Savoir reconnaître le moment opportun et le temps favorable, qui serviront d'appoint, de bougie d'allumage, de sonnette d'alarme. Savoir discerner les événements qui invitent à déclencher, ou à retarder, ou à précipiter une action collective. Cela relève d'un flair particulier, d'un sens politique averti, et souvent d'une attention vigilante à cette dimension de toute stratégie sociale. « *Time is money* », disent les capitalistes. Pour des fins sociales de promotion saurons-nous mieux dominer le facteur temps et même accepter des courses contre la montre dans cette civilisation de l'événement ?

4 - L'action mobilisatrice

[Retour à la table des matières](#)

Malgré la politisation intensive de certains groupes minoritaires, plusieurs analystes politiques ont fait ressortir le désintéressement de la chose publique chez un très grand nombre de citoyens de nos sociétés développées. Le mépris de la politique n'est pas particulier à notre milieu. Même sur le plan social, il ne faut pas s'illusionner sur la participation dans les multiples associations. Combien de citoyens consentent à se déranger uniquement lorsque leurs intérêts immédiats sont impliqués. Les démagogues se font fort d'évoquer à leur profit le prétendu accord de la majorité silencieuse. Et personne ne peut s'objecter en un sens ou l'autre, puisqu'il y a peu de moyens d'évaluer l'ensemble de l'opinion publique en dehors des techniques d'enquêtes et des campagnes électorales. En dépit d'un progrès évident, les canaux d'expression et d'action, anciens et nouveaux, ne sont utilisés que par une faible partie de la population.

Inutile de revenir, ici, sur les sources de la pauvreté de notre conscience et de nos pratiques démocratiques. Après avoir fait le bilan des aliénations de toutes sortes, celles des vieux modèles sociaux et culturels comme celles des conditions nouvelles de vie, on en reste encore au seuil de praxis à inventer pour enclencher des mouvements collectifs qui puissent rendre cette masse silencieuse partie prenante du destin de la société globale.

Loin de nous la tentation d'appuyer les techniques fascistes d'embrigadement ou même les méthodes nouvelles pour soulever les foules et les conditionner de plus en plus subtilement. Il s'agit plutôt d'instaurer des pratiques sociales susceptibles de dépasser un certain formalisme démocratique et surtout de favoriser l'élargissement d'une participation par trop minoritaire. Les militants sociaux qui négligent ce défi, laissent le champ libre aux démagogues, aux agents de publicité commerciale. Parfois, les seules expressions collectives ne débordent pas les fêtes sportives ou carnavalesques. À quoi bon se plaindre de la passivité du consommateur ou du spectateur, si personne ne se préoccupe de susciter un intérêt commun pour des questions vitales qui engagent le sort d'une collectivité.

Beaucoup de nos initiatives sociales ont trop souvent reposé sur des comités restreints ; d'où le soupçon de non-représentativité que les pouvoirs en place font naître dans l'opinion publique. Peu de comités de citoyens, par exemple, ont évité ce reproche. On ne saurait se rabattre sur le dispositif encore bien « formel » de l'assemblée générale. Celle-ci reste un moyen très limité. Il suffit de se rappeler comment très souvent le nombre de participants décroît d'une rencontre à l'autre.

Tout travail de mobilisation d'un quartier, d'une population ouvrière donnée, d'un ensemble d'organismes ne se limite pas à une lettre collective, à une série de coups de téléphone, ou à des convocations officielles dans les journaux ou sur l'écran de télévision. C'est tout un réseau de communications, de relations humaines, de solidarités qu'il faut tisser en y mettant le temps nécessaire, si l'on veut, par exemple, que l'ensemble des résidents d'un quartier agisse ou réagisse.

Que de fois l'organisation matérielle et technique absorbe toutes les énergies au détriment de la mise en place effective de dispositifs d'information, de sensibilisation, de prise de contact. Il y a alors trop

d'investissements pour l'appareil et pas assez pour la rencontre des gens concernés. Si l'on cherche à susciter un sens de l'appartenance et une volonté collective de mener une action suivie dans un milieu donné, il faudra accepter plus de travail sur le terrain et moins en réunions, surtout au début du processus. Or, je suis toujours surpris de voir tant de militants qui d'une expérience à l'autre commettent la même erreur, sans se décider une fois pour toutes à miser davantage sur de meilleurs catalyseurs de mobilisation.

Évidemment, une population ne s'éveillera pas à des responsabilités collectives si les militants ne savent pas mettre à profit les points chauds, les événements propices, les situations critiques. Mentionnons quelques exemples positifs de mobilisations bien amorcées. Voici une décision gouvernementale qui vient affecter profondément la vie d'un quartier pauvre d'une ville moyenne. Pour construire quelques édifices publics, on s'apprête à éliminer toute une zone de taudis. C'est autour de ce projet qu'une action bien orchestrée va être entreprise. Par différents biais des réseaux de solidarités prennent corps. Un groupe de citoyens du quartier visé, avec des animateurs du conseil de bien-être, alertent les résidents et les associent à l'effort d'information, de prise de contact et de regroupement. Les agents de presse sont mis dans le coup. Certains corps intermédiaires s'intéressent directement au problème. Des fonctionnaires de différents services publics et semi-publics font une première expérience de collaboration en fonction de ce défi concret. Le conseil municipal met sur pied des commissions spécialisées qui puisent dans les ressources humaines du milieu. Les assemblées syndicales abordent la question et les divers milieux de travail sont touchés par les militants syndicaux. Ainsi, peu à peu, le processus s'élargit à la mesure de la cité, de la population en général. Il ne peut plus se limiter aux accords entre les pouvoirs institutionnels, entre les experts, sans tenir compte de l'opinion des gens concernés et de la collectivité, comme autrefois. En plus d'une opinion publique plus vigilante et mieux informée, s'instaure un contrôle démocratique diversifié qui sera présent activement à toutes les étapes de la réalisation de ce projet. Les uns et les autres disposent maintenant de plusieurs canaux d'expression et d'action. Les divers leaderships s'articulent davantage pour assurer une démarche plus cohérente. Et la démocratie locale fait un pas en avant.

Dans un autre cas, ce fut la fermeture d'une grosse usine qui servit de déclenchement de la mobilisation, parce qu'on a su re-situer ce

drame dans l'ensemble de la vie économique, culturelle et politique de la localité et de la région, tout en réévaluant les politiques plus larges de la société globale et les différentes composantes de son système. Sans doute, fallait-il faire face à la situation d'urgence de centaines de chômeurs et de leur famille. Mais il apparut très vite que c'était là une cote d'alerte pour tout le monde. Qu'offraient les institutions régionales et gouvernementales pour le reclassement et le recyclage de la main-d'œuvre, pour la relance industrielle ? Sur quoi et sur qui miserait-on pour un plan de relèvement, pour une action à court terme comme à long terme ? Qui mettrait en branle la démarche ? Comment vaincre la passivité d'une population déprimée qui se voyait dépérir depuis des années ? Il y avait eu quelques interventions épisodiques de corps intermédiaires, de tel ou tel journaliste. Mais au bilan, les pouvoirs en place comme la collectivité s'étaient enfoncés dans un pessimisme stérile. L'insécurité et la peur dominaient. On vivait en tirant des ficelles, on s'arrangeait à la manière des braconniers, et cela tant chez les citoyens que chez les diverses autorités. Les statistiques officielles révélaient que la principale ville de la région avait la plus basse moyenne de salaires au pays. Leur publication ne provoqua aucune réaction dynamique dans le milieu. Au contraire, elle accentuait le désarroi général. Plusieurs citoyens en étaient même venus à ne plus s'intéresser du tout au problème collectif. De là cette sorte d'indifférence qui bloque toute velléité de réveil démocratique. Mais n'y avait-il pas une colère et une insatisfaction latente qui couvaient sous la cendre ? Certains chefs ouvriers se dirent alors qu'il fallait parler fort, jouer dur, porter de gros coups, mettre la plaie à vif, y aller à grands traits, bref susciter des secousses profondes. Ils décidèrent d'organiser une série de manifestations où les travailleurs exprimeraient les divers aspects de la situation. Il s'agissait de transposer sur la scène publique les problèmes vécus en privé, ceux du travail, de l'éducation, de la santé, du logement, du niveau de vie. Ces effervescences collectives ne laissèrent personne indifférent, on les désapprouvait ou on les encourageait. Pour la plupart, c'était le signe qu'on avait touché le fond. Inutile de se voiler la face ou de cacher la misère comme jadis, puisque le temps et le silence n'avaient pas arrangé les choses. Certains avaient beau lancer les accusations classiques d'agitation ou d'infantilisme, ou même alléguer les dangers de violence. Peine perdue, un nombre grandissant de citoyens de toute couche sociale commençait à réagir positivement, à chercher ce qu'ils pourraient faire avec d'autres. La mobilisation était amorcée de façon décisive. Bientôt de toutes parts, des initiatives naissaient, la

communauté reprenait vie et s'acheminait vers des transformations profondes sur différents plans.

L'action mobilisatrice remplit bien d'autres fonctions. Elle favorise, par exemple, un consensus plus rapide. Elle rencontre le besoin de se sentir les coudes, de communier à un même état d'esprit ou à des objectifs semblables. Elle a valeur d'identification, de fraternité, de spontanéité dans un monde urbain fonctionnel, réifié, anonyme, standardisé. Elle permet une expression concrète de la conscience collective, d'un sentiment commun, d'une volonté d'agir ensemble. Elle marque une rupture avec la tendance à la privatisation des problèmes. Elle interroge l'individualisme subtil de l'homme des villes. Elle redonne un sens humain aux circuits de la vie collective, aux rues, aux nouvelles agoras publiques où chacun s'affaire sans se préoccuper de son voisin. Elle permet aux familles idéologiques de se reconnaître et de s'identifier. Elle donne un visage et des mains à une opinion publique souvent insaisissable. Elle offre à l'homme de la masse, surtout à ceux qui sont sans voix, l'occasion de relever la tête, d'affirmer leur dignité, de s'adresser aux pouvoirs (le manifestant, par exemple, pose un geste beaucoup plus personnel que ne le laisse entendre la psychologie des foules).

Évidemment, il y a encore ici une ambivalence. Ce type d'action peut aussi bien aliéner la responsabilité personnelle, faire le jeu des manipulateurs, accentuer le grégairisme, tourner à la violence, encourager des attitudes totalitaires ou encore susciter la répression. Voilà pourquoi nous voyons cette forme d'intervention sociale insérée dans l'ensemble de celles que nous avons décrites jusqu'ici.

5. L'action directe (unités légères et mobiles)

[Retour à la table des matières](#)

Nos sociétés développées se sont dotées de rouages de plus en plus complexes. Malgré les efforts de rationalité et d'efficacité, plusieurs institutions n'arrivent pas à créer des dispositifs qui permettraient d'établir des rapports plus souples et plus étroits entre les personnes impliquées. Et souvent la qualité d'organisation technique ne se retrouve pas au niveau des relations humaines. Nous ne sommes pas

les premiers à dénoncer les lourdeurs de tant d'appareils bureaucratiques et les lenteurs de ces structures qui appesantissent la marche de l'État et surtout le fonctionnement des services publics les plus vitaux. De vrais besoins sont laissés pour compte. Des situations dramatiques pourrissent parfois avant d'être assumées par ceux qui détiennent les leviers de décision. On se renvoie la balle d'un palier à l'autre. Certains fonctionnaires s'ingénient à trouver la glissoire qui fera dévier le problème vers une autre officine. Il serait utopique de croire que l'avènement des ordinateurs assurera la victoire décisive sur ce genre de défi. Nous en revenons toujours à la qualité des hommes et à leur sens des responsabilités. Par ailleurs, nous risquons d'être injustes envers les agents institutionnels qui vivent aussi des aliénations semblables. Faut-il se résigner à subir les nouvelles servitudes qu'imposent des concentrations urbaines croissantes, des modèles technologiques toujours plus complexes, des spécialisations de tâches sans cesse plus poussées ?

Nous ne voulons pas tenter ici une esquisse de solutions d'ordre organisationnel. Nous partons plutôt de cet état de chose pour ouvrir un autre champ d'action aux citoyens de la base. Comment opérer un déblocage de certaines structures bureaucratiques ? Comment agir rapidement ? Comment se faire entendre efficacement ? Comment vaincre des résistances inutiles et stériles ? Voilà nos premières questions.

Les citoyens qui veulent prendre en main une situation ne mesurent pas toujours les avantages dont ils disposent. En effet, il est inévitable que l'État et les grandes institutions opèrent dans des structures lourdes.

Mais tel n'est pas le cas de ceux qui poursuivent une action de base. Malheureusement, ceux-ci imitent trop souvent les processus formels qu'ils ont sous les yeux. Ils s'empêtrant dans des procédures compliquées et des mécanismes inutiles pour des tâches d'un autre type. Par exemple, quand il s'agit de faire connaître certains besoins précis en matière de santé, d'éducation, de logement ou de travail, certains voudraient être en mesure de présenter une vision exhaustive du problème et de sa solution, comme s'ils avaient tous les instruments d'analyse et d'action en main. Es se découragent rapidement devant l'ampleur du défi. D'ailleurs, des tenants du pouvoir utilisent habilement cet équivoque en demandant aux revendicateurs de trouver eux-mêmes les solutions. Pourtant, ceux-ci

s'étaient d'abord fixé des objectifs plus immédiats, à savoir la définition de leur situation et l'expression de leurs difficultés et de leurs aspirations. Ils n'ont pas à se laisser désarmer par les tactiques classiques des pouvoirs qui les accusent si facilement d'être négatifs ou de ne pas proposer des suggestions concrètes.

Pour une action directe efficace, il faut donc éviter ce genre de blocage en ne donnant aucune prise aux méthodes de diversion ou au « patinage de fantaisie ». D'où l'importance de poser clairement le problème ou la question et d'exiger des décisions aussi nettes que possible. Il est si facile de se perdre dans des explications inutiles ou de grandes considérations marginales. Un des meilleurs moyens, c'est de réduire les interlocuteurs de part et d'autre, quitte à assurer toutes les consultations nécessaires des deux côtés. N'oublions pas qu'il s'agit d'en arriver à des décisions réelles ou à des politiques définies.

Nous nous demandons si l'évolution de l'armée moderne ne pourrait pas servir d'exemple pour exprimer une autre dimension de l'action directe. En effet, la stratégie militaire actuelle mise de plus en plus sur des unités légères et mobiles qui se déplacent rapidement vers les différents points chauds. Voilà une perspective susceptible d'application dans le travail des groupes plus ou moins spontanés, plus ou moins fluides de la base. On peut ouvrir plusieurs fronts, rejoindre divers centres d'intérêt, multiplier et circonscrire les objectifs. Nous avons connu de ces cellules d'action qui opéraient de cette façon. Elles obtenaient des résultats intéressants malgré les limites des projets. Les points marqués sur un front servaient d'appui encourageant pour pousser plus loin le processus. Cette diversification des opérations comportaient d'autres avantages. Les militants ne mettaient pas tous leurs oeufs dans le même panier. Ils étaient moins vulnérables aux mesures de représailles ou d'étouffement. Ils devenaient plus ou moins insaisissables. Ils élargissaient le champ des alliances et des collaborations sur plusieurs terrains à la fois. Beaucoup de citoyens craignent de se faire embrigader. On les décourage dès le début en fixant des objectifs trop amples et trop difficiles. Ils accepteront plus facilement des actions partielles, des gestes concrets, des collaborations limitées dans le temps et dans l'espace surtout durant la période de démarrage, à la première étape de mise en branle.

Parfois, les citoyens se voient acculés à une véritable action radicale et harcelante, s'ils veulent vaincre des résistances systématiques qui les réduisent à l'impuissance totale. Nous ne

craignons pas ici le reproche des « gens bien » qui agitent sans cesse le spectre de l'agitation ou de la violence. Nous avons connu trop d'exemples de manœuvres honteuses et brutales chez des tenants de pouvoir ou chez des privilégiés de la droite qui ne reculaient devant aucun moyen quand leurs intérêts étaient menacés. Et quand les plus faibles réagissent fermement devant des agressions évidentes, on fait porter sur eux tout l'odieux de la situation. La violence de la droite, chez nous, se cache dans l'underground et bénéficie souvent de toutes les couvertures légales. Elle est insaisissable, sournoise et parfois très cruelle. Comment reprocher aux plus démunis leur geste de légitime défense ? Souvent, ceux-ci n'ont pas d'autres instruments que l'action directe parce que tous les autres recours ou portes d'entrée leurs sont accessibles. On comprendra qu'il ne s'agit pas ici du type de violence mise en oeuvre par le F.L.Q.

D. UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

[Retour à la table des matières](#)

C'est un fait, nous sommes dans une société qui se définit moins par un ordre pré-établi et tout fait que par des projets et des actions collectives. Projets éducationnels, sociaux, économiques et politiques. Nos conversations d'ailleurs le laissent voir. Rappelons-nous simplement nos récentes discussions avec des proches : la plupart ne tournent-elles pas autour de changements en cours ? Or ces changements correspondent le plus souvent à des projets et à leurs mises en oeuvre. Sur un autre plan, beaucoup plus large, nous pouvons dire que le Québec a commencé à revivre le jour où une nouvelle équipe d'hommes a entraîné la collectivité dans des projets concrets, la réforme de l'éducation par exemple ou la création de nouveaux dispositifs économiques : Hydro-Québec, Société générale de financement, Caisse de retraite. Ainsi, le regain de vie d'un nationalisme plus politique qui visait un objectif déterminé, amenait les uns et les autres, individus et groupes, à mieux se définir, à mieux se situer et même à passer à l'action. On n'en était plus à la conservation d'un héritage ou à une tentative partielle de rattrapage. Il s'agissait désormais d'une volonté collective tendue vers un projet

d'ensemble ou du moins vers des objectifs plus articulés à l'échelle de toute la collectivité.

Évidemment on peut se poser ici bien des questions brûlantes. Au profit de qui se font ces efforts de développement ? Comment en arriver à un minimum de consentement collectif au-delà des multiples options et conflits inévitables et souvent nécessaires ? Que valent un ordre sans projet ou des projets sans ordre ?

Nous ne voulons pas répondre à toutes ces interrogations, mais nous arrêter d'abord à la dynamique du développement et à la pleine signification d'une action développementiste.

Dynamique du développement

Il se passe dans la société un peu de ce que nous apprend la vie d'un couple. Ainsi, quand deux êtres se regardent, s'admirent ou s'affrontent, il n'y a pas d'avenir pour leur amour s'ils ne consentent pas à l'une ou l'autre forme de fécondité, s'ils ne poursuivent pas de projet commun susceptible de les amener à se dépasser ensemble.

De même, une société se condamne-t-elle à la stérilité quand on ne s'y livre qu'à d'éternels débats, qu'à des discussions sans fin. Les affrontements les plus démocratiques ne portent du fruit que s'ils s'inscrivent dans une volonté de poursuivre des projets. Participation, contestation ou critique permanente sont de vains mots ou de vaines opérations sans une démarche articulée et efficace vers des fins qu'on s'est fixées. Les réformes de structures et les remises en question accentuent souvent une sorte d'introversion parce qu'elles tournent les participants vers eux-mêmes. Nous connaissons trop d'exemples de ces innombrables rencontres de surchauffe qui aboutissent à des oppositions irréductibles et stériles, chacun y défendant sa petite thèse et se cherchant des alliances de coterie. Depuis quelque temps on a poussé tellement loin le processus qu'on a créé une pathologie collective en certains milieux. Le leadership compétent se décourage. Le membership s'installe dans un pessimisme qui bloque la recherche de politiques dynamiques et lucides. Au bout de la ligne, on ne veut plus rien savoir. Et c'est le désengagement total. En combien de situations n'a-t-on pas su aménager les conditions favorables à la gestation d'un véritable projet et à sa réalisation progressive !

Cependant ces difficultés n'infirmen en rien l'importance d'une pratique sociale articulée autour de projets valables qui unissent pensée et action, participation et efficacité, moyens et fins, techniques et valeurs, pouvoir et contrôle. Les nouveaux modèles du développement marquent un progrès sur les découpages idéologiques rigides, les ordres de surplomb, les partisaneries politiques. Nos pratiques de jadis favorisaient trop souvent la passivité ou la précipitation, le conservatisme ou l'anarchie, l'acceptation inconditionnelle ou le rejet global. Mais voici que nous accédons lentement à une maturité politique de type développementiste au-delà des dogmes et des mythes sociaux, des fixations culturelles et idéologiques, des structures politiques et mentales rigidifiées. S'affirme de plus en plus une volonté de bâtir une société qui soit le fruit de l'action libre et responsable d'une communauté humaine dans un champ historique donné. Ce qui présuppose une libération des systèmes clos et une ouverture à des dépassements incessants.

L'intention développementiste

L'expression « développement » soulève au point de départ les réactions les plus diverses, et parfois les plus contradictoires. Voyons les significations que les uns et les autres en donnent :

- Un néo-colonialisme camouflé, de l'intérieur ou de l'extérieur.
- Un réformisme qui ne touche pas aux structures fondamentales.
- Une voie d'évitement devant les luttes révolutionnaires nécessaires.
- Un nouveau mythe qui rejoint les utopies modernes.
- Un effort de dépassement des systèmes actuels.
- Une remise en question des modèles politico-économiques de surplomb.
- Une volonté de rendre le nécessaire et la liberté accessibles à tous.
- Un projet de société créée par des hommes libres au-delà de tous les déterminismes.
- Une stratégie de la paix et de la promotion humaine intégrale.

- Un programme d'utilisation plus juste et plus efficace des ressources.
- Une articulation rationnelle et humaniste de l'économie, de la culture et de la politique.

Nous sommes donc au carrefour des grands défis et conflits de l'heure. Utopistes et pragmatistes se rencontrent ou s'affrontent. La critique porte tantôt sur les formes, tantôt sur les moyens, tantôt sur leur rapport ou leur divorce. Le balancier va du rejet radical à l'acceptation inconditionnelle. Certains reprochent aux systèmes en place, pré-industriels, capitalistes ou socialistes, de trahir les fins qu'ils proclament, de s'aliéner dans leurs instruments, de tout sacrifier à leur légitimation, de toujours laisser les biens et les pouvoirs dans les mains d'une poignée de privilégiés. D'autres n'ont cure de ces procès stériles. Es travaillent purement et simplement à la création de nouveaux modèles socio-culturels et économique-politiques. Es veulent employer leur temps et leur talent dans une voie plus constructive de cheminement avec les leurs, d'innovation ingénieuse et audacieuse, de consentement collectif associés à des projets vraiment humains. Ils tentent de réaliser progressivement ce qui apparaît encore utopique, à savoir une société humaine qui ne soit plus la résultante des lois aveugles de la nature ou de la technologie, des modèles ou des rapports de jungle, mais le fruit toujours plus riche d'une action conjuguée d'hommes libres et solidaires dans toutes les dimensions de leur vie. Promotion de l'homme, de tout l'homme, de tous les hommes. Réconciliation dynamique des fins et des moyens. Désaliénation et réappropriation des personnes et des communautés. Assumption et dépassement des conflits. On misera plus sur les hommes que sur les structures, plus sur la culture que sur la nature, sans rien sacrifier ni des uns ni des autres. Or, le grand catalyseur de ce renouveau sera la libération du petit peuple, des peuples sous-développés. C'est par là que les sociétés et l'humanité entière retrouveront une conscience nouvelle de leur destin, de leurs solidarités, de leurs responsabilités. Cette voie exigeante obligera les uns et les autres à aller au bout d'eux-mêmes, à trouver les solutions les plus efficaces, à utiliser tous les dynamismes possibles, et même, à créer un nouvel humanisme ouvert sur des horizons toujours plus larges et plus profonds. Voilà, semble-t-il, les grandes intentions humanitaires du développement. Les uns disent qu'il faut élaborer tout de suite des praxis qui rejoignent effectivement ces intentions. D'autres soutiennent que tous ces efforts feront le jeu des tenants du statu quo ou des partisans d'un réformisme illusoire, parce que rien ne débouchera sans la destruction des

structures et des pouvoirs en place. Ce ne sont pas des jugements politiques de cet ordre qui retiendront notre attention. Nous n'en nions pas l'importance ; mais nous récusons toute dogmatique en ce domaine. Il n'y a pas de stratégie unique, ni de modèle de développement idéal, ni d'expression chimiquement pure de révolution. Certains groupes humains sont acculés au maquis ou à la guérilla. Mais encore ici, il s'agit toujours d'un jugement politique en situation qui dépasse l'arsenal des critères habituels. Nous nous méfions des poétisations de la violence, des théorisations sur la révolution. Certains s'enferment dans une mécanique d'action comme si la politique humaine devait suivre des lois inéluctables et aveugles. C'est par ce biais que les totalitarismes de gauche et de droite se rejoignent dans la même forme d'aliénation. Loin de nous la tentation de laisser croire que les vraies pratiques se situent toujours au centre.

L'histoire nous apprend qu'il faut savoir discerner, assumer ou provoquer des temps de continuité, de rupture et de dépassement. Ceux qui parlent de révolution permanente, par exemple, le font avec une conscience et une pratique politiques bien pauvres. En effet, les hommes ne peuvent vivre longtemps dans un climat exclusif de rupture ou de remise en question incessantes. Ils aspirent à vivre autant sous un mode de continuité que sous un mode de dépassement. Des critiques ont déjà dénoncé l'unidimensionnalité de nos sociétés développées. Mais que de fois n'a-t-on pas proposé une ou des solutions aussi réductrices, aussi aliénantes ? On peut gagner les masses à des mobilisations générales avec des schèmes simplistes. À long terme, elles se rendent compte qu'une fois de plus, on les a flouées, manœuvrées, manipulées. Tout être humain, même engagé dans la cause la plus noble, s'attend à un minimum de gratification. Il en va de même des groupes, des classes et des communautés. Certaines politiques unilatérales d'efficacité ont des effets aussi désastreux, si les citoyens en général n'ont en main aucun mécanisme de contrôle. Par ailleurs, une visée exclusive de pouvoir, même en termes d'autogestion, aboutit à de graves frustrations ou illusions, s'il n'y a pas d'aménagements efficaces qui produisent des fruits durables. On détecte des phénomènes semblables quand des démarches politiques écartent la redéfinition et la réévaluation des fins poursuivies par telle ou telle programmation historique. Des aspirations culturelles sont laissées pour compte. Ou bien les hommes sont sacrifiés au profit du système, du parti, de l'idéologie ; ou encore, les instruments aliènent les valeurs qu'on voulait défendre et promouvoir.

Ces quelques points de repère suffisent pour nous faire comprendre la complexité des composantes d'une action politique globale, radicale ou non. En ce domaine, aucun militant responsable ne saurait prêter flanc à l'amateurisme dogmatique ou pragmatique. S'il veut jouer vraiment la carte démocratique, il acceptera la diversité des lieux d'expériences et d'opinions pour élaborer avec d'autres des stratégies qui ne se ressembleront pas nécessairement dans le temps et dans l'espace. Les champs politiques sont trop divers pour céder à un mimétisme culturel ou idéologique. Vouloir imiter bêtement la solution cubaine, la guérilla arabe, la technologie américaine, le système suédois, le marché commun européen, ou la décolonisation africaine, c'est ne rien comprendre des grandes intentions précitées en matière de développement. Les hommes comme les communautés particulières veulent créer leurs propres modèles selon leur expérience historique, leur culture particulière, leur conception de l'homme et de la société. Ils veulent se comporter comme des sujets historiques autonomes, conscients de leur originalité et de leur unicité. Ils accepteront l'interdépendance planétaire sous diverses formes, à la condition d'être des partenaires et des interlocuteurs de plain-pied. Et pour cela, il ne suffit pas de vomir l'impérialisme ou de manifester violemment avec des pancartes ou des « cocktails molotov ». Il faut s'équiper dès maintenant pour bâtir effectivement une société autre ou même tout autre. On ne peut tout faire à la fois. Mais il m'est avis que ce sont souvent les tâches humbles de l'action de base, continue et patiente, qui restent en laisse, au profit de politiques symboliques ou de gestes spectaculaires souvent sans lendemain. Il nous manque des stratèges au long souffle, capables de follow up et d'organisation bien orchestrée, bien orientée. Certains gestes qu'on qualifie de réformistes, introduisent dans les rouages du système des éléments qui amènent celui-ci à sa limite-critique. Ils rendent manifeste aux yeux de tous le caractère inacceptable de certains mécanismes socio-économiques et politiques actuels. Par exemple, la bataille du recyclage et du reclassement nous a conduits au cœur du tissu déchiré et incohérent des politiques sur lesquelles nos gouvernements s'appuient. Mais en même temps, ces luttes nous forçaient à songer dès maintenant à de nouveaux modèles d'éducation, de travail, de politique.

Même sur le plan de la contestation, il faut une dynamique de projet, si l'on veut éviter ces éternels débats qui secrètent trop souvent une pathologie collective ou des chapelles ardentes où les participants s'anathématisent ou se détruisent les uns les autres. Ces pratiques

favorisent trop souvent la passivité ou la précipitation, la répression et l'anarchie. Elles liquident l'un ou l'autre pôle de tensions entre participation et efficacité, moyens et fins, techniques et valeurs, pouvoir et contrôle. Les uns s'opposent ou s'affirment au nom de certaines valeurs sans tenir compte des moyens réalistes à mettre en oeuvre. D'autres procèdent inversement avec autant d'irréalisme et de stérilité. Au bilan, on constate la nécessité d'une pédagogie plus favorable à la croissance d'une vraie maturité politique.

Le développement régional au Québec

Nous allons tenter de donner un exemple de projet développementaliste dans un champ politique plus à taille humaine où nous pourrions rejoindre plus concrètement certaines intentions qui ont retenu notre attention. Il s'agit du développement régional dans le milieu québécois. Nous ne cherchons pas à présenter ici une stratégie exhaustive. Nous voulons plutôt dégager une première articulation de la démarche développementaliste. C'est souvent le commencement qui est le plus difficile. De là l'importance d'une perception juste de la genèse de nouveaux modèles d'expérience socio-politique, culturelle et économique. Qu'on nous comprenne bien, cette entreprise ne se présente pas comme la synthèse, le sommet ou l'aboutissement des autres formes d'action. Il s'agit bien d'une démarche parmi d'autres.

Depuis quelques années, au Québec, une première régionalisation plus ou moins poussée a été tentée dans cinq champs d'activités

- le monde scolaire
- les structures municipales
- les conseils économiques régionaux
- les conseils régionaux de développement social
- les régions et sous-régions administratives des gouvernements.

1. Devant l'atomisation des commissions scolaires locales, le Ministère de l'Éducation, avec la participation des diverses instances, a fait un premier regroupement au niveau secondaire (Opération 55). On songe maintenant à une meilleure coordination horizontale et

verticale des niveaux d'enseignement et des paliers administratifs. Signalons ici l'échec provisoire du «regroupement volontaire» suggéré particulièrement par la fédération des commissions scolaires (de 1500 à 300 !). Le gouvernement semble presser le pas en mettant sur pied un premier conseil de développement scolaire à Montréal. Le Bill 62 vise un premier jalon d'intégration administrative au-delà des différenciations ethniques ou religieuses, tout en laissant place à des formes souples de décentralisation et de participation pour assumer les diversités précitées et les exigences d'autonomie pédagogique. Le projet poursuit d'autres objectifs, par exemple, la démocratisation des structures. En effet, il n'y a que 18% des commissaires qui sont élus dans le système actuel. De plus, il y a un décalage injuste entre les services qui sont offerts d'une localité à l'autre. Certaines populations scolaires sont très mal desservies, parce qu'elles appartiennent à une région ou à une communauté moins riche. Qu'on ait les idées politiques que l'on voudra, voilà une tâche développementiste qui appelle la responsabilité de tous les citoyens.

2. Les municipalités présentent des situations et des défis semblables. Dans un rayon de quelques milles on trouvera souvent des dizaines d'administrations qui chevauchent les unes sur les autres. Que d'incohérence dans les services, sans compter la duplication et l'atomisation des investissements humains et matériels ! Toute politique de développement devient impossible dans le cadre de structures municipales compétitives où des roitelets cultivent le repliement mesquin et stérile. On politise, à qui mieux mieux, un décalage de quelques cents dans le taux de taxation. Le vieux modèle culturel du village autonome bloque une juste perception des complémentarités possibles et l'édification d'un pôle de croissance aux effets multiplicateurs. Des petits centres-satellites bénéficient des services coûteux de municipalités plus denses, sans contribuer financièrement aux frais d'administration. C'est le cas bien connu de certaines banlieues qui encouragent un égoïsme collectif de petits bourgeois. Les classes défavorisées sont alors contenues dans l'inner city ou refoulées à la périphérie par-delà les barrières invisibles de ces enclos privilégiés. Ceux-ci, à cause de conditions exceptionnelles, en arrivent à diminuer de moitié leur taux d'évaluation par rapport aux grands centres urbains. On ne dénoncera jamais assez toutes les formes subtiles d'égoïsme collectif, protégées par une législation archaïque et anti-sociale. Encore ici, le regroupement volontaire ne saurait vaincre des intérêts particuliers par trop évidents.

Cet état de choses nous apparaît très grave à cause de l'importance particulière de la planification urbaine dans le développement régional. Pensons à l'aménagement nécessaire des parcs industriels, des concentrations commerciales et des multiples services régionaux. Or, c'est par les commissions urbaines que passent la plupart des négociations en ce domaine. On se condamne à l'impuissance, si on n'accepte pas d'opérer dans des cadres plus larges et mieux structurés qui, seuls, permettront la création des dispositifs à la mesure des besoins et des possibilités d'expansion. L'État, en créant les premières communautés urbaines (Montréal, Québec, Hull), marque une première étape de régionalisation des services. Certains domaines, réservés jusqu'ici aux administrations locales, tombent progressivement sous la juridiction de la communauté urbaine, à savoir le transport en commun, l'évaluation foncière, les services de police et d'incendie, l'urbanisme, etc. Cette première trouée ne doit pas nous illusionner. Nous sommes à peine au début d'un processus qui exigera des sacrifices beaucoup plus lourds et surtout une conscience régionale plus diffusée dans l'ensemble de la population. Nous nous demandons si, en certaines circonstances, l'État n'a pas la responsabilité d'exercer un leadership plus ferme, quand il y a de toute évidence des refus injustifiés de minorités qui compromettent l'essor d'un vaste territoire. Nous avons connu l'exemple de tels blocages dans le cas de l'implantation d'un aéroport international. Les municipalités commencèrent à se livrer une guerre désastreuse qui se poursuit encore aujourd'hui. Pour des avantages immédiats qu'elles croient pouvoir tirer, elles compromettent l'avenir et hypothèquent même les générations futures en multipliant des investissements lourds sans programmation définie. Beaucoup de ceux-ci seront inutiles parce qu'on n'a pas respecté les exigences de spécialisation et de concentration de la croissance économique moderne. Certaines villes, par exemple, ont davantage une vocation tertiaire, d'autres une vocation secondaire. Mais comment découvrir et exercer l'une ou l'autre sans se situer dans l'ensemble le plus à la portée, à savoir la région. Évidemment tout cela présuppose des politiques cohérentes et dynamiques sur le plan de l'État et de ses divers ministères. Ce qui n'a pas été le cas au Québec. Les partisans de la révolution régionaliste se font illusion quand ils négligent à leur tour leur insertion dans les stratégies politiques, économiques et culturelles beaucoup plus vastes. ³⁵

³⁵ Le gouvernement provincial annonçait, en mai 1970, des transformations profondes dans les structures administratives de l'État. D'abord une

3. C'est dans le domaine de la sécurité et de l'assistance sociale que se sont faits les premiers efforts de régionalisation. Depuis quelques décennies, des agences sociales opèrent dans cette perspective. Les conseils de bien-être, malgré la pauvreté de leurs moyens et l'ambiguïté de leur statut, ont réussi parfois à susciter et à coordonner des services communautaires sur une base plus large de solidarité. Leur découpage régional laisse souvent à désirer. Mais celui-ci ne saura être possible qu'au moment de l'instauration des ensembles administratifs décentralisés que projette le gouvernement. Voilà une autre responsabilité que nos hommes politiques remettent sans cesse à plus tard, au grand détriment des populations concernées, surtout les plus démunies.

De toute façon, des conseils de bien-être prennent les devants en tentant un premier essai de développement social régional. Ils veulent sortir de leur marginalité par rapport aux grands circuits de la vie collective. Travaillant souvent auprès de citoyens marginaux, les artisans de ces services risquent de se marginaliser à leur tour. Or, ils prennent conscience non seulement des limites, mais aussi des dangers d'un assistancialisme et d'un sécurisme isolés, et privés des apports de secteurs sociaux plus favorisés et plus dynamiques. D'ailleurs, leur projet veut forcer l'État à mieux situer les politiques sociales dans la perspective d'un véritable développement. Évidemment, rien ne sert d'attendre qu'enfin on se décide là-haut. C'est ce qu'au conseil de bien-être on a compris, lorsqu'on a décidé d'élargir les objectifs, d'accentuer la participation des clients, des citoyens et des spécialistes d'autres secteurs. Au-delà d'une première phase d'organisation communautaire, les responsables sociaux mettent en place d'autres dispositifs qui éveillent la conscience critique des citoyens et les amènent à s'interroger sur leur échelle de valeurs, sur le genre de vie qu'ils veulent, sur ce que leur offrent la société et ses institutions, sur leur accès au pouvoir, à l'information et aux décisions qui concernent l'ensemble de la société. Des experts dans divers champs d'activités sont appelés à participer à ce travail collectif autour

régionalisation administrative plus poussée pour assurer une décentralisation administrative plus efficace, pour permettre un développement régional plus articulé. Déjà, des conférences administratives, interministérielles et régionales commencent à prendre corps au Lac Saint-Jean et dans le Nord-Ouest. L'Office du plan prévoit réduire le nombre des municipalités de 1700 à 200, regroupées en une vingtaine de communautés urbaines.

de projets limités, mais de plus en plus larges. Pensons aux organisations de quartier, à des organisations de citoyens qui poursuivent des objectifs plus fonctionnels.

Inutile de dire que le centre de gravité se situe surtout dans les classes défavorisées, puisque les autres ont déjà des moyens de pression par le truchement de leurs diverses appartenances. Mais, notons ici que les responsables du développement social ne veulent pas se limiter à une catégorie de la population. Ils visent une planification qui implique tous et chacun des citoyens et tous les secteurs de la vie. Ils visent aussi une population capable d'une conscience collective et d'une maturité politique devant les défis que tous ses membres partagent. Il ne s'agit pas de résoudre tel ou tel problème uniquement, mais d'en arriver à une communauté adulte capable de miser sur elle d'abord, de faire face aux vrais problèmes, de ne pas camoufler les inégalités et les conflits sociaux mais de les assumer démocratiquement jusque dans leurs dernières conséquences. Certains hésitent à s'engager dans cette voie éventuelle de radicalisation, d'autres s'y refusent.

Déjà des initiatives comme celles de coopératives de consommation, de corporations de citoyens qui administrent un service communautaire, de cliniques médicales populaires ont une portée politique vis-à-vis des sécurités et des positions acquises dans le système social actuel. Ces entreprises demeurent inoffensives, si on les isole du contexte économique et politique réel. Aura-t-on le courage d'aller jusqu'au bout de ces percées ? Le spontanéisme de certains militants les incline parfois à se méfier des organisations stables, des rapports avec les structures formelles de l'État ou du syndicalisme, par exemple. C'est souvent à tort, parce qu'à long terme, ils tiennent difficilement le coup et ils manquent une belle occasion de forcer les structures politiques à des révisions plus lucides et plus courageuses de leur fonctionnement et de leurs objectifs.

Sans doute, faudra-t-il procéder à des clarifications que nous avons déjà mentionnées, à savoir les rapports entre ces organismes semi-publics de développement social et le gouvernement lui-même et la population concernée. Clarification aussi des rapports entre les professionnels, les conseils d'administration, les fonctionnaires du ministère et la communauté régionale. Les opinions sont partagées. Certains préfèrent un organisme autonome vis-à-vis des pouvoirs gouvernementaux, reposant sur une allégeance communautaire et un

financement correspondant. D'autres insistent davantage sur une action qui précipite la constitution d'entités régionales capables de véritables politiques de développement. Cette dernière orientation permettrait de rejoindre à la fois la population et ses divers champs d'activités et aussi toutes les instances gouvernementales.

Jusqu'ici, les agents sociaux ont trop souvent cédé exclusivement aux impératifs d'urgence. Ils ont négligé de revoir leurs « modes et leurs structures d'intervention au plan de l'établissement des politiques » (Y. Bellay). Le réveil récent nous laisse quelque espoir ³⁶.

4. Les conseils économiques régionaux présentent une autre expérience de ce type. Ils existent un peu partout dans la province. Mais, en général, ils n'ont pas brillé par leur dynamisme. Évidemment, ils n'ont jamais pu compter sur un gouvernement et des ministères capables de les aider. En effet, plusieurs ministères en sont encore à la restructuration interne. Le grand Conseil économique mué en Office du plan n'en est pas encore à la phase d'élaboration de vraies politiques de développement. Il y a des décisions politiques qui tardent, malgré les pressions de certaines équipes très valables de technocrates. On imagine ici le changement profond qu'une telle orientation provoque dans la conception de l'État et de l'intervention politique. Évidemment, il existe bien d'autres problèmes. De fait, le Québec s'appuie sur un seul pôle de croissance, à savoir la plaine de

³⁶ André Aubert pose ici des questions pertinentes sur les équipements collectifs :

Les agences polyvalentes ont-elles l'intention de travailler en équipe avec les hôpitaux, les écoles, les cliniques psychiatriques, les centres de main-d'œuvre, les centres psycho-sociaux, les bureaux régionaux du gouvernement, avec les commissions d'urbanisme et j'en passe ?

Ou bien ont-elles l'intention de développer leurs propres cliniques médicales, leurs propres services scolaires, leurs services psychiatriques, leur centre de main-d'œuvre, etc... alléguant que ces services étant intégrés à l'intérieur des agences seront plus efficaces et plus accessibles à leur clientèle ?

On peut se poser la même question vis-à-vis des commissions scolaires. En fonction de la population étudiante, les commissions scolaires ont-elles l'intention de développer un service social scolaire pour ceux qui ont de la difficulté à fonctionner à l'école, veulent-elles leur centre de thérapie pour ceux qui sont handicapés physiquement, désirent-elles avoir leurs médecins pour les élèves malades temporairement ou chroniques, veulent-elles avoir leur propre service de placement pour les gradués de leurs écoles, etc. ?

Montréal et de ses environs. Il faudrait d'autres métropoles régionales bien équipées. Nous pensons à Québec, à Trois-Rivières, à Sherbrooke, à Hull, à Chicoutimi, à Rimouski, à Rouyn, particulièrement.

Jusqu'ici les conseils économiques régionaux n'ont eu qu'une autorité morale. D'où leur impuissance devant le défi d'un développement économique régional bien organisé. La vie économique à ce niveau est peut-être le secteur de la collectivité le plus éparpillé, le plus anarchique. Elle est livrée à des processus aveugles, à des manœuvres souvent incontrôlables et souvent pratiquées par une législation honteuse. Nous n'avons qu'à citer, en exemple, le monde immoral de la spéculation.

5. En 1965, l'État du Québec annonçait le projet d'une décentralisation du gouvernement. On proposait un réseau de régions et de sous-régions administratives qui poseraient les premiers jalons de coordination des services gouvernementaux. Ce n'était pas sans intérêt pour ceux qui s'intéressent au développement. Plusieurs rêvaient déjà de gouvernements régionaux, comme des structures intermédiaires entre le gouvernement national et les communautés locales. Nous reviendrons sur ce projet un peu plus loin.

Au bilan, voilà cinq entités qui ont en commun la préoccupation du développement régional. Quand on sait l'interdépendance des facteurs éducationnels, sociaux, culturels, économiques et politiques, on ne peut qu'espérer une meilleure articulation de ces investissements et de ces énergies. En certains endroits, se dessine un mouvement vers un premier regroupement de quelques-unes de ces entités sous le signe d'un conseil régional de développement. C'est sans doute en fonction de projets ou d'un plan provisoire que les divers agents et mécanismes de planification vont s'imbriquer et se renforcer les uns les autres. Nous croyons que l'Office du plan devra soutenir ces entreprises. Souhaitons aussi qu'on s'attaque aux questions les plus vitales. Il suffit d'aligner quelques problèmes d'envergure pour déjà songer à des priorités : chômage, recyclage et promotion industrielle, enseignement professionnel et politique de main-d'œuvre.

De façon plus immédiate, nous nous demandons s'il ne faut pas d'abord penser à « une conférence administrative régionale » (B. Blondin) qui ferait un premier déblayage et proposerait une coordination plus rationnelle et plus efficace des services. On pourrait

commencer par un « comité permanent de tous les hauts fonctionnaires qui oeuvrent dans le secteur public et para-public ». L'initiative viendrait possiblement des bureaux régionaux des divers ministères, quitte à ce que l'Office du plan en assume le leadership dans la première phase. On nous reprochera peut-être de trop miser sur les superstructures. Nous répétons ici notre souci d'établir des rapports dynamiques entre celles-ci et l'action de base de différents groupes et organismes de citoyens. Ces rapports impliquent aussi des tensions fécondes s'ils s'inscrivent dans une dynamique de développement. L'initiative viendra tantôt des agents politiques, tantôt des technocrates, tantôt de groupes privés, semi-publics ou publics.

Mais il faudra toujours éviter le parallélisme des projets ou des décisions. Les hommes acceptent difficilement d'exécuter des tâches qu'ils n'ont pas contribué à définir. Cela vaut autant pour les citoyens ordinaires et les technocrates que pour les parlementaires. Si nous insistons sur l'urgence de regroupements fonctionnels des technocrates et des fonctionnaires, ce n'est pas sans raison. En effet, ne doit-on pas ordonner efficacement les dispositifs déjà en place ? Les ministères à vocation éducative, sociale ou économique opèrent encore dans des circuits trop étanches, malgré certains progrès au haut de la pyramide. Le réaménagement, à ce niveau, ne se fera de façon réaliste que si l'on tient compte déjà des futures communautés urbaines et peut-être de gouvernements régionaux possibles.

Dans la décennie 70, le Québec semble vouloir poursuivre ces projets de façon beaucoup plus articulée. On prévoit une restructuration des ministères en fonction d'une planification où les agents politiques principaux du gouvernement avec les technocrates de l'Office du plan élaborent un projet-cadre pour la mise sur pied de ces entités régionales. On veut dépasser la perspective exclusivement administrative du plan de 1965. En effet, les régions pourront bénéficier de structures politiques capables de décisions relativement autonomes à leur propre niveau. Il semble que même le découpage traditionnel des comtés subirait des transformations radicales. Sont-ce des velléités inscrites sur papier ?

Rien ne transpire encore ni des décisions gouvernementales éventuelles ni des formes concrètes possibles de structuration régionale. Comme dans le cas de bien d'autres citoyens, nous sommes réduit à l'expectative. Certaines situations justifient notre scepticisme. Pensons à la région qui entoure le nouvel aéroport international de

Sainte-Scholastique. L'État québécois a réaffirmé plus d'une fois sa juridiction en matière de développement régional, mais il demeure d'une passivité navrante devant les impératifs concrets d'aménagement autour de l'aéroport. Il laisse libre cours aux processus aveugles de spéculation dans la région concernée. Ainsi s'accumulent des difficultés qui compromettent gravement un projet pilote de régionalisation. Jusqu'ici les maigres efforts ont porté sur les problèmes immédiats de la population déplacée. Mais on cherche vainement les points de repère et les articulations de l'intervention gouvernementale pour le développement régional futur. Les informations qu'on veut bien donner, ne nous apportent qu'une prospective très vague sur le plan écologique et démographique. Voilà un exemple entre mille.

Il n'est pas facile pour les instances existantes ou pour des groupes de citoyens de prendre les devants, ou encore, de définir leur participation dans une stratégie de développement qui n'existe à aucun niveau. On pourrait retrouver des défis semblables en combien de secteurs ! Dans le conflit de la construction, personne n'était en mesure de présenter un tableau un peu net et sérieux des enjeux concrets impliqués dans le dilemme : parité interrégionale de salaires et développement régional.

Ainsi, de grandes questions restent sans réponses au moins approximatives. Question des critères de répartition des sources publiques assignées à la promotion industrielle, à la sécurité sociale, à l'éducation. Question des investissements étrangers et des politiques locales. Question des pôles de croissance et des pôles de développement en rapport avec la situation québécoise en Amérique du Nord. (Le rapport Higgins, Martin, Raynaud présente des solutions qui appellent des décisions politiques lucides et courageuses). Question des rapports entre l'État, l'industrie, l'université et le syndicalisme dans une stratégie de développement, des rapports entre les entreprises multinationales installées chez nous et l'entrée de la société québécoise francophone dans la révolution technologique, etc. ³⁷.

³⁷ Les experts du développement rappellent souvent la nécessité de bien connaître les possibilités et les limites des ressources matérielles et humaines de départ et d'aménager un terrain politique susceptible de faire croître les dynamismes créateurs dans tous les domaines. Le développement intégral implique non seulement des innovations économiques audacieuses et

Le problème du développement régional est à la fois un test de vérité et un « révélateur » de nos attitudes profondes, culturelles, économiques et politiques. Il y a tout un monde entre des changements subis, voulus, provoqués, orientés. Quel équipement avons-nous ? Sur quoi se fondent notre philosophie sociale, nos praxis politiques, nos efforts de promotion économique, nos grands choix historiques ? Ces interrogations reviennent en surface dès que le moindre conflit éclate. Des médecins se perçoivent comme des conscrits d'un « État qui vogue vers le socialisme ». Des hommes d'affaires et des syndicalistes agissent en contradiction avec les politiques qu'ils réclament des gouvernements. Des hommes politiques brouillent les règles du jeu par leurs manœuvres partisans. Dans cet univers politique incohérente, des régions défavorisées, des

productives, mais aussi de nouveaux styles de vie individuelle et collective. Il vise une neuve synergie de la culture et de la technique, exprimée par des choix politiques équilibrés et judicieux, par des consentements collectifs autour de certaines valeurs et certains objectifs accordés aux aspirations historiques d'une collectivité. On ne saurait éviter les tensions entre le collectif et l'individuel, la contrainte et l'initiative, le sociétaire et le communautaire, la promotion collective et la mise à profit des talents. Ces tensions peuvent devenir fécondes à l'intérieur de projets-cadre à la mesure de toute la société et de l'ensemble des citoyens.

Ce sera l'œuvre d'un peuple adulte capable de grands risques et aussi d'engagement durable. Les grands plans, les stratégies technocratiques, les audaces technologiques, les mesures politiques ou législatives ne créent jamais d'eux-mêmes une dynamique de développement. Chacun des citoyens est renvoyé à ses motivations les plus profondes. Est-on prêt à y mettre le prix, à engager autant d'énergies et de détermination qu'en temps de guerre ? C'est une fumisterie que de vouloir la promotion collective sans accepter aucune contrainte personnelle. L'avenir de la personne passe d'abord par celui de la communauté. Pour les pauvres, c'est une évidence. Pour les nantis, c'est une menace puisqu'ils ont déjà les biens, les droits et les privilèges à la portée de la main. Le développement inverse donc l'échelle des valeurs du libéralisme ancien et nouveau. Reste à savoir, si un tel retournement peut se faire sans une révolution, sans des affrontements politiques et idéologiques radicaux. Jusqu'ici l'histoire humaine est passée par ce lieu obligé. Derrière l'intention développementiste, il y a peut-être une volonté d'intégrer la dynamique révolutionnaire dans un processus plus large et plus profond, dans une perspective de long terme, à savoir l'humanisation des rapports sociaux, le remplacement du militarisme, de l'impérialisme et du racisme par des objectifs de paix, de solidarités internationales et de développement.

aires nouvelles de pauvreté urbaine croupissent lamentablement. On comprend la violence de Cabano 70 !

Vers une maturité politique

De telles perspectives refluent sur l'univers politique comme tel, tant sur le plan des attitudes que celui des structures. Une société ne débouche pas sur ces formes diversifiées d'action et de projets sans connaître une mutation profonde. Par exemple, le style traditionnel des partis qui, d'une élection à l'autre, tentaient de « manœuvrer » la clientèle électorale par des slogans et des symboles sans vrai contenu politique, deviendra de plus en plus insupportable pour un nombre grandissant de citoyens. L'élargissement démocratique de la définition des situations, de l'élaboration de projets, de la réalisation de tâches collectives, enfin de l'évaluation par de nouveaux mécanismes de contrôle, permettent, peut-être, de surmonter des défis bien modernes. En effet, n'y a-t-il pas ici un contrepoids nécessaire à la concentration accrue des pouvoirs économiques et technocratiques ? Déjà certains rapports de force se durcissent dans des superstructures où des technocrates et des hommes politiques se disputent le pouvoir décisif. Parfois ces tensions se transforment en alliance. Mais c'est trop souvent au détriment du bien commun de la collectivité. Ce grand jeu se déploie dans les coulisses, loin de la scène publique. Les citoyens en prennent connaissance de façon superficielle au moment de crises qui échappent tout autant à leur contrôle. Par ailleurs, si de plus en plus de citoyens, par différents biais, participent aux choix prioritaires des objectifs, à la création des dispositifs de gouvernement, aux différentes étapes d'exécution et d'évaluation, les hauts lieux ne pourront plus rester une chasse gardée pour les politiciens professionnels et les grands commis, ou une administration lointaine et hautaine. On aura dépassé les terribles limites des mécanismes de représentation et de délégation qui favorisaient un électoralisme primaire, réduit au bureau de votation et aux fluctuations d'une opinion publique inarticulée et incohérente.

Mesurons bien l'enjeu que nous vivons actuellement. Ne faut-il pas que la politique s'aménage pour retrouver sa primauté et jouer son rôle de synthèse ? Ne doit-on pas exiger aussi des partis des programmes qui déterminent les fins et les moyens en termes de priorités et de solutions identifiables et opérationnelles ? N'est-ce pas au cœur de

vraies praxis politiques que les citoyens accéderont à une maturité démocratique plus créatrice et plus critique ? Il ne suffit pas de mettre sur pied des cours d'éducation politique ou économique, comme le rappelle F. Dumont, encore moins de vagues rassemblements. Non, c'est par des actions de consultation ou de revendication collectives et des stratégies à différents niveaux que les unes et les autres, nous accéderons aux dimensions politiques de nos responsabilités et à la maîtrise de règles du jeu qui assument dynamiquement à la fois les conflits, les divers lieux d'opinion et d'option et le consentement collectif nécessaire. Il y a des initiatives et des fonctions de leadership qui relèvent soit des citoyens de la base, soit des agents institutionnels intermédiaires, soit de ceux qui ont en main les leviers décisifs des grandes politiques gouvernementales. Tout le monde ne peut s'occuper de tout. La démocratie locale n'est pas une panacée, pas plus que la planification étatique. Nous tardons trop à appliquer, au plan politique, une division des tâches aussi rationnelle et aussi efficace que celle de certains secteurs économiques progressifs. Loin de nous la tentation de calquer unilatéralement des modèles politiques sur les modèles technologiques. Bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Mais ce n'est pas une raison pour maintenir des méthodes artisanales dans la question de la chose publique.

Nous touchons ici au difficile équilibre entre participation maximale et efficacité maximale. Nous croyons qu'une recherche systématique de valorisation des deux dimensions amène une mutuelle fécondation dans la voie propre à chacune, même s'il en résulte souvent des tensions et des raidissements des rapports de force. Accentuer l'une sans l'autre, c'est les compromettre toutes les deux à long terme. Un État fort sans une solide démocratisation verse vite dans une dictature stérile. Par ailleurs, des longs débats publics qui ne rencontrent pas un leadership efficace et consistant, suscitent une participation anarchique et purement verbale, avant de provoquer un désengagement massif même chez les citoyens les plus éveillés. Dans les attitudes politiques actuelles, on remarque un affolement du balancier qui passe rapidement d'un extrême à l'autre, à savoir une méfiance ou une confiance tout aussi aveugles vis-à-vis de l'État. Chez certains, on note la tendance à séparer les critères politiques comme si les fins et les moyens ne devaient pas être immanents les uns aux autres. Sans doute, ne faut-il pas mêler indistinctement l'ordre de l'organisation technique, celui des pouvoirs, celui des valeurs et des fins. Mais, on se souviendra que la démarche politique a précisément comme tâche d'articuler ces trois ordres dans des projets et des

réalisations bien concrets. Il est tout aussi nécessaire de déterminer d'abord ce que nous jugeons le plus important dans nos priorités d'éducation, de promotion économique, de sécurité sociale. La rationalité des moyens vient ensuite. Voilà un schéma par trop simpliste parce qu'il écarte l'évaluation de la situation réelle, des ressources disponibles, parce qu'il escamote les facteurs de pouvoir et les vrais rapports de force. On ne précise pas le contenu d'un des trois ordres sans faire intervenir les deux autres au cœur même du processus. La rénovation urbaine, par exemple, non seulement touche à tous les secteurs de la vie collective et à leur interdépendance, mais elle implique une nouvelle articulation politique de l'organisation sociale, des pouvoirs et des valeurs neuves qui remettent en cause profondément des structures et des attitudes privilégiées jusqu'ici.

Qu'il s'agisse de la rénovation urbaine, de la planification développementiste ou de la création de gouvernements régionaux, qu'il s'agisse de la synergie entre l'organisation technocratique et la démocratie de participation, qu'il s'agisse de ces divers modes d'intervention sociale que nous avons analysés, il y a toujours en filigrane des intentions démocratiques encore utopiques dans nos régimes actuels. Parmi celles-ci, nous en dégageons une qu'une formation politique récente exprimait en ces termes : « Nous croyons que la situation collective doit être aussi pleinement que possible, comprise, discutée, décidée par ceux-là même qui ont à la vivre. » Nos démocraties formelles et traditionnelles sont loin d'avoir relevé ce défi. Quant à nous, nous sommes bien conscients d'avoir vécu les expériences précitées, comme une première étape d'un long processus qui émerge de notre conscience encore marquée par de vieux modèles culturels apolitiques et même anti-politiques, tels l'élitisme, la méfiance de l'État, les a priori dogmatiques, la peur du risque collectif, le sécurisme dans des cadres tout faits. Avec d'autres, nous apprenons à miser d'abord sur nous-mêmes, sur nos solidarités réelles, sur nos propres dynamismes culturels. Nous entrons progressivement dans ces nouveaux modes de rationalité organisationnelle et technique. Et au bout de la ligne, nous avons le goût de plaider pour l'imagination créatrice. C'est elle qui ouvre de nouvelles avenues, rajeunit les vieux penchants et assure un dépassement incessant. Elle est autant une bougie d'allumage de la plupart des entreprises qu'un souffle vital d'engagement à long terme. Elle éveille l'esprit critique, suscite la recherche, donne vie à des solidarités latentes ou inchoatives ou invente des projets.

Nos sociétés modernes ont besoin de créateurs et d'organiseurs pour donner corps aux dynamismes latents présents en chacun des milieux. Les expériences de critique sociale, politique ou autre, sans ce ferment positif, feront toujours le jeu des minorités dominantes et installées, et accroîtront le fatalisme de ceux qui ont des luttes de libération et de promotion collectives à mener. Comment ne pas souhaiter autant de génie pour des objectifs humanitaires que pour des fins de profit ? Les retombées technologiques avec toutes leurs formes de pollution condamnent déjà une société qui n'a pas encore effectivement donné la première place à l'homme, qui remet sans cesse à plus tard la poursuite des objectifs humains les plus fondamentaux, comme ceux de rendre accessibles à tous les biens essentiels de la vie, les libertés fondamentales, la maîtrise de son destin, le dépassement culturel, la conscience vive de participer à plein à une grande aventure collective. Au fond, nous sommes interrogés sur notre foi en l'homme, en nous-mêmes et aux autres. Voilà où nous conduit l'intention démocratique sous-jacente aux praxis sociales évoquées plus haut. Aller au bout des vrais problèmes, des solidarités authentiques, des projets déjà en marche, des tâches du présent, c'est autrement plus exigeant et prometteur que les grands refus ou les nobles utopies du grand jour ou du grand soir. Et qui sait, si la protestation mondiale d'une jeunesse exaspérée, au-delà de sa critique radicale et nécessaire, ne comporte pas une recherche de praxis sociales et politiques semblables à celles qui commencent à s'exprimer dans les expériences les plus humbles de la base. J'ai vu des étudiants universitaires tout lâcher pour retourner dans leur milieu d'origine. Ils pressentent qu'une des premières tâches de l'heure, c'est de refaire le tissu humain de la quotidienneté, de récupérer l'homme, la culture première et les solidarités primaires. Recul en deçà de la révolution technologique ? Prospective de la société post-industrielle ? C'est pour le moins un indice que les grandes questions économiques ou politiques, urbaines ou autres reposent en définitive sur les rapports sociaux ³⁸.

³⁸ Nous laissons de côté des modes d'action radicale d'inspiration révolutionnaire. Un chapitre spécial y sera consacré.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

Quatrième partie

Nouvelles idéologies

Chapitre 1. L'idéologie (genèse, nature et fonctions)

Chapitre 2. Les axes d'idéologisation

1. La « civilisation du bonheur »
2. La contestation et la participation
3. L'identification
4. La libération
5. L'ordre
6. Le changement
7. L'innovation
8. Le développement
9. La révolution sociale
10. Mythes et frontières

[Retour à la table des matières](#)

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Quatrième partie : Nouvelles idéologies

Chapitre 1.

L'idéologie

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques années, il était du meilleur goût d'annoncer la mort des idéologies. Déjà au siècle dernier, un philosophe avait annoncé la mort de Dieu, et, tout récemment, on se devait d'annoncer la mort de l'homme... Mais il n'est pas aisé de se débarrasser des cadavres que l'on produit avec tant de démesure. Ils semblent étrangement renaître de leurs cendres. Voici qu'à nouveau, on se remet à parler d'une réminiscence des idéologies, de renouveau religieux et de renaissance de l'homme. Ce va-et-vient fait sourire ceux qui contemplent le tableau de si haut qu'ils ne perçoivent en lui que la morne répétition d'un mouvement pendulaire. Mais ceux qui sont brûlés au feu de ces contradictions savent bien que ce qui renaît des cendres n'est pas tout à fait le même qu'auparavant. Il faut à nouveau savoir découvrir... pour ressaisir l'omniprésence des idéologies après un temps où l'on avait fortidéologiquement annoncé leur disparition. Ces temps, suivis de contre-temps, ne sont pas des temps perdus : ils doivent nous permettre d'acquérir un peu plus de lucidité pour mieux transformer le monde. A. Birou, *Idéologies, sciences et pratiques sociales*, dans *Économie et Humanisme*, août 1970, p. 2.

Évolution des conceptions de l'idéologie

Au début du XIXe siècle, cette expression signifiait la « science des idées ». Elle appartenait surtout à l'univers philosophique ³⁹.

Mais très tôt, on en vint à identifier l'idéologie à des doctrines politico-philosophiques dans la foulée des penseurs de la Révolution française qui avaient déjà ouvert plusieurs avenues, par exemple, la souveraineté de la nation, le gouvernement par le peuple, le libéralisme, la mystique de l'État. Un écheveau complexe que les sciences de la nature, la révolution industrielle et l'urbanisation allaient rendre quasi-inextricable. On n'en finit plus de recomposer le casse-tête idéologique de ce XIXe siècle si important pour la compréhension du nôtre. En effet, il faudrait tenir compte aussi des courants de pensée de type collectiviste en Allemagne. Mais c'est davantage la naissance du socialisme qui marque un tournant dans la conception de l'idéologie. Une considération systématique du

³⁹ Napoléon 1er qualifia d'idéologues un groupe de philosophes (Destutt de Tracy, Cabanis, Daunou, Volnay) qui s'opposaient à lui. Le monarque, comme bien des tenants du pouvoir, s'appropriait le réel... le réalisme pour dénoncer ceux qui voulaient tout « régenter à partir des idées ». Un long débat allait se prolonger jusqu'aujourd'hui. Est-ce vrai que les idées mènent le monde ? Sont-elles plutôt des reflets plus ou moins déformants de la réalité ? Chez les uns, l'idéologie, comme système d'idées, de représentations, de croyances et de normes d'action d'un groupe déterminé, apparaît comme « la résultante dans les mentalités d'un complexe psycho-social, psycho-économique et psychopolitique... le produit social qui découle des conditions matérielles et techniques d'existence, de l'influence du milieu culturel, etc. ». Chez d'autres, l'idéologie est davantage un projet qui dépasse la situation présente tout en s'appuyant sur elle, et cela au nom d'une autre conception de l'homme et de la société. Elle devient, alors, un « instrument intellectuel pour légitimer un programme et un type d'action politique ». Chez d'autres, enfin, il n'y a d'idéologie qu'au moment où « le système de représentation » est considéré comme la vérité suprême. A. Birou, op. cit., p. 5. On anticipe déjà la complexité du débat même quand on ramène l'intention idéologique à une mise en forme systématique de faits, d'interprétations, de désirs, de praxis et de prévisions, vécus par un groupe donné dans telle société à un moment particulier de l'histoire.

Au bilan, ne pourrait-on pas dire que la « révolution culturelle » marque une relance du combat social et politique sur un plan idéologique ?

soubassement social apportait un premier ferment critique. Par exemple, le manifeste de 1848 disait : « Les idées dominantes d'une époque dont jamais été que les idées de la classe dominante. - » En ce sens, l'idéologie devient l'instrument de légitimation du groupe privilégié qui tient en main les superstructures ; elle incarne une sorte de mensonge politique qui permet de cacher les vrais rapports de production et de vie sociale, ou bien une « falsification consciente ou inconsciente de la situation réelle ».

Cette perspective réductrice de l'idéologie n'en comporte pas moins le germe des futures clarifications. Peu à peu on verra en elle un cadre de référence aux valeurs d'un groupe donné, d'où découle un ensemble de normes, d'objectifs et d'attentes (H. Lauth). Il y a en quelque sorte un double mouvement dans la constitution d'une idéologie, d'une part, l'expression particulière de conditions d'existence telles qu'elles sont vécues et perçues par un groupe et ses définisseurs ; d'autre part, le retour de ce discours sur ces mêmes réalités pour les ramasser dans une vision unifiée, pour les justifier ou les transformer dans un sens déterminé.

Quand le projet idéologique aboutit à un ordre transcendant en rupture ou en décalage profond avec les coordonnées objectives de la réalité vécue, on parlera d'utopie. Celle-ci, au sens de T. More, signifie « le pays de nulle part ». Certains assimilent toute idéologie à l'utopie conçue comme un système imaginaire, perfectionniste et irréalisable d'organisation sociale ⁴⁰. D'autres soulignent ici le

⁴⁰ Tandis que les utopies de la Renaissance étaient des royaumes du non-lieu actuel permettant de valoriser le temps intérieur et idéal, les utopies modernes sont plutôt des royaumes de non-temps actuel, rupture violente de l'histoire présente pour une projection instantanée dans un espace idéal. Dans cette perspective, les utopies récentes sont des idéologies. Mais contrairement à l'idéologie au sens courant, l'utopie manifeste un penser humain qui ne se résigne pas à comprendre ce qui est (lequel est trop contradictoire et peut-être incompréhensible). L'homme se dresse, se révolte au-dessus de son état actuel et affirme, dans cette protestation même et par la négation, que cette élévation et cette révolte appartiennent à l'être même de l'homme. Les utopies sont des idéologies qui veulent transcender l'être réalisé et qui, d'une certaine manière, en transformant la réalité historico-sociale, la réalisent. A. Birou, Signification du développement des idéologies, dans *Économie et Humanisme*, Août 1970, p. 11.

caractère dynamique et transformateur d'un modèle social idéal qui critique le présent et invite à construire l'avenir selon les règles et les fins qu'il esquisse. K. Mannheim, par exemple, laisse entendre que l'idéologie ne transforme la société qu'en passant par ce lieu obligé de l'utopie qui rompt avec l'ordre établi et mobilise toutes les forces vives vers la libération et la création.

On a mis du temps avant de se dégager des a priori sous-jacents aux conceptions précitées. La sociologie, sous son angle propre de vision, a tenté d'objectiver le phénomène et de le soustraire à certains postulats dogmatiques. Nous allons retenir une première définition, quitte à la nuancer par la suite dans la phase d'analyse de ses composantes :

« Un système d'idées et de jugements explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action de ce groupe ou de cette collectivité ⁴¹. »

Principales composantes

- Une tentative de *définition globale d'une situation* vécue, sentie et pensée. Il ne s'agit donc pas d'un pur système intellectuel bâti sur une seule dimension de la réalité. La démarche idéologique déborde celle de la science en assumant un vécu immédiat, en faisant appel à des jugements de valeur, en impliquant des attitudes et des options volontaristes.

- *Un système de représentations* qui expriment symboliquement les conditions réelles d'existence, telles qu'elles sont perçues dans l'actualité historique. L'idéologie offre un cadre de référence et d'identification aux membres d'une collectivité. Elle est aussi une source majeure de légitimation ou de justification. Elle dira, par exemple, pourquoi on est exploité, pourquoi on est supérieur, etc. L'idéologie des droits de l'homme dans ses fondements premiers nous

Mais à leurs limites, beaucoup de courants utopistes modernes, dans leur vouloir de rupture radicale et leur incapacité d'imaginer quelque projet versent dans un nihilisme stérile.

⁴¹ G. Rocher, Introduction à la sociologie générale, H.M.H., 1969, t. 3, p. 393. Nous nous inspirons surtout de cet auteur.

renvoie à la société bourgeoise individualiste du XIXe siècle. En ce sens, elle a servi d'autojustification pour le groupe libéral

- *Un état psychique fort* qui se traduit de façons diverses. Ce sera, par exemple, une angoisse flottante dans la conscience individuelle et collective, ou une attitude d'agressivité partagée et alimentée dans l'interaction des membres d'un groupe.

- *Une force de cohésion* qui dégage un Nous, susceptible de libérer et de canaliser des énergies latentes ou manifestes ; un Nous qui a valeur de solidarité pour les membres d'un groupe ou pour le groupe lui-même. « Les individus et les groupes prennent conscience d'eux-mêmes comme des tous et expriment cette conscience ; quand il s'agit du groupe, cette conscience s'appelle une idéologie. » (M. Rioux)

- *Une totalité vécue*. Nous sommes, ici, en face d'une sorte de phénomène social total ou d'un vécu collectif, non seulement donné ou conçu, mais aussi vécu. Mauss a fait ressortir l'aspect vivant de la démarche idéologique pour la distinguer de l'analyse scientifique qui peut observer des structures en les dégageant de leur temporalité. Dans le premier cas, les hommes prennent conscience d'eux-mêmes et de leur situation vis-à-vis d'autrui, dans un champ historique, dans une perspective particulière d'option et d'action. Lorsque le groupe correspond à une société globale, on parlera d'idéologie globale qui propose des buts et des moyens à l'ensemble de la collectivité.

- *Un cadre normatif* qui oriente les comportements et favorise une unanimité de représentation, de motivation et d'action. Par là, l'idéologie cherche à donner cohérence à la situation, en ajoutant un aspect volontariste au consentement naturel que suscite l'appartenance culturelle. En effet, la culture, comme ensemble des façons de penser, de vivre et d'agir d'une collectivité, prend ici une allure plus rationnelle, plus militante. L'idéologie en est le noyau dur. Celle-ci, cependant, ne se limite pas à proposer une cohérence logique interne ; mais elle se veut adaptation au réel dans ses coordonnées historiques. Au groupe qui la véhicule, l'idéologie présente des règles de conduite et une façon globale de dominer la vie sociale quotidienne. Elle indique aussi la place et le rôle d'un groupe dans la société.

- *Un instrument d'action* lié aux intérêts majeurs des individus et du groupe lui-même ; d'où cette *dynamique de projet* qui suscite ou oriente l'action et la vie communes. Sans cela, l'idéologie devient vite

un modèle de surplomb sans prise sur l'existence collective. On s'en désintéresse ou on la rejette, comme c'est le cas dans certains pays socialistes. Ici, chez plusieurs, l'idéologie n'a plus d'impact dans leur quotidienneté, dans leurs façons et leurs raisons de vivre, dans les coordonnées existentielles de la vie collective.

- *Une lecture du passé, une interprétation du présent, une perspective du futur* ; dès que l'idéologie perd cet enracinement historique, elle devient abstraite et souvent aliénante. On n'insistera jamais assez sur son caractère provisoire et fluide qui la différencie des systèmes rigides et fixistes de tout ordre. Souvent les idéologies sont formulées à travers un jeu constant d'interactions entre les contingences présentes et l'héritage du passé (R. Bendix). Nous ajouterions la dimension : utopie, dans le processus précité, parce qu'il y a toujours une part de projection ici. De plus, l'idéologie peut devenir, en ce cas, un modèle logique pour surmonter certaines contradictions.

- *Une vision du monde* au moins inchoative qui s'élabore à partir d'une explication de sa propre perception de la situation, de son expérience globale. On reconnaît ici la démarche inductive qui accède à la généralisation et à la rationalisation par le biais d'une interprétation à même les matériaux fournis dans l'expérience immédiate de l'individu ou du groupe. Il est donc faux de laisser entendre que l'idéologie, au sens propre du terme, relève d'a priori sans fondement dans la réalité. Elle s'immerge tellement dans le vécu que ses tenants ont peine à prendre une distance critique sur la vision souvent syncrétiste de leur situation.

- *Produit d'un groupe ou d'un appareil*. Chez certains sociologues, on considère l'idéologie comme le produit des « appareils » (H. Lefebvre). En effet, ce sont des institutions comme l'État, les Églises, les syndicats, les partis, qui façonnent les idéologies. D'où leur fonction instrumentale pour la cohésion interne et l'action externe. Dans cette perspective, on retient la dimension opérationnelle de l'idéologie en s'attachant davantage aux acteurs sociaux qu'aux grandes représentations historiques. D'autres insistent surtout sur le fait que derrière toute idéologie, il y a un groupe qui se situe par rapport à un autre groupe. Ainsi, les définisseurs dépendent en quelque sorte de leur *groupe d'appartenance* et de leur position dans la structure sociale. « Les groupes sociaux médiatisent les rapports entre les idéologies et l'infrastructure techno-économique. » Chez

beaucoup d'analystes, il y a accord sur le biais privilégié que représente l'idéologie pour l'étude de la société.

- *Un catalyseur de l'évolution sociale.* On connaît le schéma classique : *infrastructure, rapports sociaux, conscience, idéologies*, et l'inter-influence réciproque de ces quatre paliers dans tel ou tel contexte historique. L'étude des idéologies apparaît ici comme une voie royale pour saisir une société globale de l'intérieur, pour comprendre le lien entre la totalité vécue et la conscience qu'on en a. Par exemple, un système de production commande des types particuliers de rapports sociaux qui, à leur tour, déterminent les conditions objectives de classes sociales, de groupes d'intérêts ou de strates sociales. À ce découpage social correspondent divers contenus de conscience collective. Et en dernière analyse, les idéologies viennent expliciter les composantes et l'ensemble du processus selon la perception des groupes. Contrairement au schéma marxiste classique, beaucoup de sociologues ne pensent pas que l'idéologie se présente toujours comme un reflet déformé de la réalité. En effet, elle exprime souvent clairement ce que la conscience collective perçoit à l'état diffus ; elle est même un catalyseur essentiel au cœur des processus sociaux évoqués et de l'évolution sociale globale. L'étude des conflits idéologiques, par exemple, nous place au centre névralgique des tensions entre les groupes ou les classes, entre les diverses conceptions et praxis d'une société donnée.

Un bilan provisoire. En effet, le débat autour de la signification de l'idéologie se poursuit toujours. Nous ne prétendons pas apporter ici une conception exhaustive, malgré notre souci de confronter les diverses approches, de nuancer notre propre point de vue. Telle ou telle composante semblera trop tributaire d'une école ou l'autre ⁴². À chacun d'exercer son sens critique. D'ailleurs, les prochaines étapes vont éclairer cette première systématisation forcément inchoative.

⁴² Maîtriser l'idéologique, n'est-ce pas parachever le processus de reprise consciente par les hommes de leur devenir historique, processus, qui, comme il est normal, s'est développé d'abord au cœur de la réalité la plus massive, la plus déterminante aussi : celle de la production, de la vie matérielle ? Des événements récents montrent en tout cas que le mépris de l'idéologique trahit une attitude peu scientifique. O. Cecconi, Remarques sur les critères et les fonctions de l'idéologique, dans *Économie et Humanisme*, Août 1970, p. 31.

Classification

Nous pouvons considérer les idéologies en fonction du groupe, du pouvoir ou du contenu.

1. Ainsi parlera-t-on de l'idéologie des professions libérales, du nationalisme d'une société globale, du communisme international des prolétaires du monde.
2. Il y a l'idéologie de ceux qui ont le pouvoir, de ceux qui en sont aliénés, des aspirants, des lobbyistes.
3. Souvent l'idéologie se polarise autour de tendances soit conservatrices, soit réformistes, soit révolutionnaires.

Les modèles idéologiques privilégient telle ou telle dimension de la vie collective.

1. Modèles économico-politiques, comme le capitalisme, le socialisme ou le développementisme.
2. Modèles culturels, comme le classicisme, le romantisme, la civilisation du bonheur ou le psychédélisme.
3. Modèles religieux ou a-religieux, comme le monachisme, le jansénisme ou l'athéisme.
4. Modèles sociaux, comme le fonctionnalisme et les structuralismes.
5. Modèles psychologiques, comme le conservatisme et le progressisme.
6. Modèles philosophiques, comme l'existentialisme ou le personnalisme.
7. Modèles psycho-sociologiques, comme ceux de Riesman (tradition-directed, inner-directed, other-directed) ou comme ceux de Rioux (conservation, rattrapage, participation).

Fonctions ou dysfonctions manifestes ou latentes

- C'est un *phénomène stratégique* pour comprendre de l'intérieur une réalité sociale, un contexte historique, une expérience collective. On Peut étudier le Québec francophone en analysant l'idéologie nationaliste qui a servi d'axe d'intégration de cette communauté.

- C'est aussi un *phénomène polyvalent*. Par exemple, telle ou telle idéologie prendra un visage différent aux yeux de l'anthropologue, du sociologue, de l'historien, du psychologue, du théologien, du politicologue ou du philosophe.

- Souvent l'idéologie *simplifie les choses* en durcissant les processus sélectifs d'interprétation. Ses tenants biaisent les faits lorsqu'ils les ramènent à leur cadre étroit de référence. À la limite, on en vient aux formules stéréotypées : « *Yankee go home* », « Vive le Québec libre ».

- L'idéologie peut devenir un *lieu de création, de cristallisation ou d'expression de valeurs dans un contexte neuf d'existence*, de règles différentes du jeu, d'une transformation de l'organisation sociale ou des structures de pouvoir. En l'occurrence, elle touche aux fins et aux moyens en cours ou possibles, au monde des aspirations anciennes ou nouvelles. Elle se situe très souvent en fonction du changement, soit pour le refuser, soit pour l'assumer ou l'orienter, soit pour le susciter ou le précipiter.

- Elle *divise autant qu'elle unit*, parce qu'elle accentue les traits distinctifs ou même oppositionnels des diverses familles spirituelles.

- Elle peut être à la fois *cause et reflet d'une situation sociale*. Elle relie les conditions d'existence et les représentations qu'on s'en fait. Nous connaissons tous le débat suscité particulièrement par Marx ⁴³.

⁴³ Georges Gurvitch prétend trouver treize acceptions différentes de l'idéologie chez Marx. Celui-ci nous semble garder une cohérence fondamentale dans sa conception de l'idéologie. Il affirme d'abord que « dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement donné des forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées » . (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique.) Voilà le premier déterminant. Marx n'exclut pas le retour réflexif et actif de la conscience marquée par les changements de l'infrastructure. c L'homme est, à la différence des abeilles, comme un architecte capable de projeter en avant son véritable édifice social. » Dans Le Capital, il anticipe le jour où se manifestera dans la vie sociale l'œuvre d'hommes librement associés et maîtres de leur propre mouvement social (1,

Pour les uns, l'idéologie se ramène aux superstructures religieuses, politiques, philosophiques, juridiques ou autres ; d'où sa signification première de domination, d'aliénation, de conservatisme. Une sorte de fausse conscience de la réalité, bien différente de la conscience objective de classe et des véritables rapports de force. Ainsi, peut-elle fournir au groupe dominant une rationalisation qui cache les dimensions réelles de la vie collective. Chez d'autres, l'idéologie sera conçue comme l'attribut critiquable du système antagoniste, surtout des groupes de gauche.

- Parfois, de façon latente, elle *servira de substitut* pour remplacer une religion, une mythologie, une philosophie ou même un système scientifique. Ou bien, lorsque les groupes dominés et les groupes dominants sont convaincus que l'idéologie prévalente dans leur société n'en est pas une, mais est plutôt une vérité définitive, les pouvoirs en place sont assurés de contrôler ou même d'étouffer les efforts de changement et la mise en cause de situations réelles.

- Les idéologies s'inscrivent souvent dans *l'évolution sociale pour la harnacher, pour la contrecarrer ou pour la devancer*. Elles en découlent tout en la modelant. Elles révèlent les conflits des sous-groupes qui luttent pour faire accepter à la majorité leur théorie de la société et ultimement, pour diriger cette société (M. Rioux). Dans une autre perspective, les idéologies peuvent servir à combler les indéterminations de la structure sociale. Par là, elles deviennent partie prenante aux mécanismes sociaux (F. Dumont). Ici se dessine une double tendance dans la conception de l'idéologie, à savoir une composante de la structure sociale ou une superstructure au-dessus des rapports sociaux réels.

1, 4 p. 614, Ed.Pléiade). Engels, plus tard, parlera de l'action réciproque entre la base et les superstructures. Mais, chez Marx, la praxis révolutionnaire est à la fois conscience des rapports réels et résultat d'une juste pratique sociale. Évidemment, il n'existe pas, selon lui, de pensée indépendante de cette praxis. D'où son soupçon devant les philosophes. Il dira que c'est l'action qui résout « la querelle entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, entre l'existence et l'essence, entre la liberté et la nécessité ». l'idéologie reflète les conditions d'existence telles qu'exprimées par Marx ; mais, à ses yeux, elle le fait en biaisant ou en voilant les bases empiriques et leurs vrais rapports avec l'action et la conscience sociales. Voir M. Lefebvre, *Sociologie de Marx*, chapitre III, P.U.F., 1966.

- *Certains ont cru à la fin des idéologies dans la société postindustrielle, bureaucratique et technocratique* ⁴⁴. Or, au contraire, elles se sont multipliées et diffusées dans le monde entier. Elles suscitent de grandes entreprises collectives et interviennent

⁴⁴ Il faut signaler ici un type important de dénonciation de l'idéologie : celui de certains penseurs de la technocratie (L. Armand, J.J. Servan-Schreiber, D. Bell, etc.).

Ces technocrates voient l'idéologie comme un « résidu négatif d'une mentalité politique qui ignore ou méconnaît la nature technique et économique des véritables problèmes, dont elle retarde la prise de conscience et empêche l'analyse scientifique ». Le test de vérité du réalisme politique se trouverait dans la maîtrise logique de l'évolution économique actuelle. Pour briser la sphère idéologique où se nouent les querelles sociales, raciales, culturelles, nationalistes et religieuses, particulièrement chez les sous-développés, il faut mettre en place les mécanismes et les structures exigés par la rationalité technique et la croissance économique. Selon J.J. Servan-Schreiber, le primat de la politique au sens idéologique serait l'indicateur premier du sous-développement, alors que le primat économique marquerait principalement le développement de la civilisation. En deçà de l'idéologie implicite impliquée ici, il y a une méconnaissance de changement profond de rapports sociaux au cœur du processus technico-économique qui retient l'attention de ces auteurs. La révolution scientifique déborde la révolution industrielle. « La science devenant non plus seulement de façon indirecte, mais de façon directe une force productive dominante, le rôle du travail et même du capital se trouve subordonné aux développements des inventions scientifiques non seulement dans le domaine des sciences de la nature, mais aussi dans celui des sciences humaines : la crise de l'université est liée en partie à cette transformation de son rôle. » (P. Lantz, Bons et mauvais usages de l'idéologie, dans *Économie et Humanisme*, Août 1970, p. 40.) Sur un plan plus large, Touraine remarque que les conflits opposent moins le capitalisme au travail que les appareils de décision économique et politique à ceux qui sont soumis à une participation dépendante. D'où le caractère global « social et culturel plus encore qu'économique de la contestation du système chez beaucoup de ceux qui sont au cœur des phénomènes de pointe. » La lutte sociale prend donc corps davantage dans certains milieux privilégiés, soit au nom de valeurs privées et personnalistes opposées au conditionnement déterministe et monolithique de la société technico-bureaucratique de consommation (H. Marcuse), soit au nom d'une philosophie sociale qui remet en cause les liens étroits des intérêts d'une classe dominante avec la croissance économique, et partant les refus systématiques de considérer les impératifs de libertés collectives et d'équipements communautaires. Ainsi cette idéologie technocratique implicite empêcherait toute évaluation de ce qu'on produit ou consomme, de l'échelle de valeurs imposée, des vrais besoins et aspirations, et surtout de l'implication sociétale et politique de la majorité des citoyens.

radicalement dans le cours de l'histoire. Notons toutefois que certaines d'entre elles naissent et meurent sans exercer beaucoup d'influence. Par ailleurs, la plupart deviennent plus fluides et se transforment rapidement. Au lieu de systèmes globaux très structurés, on devrait parler de plus en plus de réseaux partiels de signification et de représentation, soumis à des dispositifs de critique permanente. Du moins, c'est la tendance actuelle même dans les phénomènes politiques d'extrême droite ou d'extrême gauche.

- La sociologie récente s'est intéressée particulièrement aux acteurs sociaux et aux définisseurs de situations, dans des cadres d'analyse assez rigides (ceux du marxisme, du fonctionnalisme, de l'actionnalisme, par exemple). *Les révolutions culturelles font apparaître des phénomènes nouveaux.* On refuse qu'un groupe ou des individus se fassent les porte-parole de tout le monde. Il serait donc faux de réduire le processus à un changement de définisseurs. Non seulement ceux-ci sont plus nombreux, mais ils deviennent de plus en plus limités dans leur influence. Les héros, les figures d'identification collective, les leaders charismatiques ou autres passent aussi vite que la mode. On a même, de la difficulté à identifier les ennemis à abattre. La révolte des étudiants qui « mettent la hache dans les ordinateurs », exprime cette perplexité. Le rejet des points de repère des codes et traditions du passé ne s'accompagne pas de nouvelles représentations. Il n'y a plus de grands signes mobilisateurs ou de règles du jeu susceptibles de susciter un minimum de consentement collectif. Certains ont même développé une conscience très vive de l'inanité des participations ou des contestations par rapport à un contenu et des mécanismes sociaux de plus en plus inaccessibles. Plus profondément et plus largement répandu, nous apparaît le désarroi de ceux qui ne comprennent même plus les signes quotidiens de la société actuelle. Ceux-ci se sont multipliés tout en laissant place à une grande plasticité d'interprétation. La crise du langage nous en avertit. Combien de personnes ont peine à lire les journaux. « Il y a trop de mots nouveaux. » Souvent la langue publicitaire est la seule à passer la rampe. D'où son utilisation dans les débats politiques et même dans la transmission des messages religieux.

- Au bout du processus, plusieurs analystes se demandent s'il ne faut pas retourner purement et simplement à la *quotidienneté* dans toute son ampleur, privée ou publique, spontanée ou « sophistiquée ». Il semble, par exemple, que la plupart n'ont plus de « philosophie de la vie » au sens familier du terme. Ils se raccrochent à telles ou telles

valeurs, à tels ou tels signes sans pouvoir imaginer « le portrait de l'ensemble de leur situation ». Des réseaux partiels de signification commencent à peine à prendre corps. Mais nous demeurons persuadé que l'intention idéologique reste toujours présente. En effet, en dépit des perplexités présentes, chacun de nous cherche à assumer son expérience globale dans tous ses rapports avec l'ensemble du milieu. Même si de nouveaux modèles apparaissent, ils auront un impact dans la mesure de leur correspondance avec les praxis quotidiennes. C'est là une signification importante du tournant historique des révolutions culturelles où les hommes acceptent de moins en moins les modèles a priori de surplomb. Les révolutions antécédentes ont cherché la réappropriation de la nature par l'homme. Celles du présent visent une récupération de l'expérience humaine en situation, par-delà tous les systèmes et toutes les formes d'institutionnalisation ; désormais, on conçoit l'expérience quotidienne comme la mesure première des entreprises et des projets collectifs. Les tentatives actuelles de redéfinition du bonheur marquent bien cette volonté de ne pas vivre sa vie par procuration ou dans l'enchaînement des conditionnements anciens ou nouveaux, ceux de l'id ou du sur-moi, ceux des traditions ou des politiques officielles. Évidemment, c'est avec une conscience toujours plus vive des aliénations les plus subtiles qu'on cherche désespérément cette libération. En ce sens, toute idéologie étiquetée sera objet de suspicion. D'où le difficile cheminement idéologique qui ne saurait se passer d'explicitation. Tout au plus celle-ci prendra une signification davantage provisoire et très relativisée. Voilà un phénomène de pointe dont personne ne peut garantir l'avenir ⁴⁵.

-
- ⁴⁵ Apter, D., *Ideology and Discontent*, The Free Press, 1964.
 Bell, D., *The End of Ideology*, Glencoe, 1960.
 Bendix, R., *Work and authority in Industry : ideologies of Management in the Course of Industrialisation*, Harper and Row, 1956.
 Birnbaum, N., *The Sociological Study of Ideology*, Oxford, 1961.
 Fogarty, M., *The Rooting of Ideologies*, in *Social Compass III* (1961) pp. 114-125.
 Hersch, J., *Idéologies et Réalité, essai d'orientation politique*, Plon, 1956.
 Kahn, Paul, *Idéologie et sociologie de la connaissance*, *L'Année sociologique*, 1949-1950, 202-229.
 Kahn, Paul, *Idéologie et sociologie de la connaissance dans L'œuvre de Karl Mannheim*, *Cahiers internationaux de sociologie*, 8, 1950, 147-178.
 Mannheim, K., *Idéologie et utopie*, Paris, Rivière, 1956.
 Meynaud, J., *Destin des idéologies*, Lausanne, 1961.
 Rocher, G., *Sociologie générale*, H.M.H., 1969, t. 3, pp. 393-406.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies
Quatrième partie : Nouvelles idéologies

Chapitre 2.

Les axes d'idéologisation

A. LA CIVILISATION DU BONHEUR

[Retour à la table des matières](#)

Les hommes ont toujours cherché le bonheur, mais ils ne l'ont pas vécu et défini de la même façon. C'est ici qu'intervient l'intention idéologique qui tente de donner cohérence à ce qu'on juge important pour être heureux. Une telle projection est conditionnée par un champ historique déterminé avec ses propres incidences culturelles, politiques, économiques, religieuses ou autres. Par ailleurs, il semble que l'expression : civilisation du bonheur, dépasse cette perspective générale, applicable à toutes les sociétés. En effet, pour la première fois peut-être, l'individu peut prendre ses distances sur le groupe, sur

Waxman, C., The End of Ideology Debate, Funk, New York, 1969. Un vaste dossier des contributions autour de ce thème. Il suffit de nommer les principaux collaborateurs de l'ouvrage pour en mesurer l'intérêt. R. Aron, D. Bell, H.D. Aiken, W. Delany, L.S. Feuer, R. Haber, M. Harrington, D.C. Hodges, I.L. Horowitz, S. Kelman, I. Kristol, K. Krogh, J. La Palombara, S.M. Lipset, Y. Mannheim, M. Novak, R. Ries, E. Shils, C. Wright Mills, D. Wrong. Idéologies, sciences et pratiques sociales en Economie et Humanisme, Août, 1970.

les normes et les lois et poursuivre des objectifs accordés à la libre disposition de sa vie. Le principe de réalité ne l'emporterait plus irrémédiablement sur le principe de plaisir. On prend donc le contre-pied de Freud pour rejoindre les mythes de la vie heureuse qui sont réapparus tout au long de l'histoire ⁴⁶, d'Épicure à Marcuse en passant par Rousseau. Présentement, nous constatons une reprise, sous des modalités particulières, de cette idéologie du bonheur fondamental envers et contre toutes les contraintes anciennes et nouvelles. Nous croyons même que c'est la tendance la plus diffusée dans la plupart des couches de la population. Mentionnons en même temps le contre-courant paradoxal d'une civilisation qui accorde encore la première place au travail, à la technique, au rendement. Il y a peut-être ici un des principaux clivages idéologiques où s'affrontent les contemporains entre eux et en eux-mêmes.

Voyons les choses de plus près. D'abord les expressions les plus courantes de ce fort état psychique :

- « Je veux vivre, aller au bout de moi-même. »
- « Laissez-moi donc juger de ce qui m'aide à vivre. »
- « Je veux expérimenter ce que je puis faire par moi-même sans la religion ou quelque'autre béquille. »
- « Faire l'amour et non la guerre. »
- « Il n'existe que le bonheur de la minute présente... c'est le seul instant de vérité. »
- « Je suis las de nommer les choses, je veux les vivre. »

Derrière ces affirmations spontanées, il y a tout un monde de perceptions de la réalité contemporaine.

⁴⁶ J. Duvignaud, Pour entrer dans le XXe siècle, Paris, Grasset, 1960. H. Marcuse, Eros et civilisation, Paris, Minuit, 1963.
 N. Brown, Eros et Thanatos, Paris, Julliard, 1960.
 A. Watts, Nature, Man and Woman, trad. Amour et connaissance, (P.H. Gonthier), Paris, Gonthier, 1966.
 J. Levy, La nature de l'homme selon le Vedanta, Paris, Denoël, 1960.
 J.-C. Dussault, Pour une civilisation du plaisir, Montréal, Ed. du Jour, 1968.

1 - Rejet des contraintes et affirmation de soi

Non seulement le refus des contraintes anciennes et des déterminismes naturels, mais aussi le rejet des formes nouvelles et autrement plus subtiles de conditionnement et de répression. La science vulgarisée a convaincu le savant comme l'homme de la rue des menaces inouïes qui pèsent sur leur liberté. Ce n'est pas moi qui pense, agis ou vis, c'est mon hérédité ou mon éducation, ce sont mes appartenances culturelles, mon milieu sociologique. Je suis conditionné de toutes parts soit par l'opinion publique, soit par le contexte politique, soit par des structures mentales invisibles. « Je suis une passion inutile, une liberté illusoire. ». D'où cette réaction violente qui affirme le contraire en termes d'actualisation de soi, d'élan vital, de plaisir immédiat à tout prix. ⁴⁷.

2 - Dépassement de la contestation

Les hommes contemporains, du moins beaucoup d'entre eux, sont las des luttes et des contestations qui ont marqué les révolutions des derniers siècles. Les idéologues de la lutte des classes, de la contestation, de la révolution culturelle, auraient accentué le goût de la mort (Thanatos) au détriment du goût de la vie (Eros). Nos prédécesseurs se seraient trop complus dans les ornières de la contradiction, du désespoir existentialiste, de la lutte socialiste, de l'agressivité capitaliste. Les guerres des hommes reproduisent bêtement la loi de la jungle. Le libéralisme économique et politique marque le sommet de cette dialectique sauvage entre le fort et le faible. La réaction marxiste tente de libérer l'homme, mais recrée une autre machine d'oppression. La révolution freudienne désaliène des refoulements psychologiques sans toucher à des conditions économiques, sociopolitiques ou culturelles toujours plus tyranniques.

⁴⁷ « Toute nouvelle technologie diminue l'interaction des sens et la conscience, et plus précisément dans le domaine des innovations où se produit une sorte d'identification du sujet et de l'objet. ». M. McLuhan, *La galaxie de Gutenberg*, Montréal, H.M.H., 1967, p. 397.

Le constat de ces échecs en amène plusieurs à chercher sans détour et sans complication leur part de bonheur en ce monde ⁴⁸.

3 - Le bonheur « relaxé »

La diffusion des connaissances a contribué à relativiser les systèmes d'explication, en révélant les discordances, les solutions contradictoires, les options diverses et possibles. Comment ne pas être *sceptique devant les prétentions universalistes des différents modèles philosophiques, religieux, politiques ou autres ?* Les mêmes mots véhiculent les contenus les plus incohérents entre eux. Que met-on sous l'étiquette : socialisme, structuralisme, développement, révolution ? « Vivre d'abord, philosopher ensuite. ». Certaines enquêtes récentes ont montré l'allergie croissante de nombreux jeunes devant tous les systèmes qu'on leur présente. Il y a ici une analogie possible avec les attitudes de l'homme urbain. En effet, celui-ci développe des mécanismes de défense, des tampons de sécurité, qui neutralisent les innombrables stimuli de la technopolis. Mais il n'est pas au bout de ses peines. Cette vigilance constante crée chez lui une angoisse insurmontable. Des études en psychologie expérimentale nous offrent un point de repère précieux. Voici deux singes soumis pendant plusieurs heures à des chocs électriques mineurs. Le premier a en main un dispositif de neutralisation du courant, l'autre n'a rien. Toujours aux aguets pour contrer la stimulation, le premier développe des ulcères d'estomac. Le second cède de plus en plus à la fatigue et à la passivité sans présenter de troubles psychiques graves. Voilà peut-être une parabole de la civilisation du bonheur. *Devant l'afflux des connaissances, des informations, des slogans publicitaires, des gadgets et produits de toutes sortes, des stimuli les plus variés et de plus en plus forts, certains ne réagissent plus. Ils se laissent vivre. Ils ne luttent plus. Ils veulent dépasser la psychologie du défi, du dépassement ou de la crise. Le divan psychanalytique, dans une certaine mesure, devient un refuge pour une libération spontanée des tyrannies comme des dynamismes latents. Évidemment, l'expérience*

⁴⁸ C'est peut-être dans l'univers de la chanson diffusée sur toutes les ondes quotidiennement que la civilisation heureuse recrute ses principaux prédicateurs ! Écoutons-en un écho : « C'est le début d'un temps nouveau. Les femmes font l'amour librement. Les hommes ne travaillent presque plus. Le bonheur est la seule vertu. »

se charge de désillusionner les consommateurs de psychanalyse, de techniques de « relaxation » ou d'évasion psychédélique.

4 - Représentation déguisée de la consommation

D'autres se demandent si la civilisation du bonheur n'est pas une représentation déguisée ou fardée de la société de consommation. *Le mythe de l'opulence viendrait faire croire au plaisir toujours à la portée de la main.* Tous les biens sont offerts à tout le monde par la publicité dans les techniques de diffusion. On réduirait ainsi la vie à un ensemble de besoins à satisfaire. L'économiste Galbraith, dans *The New Industrial State*, sur les bases même de la science économique, pousse cette critique à des limites insoupçonnées. Il dénonce le mythe du consommateur-roi. En effet, c'est plutôt les grandes corporations qui créent le marché et l'ensemble des règles du jeu. Elles échappent au contrôle de la plupart des secteurs impliqués, celui de l'État, celui des actionnaires, celui des ouvriers, enfin celui des consommateurs. Elles se chargent même des épargnes pour le réinvestissement. Ce qu'elles exigent du citoyen, c'est une consommation maximale et aveugle. Elles maintiennent les ressources moyennes des individus à un niveau légèrement inférieur au prix des biens offerts, de telle sorte que la plupart des consommateurs ne vivent que pour rattraper les produits prestigieux presque à la portée de la main. Ainsi le « consommateur consommé » adopte naturellement tous les modèles proposés ou imposés. Cette politique comporte une agression subtile, mais très efficace. Elle sacrifie des besoins essentiels en équipement collectif, parce qu'ils sont moins rentables pour l'industrie privée. Pensons au logement, à la santé, aux aspirations culturelles, à l'éducation, à l'aménagement humain des villes. Cette société marchande utilise à ses fins de profit les valeurs les plus nobles et leur fait perdre leur qualité de fins à atteindre pour elles-mêmes. L'imposture atteint son sommet, quand on considère que ces intérêts privés s'appuient de plus en plus sur les ressources publiques et les commandes de l'État.

L'enquête Tremblay-Fortin* sur le comportement des familles québécoises laisse entendre le nivellement culturel de l'ensemble de la

* Marc-Adéland Tremblay et Gérald Fortin, avec la collaboration de Marc Laplante, 1965. Les comportements économiques des familles salariées du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la

population qui partagerait fondamentalement une échelle commune de valeurs, celle du circuit aveugle de production et de consommation. D'où la difficulté d'une distance critique sur ce qu'on produit ou consomme. Les uns et les autres en viennent même à une incapacité radicale d'établir des priorités, de critiquer leur échelle de valeurs. Comme le soulignait Marx, c'est là le fétichisme maximal de la marchandise non seulement détachée de la personne, mais aussi idolâtrée au point de résorber toute dimension humaine. Des gens pourront définir le bonheur en fonction des gadgets prestigieux qu'ils ont ou n'ont pas. Le processus va si loin, que plusieurs deviennent totalement dépendants de la poursuite des objets de consommation qu'il faut se procurer. Us travailleront très fort et même s'endetteront pour avoir le même mobilier que celui du voisin ou des amis. C'est avec surprise qu'on note parfois des réflexes quotidiens de ce de nos genre, même chez ceux qui contestent la société. Certains révolutionnaires affectionnent étrangement leur Mustang. Le goût du nouveau ou l'envoûtement de la toute dernière mode cachent, derrière une originalité superficielle, un conformisme évident, comme le souligne Riesman dans ses dernières oeuvres. *Petit bonheur préfabriqué de classes moyennes où l'on rêve de certains modèles stéréotypés !* On a dit, à la suite de l'assassinat de John Kennedy, que l'Amérique voyait s'effondrer son image centrale de bonheur : un homme beau, riche, instruit, avec une belle femme et de beaux enfants, dans une maison spacieuse, en ajoutant une reconnaissance sociale automatique et certains traits exotiques de vacancier. Telles sont les principales voies du self-accomplishment et du bonheur parfait.

Les tenants de la civilisation du bonheur *dissimulent la misère* comme on embaume un mort... la misère des autres et surtout la leur. Ils s'interrogent difficilement, non seulement sur les échecs, mais aussi sur les conséquences des privilèges réclamés. En effet, d'autres doivent payer la note. En défendant leur liberté absolue de vivre et de jouir à leur guise, certains jeunes refusent de considérer les sueurs des autres citoyens qui leur procurent à coup d'énormes sacrifices la possibilité de tout expérimenter dans un désengagement irresponsable. Leurs vues révolutionnaires du bonheur deviennent un luxe dans la réalité, une réalité brutale qui appelle pourtant de terribles

famille canadienne-française d'aujourd'hui. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964, 405 pp. Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.

responsabilités collectives pour assurer les biens essentiels à tous et libérer les laissés pour compte. Sur ce plan, la *civilisation du bonheur dépolitise* même ceux qui n'ont d'autres recours que la lutte parfois violente. Mais non, toute l'attention se porte sur tel ou tel bien prestigieux qui paraît à la portée de la main. Les fruits d'une technologie avancée deviennent des gadgets dans la quotidienneté. Ils sont au service de plaisirs convenus et conventionnels. Le modeste ouvrier qui mobilise toutes ses énergies pour payer son auto de l'année, ne pense pas à critiquer l'échelle de valeurs de la société, des budgets publics et privés ; ses luttes syndicales s'arrêtent à des revendications sans contenu humaniste ou politique. Il a tout simplement épousé les vues du système social et de ses lois aveugles.

5. *Immédiatisme psychique et contre-idéologie*

L'univers bureaucratique et technologique de la cité moderne réduit de plus en plus les aires de spontanéité. D'où cette recherche fiévreuse, dans des temps et des espaces réduits, de sensations fortes. Ce n'est pas sans raison que *la révolution sexuelle occupe ici une place centrale*⁴⁹. Avec Épicure, on dira que le « plaisir est le commencement et la fin de la vie heureuse. » Le pan-sexualisme n'a pas été inventé par Freud ; il est plutôt le fruit d'une civilisation qui, malgré de terribles menaces, permet *la première libération historique du corps*. Éros peut mettre désormais son empreinte sur toutes les dimensions de la vie sans ce sentiment de culpabilité dont parle Freud. C'est par lui que les hommes vont restaurer la fête et communier à nouveau avec la nature. Certains observateurs ont remarqué une résurgence de vieux modèles culturels, un retour au primitivisme, à la tribalisation. On récupère les symboles des vieilles civilisations. On redécouvre les sages d'autrefois. « Épicure rencontre l'enseignement du Bouddha, l'un et l'autre ayant fait de la peur l'explication fondamentale de l'asservissement des hommes » (G. Dussault). Avec eux, on apprend à dépasser le refoulement du désir. La méditation

⁴⁹ « Seul le plaisir appelle les êtres à la vie, après les avoir produits. C'est encore soutenu par le plaisir que le petit être naissant sort peu à peu de sa coquille pour s'aventurer dans le monde extérieur... Le plaisir est le grand éducateur, car il n'y a pas sans lui d'éducation véritable... Seul le corps n'est pas illusoire, parce que lui seul est plaisir. La sexualité étant devenue, à l'âge adulte, la principale soupape par laquelle la volupté accède à la conscience, en arrive finalement à résumer tous les plaisirs. » G. Dussault, op. cit., pp. 25-29.

transcendantale vient aiguïser les sens. Le recours à l'anthropologie comme à la psychanalyse renvoie au fondamental, à la volupté première libérée, au rêve qui devient réalité. Dans la « société pacifiée » de Marcuse, la vie se fait jeu spontané, le plaisir se dégage comme la seule fin importante de toute l'activité humaine. L'ethnographie nous révélerait même l'existence de sociétés qui auraient connu cet état paradisiaque par delà le vieux mythe biblique. L'art Zen porte à un sommet la communion de l'homme et de son oeuvre, le lien entre désir et réalisation. Retour aussi à l'innocence et à la spontanéité de l'enfance. Telle l'image du fœtus dans un mouvement global et privilégié du Yoga.

Ici, la civilisation du bonheur se veut contre-idéologie. L'homme se serait aliéné dans les diverses significations qu'il a données au monde, à sa vie, à son destin. « L'homme heureux » ne cherche pas de sens, encore moins de normes. Il accepte de partir du vécu, en refusant tout absolu, tout a priori, toute finalité. Les systèmes sont des projections d'actes réprimés et refoulés sur le plan individuel, projections de peur et d'insatisfaction. On se blinde, on s'emmure, on s'étouffe dans des idéologies. Seuls les jeunes qui ont balancé les règles collectives et les régimes politiques, préparent la victoire de l'Éros humain et permettent d'éviter l'auto-destruction d'une société moderne emportée par une agressivité déchaînée. Si le hippie se drogue, c'est pour échapper à cette sauvagerie et se retrouver lui-même en mettant artificiellement entre parenthèses la civilisation actuelle. Ce qu'on appelle la culture, constitue un moule, une matrice, une pression morale, un chantage social, une oppression collective à l'encontre de la libre expression de la vie individuelle. Mieux que tout autre, Confucius a compris cette aspiration : « L'homme supérieur va dans la vie sans aucune idée préconçue d'agir de telle ou telle façon et sans aucun tabou. A chaque instant il décide de ce qu'il convient de faire. » En langage moderne, on parlera du sur-moi avec ses modèles de surplomb, ses idées préconçues, ses tabous et ses interdits. Il faut donc vaincre la conscience morale toujours malheureuse qui s'alimente à cette source.

Évidemment, nous poussons à la limite cette tendance. Mais comment nier sa diffusion à des degrés divers, chez beaucoup de nos contemporains, de gens de nos milieux d'appartenance.

6 - Une eschatologie

La civilisation heureuse de la société pacifiée veut se bâtir sous le signe de la transparence, de la réconciliation, de la correspondance entre :

- instinct et liberté
- nature et culture
- individu et société
- gouvernement et peuple.

C'est en ces termes qu'on envisage une société et un homme nouveaux. Le mythe du paradis perdu a resurgi constamment au cours de l'histoire. Plus près de nous, le XVIII^e siècle avec Rousseau a connu ces rêves traduits dans une idéologie semblable à celle que nous venons de décrire. Nous devrions en dire autant du romantisme et de la philosophie des lumières au XIX^e siècle, et même des nationalismes ethnocentriques du début du XX^e. Dans certains groupes contemporains, cette eschatologie prend un sens militant et révolutionnaire. Elle devient l'objectif premier et dernier. Le Che dira que la révolution sociale et politique ne servira à rien, si on ne change pas l'homme. Duvignaud ajoute, à son tour, que nous n'avons encore forgé aucun concept, aucune utopie, aucun rêve convenable pour le monde du XX^e siècle. L'homme moderne ressemble au paysan qui cultive un sol ingrat, tout en ignorant les richesses d'or et de diamant du sous-sol de sa terre. La première fortune à retrouver, c'est le retour à Éros, le retour à soi (un peu à la façon préconisée par le Zen), le retour à une communion où il n'y a plus de discontinuité entre l'ego singulier, la communauté amicale et fraternelle et la totalité des êtres et des choses. N'y a-t-il pas un peu de cela dans les vieilles mythologies, le premier rêve judéo-chrétien, le paradis communiste ? « La renaissance d'Éros marquerait aussi la fin du temps historique, c'est-à-dire d'une structure mentale où le présent est constamment vidé de son contenu » (pour retrouver) cet état global qui béatifie le présent, réconcilie l'homme avec la nature et le décharge des sentiments de culpabilité qui le porte à rechercher la mort. (G. Dussault, op. cit., 117)

Or, s'il est une tâche politique, c'est celle d'adapter les normes sociales « aux nouvelles possibilités de liberté et de plaisir, en vue de la formulation d'une culture qui serait non-répressive ». Marcuse voit ici le passage obligé d'une période anarchico-révolutionnaire, pour détruire tout le système unidimensionnel qui atteint son paroxysme dans les sociétés technologiques avancées. Mais ce processus n'est que provisoire, puisqu'il vise les quatre réconciliations précitées.

7 - Une religion camouflée ?

L'expérience heureuse à sa limite devient en quelque sorte une nouvelle religion qu'on veut libre de tout a priori, de tout système, de toute autorité, de toute norme morale pré-fabriquée. Cela n'écarte pas l'importance d'une symbolique ouverte aux impondérables humains, au mystère de l'homme qui échappe à tous les concepts. La civilisation du bonheur s'ouvre sur un horizon sans frontière, illimité. On connaît la neuve mythologie psychédélique, le caractère insolite de « l'art libéré », la reprise paradoxale des rites astrologiques, l'attrait pour la science-fiction ⁵⁰. C'est, par exemple, d'un milieu technologique très

⁵⁰ Les nouvelles « colonies » de jeunes représentent un phénomène de pointe dans la redéfinition du bonheur. Voici quelques traits marquants de ces jeunes :

- Des nomades d'un monde sans frontières qui, tantôt campent dans la cité, tantôt prennent la route du nowhere pour retrouver une communion avec la nature, la vie toute nue. Liberté absolue dans le temps et dans l'espace ! Destination inconnue.
- Des hommes du présent et de l'immédiat, ignorants du passé et peu soucieux de l'avenir, extrêmement attentifs à leur propre vie, désireux de se débarrasser des aliénations de l'univers « réifié » des producteurs, des consommateurs, des planificateurs.
- Des voyageurs du dedans à la recherche du centre d'eux-mêmes, par-delà toutes les dichotomies : bien-mal, capitalisme-socialisme, droite-gauche, droits-devoirs. Ils cherchent le centre de la vie, de la ville, de la nature, de l'existence commune. De là, ils veulent aller au bout de leurs sens et de leur esprit en se libérant de tous les liens mêmes biologiques.
- Des hommes paradoxalement seuls au milieu de cette nouvelle « commune ». Ils partagent de façon indifférente. Ils accueillent sans interroger l'autre. « Personne ne s'occupe de personne. » Un monde de silencieux qui vivent et sentent sans pouvoir dire. Seuls la musique et les stupéfiants libèrent passagèrement la parole. Mais, c'est pour crier une libération de désespérés.

avancé, la Californie, que nous viennent tant de spectacles qui ressemblent étrangement aux contes et féeries de notre enfance. Les barrières physiques ou autres disparaissent. L'innocence et la transparence des êtres sont retrouvées. « Le loup et l'agneau » se lient d'amitié. S'il y a des méchants, c'est toujours pour mieux chanter la victoire de la bonté originelle. Parfois, sans déguisement, on laisse entendre que le plaisir libéré exprime dans la réalité ce dont la religion nous a fait rêver.

Une observation la moins sagace nous invite à faire un rapprochement avec l'intention et le vocabulaire religieux. La civilisation du bonheur, comme beaucoup d'idéologies révolutionnaires, transpose dans les réalités intra-mondaines des notions que les religions appliquaient à un univers mystique surnaturel : « liberté des enfants de Dieu », « grand jour », « terre nouvelle et cieux nouveaux », « corps mystique », « royaume de justice », de fraternité, de paix et d'égalité. Par ailleurs, on retrouve une communion et une exaltation semblables.

- Des artisans d'une contre-culture « de l'autre côté de l'argent, de la raison, de la guerre, de la pornographie ». En rupture avec la réussite sociale, la performance technologique, le grand jeu politique. Easy riders qui révèlent aux adultes leurs frustrations inavouées, leur aliénation dans le travail, leur obsession du standing.

- Des mystiques à l'affût de toutes les expériences de l'esprit. Jésus et Krishna « voisinent ». L'astrologie va à la rencontre du panthéisme. Autant de voies pour se débarrasser du matérialisme ambiant. Même la nudité se veut spirituelle. Parfois une percée de lumière comme ce sermon sur l'Amérique.

- Bienheureux ceux qui ont abandonné l'armure de l'argent

- Bienheureux ceux qui ne sont plus que des voyageurs transparents sur cette terre

- Bienheureux ceux dont la peau n'a pas la couleur infirme et blanche des banquiers de la mort

- Bienheureux ceux qui se sont perdus dans l'instant terrible d'eux-mêmes

- Bienheureux ceux dont le corps est devenu l'Église première

- Bienheureux ceux qui sont crucifiés à leur propre chair

- Bienheureux ceux dont la soif n'est plus altérable ici-bas

- Bienheureux ceux qui ne sont plus là que pour les autres

- Bienheureux ceux que la mort catapulte devant Dieu.

(Pierre Bertrand)

Voir G. Marier, Le festival de Manseau a-t-il un sens ? dans le Devoir, 7 août 1970. P. Gaboury, Jeunesse prophétique et cinéma, dans Relations, Août 1970, pp. 212-214.

Le projet véhicule aussi une critique de la religion qui d'une façon ou de l'autre sacrifie certaines valeurs humaines comme la sexualité ou la liberté. Il faut mordre à pleines dents à la pulpe de tous les fruits de la vie et cueillir sa jeunesse jusqu'au bout de ses richesses illimitées. Or la religion institutionnalisée a été le grand frein du bonheur « ici et maintenant », en prêchant l'échec terrestre ou le mépris des richesses, ou la résignation, ou l'attentisme. « Le monde chrétien nous a offert l'image religieuse la plus parfaite du refoulement », du refus de la nature, de la vie libre, de l'auto-détermination de l'homme. Il a sécrété une sorte de culpabilité du bonheur en substituant à celui-ci un paradis factice pour l'au-delà dans un avenir irréel. Bref, il a empêché les occidentaux de vivre leur vie, d'être vraiment heureux. D'où ces thèmes récents de films et de chansons qui tournent tous autour du mot : vie. Voilà le vaste processus de récupération qu'on veut déclencher.

8 - Une réponse globale

Dédouaner et décoder l'existence humaine pour que l'homme retourne enfin chez soi, comme dit le sage oriental. « Le projet platonicien du savoir, la promesse chrétienne du salut et la volonté contemporaine de bien-être, ne sont-elles pas les avatars historiques principaux de ce devenir d'une raison de plus en plus dominatrice, prenant de mieux en mieux conscience de ses limites et développant, de ce fait, une répression de plus en plus agressive ⁵¹. » Derrière cette lourde affirmation, ce sont toutes les entreprises de la civilisation occidentale, qui deviennent l'objet d'un refus global. La vie est ailleurs, en dehors de tous les modèles historiques ou officiels qui nous aliènent de la réalité sous nos pieds. Est-ce un plaidoyer pour le mystère irrationnel et insaisissable de l'aventure humaine ou pour un pragmatisme matérialiste du bonheur au jour le jour ? Le balancier passe d'un extrême à l'autre au-dessus des échecs et des défis concrets de l'humanité actuelle. Régression infantile ou révolte adolescente devant une prise de conscience adulte de la véritable condition de l'homme et de ses limites ? Aspiration authentique à l'utopie d'un bonheur possible, mais encore captif ? Beaucoup passent d'un extrême à l'autre, du drapeau noir nihiliste au drapeau extatique. La nausée des

⁵¹ François Châtelet, *Platon*, Paris, Gallimard, 1965, p. 248.

nantis coexiste souvent avec le mythe de la civilisation heureuse. Tôt ou tard, il faut bien reconnaître la réalité brutale des grands échecs de tant d'entreprises humaines, le coût très lourd des libérations et les acquisitions chèrement gagnées. Freud a-t-il tort quand il soutient que les civilisations progressives ont exigé une terrible ascèse ? Est-il pensable d'atteindre les objectifs de cette nouvelle mythologie en faisant l'économie des tensions, des sacrifices immédiats, des efforts constants, des limites volontairement imposées à l'exercice de sa liberté individuelle ? Par ailleurs, est-il nécessaire de s'obliger à tous les détours que les divers systèmes philosophiques ou politiques empruntent ?

La civilisation du bonheur instaure un procès des fins, des raisons de vivre, des objectifs concrets de nos sociétés développées. Si elle s'aveugle sur les moyens, elle n'en comporte pas moins une certaine authenticité sur le plan des aspirations universelles de l'homme et de la société, de la culture et des cultures. Elle dénonce la fausseté de certaines prétentions égalitaires du progrès moderne qui s'accompagne de profonds clivages sociaux, de déchets humains, de pollutions de toutes sortes et surtout de nouvelles formes de pauvreté autrement plus subtiles et plus aliénantes. Le travail, avec toutes ses servitudes, est encore la réalité dominante, malgré les illusions de ce qu'on appelle la civilisation du loisir. Seul, il conserve une signification déterminante. Sebastian de Grazia a prouvé que le temps libéré chez l'individu n'a pratiquement pas augmenté depuis 1850, dans la société américaine ⁵². Certains psychiatres parlent même de névrose du travail qu'on cherche à tout prix, même quand on pourrait l'éviter. Dans les villes nord-américaines, parfois trente et même quarante pour cent des travailleurs ont un double emploi. Évidemment derrière ce symptôme névrotique, se profile la séduction fétichiste des biens de consommation qu'il faut se procurer à tout prix, même à celui de sa santé, de son bonheur personnel, de sa paix intérieure. On comprend alors la réaction de certains tenants de la civilisation heureuse.

9. Un phénomène marginal ou largement diffusé ?

Disons d'abord que notre analyse laisse entendre la complexité de cette tendance idéologique, la diversité de ses composantes, la

⁵² S. de Grazia, *Of Time, Work and Leisure*, N.Y. The Twentieth Century Fund Study, 1962. W. Kerr, *The Decline of Pleasure*, N.Y. Schuster, 1962.

contradiction de ses postulats. Elle est plus à la portée des jeunes et de ceux qui ont passé le cap de « l'âge productif ». Mais même chez ces adultes qui se tuent à la tâche, ces nouveaux modèles commencent à se diffuser. Retour « au pain et aux jeux » des vieux empires décadents. Ce serait réduire faussement les énormes implications d'un tel phénomène global enraciné dans l'expérience contemporaine. L'enjeu dépasse le rêve fantaisiste ou l'utopie mystificatrice. Il a sa part de vérité. En deçà du jugement de valeur, une telle forme d'idéologisation existe dans notre propre milieu. Nous nous demandons même si elle n'est pas en train de prendre une place majeure dans la quotidienneté, en dépit des idéologies officielles et formelles qui l'ignorent ou la minimisent. Malgré ses impondérables, son explication à peine amorcée, la civilisation du bonheur représente, à coup sûr, un axe privilégié de définition de la situation, d'intégration du vécu, et cela dans toutes les couches sociales de notre collectivité ⁵³. D'autres pôles de référence vont nous apporter des

⁵³ Le mythe de la « civilisation heureuse » est à resituer dans un ensemble plus large, plus profond et plus complexe. Nous savons bien que les diverses définitions du bonheur dépendent des différents contextes historiques, culturels, psycho-sociologiques, économiques, politiques, religieux ou autres. Il y a aussi ces tentatives de définitions du « bonheur en soi », qui veulent se dégager de ces conditionnements. Mais, au bilan, le coefficient de relativité est ici fort élevé. Certaines typologies des modèles de bonheur n'en demeurent pas moins éclairantes. R. Benedict, dans *Patterns of Culture*, retient deux types fondamentaux qui ne manquent pas d'intérêt pour poursuivre l'analyse de ce dernier chapitre.

- Le modèle dyonisien privilégie l'action, le changement, l'avenir, la diversité, l'agressivité, l'extériorité, les valeurs masculines.

- Le modèle apollinien privilégie l'être, l'ordre, la continuité, le présent, l'unité, la paix, l'intériorité, les valeurs féminines.

Évidemment, aucune société n'est purement dyonisienne ou apollinienne. Il existe toujours une certaine dialectique entre ces deux pôles. Nous ne pouvons nous empêcher de signaler beaucoup d'applications dans notre société nord-américaine. Malgré son idéologie officielle de type apollinien, n'a-t-elle pas valorisé des pratiques dyonisiennes très poussées : éducation d'un type d'homme agressif, violence de l'univers socio-économique qui se diffuse dans tous les autres secteurs de l'existence collective (Pensons aux take-over, à la Wall Street Jungle, au Département de la défense où se jouent les principales cartes de ce terrible jeu de forces concurrentielles).

Voici que la tendance apollinienne émerge en contre-courant par toutes sortes de canaux, ceux des mouvements Peace and Love, ceux des mouvements féministes, ceux des mouvements naturistes contre les pollutions technologiques. Les cultures de banlieue, de consommation, de classes

éléments soit complémentaires, soit contradictoires, soit tout à fait parallèles par rapport à cette orientation.

B - LA CONTESTATION ET LA PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

La recherche de re-définition du bonheur comporte à la fois des liens et des tensions avec un second axe d'idéologisation, à savoir celui de la contestation et de la participation. Nous pourrions exprimer cet état de chose par un petit incident révélateur. Voici un groupe d'étudiants qui veulent quitter un Cégep pour aller dans un autre. Un des grands arguments invoqués se traduit par cette affirmation : « Nous ne sommes pas heureux ici ». Ces jeunes ne se « retrouvaient » pas dans l'institution. Ils en contestaient la structure et le fonctionnement. Ils ne se sentaient pas partie prenante. Leur aspiration à une participation déterminante, capable de rejoindre leur style de vie

moyennes, vont sans doute dans le même sens. De même, le culte de l'enfant et le grand mythe de la jeunesse. La technologie réduite aux gadgets, au statut de jouet, exprime à sa façon, un phénomène semblable. Comment ne pas signaler avec un brin d'ironie le nom du grand projet spatial américain : « APOLLO » ! Le modèle apollinien pourrait bien se cacher aussi sous le slogan : law and order. Autant d'exemples ambigus, ou du moins ambivalents, où la deuxième tendance semble prendre le dessus progressivement. Chez les uns, c'est la fuite dans l'archaïsme et l'originel des vieux mythes, sans doute pour échapper aux contradictions et aux contraintes de l'histoire présente. Chez d'autres, c'est la jouissance exclusive e« d'ici et maintenant » comme seul point d'appui et de raison de vivre. Chez d'autres, enfin, il y a une rupture radicale avec le bonheur pré-fabriqu et sur-conditionné que le système actuel leur offre, rupture qui s'ouvre sur des engagements historiques soit révolutionnaires, soit culturels, soit religieux. (Voir J. Caseneuve, Bonheur et civilisation, Gallimard, 1966.)

Que nous le voulions ou non, nous sommes, pour la plupart, au creux du fossé entre Washington et Woodstock, entre le Pentagone et Harlem, entre General Motor et Berkeley... entre Ottawa et Saint-Henri... entre la productivité et l'astrologie !

et leur façon de penser, semblait sans débouché possible. Cet événement nous renvoie à l'hypothèse ci-haut. En effet, c'est par le biais de l'expérience quotidienne globale que bonheur et participation, insatisfaction et contestation se rejoignent. On est plus conscient du divorce entre les structures et ce qu'on vit ou ce qu'on pense. Essayons d'articuler les coordonnées du problème.

1) Derrière les comités de citoyens, les communautés de base chez les chrétiens, les mouvements de contestation étudiante, il y a non seulement des intentions, mais aussi des situations qui ne se laissent pas cerner par des diagnostics superficiels ou des condamnations faciles. *Tout se passe comme si les institutions scolaires, économiques ou politiques, les nouveaux ensembles urbains, régionaux ou autres n'avaient pas de tissu humain de soutien.* Pire encore, il semble que ces soutiens d'autrefois aient disparu sans avoir été remplacés. Les activités se déploient dans des lignes sectorielles, souvent parallèles ou fragmentées. Il existe peu d'endroits, de regroupements ou d'expériences qui permettent d'être totalement soi-même, de partager une quotidienneté vitale avec d'autres. D'où ces substituts que l'on tente de fabriquer en constituant de-, groupes informels marginaux, en dehors des grands circuits de la vie collective. C'est la psychologie de la « gang » avec ses effervescences communielles et son intense participation. Certains y verront le refus de l'univers rationnel, spécialisé, fonctionnel de la société moderne, de la grande ville, ou bien la nostalgie de la communauté pré-industrielle où tous se connaissaient dans la presque totalité de leur vie. Cette vue dichotomique de la folk-society et de la technopolis ne rend pas compte de la complexité de la situation. Notons, par exemple, la tentative de ré-intégrer des aménagements de la société traditionnelle dans les nouveaux plans d'urbanisme, justement pour refaire, dans une certaine mesure, le tissu humain des communautés restreintes. On ne saurait ignorer, par ailleurs, le réseau de solidarités que des citoyens de vieux quartiers de grande ville avaient pu nouer au cours des années. Une technologie galopante et souvent aveugle risque de « bulldozer » tout ce qui restait de quotidienneté vraiment partagée. D'autre part, la mobilité croissante et en tout sens amène une psychologie de transit peu favorable à de véritables relations humaines et à un minimum de stabilité dans les solidarités. La contestation récente s'inscrit dans ce premier phénomène.

2) Certains craignent que la redéfinition du bonheur, mentionnée plus haut, accentue *la privatisation de la vie quotidienne* et l'anonymat

des structures sociales, amenant ainsi un divorce de plus en plus insurmontable. Qu'il s'agisse de contestation ou de participation, il y a toujours, chez ces minorités agissantes, une volonté plus ou moins latente de ré-insérer les praxis réelles dans la vie publique, dans les politiques, dans les structures anciennes ou nouvelles. Les réformes tentées jusqu'ici ont touché aux « formes » et très peu au contenu, au point que même les revendications de participation n'ont pas évité le piège de la « structurite ». Participer à quoi, pourquoi, sur quoi ? C'est sans doute parce que les tenants ou les opposants de ces réformes partageaient la même méconnaissance des sources profondes des aspirations comme des contestations. Il manquait une perception claire de la remontée de ce qu'on a appelé vaguement l'expérience de base. Plusieurs, plus ou moins consciemment, veulent que les nouveaux modèles soient le prolongement de leur action, de leurs solidarités vitales, de leur expérience en situation. Évidemment, ils réagissent parfois de façon aveugle en minimisant les critères de rationalité et d'efficacité, les exigences d'un leadership unifié et bien orchestré, les nécessités de rapports articulés entre les facteurs de consultation, de décision, d'exécution et de contrôle, les impératifs de fonctionnement souple, mais aussi très complexe, des macrostructures. Ne perdons pas trop vite de vue notre première hypothèse. En effet, l'expérience quotidienne n'a pas encore son compte dans l'évolution sociale actuelle. Les nouvelles façons de penser, d'agir ou de vivre n'ont pas trouvé leurs voies d'expression dans de véritables praxis sociales, politiques ou autres. Il faut aller plus loin.

3) Les militants sociaux les plus lucides mesurent avec plus de justesse *l'enjeu politique* des nouvelles valeurs dans la quotidienneté des diverses familles spirituelles, des différents milieux sociaux, groupes d'âge ou autres ensembles humains. Ils appréhendent le repliement de la majorité silencieuse et la concentration de pouvoirs publics dans un establishment réduit. Que la configuration des élites ou des pouvoirs change, c'est toujours au-dessus de la tête du peuple, toujours par delà les vrais rapports sociaux, et surtout en dehors des besoins et des aspirations qui jaillissent des vraies situations. Bien plus, les uns et les autres, même les privilégiés du pouvoir ou de l'argent ou de l'éducation, sont victimes de mécanismes anonymes de plus en plus contraignants et aliénants. Chacun se sent prisonnier de rouages techniques, économiques ou autres qui étouffent toute responsabilité déterminante. Pensons au système monétaire, à la jungle du commerce intérieur ou international, aux exigences

draconiennes d'une croissance économique incessante, aux concentrations toujours plus poussées d'investissements et d'organisation industrielle. On parle même de participation programmée et téléguidée par l'appareil statistique, l'ordinateur, ou les techniques sociales les plus raffinées, sans compter les formes neuves de participation manipulée qu'on emprunte aux stratèges de la publicité. Il faut donc non seulement des structures de participation qui soient l'œuvre de création et de consentement des citoyens en situation, mais aussi des « contenus » et des enjeux plus clairs. Qu'est-ce que nous cherchons ? Voulons-nous partager un même gâteau toujours aussi indigeste ? Est-ce que nous ne compromettons pas l'avenir des pratiques en refusant de travailler à des politiques et à des aménagements sociaux ou politiques qui les expriment, les soutiennent et leur assurent une fécondité maximale ? Évidemment, il ne s'agit pas de tout politiser ou de réduire indûment la saine distanciation entre le public et le privé que l'urbanisation a pu apporter quand il y a eu des conditions favorables. Une vie autonome et des aires de privauté font partie de la conception moderne de la vie heureuse. Mais justement, parce qu'on peut désormais vivre une grande partie de son existence sous le mode individualiste du consommateur, on risque de ne pas prêter attention au caractère factice de cette autonomie. Le choix entre une Ford ou une Chevrolet ne représente pas un haut degré d'exercice et d'épanouissement de la liberté.

4) La troisième démarche nous invite à considérer une autre coordonnée. N'y a-t-il pas dans la contestation et la participation, telles qu'elles ont été vécues récemment, une recherche de distance critique à la fois vis-à-vis des structures et vis-à-vis de la quotidienneté ? On ressent une profonde frustration sur ces deux plans. Mais c'est au premier que se réfèrent les principaux points de repère de la remise en cause. Dans notre champ historique québécois, les définitions de situation comme les politiques étaient élaborées par des pouvoirs qui échappaient au contrôle de la majorité des citoyens, mis à part les temps d'élection avec toutes leurs séquelles de démagogie, de courtoisie et de paternalisme. On nous objectera que les conjonctures présentes véhiculent les mêmes modèles et les mêmes divorces. Mais il y a une chose qui a changé, c'est la diffusion plus large d'une prise de conscience de cette dépossession. Plusieurs se rendent compte plus vivement des limites des interventions personnelles qui venaient de la base. Ils évoquent aussi la stérilité des corps intermédiaires. Ils savent désormais que l'opinion publique entre

en jeu au moment où la plupart des décisions sont prises. Les principaux jeux se font souvent dans les caucus, les coulisses ou les rencontres à huis clos. Les vrais pouvoirs décisifs agissent silencieusement sous la scène publique. Nous avons connu des citoyens qui se sont longtemps battus en dehors de l'arène. Ces luttes les ont amenés sur l'arène et voici qu'ils mesurent les terribles limites du jeu politique en surface. Sous leurs pieds, existent des mécanismes, des pouvoirs, des intérêts qui exercent encore l'influence déterminante. Ces faisceaux de forces ont été façonnés pendant des années avec toutes les protections légales nécessaires, si bien que toute velléité de participation se trouve gravement compromise. Or, des minorités n'acceptent plus de jouer le jeu. Elles se radicalisent dans leurs critiques parce que cette désappropriation a envahi toute la quotidienneté. La majorité des citoyens n'ont pas atteint cette prise de conscience. Aussi faut-il songer à d'autres types de politisation. La figure de ceux-ci reste très vague. C'est ce qui explique peut-être le caractère symbolique et même utopique des mouvements actuels qui n'ont pas encore trouvé de praxis. Tout au plus pouvons-nous parler d'un timide commencement d'idéologisation.

5) On ne saurait nier le fait que l'axe principal de la contestation et de la participation s'est constitué autour des *phénomènes de pouvoir*. « Pouvoir étudiant », « pouvoir ouvrier », « citoyens au pouvoir », autant d'expressions significatives. On se veut maître de son destin. Mais tout cela n'est pas sans ambiguïtés. N'existe-t-il pas plusieurs pouvoirs dans la cité moderne ? En deçà de ceux-ci, n'y a-t-il pas des conditions économiques, culturelles ou autres qui conditionnent la structure et le fonctionnement des pouvoirs ? La démocratie directe est-elle possible dans les grandes concentrations humaines, dans les grandes institutions d'une société bâtie sous le signe de la division du travail et de la séparation des pouvoirs ? Voudrait-on faire table rase des acquisitions démocratiques historiques malgré leurs avatars et leurs vices indéniables ? Après une phase d'intérêt porté à la cogestion, certains défendent maintenant l'autogestion comme modèle démocratique à appliquer universellement. Il est évident qu'aucun État actuel ne pourrait fonctionner efficacement sur cette base. Des expériences, en d'autres contextes politiques, l'ont prouvé amplement. Dans la mesure où l'on admet la pluralité des lieux d'opinion, des intérêts collectifs et des familles idéologiques, on ne saurait alors s'accommoder d'un tel monolithisme. En ce domaine, certaines gauches contestataires pensent et agissent à la façon de l'extrême droite. McCarthy voulait que l'État et le peuple américain mettent tous

les partisans communistes en prison, sans admettre de dissidence, de débats publics ou de confrontations démocratiques. Ainsi, pour des objectifs de gauche, essaiera-t-on de créer un consentement collectif obligé, dépendant du « pouvoir unifié de l'assemblée générale ». Si c'est là le grand modèle de société qu'on propose, nous doutons de sa valeur démocratique.

D'autres, plus réalistes, se préoccupent davantage de la *création de réseaux de communication horizontale* comme première étape de participation. Es sont plus près des sources plus ou moins explicites des mouvements de base. Jusqu'ici les circuits de participation se déployaient sur la verticale et seulement de haut en bas. Vouloir tout simplement inverser le mouvement, ou lui donner la première importance, c'est négliger la recherche de cohérence horizontale qui conditionne la réfection d'un premier tissu humain de solidarité dans la quotidienneté des secteurs d'activité et des milieux d'appartenance.

Durant les temps forts de la contestation étudiante, les mêmes questions revenaient très souvent en deçà des modes et des contenus de participation. Qui suis-je ? Qui sommes-nous ? Qu'est-ce qui nous tient ensemble ? La structure ? Nos organismes ? L'appartenance commune ? Plusieurs sentaient bien qu'ils étaient incapables de formuler quoi que ce soit en termes de participation avant d'avoir pensé et vécu une phase d'identification. Celle-ci semblait intimement liée à l'avenir du tissu humain qu'ils tendaient à refaire par l'idéologie de participation. Ce qu'il y a d'acquis dans la pointe de ce dernier axe, c'est *le passage de préoccupations superficielles de pouvoir à la conscience critique de type culturel*. En effet, la culture qualifie les appartenances premières, les solidarités décisives, les intérêts communs, les aspirations communautaires particulières, la situation de la quotidienneté, et les transpositions dans l'organisation sociale et dans la structure des pouvoirs. Si la participation se veut d'abord distance critique, elle ne saurait s'exprimer dans une cohérence idéologique sans passer par les cultures ou les sous-cultures toujours particulières. En ce sens, les mouvements de base récents : comités de citoyens, groupuscules étudiants ou autres, avant d'être des expériences politiques, sont d'abord des phénomènes culturels.

C - L'IDENTIFICATION

[Retour à la table des matières](#)

C'est devenu un truisme que de parler de la *crise d'identité* qui atteint l'homme contemporain dans les diverses dimensions de sa vie. Ce même phénomène existe sur le plan des groupes, des catégories sociales, des statuts, des institutions, des sociétés globales et de l'humanité comme telle. On a dit qu'aux différentes époques, il y aurait eu valorisation soit de l'homme religieux, soit de l'homme métaphysique, soit de l'homme politique, soit de l'homme économique. La nôtre mettrait l'accent sur l'homme psychologique ; un *homme psychologique* perplexe qui cherche son identité, ses raisons de vivre, la signification de son expérience globale, de son activité, de ses appartenances, de sa culture, de son destin. Les nombreuses études sur la *self-image* de la femme, de l'adolescent, du père, du professeur, du prolétaire urbain, du technocrate, de l'homme politique, du banlieusard, du croyant ou de l'athée, expriment la remise en cause très profonde de tous les critères classiques d'identification. Tout se passe comme si chacun devait pousser sa démarche jusqu'à une réappropriation de soi-même en recomposant toute une série d'images fragmentées et plus ou moins déformées que renvoie *un miroir brisé*.

L'éclatement des échelles de valeurs, des idéologies et des systèmes, des cultures et même des sciences, accompagné de leur multiplicité et de leur fluidité, laisse souvent les individus et les groupes sans soutiens humains cohérents et fermes. Sont-ce les formes standardisées de la production, de la consommation, de l'information et de la culture de masse, qui aiguïssent ou exacerbent cette recherche impatiente et quasi désespérée d'une identification signifiante ? Est-ce l'expression d'une sensibilité culturelle de l'homme occidental encore marqué par une idéologie individualiste dominante, et effrayé par la menace de la collectivisation urbaine ou des idéologies collectivistes du tiers-monde ou du bloc communiste ? Est-ce la résultante de l'amoncellement anarchique des informations, des théories, des solutions les plus diverses et souvent contradictoires qui détruisent constamment tous les cadres de référence et toutes les définitions de situation ? Est-ce l'aboutissement d'une absence de règles de jeu où les uns et les autres, nous sommes forcés à inventer nous-mêmes nos façons d'agir, au jour le jour, au gré des signalisations provisoires,

sans recours possible à de grandes représentations prégnantes dans la vie quotidienne ?

En effet, combien d'individus ne se retrouvent plus dans les grandes structures complexes, élaborées sans eux ? Livré à lui-même, l'individu supporte difficilement l'angoisse devant sa responsabilité de définir qui il est et ce qu'il veut, devant son besoin d'assumer et d'unifier son expérience quotidienne globale. Cette anxiété semble croître avec le degré d'urbanisation, d'industrialisation, de scolarisation, de consommation. La boutade d'un psychiatre américain n'est pas sans un certain fondement : « *The whole world is getting nut's, so we got the best job.* » Nous ne voulons pas prêter flanc au nihilisme stérile des partisans du refus global ou à l'idéalisme de ceux qui fuient le problème en se réfugiant dans l'utopie ou les mythes de compensation et d'évasion. Évidemment, nous avons poussé à sa limite-critique cette crise d'identité qui se vit sous des modes différents chez la plupart des contemporains. Mais encore faut-il accepter lucidement d'en évaluer les composantes majeures.

- Certains *grands courants idéologiques comme l'existentialisme et le personnalisme*, ont pu creuser une soif plus radicale d'autonomie, de liberté, d'auto-détermination, d'affirmation de soi. Ils ont valorisé l'expérience humaine en situation. Les idéologies religieuses et les théologies récentes ont exprimé, à leur tour, cette nouvelle échelle de valeurs. On ne saurait parler ici d'une éthique de la vie quotidienne ou d'une praxis articulée. En effet, ces mouvements n'ont pas dépassé le plan des valeurs, et parfois celui de l'interrogation. Mais, leur radicalisation venait accentuer la conscience vive du mystère humain qu'aucune systématisation ne peut circonscrire. Ils n'ont cependant pas créé une nouvelle philosophie de la vie, de la personne, de l'homme, de la société. Les thématiques fréquentes du non-sens, de l'incommunicabilité, de l'échec de l'amour, dénonçaient la rationalité sèche des techniques sociales et de l'organisation bureaucratique. Évidemment, certaines richesses des impondérables humains étaient au moins suggérées comme des pierres d'attente pour l'édification d'une société et d'un homme nouveaux. Mais, au bilan, c'est *le versant sombre de l'aventure humaine qui se dérobaît au regard de la conscience solitaire*. Voilà un antécédent de la crise d'identité dans ses fondements métaphysiques comme dans ses coordonnées existentielles immédiates.

- La remontée du facteur culturel au-dessus des postulats économico-politiques de nos grands systèmes contemporains (capitalisme et socialisme, par exemple), nous montre une autre face du problème. Aux grands ensembles obligés des alliances économiques, militaires ou politiques, des interdépendances technologiques et scientifiques, correspond un contre-courant d'affirmation des cultures particulières, des nationalismes, des sous-groupes culturels. La résurgence des langues et des dialectes autochtones offre un autre indice de mouvement inverse face aux signes universels abstraits des techniques de communication et des programmations mathématiques de l'ordinateur. Révolte devant le mètre statistique ? De toute façon, les uns et les autres tentent de surmonter les facteurs de standardisation par une recherche du spécifique, de l'original et parfois même de l'insolite. On le constate aisément dans les arts modernes, et paradoxalement dans les modes. Mais c'est surtout par le biais des cultures, comme totalités particulières, que s'exprime la volonté d'identification. Nous en savons quelque chose au pays du Québec. Des Québécois francophones, longtemps divisés et déchirés par leurs appartenances anglaise, française, nord-américaine et canadienne, prospectent leurs points d'appui dans leur culture propre pour trouver leur véritable identité et les dynamismes susceptibles de créer une société originale et autonome bien à eux. Tentation d'un nouvel isolement ? Retour au ghetto ou au système clos ? Il ne semble pas, puisque cette tendance s'accompagne d'une ouverture à des solidarités culturelles internationales, à des projets collectifs inédits. Ici, l'enracinement et l'universalisation se renforcent, de même la mémoire et la politique, la tradition et la prospective. Certains craignent que ces voies d'identification fassent une économie tragique des implications réelles du présent, que le sentiment d'identité retrouvée accentue une sorte de schizophrénie par rapport aux situations réelles de la collectivité. S'agit-il de problématiques trop abstraites, au-dessus de ce que l'on a sous les pieds ? Les conjonctures actuelles ne nous permettent pas de surmonter de façon claire et décisive cette ambivalence indéniable. L'identification s'offre à la fois comme un axe positif d'idéologisation et comme une évasion de conditions historiques différentes des représentations qu'on se donne de soi-même.

- La typologie bien connue de Riesman ajoute une autre dimension de la crise d'identité chez nous. *Nous serions passés par-dessus une étape dans notre évolution sociale, celle de l'internalisation.* Certains, malgré toutes les protestations, perçoivent ce phénomène dans le

mimétisme culturel de beaucoup des nôtres, dans l'emprunt de modèles politiques ou idéologiques étrangers. Sur le plan de la quotidienneté, le conformisme prévalant en Amérique du Nord, celui des classes moyennes, serait venu remplacer l'automatisme de nos traditions. Les normes statistiques deviennent les normes morales. De tels points de repère restent bien superficiels pour des hommes en mal d'identité, si bien que certains retournent aux vieilles traditions pour se définir.

Nous pourrions considérer le même phénomène de télescopage selon d'autres angles de vision. L'Église catholique du Québec met sur pied des réformes pour favoriser la personnalisation de la foi, de l'éthique chrétienne, de l'appartenance à l'Église. Elle le fait au moment où la majorité de ses fidèles sont passés de la tradition à l'extero-direction (C. Moreux). Nous trouvons un autre exemple dans le secteur des réformes économiques. Des leaders incitent les Canadiens français à développer le sens de l'entrepreneurship au moment où les grandes corporations prennent elles-mêmes en charge les tâches d'innovation, de recherche, de création.

On ne peut nier l'énorme effort de démythisation de l'héritage culturel, qui a été accompli depuis deux décennies dans le milieu québécois. Or, chez les plus émancipés, on remarque une anomie évidente, et de forts traumatismes sur le plan des conduites et de l'intégration de la personnalité sociale. Cette expérience nous fait penser à celle des missionnaires qui détruisaient les tabous des « populations païennes » et les aliénaient d'elles-mêmes du même coup, parce que les nouveaux modèles proposés ne correspondaient pas à la quotidienneté culturelle.

Mais ne perdons pas trop vite de vue la logique et le dynamisme internes de cette volonté d'identification. L'homme « couché » des sociétés traditionnelles ou des sociétés modernes de consommation vaudrait-il davantage que l'homme debout de la révolution culturelle, qui veut s'identifier à partir de lui-même, de ses solidarités et de ses expériences propres et non à partir de tabous ou de modèles extérieurs ? L'identification sera plus difficile, mais autrement plus humaine. Le plus bel exemple de ce dur, mais très noble cheminement, nous le trouvons dans les grands mouvements d'athéisme des derniers siècles. Ils ont poursuivi, à contre-courant d'une histoire essentiellement religieuse jusque-là, le dessein de redéfinir l'homme en lui-même, par lui-même, et pour lui-même. Les

vrais croyants, à leur tour, se sentent plus près de ces hommes debout qu'ils ne le sont de ces chrétiens aussi couchés que les « païens » d'autrefois (J. Dournes).

Voilà donc un autre axe d'idéologisation. Mais l'envers de cette recherche d'identification appelle un mouvement incessant de libération.

D. LA LIBÉRATION

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de l'histoire, les hommes pour se retrouver eux-mêmes ont dû lutter contre de nombreuses forces aliénantes. Il est indéniable que le processus de libération se situe au cœur des grandes entreprises de dépassement chez les civilisations qui ont marqué profondément le cours des âges. La plupart des révolutions, surtout dans leur genèse, se sont déployées sous le signe de la libération. Libération des lois aveugles de la nature, libération de cadres politiques, culturels ou autres qui s'imposaient à des groupes humains comme des déterminismes artificiels. Nos consciences contemporaines, si sensibles à la valeur éminente de la liberté, revendiquent peut-être trop vite à leur compte l'âge inédit des grandes émancipations. Nous ne sommes pas les premiers artisans de cet axe d'idéologisation, mais un relais important de cette longue maturation patiente de l'homme qui se veut plus fort que tous ses destins. L'objectif reste aussi utopique, au sens positif du terme, encore aujourd'hui, quand on songe aux nouveaux modes très subtils de domination et d'exploitation, et même d'auto-destruction.

Si le processus de libération s'est radicalisé, on doit en dire autant du mouvement inverse d'aliénation et de répression. Des sociétés aussi stables que progressives, qui exerçaient une véritable séduction sur les peuples de la terre, sont profondément secouées par cette double radicalisation. Encore ici, le balancier va d'un extrême à l'autre, de l'anarchie d'une liberté folle à la réaction dictatoriale des pouvoirs en place. Nous sommes encore au seuil de praxis à inventer, de praxis capables d'articuler les facteurs de continuité, de rupture et de dépassement. Les stratégies de certains révolutionnaires ressemblent étrangement à celles des réactionnaires. Elles ont en commun une vue simpliste des conditions réelles des infrastructures et des rapports sociaux correspondants. Les uns et les autres nous sentons que beaucoup de composantes de la situation nous échappent. D'où une profonde perplexité qui accompagne les durcissements idéologiques des diverses forces socio-politiques à l'œuvre.

Nous tenons à souligner ces premières coordonnées essentielles avant de porter un regard plus attentif sur le processus de libération qui est au centre des grandes représentations idéologiques actuelles, à savoir les révolutions culturelles, la lutte contre les impérialismes, le développement et la décolonisation, les néo-nationalismes, la société programmée, et tant d'autres phénomènes de pointe.

Nous risquons d'en rester aux grandes généralisations abstraites, si nous ne saisissons pas cette vague de fond dans notre propre champ historique, celui du Québec des dernières décennies.

Au lendemain de la guerre mondiale, un vent de libération a soufflé impétueusement sur notre petite communauté nationale, qui était parvenue à une certaine unanimité dans la première partie du XXe siècle. Unanimité de chrétienté avec son isolement relatif et ses règles collectives très rigides, avec ses mythes largement diffusés (agriculturisme, messianisme, nationalisme religieux, ultramontanisme, etc.). M. Rioux résume cet état de chose par l'idéologie de conservation, soumise au contrôle rigoureux des élites cléricales et politiques. L'idéalisation de notre histoire pré-industrielle servait de critère de légitimation et de différenciation par rapport au monde anglo-protestant. Or, depuis quarante ans la réalité quotidienne avait pris ses distances sur ces grandes représentations collectives. Les Québécois francophones étaient devenus des prolétaires urbains. Le rythme accéléré de l'urbanisation et de l'industrialisation des années 40 allait faire naître des forces contestataires vis-à-vis de l'idéologie dominante. Les grandes alliances traditionnelles entre le clergé, les hommes politiques et la haute finance anglo-saxonne durent sortir de l'underground à l'occasion des grèves désormais célèbres et de l'organisation d'une opposition sociale plus systématique (Faculté des Sciences sociales de Laval, Cité libre, l'Institut Canadien des affaires publiques). Il devenait évident que les définitions officielles de notre culture ne correspondaient plus aux changements structurels de notre communauté. Le dogmatisme, l'autoritarisme et le conservatisme des pouvoirs autochtones prenaient un relief saisissant quand on s'attaquait à ses points d'appui de justification : le meilleur système d'éducation au monde, le catholicisme le plus pur, l'humanisme le plus sain, le carrefour messianique du Québec missionnaire. On se rappelle la boutade de Duplessis qui nous qualifiait de « Français améliorés ».

Ce qu'il faut retenir de cette première vague, c'est l'aspect interne de cette dynamique de libération vécue par des groupes encore minoritaires durant les années 50. Celle-ci comportait une ambiguïté fondamentale, à savoir une épuration qui risquait de jeter le petit avec l'eau du bain. En effet la critique venait miner en même temps tout ce qui nous identifiait ; elle établissait une opposition trop simple entre le social et le national, l'économique et le politique.

La nouvelle vague de libération de la décennie 60 essaie de réarticuler ce qu'on avait dissocié dans la critique précédente. Il ne s'agit plus de défendre les droits d'un groupe ethnique et religieux minoritaire, mais plutôt de bâtir une société francophone progressive, originale et maître de son destin. Certains se radicalisent par l'idéologie de la décolonisation et de l'indépendance nationale, très répandue dans le monde. Contrairement à leurs amis contestataires, ces jeunes militants expliquent notre infériorité économique, notre crise culturelle, notre complexe de minoritaires par l'état global de domination que subit l'ensemble de notre société. Ils en viennent donc au projet d'un nouveau cadre politique indépendant, en position de contrôle de son économie et de sa culture, et de plain-pied avec les autres sociétés. D'autres caractéristiques s'ajoutent dans le slogan : un Québec indépendant, laïque et socialiste. En deçà de cette pointe extrême, de plus larges secteurs de population vivent cette nouvelle phase de libération sous un mode moins extrémiste. La Révolution tranquille en offre le meilleur exemple. Ici le néo-nationalisme devient étatique. La société québécoise se donne de nouveaux instruments de promotion collective. Les énergies se polarisent sur certains projets d'envergure en éducation particulièrement et de façon plus timide dans le domaine économique. Les hommes politiques de la province se font plus agressifs vis-à-vis d'Ottawa. Mais bientôt, après cette première effervescence communautaire, voici une retombée de l'élan qui avait essoufflé à la fois les artisans du renouveau et l'ensemble de la population. Devant les difficultés et même les impasses économiques et politiques, un nouveau raidissement idéologique s'opère. Malgré un contenu idéologique encore flou, et une diversité de familles spirituelles (de l'extrême gauche à l'extrême droite, du terrorisme au conservatisme, du corporatisme au socialisme), le néo-nationalisme prend corps dans un nouveau parti qui dépasse tout en l'assumant la dynamique essentielle de la Révolution tranquille. Avant de considérer les phénomènes plus récents, résumons cette étape avec M. Rioux : « En termes hégéliens, on pourrait voir dans la première idéologie une période d'affirmation, dans la deuxième la négation de

la première et dans la troisième, la négation de la négation, c'est-à-dire une seconde affirmation. »

Les choses ne sont pas aussi simples. En effet, il est incontestable que ce néo-nationalisme est débordé sur la gauche et sur la droite. Il apparaît un terrain de rencontre provisoire qui laisse en sursis de graves conflits latents et des rapports sociaux qui divisent profondément la communauté dans sa vie interne, sans compter les énormes résistances de l'extérieur. Certains comptent sur le point d'appui d'une appartenance culturelle commune et sur un projet collectif bien dessiné pour surmonter ces défis. Mais les récentes élections nous indiquent déjà l'ampleur de l'éclatement social, culturel et politique du Québec, la remontée de vieux modèles culturels et l'absence de modèles idéologiques capables de proposer de véritables choix politiques. S'il y a une volonté largement partagée de libération, il existe, par ailleurs, une perplexité très accusée sur le plan des définitions de la situation, des voies à suivre, des objectifs à fixer, et du consentement collectif à refaire ⁵⁴. La libération politique, la plus

⁵⁴ On retrouve parfois le souffle des premières poussées historiques de la démocratie en deçà des nouvelles articulations que l'on cherche. Ici la critique est plus claire et plus ferme que la nouvelle praxis sociale préconisée. « Une richesse insolente, qui règne et empêche une politique sociale de prévaloir ; la superbe indifférence du pouvoir pour les besoins du peuple. » Ainsi la démocratie actuelle ne serait-elle pas le produit de l'organisation du peuple, mais plutôt le produit de l'idéologie et des intérêts du monde bourgeois. D'où « un peuple passif organisé par une infime minorité de petits rois au service des potentats de la finance et de la spéculation. » Ces propos de P. Vadeboncoeur s'adressent à un regroupement populaire de citoyens qui veulent construire leur propre pouvoir politique. « La population laborieuse ne fait plus guère confiance qu'en elle-même. Elle s'organise elle-même ... dans l'action, elle apprend ce qu'il faut savoir pour mener ses luttes ... elle parvient à connaître peu à peu les causes de sa situation... elle forge elle-même ses outils d'action. Il faut lentement, patiemment, continuer cette construction du pouvoir populaire. La démocratie officielle, celle des politiciens régnants, continue d'élire des sortes de princes, au nom d'une démocratie qu'ils ont trahie depuis longtemps. La démocratie, c'est d'abord, c'est essentiellement le peuple solidement organisé, le peuple organisé par lui-même, et qui envoie ses propres délégués à lui, non pour le gouverner, mais pour exécuter ce qu'il décide. La démocratie de l'autre système a atteint un tel degré de corruption ou d'inconscience, elle a trompé si profondément les espérances du peuple, elle a hypocritement servi tant d'exploiteurs... qu'on doit la considérer comme à rebâtir de fond en comble, et avec d'autres visées. » (P. Vadeboncoeur, le

visible, ne saurait nous empêcher de prospecter d'autres processus à la fois plus immédiats, plus quotidiens et peut-être plus vitaux. Essayons de les cerner.

D'abord une libération religieuse vis-à-vis d'une Église qui avait « colonisé » les consciences. Nous avons déjà signalé les efforts inouïs pour décoder la morale traditionnelle et dédouaner une foi encarcannée dans l'univers théocratique de chrétienté avec son providentialisme fixiste. Récupération d'une foi plus personnelle par la catéchèse, plus communautaire par la réforme liturgique. Libération des règles institutionnelles rigides par la prise de distance sur les structures ecclésiales. Nous avons vécu sans grand heurt, à vrai dire, les grands phénomènes universels de désacralisation, de démythisation, de déconfessionnalisation et de décléricalisation. Comme dans les autres milieux catholiques, nous sommes pris au dépourvu devant la perspective de réconciliation entre un système religieux autoritaire et passablement clos sur lui-même et de nouvelles praxis profanes ou chrétiennes marquées par une liberté ouverte et les risques corrélatifs. Les sociologues nous avertissent de la difficulté pour tout système fortement rigide et intégré d'insérer en lui-même des dispositifs de réforme et d'auto-critique. Cette remarque nous aide à comprendre comme l'Église catholique a pratiqué des politiques conservatrices tout en véhiculant des idées révolutionnaires, tirées de l'expérience judéo-chrétienne. Dans une société en voie de transformation profonde, beaucoup de croyants ont d'autant plus la tentation de se libérer d'une institution qu'ils la perçoivent encore comme un agent de conservation sociale. Nul ne saurait nier l'importance de cet impact dans notre aventure collective contemporaine. Or, la plupart des chrétiens et des hommes d'église, qu'ils soient conservateurs ou progressistes, vivent leur foi sous un mode négatif. Ni les uns, ni les autres ne savent comment situer leur conviction et leur appartenance spirituelles dans les nouvelles conditions d'existence. La libération n'a pas atteint ce palier, d'où ces conflits internes souvent stériles. Il y a vide idéologique de part et d'autre. Par ailleurs, chez ceux qui ont quitté l'Église, on remarque

Devoir, 31 août 1970.) Certains ont vu dans ce langage une expression d'un populisme archaïque ou démagogique. D'autres, une démystification courageuse de la politique traditionnelle et une expérience inédite dans notre milieu. L'auteur ici a prévu ces réactions en parlant de ces analystes désengagés incapables de comprendre la dynamique propre des forces populaires.

souvent le même vide, malgré les tentatives de substitution. À ce niveau de profondeur, on n'est pas encore passé à la dimension créatrice de la libération.

Cela nous amène à une troisième forme de libération qui s'éclaire par la psychologie des profondeurs. En deçà des enjeux politiques et religieux, plusieurs se sont prêtés à une sorte de psychanalyse collective. Il suffit de faire un bilan des nombreux congrès depuis une vingtaine d'années. Ils tournaient presque tous à l'introspection, et parfois dans un climat de pathologie sociale. Nous avons disséqué et redisséqué tous nos maux sans trop nous préoccuper d'élaborer en même temps une dynamique de projet. Cette attitude encore très vivante chez nous menace les velléités d'une relance de notre communauté. Combien de « manifestants », dans la révolution sociale qui a succédé à la révolution tranquille, transposent sur la scène publique des conflits individuels mal assumés, une psychologie nihiliste de rupture totale ou de refus global, sans praxis ou projet politique. Serions-nous en train de vivre une phase nécessaire, ou simplement un apprentissage personnel et collectif d'une neuve liberté enfin possible ? Si les oeuvres d'art sont des catalyseurs de représentations collectives, elles ont en commun, chez nous, cette recherche maladroite de libération psycho-sociologique.

La libération culturelle, la dernière à l'horizon, nous semble être la plus positive. Certains craignent qu'elle ne dépasse pas le symbolique, si elle ne trouve pas d'expression politique. Voilà un point de vue trop réducteur. N'y a-t-il pas ici les sources vives d'un véritable dynamisme de dépassement ? Cette nouvelle sensibilité culturelle nous fait découvrir nos propres richesses, nos solidarités profondes, notre quotidienneté réelle. Elle peut nous amener à des sacrifices et à des entreprises qui n'auraient pas été possibles sans elle. Elle nous invite à bâtir une société qui réponde à nos aspirations. Elle offre un miroir pour nous objectiver et nous définir, un ciment pour nous unir fermement, un *levier* pour risquer une aventure collective. C'est un ferment libérateur dont l'analyse fonctionnelle ne peut percevoir les impondérables féconds et durables.

La libération culturelle a commencé par la parole. Parole des élites symboliques et idéologiques d'abord, parole des milieux populaires qui pour la première fois expriment leur situation et la conscience qu'ils en ont, parole des jeunes et des nouveaux scolarisés qui aspirent

à des changements profonds au-delà de revendications douteuses et maladroites.

Plusieurs exemples révélateurs nous viennent à l'esprit. Le vaste mouvement spontané autour de la question linguistique (bill 63) exprimait le reflux politique de cette première libération. La scolarisation intensive des dernières années n'y était pas étrangère. On ne se réapproprie pas sa langue et sa culture sans vouloir aménager un cadre social et politique propice à leur épanouissement. De façon plus immédiate, le dégagement de la parole pourrait bien dépasser les aires gratuites de spontanéité (fêtes de la chanson ou manifestations) pour atteindre un discours plus articulé au coeur du travail et de l'organisation sociale. La parole commence déjà à toucher les structures économiques et politiques. Elle permet de mieux se défendre, se définir et s'engager. Elle favorise la création de nouveaux canaux de communication.

Évidemment, cette éclosion a créé, dans un premier temps, un climat plus ou moins anarchique. Les débats verbaux risquent de s'éterniser, alors que tant de tâches pressantes nous sollicitent à libérer des dynamismes d'action, à façonner des dispositifs efficaces d'organisation, à mettre en place des politiques de développement à la fois audacieuses et réalistes. Il reste à savoir si nous irons au bout du processus, si nous suivrons une ligne réformiste ou révolutionnaire ou bien si nous ferons marche arrière. Qui oserait nier la présence agissante d'agents de résistance ? Cette dernière interrogation nous oblige à étudier un autre axe d'idéologisation qui oriente un mouvement inverse ⁵⁵.

⁵⁵ Certains structuralistes ont radicalisé la critique de l'idéologie, que nous avons déjà signalée chez les penseurs de la technocratie. Il y a ici une étrange parenté spirituelle. C'est le système « donné », ou « construit » qui conditionne tout le reste : conscience, pensée et action des hommes. Althusser poussera plus loin cette perception en combinant le marxisme, le structuralisme et le technocratisme. Mais chez les uns et les autres, le plus souvent, l'idéologie apparaît comme un « épiphénomène d'une structure de rapports sous-jacents », ou comme le « symptôme d'une maladie de la conscience sociale et politique ». Ainsi la science structuraliste permet de mieux connaître les systèmes formels tout en nous faisant comprendre le caractère superficiel et secondaire de l'intervention humaine dans les infrastructures mentales et sociales. Qu'il s'agisse des structures universelles et permanentes du psychisme humain, en psychanalyse, qu'il s'agisse des systèmes sociaux indépendants de toutes les contingences historiques, en anthropologie

E. L'ORDRE

1. Son champ politique nouveau

[Retour à la table des matières](#)

Nous connaissons tous le slogan nord-américain *Law and Order* qui exprime une tendance fort répandue dans le monde actuel. Pensons aux raidissements des grands pouvoirs qui émanent de Washington, de Moscou et de Rome ; pensons à la remontée rapide et massive des régimes de droite ; pensons aux mouvements sociaux qui veulent marcher à contre-courant des forces de contestation. Leurs symboles de ralliement se polarisent autour du concept de l'ordre, comme axe d'intégration, comme source principale de légitimation. Un groupe de droite en milieu étudiant en France rejoint le premier slogan quand il propose à ses membres trois valeurs à vivre : « idéal,

culturelle, qu'il s'agisse de tissus historiques qui opposent leur signification aux illusions de liberté et de responsabilité des hommes (M. Foucault), il y a toujours un rejet de l'intention idéologique dans sa recherche et sa création de finalités globales, de projets humanistes, de nouvelles visions culturelles et politiques. Après avoir rejeté l'idéologie comme cancer de la conscience, J. Duvignaud fait naître la conscience collective de tel ou tel réseau de rapports structurels. Là seulement, peut-on envisager une action qui n'en demeure pas moins déterminée dans toutes ses composantes. On croirait ici voir resurgir l'âme collective du romantisme allemand. De toute façon, le discours structuraliste élimine pratiquement l'intervention libre, personnelle ou collective, des sujets humains. Une idéologie néo-positiviste se cache là-dessous, au nom de l'objectivité scientifique des relations neutres qui existeraient dans les divers niveaux de réalité. Technocrates et structuralistes, paradoxalement, nient les fins politiques et humanistes des mouvements sociaux actuels et même le caractère de réalité des significations que les individus et les collectivités se donnent, et en même temps ils prétendent donner un sens politique ou philosophique à leur analyse. Concédonsons qu'ils ont au moins le mérite de nous rappeler la force des conditionnements de toutes sortes dans notre aventure humaine, l'importance des conditions objectives et structurales qui précèdent et accompagnent l'histoire et encore plus le projet des hommes ou des sociétés.

travail et ordre ». Inutile de dire que la dernière englobe, conditionne et oriente les deux autres. Beaucoup de mouvements de ce type s'appuient sur l'héritage culturel ou religieux d'un certain ordre passé. C'est le cas, par exemple, de l'association *Occident* qui accuse les forces extrémistes et « gauchistes » de trahir la culture et les traditions occidentales au nom d'emprunts étrangers, maoïstes ou autres.

Chez nous, au Québec, les plaidoyers pour l'ordre semblent d'abord relever d'un sentiment d'insécurité face à un nouveau pluralisme, à une radicalisation des options, à un climat d'anarchie et de perplexité profonde. Dans une société qui n'a jamais voulu forcer son destin, plusieurs citoyens veulent retourner en arrière et ne cachent pas leur sentiment de vertige devant les escalades récentes. Les projets audacieux, dans leur esprit, deviennent des aventures dangereuses. Ils prêchent la modération. N'est-ce pas le grand leitmotiv de toute notre histoire ? « Mieux vaut un ordre imparfait que le désordre. » Ce slogan d'une revue intitulée : *l'Ordre*, résume l'éthos conservateur qui constitue la trame de fond de notre histoire jusqu'à tout récemment. Ceux qui l'utilisent de façon explicite aujourd'hui évoquent les vertus idéales de notre société chrétienne d'hier, à savoir le sens de l'autorité et de l'obéissance, la patience et la prudence, la stabilité et l'unanimité, le primat du religieux sur le profane, la confiance en la Providence toute puissante, etc.

Il faut préciser tout de suite la première caractéristique de cette tendance idéologique actuelle. Au point de départ, il ne s'agit pas surtout de cette conception de l'ordre des sociétés traditionnelles où il y avait un consentement collectif quasi-automatique en rapport avec l'idéologie dominante et souvent unitaire. *C'est plutôt sous le signe de la réaction* que se déploie la formulation de ce retour à l'ordre. On a pu le constater dans des campagnes d'opinion publique au cours des dernières années. Récemment, une formation politique lançait le slogan : sécurité et ordre. Elle ne visait pas seulement les révolutionnaires et les jeunes anarchistes, mais le climat d'imprévu, d'à-coup, d'inachevé d'un nouveau style de vie que plusieurs ne supportent plus. Ils veulent retrouver des normes simples et claires et peut-être le rythme plus lent de la croisière d'hier. Devant la complexité de la situation actuelle, ils s'accrochent aux repères de l'ordre ancien que l'histoire permet de décanter de façon plus limpide et sûre. Une telle attitude de fond s'accorde plus facilement au moule de la société traditionnelle que nous avons connue, avec ses bases idéologiques rigides et bien découpées. Nous sommes quand même en

face d'une démarche politique différente. En effet, il en va tout autrement d'affirmer un ordre dans un contexte d'unanimité ou de majorité plutôt que dans une situation d'auto-défense et de pluralisme. Nous essaierons de le démontrer dans ce travail. Mais disons tout de suite qu'en seconde instance cette réaction se réapproprie beaucoup d'éléments des idéologies traditionnelles de l'ordre. Or, celles-ci se réfractent de façon particulière, précisément à cause de conjonctures publiques ou autres très différentes de celles du passé. Signalons quelques phénomènes à titre d'exemples provisoires : la rapidité et la radicalisation des changements de structures, de rapports sociaux et d'attitudes ; l'ampleur des conditions nouvelles de massification sur les plans de la production, de la consommation, de l'information et de la culture, et cela dans toutes les grandes institutions de la société ; l'isolement de l'individu dans les grandes concentrations urbaines (atomisation) ; l'absence d'un ensemble cohérent de normes qu'offraient les divers systèmes globaux avant leur éclatement (anomie) ; l'impact doublement insécurisant des forces révolutionnaires et du climat anarchique qui les précèdent et les accompagnent et même les dépassent.

En langage très simple, on pourrait résumer le propos de cette tendance idéologique comme ceci : « Nous vivons dans le désordre, dans l'anarchie, dans l'illégalité, dans l'immoralité, dans une « maison de fous » ; il faut mettre de l'ordre partout, retrouver une autorité forte, une conscience collective unanime, une philosophie sociale commune. » Voilà une première définition de ce mouvement que d'aucuns qualifient de réactionnaire.

Il serait malhonnête de ne pas signaler l'envers positif d'une telle rétroaction. En effet, les hommes, quels qu'ils soient, ont un *besoin profond de cohérence* pour la conduite de leur vie individuelle, sociale ou politique. Ils ne se passent pas d'une certaine logique dans l'explication de ce qu'ils sentent et vivent. La plupart s'accommodent mal de la psychologie des « questions ouvertes », surtout si elles prennent toute la place pendant un long moment. On cherche un minimum de réponses ou de solutions au moins provisoires. On veut en arriver ultimement à se faire une idée plus nette de l'ensemble du paysage. Les uns acceptent les cheminements et les tensions qui insécurisent, les autres se dépêchent de se créer un système de sécurité pacifiant quitte à simplifier les choses s'il le faut. Mais tous aspirent plus ou moins implicitement à un axe d'intégration ou à des points de repère qui fédèrent les expériences et les significations toujours

multiples dans un certain cadre rationnel. La simplicité de certaines explications ou même les blocages de l'expression ne sauraient amenuiser nos convictions là-dessus. Les partisans de l'ordre ne font qu'exacerber une aspiration commune.

Une analyse sérieuse des fondements et des composantes de l'idéologie de l'ordre nous empêchera, dans une certaine mesure, de verser à notre tour dans le simplisme. De plus, il n'est pas facile de se dégager de ses propres postulats quand on veut étudier objectivement une idéologie qu'on ne partage pas. Ce travail appelle donc un contexte critique plus large qui fait place à d'autres angles de vision, à d'autres apports venant des tenants ou des opposants. Nous nous limiterons ici à une approche typologique qui escamote forcément certaines données de la réalité vécue. D'autres méthodes, comme la monographie, par exemple, permettraient certaines vérifications nécessaires. Nous avons choisi aussi des lignes spécifiques d'investigation, mais ce n'est pas de façon arbitraire. En effet, notre propre contexte historique québécois nous incite à porter une attention spéciale, par exemple, au vieux fond culturel et religieux qui n'est pas étranger à cette forme d'idéologisation. Cela dit, quelles sont donc les caractéristiques de l'ordre que l'on défend ? Évidemment, les mouvements sociaux impliqués ne véhiculent pas chacune d'entre elles, ou ne les réalisent pas de la même façon.

2 - Un ordre naturel (essentialiste)

Les tenants du retour à l'ordre veulent retrouver l'essence des choses par delà les contingences historiques. Ils reprochent à leurs contemporains de ne pas respecter la nature, de la violenter et partant, de s'auto-détruire. Même si c'est dans un esprit différent, ils n'en rejoignent pas moins certaines critiques récentes qui dénoncent les énormes déchets matériels et humains d'un prétendu progrès technologique. Mais ils protestent non pas d'abord en partant d'une vision empirique de la situation, mais en se référant la plupart du temps à une doctrine abstraite ou à un système rigide et formaliste. Le catholicisme des derniers siècles a été le principal véhicule de la réaction au nom de l'ordre naturel. Il a créé une sur-conscience de la vérité unique et de la doctrine immuable, qui s'appuie sur une nature interchangeable et sur un dépôt révélé lui apportant une garantie divine.

Jamais n'a-t-on vu une dogmatique aussi serrée sur toutes les grandes et les petites questions de l'aventure humaine.

Le système catholique considère surtout les choses en soi, obligeant ainsi ses adhérents à des casuistiques bien fragiles. Il y a loin de la conception intégrale de l'homme (*Gaudium et Spes*) au jugement politique de Rome sur l'engagement révolutionnaire de prolétaires chrétiens d'Amérique du Sud. Il y a loin entre le catalogue des dogmes (Denzinger) et les signes des temps. Malgré une plus grande sensibilité à l'histoire, aux valeurs de liberté et de créativité, la même toile de fond demeure. Elle s'appelle tantôt le plan de Dieu, tantôt l'ordre naturel en continuité avec l'ordre surnaturel malgré le péché des hommes, et à cause de Jésus-Christ. Tout se tient. Tout au plus quelques retouches à faire sur un canevas décisif et éternel. L'Église a les promesses d'éternité. Bref, un contenu et une forme fixes qui ne laissent place qu'à des réformes secondaires.

Le Concile Vatican II qu'on a dit très réformateur par rapport à l'Église tridentine comporte toujours cet arrière-plan. Le thème de l'ordre reste central (*Gaudium et Spes*, 9, 25, 26, 33, 59, 64, 73, 74, 75, 85, 87 ; *Dignitatis humanae*, 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 ; *Apostolicam actuositatem*, 1, 6, 7 ; *Inter Mirifica*, 4, 6, etc.). De là nous pouvons remonter le cours de la doctrine sociale de l'Église. « L'ordre, base de la vie sociale entre les hommes pour atteindre un but en harmonie avec leur nature. » Il y a ici une constante remarquable qui nous renvoie jusqu'aux sources médiévales. On sait l'importance de ce concept chez saint Thomas : « La tranquille communauté dans l'ordre. »

Cet éthos est profondément inscrit dans les structures mentales des gens d'église. L'association des parents catholiques, par exemple, exprime cet état de chose par ses slogans et ses leitmotive : « Propager et appliquer les principes du droit naturel et de la doctrine de l'Église en matière d'éducation et de culture. » Beaucoup d'observateurs ont noté le caractère abstrait et fixiste de ces plaidoyers qui font souvent l'économie d'une analyse des situations réelles. Par delà l'actualité, ils récupèrent les principales composantes de l'idéologie principale de notre communauté historique. En effet, ce type de catholicisme a fourni l'armature inflexible de tous nos mythes de substitution. Même les plus réformistes ou les plus révolutionnaires d'entre nous empruntent, souvent inconsciemment, des schèmes de comportement très reliés à cette raideur idéologique.

Un ordre providentialiste

Vatican II parle encore dans ces termes : « Ordre établi par Dieu. » « Dans les limites de l'ordre moral, afin de répondre au dessein de Dieu sur l'homme. » Sans doute y a-t-il eu au cours des derniers siècles des déplacements d'accent. Après la théocratie médiévale et la « *respublica christiana* », ce fut le projet de l'ordre social chrétien, ensuite celui de la maquette doctrinale d'une société parfaite, puis enfin celui de l'inspiration chrétienne à la lumière des signes des temps et des événements du salut. Mais derrière cette économie historique du salut qu'on revalorise, il y a encore la « main invisible » qui intervient plus ou moins arbitrairement. Une telle tendance idéologique, sur le plan profane comme sur le plan religieux, maintient au moins implicitement qu'une providence divine gouverne la société et les consciences, au point de neutraliser tous les accrocs et les erreurs d'une liberté humaine faillible et sans cesse livrée au subjectivisme et au relativisme. Vatican II le rappelle dans les décrets déjà cités. Il s'appuie sur la conception d'une « Église, gardienne du dépôt de la Parole divine, où elle puise les principes *de l'ordre religieux et moral* ».

Chez une minorité menacée et dépossédée comme la nôtre, une telle conception de la vie venait non seulement servir d'appoint, mais aussi accentuer le sentiment de sa propre impuissance. D'où la réaction violente de ceux qui se veulent en rupture avec cet héritage. Par ailleurs, comment ne pas reconnaître des résurgences intermittentes du vieux schème culturel et religieux au moment des échecs ou des difficultés que rencontrent les artisans d'une communauté nationale qui veut reprendre en main son propre destin. Les luttes les plus récentes nous ont appris comment il est difficile de passer d'une idéologie d'un destin donné ou fixé à l'idéologie d'un destin conçu comme une tâche et un projet historique d'hommes libres et totalement responsables. De nouveaux ritualismes religieux et profanes restaurent ces modèles de surplomb. Serions-nous à peine engagés dans le processus de libération ?

Un ordre conservateur

Il ne s'agit pas ici de l'attitude saine qui se préoccupe des valeurs et des dynamismes de continuité. Nous ne pensons pas non plus au conservatisme subtil de ceux qui, tout en critiquant le statu quo, le défendent à tout prix parce qu'on ne peut faire autrement. Nous retenons plutôt le noyau dur d'une tendance réactionnaire plus simple et plus radicale. Les tenants de cette idéologie se définissent surtout à partir du passé, de la tradition idéalisée. La vraie sagesse est en arrière. Devant la rapidité des changements, le raidissement se fait encore plus ferme et buté. On réclame la restauration des structures traditionnelles qui avaient apporté sécurité et stabilité. La religion fait office d'ultime recours. N'a-t-elle pas été jusqu'ici un agent privilégié de conservation sociale (Durkheim, Troeltsch, Niebuhr, Yinger, O'Dea, Fuse, Stark, Gluck) ? Les religions universelles se déploient à une hauteur qui permet de survoler les arêtes du temps. A ce niveau, on peut prêcher la paix sociale, les grandes valeurs de justice et de fraternité sans tenir compte des vrais rapports de force et des inégalités réelles. Si elles partent d'un ordre nouveau, c'est en reliant le passé et le futur par-dessus les contingences actuelles. Mécanisme psychologique bien connu qui évite les compromissions qu'amènent les défis concrets du présent. Lorsqu'on est retourné dans la quotidienneté, après le Concile Vatican II, le vieux réflexe est remonté en surface. Plusieurs évoquèrent le danger d'une nouvelle maladie, celle de la nouveauté. Les idées révolutionnaires ou réformistes devaient laisser la place aux pratiques timides et souvent réactionnaires. Pour les uns, il fallait entreprendre le long cheminement de la conversion des mentalités ; pour les autres, il s'agissait de renforcer un appareil structurel trop artisanal. Mais toujours, sans toucher à ce qu'on appelait « l'essentiel ». Comment dégager « l'essentiel » d'un système qui a placé tant de choses sous ce signe ? Dans une société qui s'est définie jusqu'à tout récemment par une idéologie de survivance et de conservation, le catholicisme conservateur a des racines très profondes. Dans la mesure où les forces profanes progressives prennent le dessus, dans la même mesure une Église aussi conservatrice devient un obstacle important et un objet de rejet radical ^a.

^a On doit noter ici l'engagement que viennent de prendre les églises chrétiennes du Canada dans leur plan stratégique d'action concertée en vue d'une ligue pour le développement : « L'Église doit appuyer activement les « sans pouvoir », dans les efforts qu'ils déploient pour participer aux décisions et prendre en main leurs propres destinées... L'Église est appelée à jouer le rôle de l'aiguillon, à se faire contestataire au besoin, à mettre en question le statu quo

Un ordre univoque et monolithique

Le conservateur se raccroche toujours à une certaine métaphysique. Sa démarche est d'une même coulée. Il y a pour lui continuité parfaite entre la nature, l'homme et la religion, entre la loi divine, la loi naturelle et les lois civiles et religieuses, entre la cosmologie, l'anthropologie et la théologie. Dieu a créé l'univers dans un moule unique, dans un ordre parfait. Si les hommes dévient de cette certitude et de cette ordonnance, c'est parce qu'ils n'ont pas réprimé les « impulsions anarchiques » de leur raison et de leurs instincts. Il y a donc une méfiance spontanée en face du pluralisme, des conflits, des opinions démocratiques diversifiées. On réclame l'unité à tout prix. « Il faut d'abord créer l'unité de pensée et d'action dans ce que j'appellerai le bloc catholique canadien-français ! » C'est à prendre ou à laisser. On dénonce l'envahissement d'idéologies étrangères à sa foi, sa culture et ses traditions.

Dans le monde catholique, surtout celui de l'après concile Vatican II, nous avons observé des réactions de ce type dans la plupart des débats soulevés. Pour défendre le contenu de cet ordre intouchable, plusieurs des nôtres faisaient appel au magistère infaillible du Pape, s'étendant à « tout ce qui est du domaine de la foi ou des mœurs ». « C'est l'Église, en vertu de sa mission et par son magistère, qui garde la fonction de législateur, de guide dans l'ordre spirituel et d'interprète

- y compris le sien propre - dans le domaine social, à être la voix de la conscience qui soulève des questions brûlantes, qui condamne toute injustice. » Voir les messages des évêques à la fête du travail en 1969 et en 1970. D'aucuns s'interrogent sur ces discours épisodiques en rapport avec la quotidienneté des Églises. Qu'en est-il des investissements réels de celles-ci, des « nouveaux pouvoirs », qui naissent en leur sein, des politiques pastorales concrètes ? Par ailleurs, ce langage courageux suscitera peut-être à long terme des engagements radicaux bien enracinés dans l'expérience judéo-chrétienne. Au bilan, ce sera la vérité du geste, au-delà des paroles, qui restera le véritable test d'authenticité. Combien de pouvoirs en place tiennent des propos semblables sans pourtant en accepter les conséquences concrètes ? Pour ce qui concerne les Églises, il y a un long chemin à parcourir avant d'en arriver à l'articulation d'un jugement socio-politique et d'un discernement spirituel cohérents par-delà le dogmatisme et le moralisme simplistes. Nous reconnaissons sans peine le progrès accompli au plan de la pensée et de l'action.

autorisé de la Révélation et de la loi naturelle, en tout ce qui concerne le salut. Si la conscience prime sur le magistère et peut se permettre de lui tourner le dos, c'est la pagaille, c'est l'individualisme anarchique, le subjectivisme, le libre examen en morale comme en dogme... Pour saper le caractère hiérarchique et monarchique de l'Eglise, on prétend faire surgir de la foule le droit d'enseigner et de gouverner, comme dans toute bonne démocratie qui se respecte. » (H. Saint-Denis, *Le Devoir*, 24 avril 1970)

Cette longue citation résume assez bien les composantes étudiées et celles qui viennent. La conscience ne fait qu'appliquer la loi tirée de cet Ordre dont le Pape est l'unique interprète. Les prêtres et les laïcs n'ont qu'à obéir de façon inconditionnelle. Autrement, c'est l'anarchie de la communauté et le subjectivisme de la personne, qui sèment le désordre partout. Nous mesurons ici la profondeur de l'idéologie de l'Ordre dans le système catholique traditionnel.

Un ordre hiérarchique et organique

La hiérarchie sociale correspond à celle qui existe dans la nature. Elle est en quelque sorte naturelle. Vouloir changer cet ordre de choses, c'est déséquilibrer dangereusement la société. Hiérarchie des autorités, des statuts, des classes, des droits et des devoirs. L'égalitarisme est un mythe des idéologues de gauche. Dieu n'a pas créé le monde ainsi. Il a voulu « une unité organique des ordres et des professions ».

Les rapports entre ces composantes subordonnées suivent un processus tantôt organique, tantôt mécanique. Pensons à la doctrine catholique du corporatisme qui a déjà connu une certaine vogue dans notre histoire récente. La société apparaît comme un grand corps vivant avec ses différents organes de fonctionnement. Les pieds ne sauraient jouer le rôle de la tête ! Une telle vision écarte les tensions éventuelles et craint toute forme d'autonomie. On sait le sort du syndicalisme dans un tel contexte. Et que dire des libertés individuelles et collectives ! Cette doctrine sociale avait sans doute des relations étroites avec une Église conçue comme un Corps mystique. De là le plaidoyer pour un bien commun universel et abstrait, loin des aménagements qui tiennent compte des conflits d'intérêt, des richesses charismatiques diversifiées, des apports

minoritaires. Parfois l'idéologie glisse dans le processus mécaniciste qui exclut systématiquement les risques et les auto-déterminations. La vie sociale et les rapports humains doivent suivre des impératifs extérieurs à eux-mêmes.

Signalons ici que de telles intentions existent dans des expériences récentes. N'a-t-on pas observé un regain de tribalisme ou une reprise des modèles de sociétés traditionnelles dans des milieux humains où la technologie est très avancée ? De même, les contestataires qui revendiquent la démocratie de base semblent vouloir retourner au schème clanique ou à l'idéologie de la « grande famille ».

Un ordre « moralisateur »

Les problèmes sociaux, politiques ou autres se ramènent à des problèmes moraux. C'est à cette dernière source que s'alimentent les désordres actuels. Voilà ce qui arrive quand on utilise la raison et la liberté en dehors des principes immuables et suprêmes de la morale. Il n'y a pas d'autre salut que dans le respect de la hiérarchie des fins, les unes temporelles et périssables, les autres éternelles qui fondent l'infrastructure de l'ordre social et établissent « une règle de mœurs orientée vers le Souverain Bien ». Établissons les composantes de cet ordre qui inspire la réforme sociale préconisée ici :

1 - L'affirmation d'un bien suprême. « Cet ordre qui place en Dieu le terme premier et suprême de toute activité créée et n'apprécie les biens de ce monde que comme de simples moyens dont il faut user dans la mesure où ils conduisent à cette fin » (Quadragesimo Anno.) « Foi en Dieu législateur et juge, ordinateur de l'Univers » (Pie XII). « L'activité économique doit s'exercer dans les limites de l'ordre moral, afin de répondre au dessein de Dieu sur l'homme » (Gaudium 64). « Le Concile proclame que la primauté de l'ordre moral objectif s'impose absolument à tout le monde » (Inter Mirifica, 6.) « C'est faire injure à l'ordre établi par Dieu » (Dignitatis humanae, 3).

2 - L'ajustement de toutes les activités humaines sur ces règles tirées de la révélation et du droit naturel, avec une conscience vive du scandale que suscite le décalage entre le plan de Dieu et les plans des hommes. Évidemment, c'est par voie déductive que les hommes appliquent cette « bonne synthèse » dans leur vie. Donc

« approfondissement et défense des principes chrétiens » et application de ceux-ci aux problèmes de notre temps. (Décret conciliaire de l'apostolat, 6.)

3 - C'est à cause du vice ou de la vertu des hommes que la société connaît le malheur ou le bonheur, les crises ou la paix sociales. D'une part, l'orgueil et l'égoïsme, d'autre part, la bonté et la droiture. Évidemment, on se garde bien de mettre les points sur les « i » quand on proclame les grands principes de la charité et de la justice. Les juntas militaires utilisent assez facilement les documents de Rome, par exemple, pour justifier le retour à l'ordre et la qualité de leur idéal moral. Y aurait-il donc une si grande parenté entre les deux intentions ? De toute façon, le langage clérical nous offre le prototype de la réduction des problématiques à des critères de moralité. Il a inventé le fonctionnalisme bien avant les anthropologues de l'ère moderne. Toute « déviance » de l'ordre établi équivaut à telle ou telle maladie sociale, ou, en l'occurrence, au péché. La solution première et définitive se trouve dans la fidélité à la loi divine et au droit naturel. Sans elle, les hommes se laissent entraîner à « un certain délaissement de l'ordre moral et religieux, au grand péril de leur vie chrétienne ». (Vatican II, AA, 1.)

4 - Enfin, ce qui va assurer la restauration de l'Ordre, c'est la conversion, le renouvellement intérieur, le retour à ce qu'on était jadis. Après ce retournement du cœur, cette conversion d'attitudes, tout le reste viendra par surcroît. Pourtant, on sait bien que l'exhortation des Églises aux riches n'a pas été très importante dans la genèse des grands changements historiques surtout des derniers siècles. Les révolutions comme les grandes réformes de structures ont eu d'autres sources et d'autres praxis. D'ailleurs, ce n'est pas sans fondement que les partisans du statu quo ont utilisé la religion pour neutraliser des mouvements de libération. Ce n'est pas sans raison non plus que les catholiques ont cultivé une méfiance vis-à-vis de l'action politique, de l'intervention de l'État, de la contestation prophétique. Nous en savons quelque chose au Québec. Notre histoire est pleine de ces appels constants à la soumission aux conquérants, aux pouvoirs en place, à l'autorité établie.

Cet « ordre moral objectif », est souvent anonyme et impersonnel. Quand la société reproduit le drame de la tour de Babel, c'est à cause de la liberté des hommes. Le système catholique s'est ouvert aux nouvelles valeurs de responsabilité personnelle, surtout dans les

derniers temps. Mais le naturel revient vite au galop. On l'a vu dans *Humanae Vitae* où l'on plaçait une conception fixiste de l'ordre des choses au-dessus des personnes libres et responsables, au-dessus des expériences historiques de l'humanité en marche, et même en dehors de toute référence explicite aux sources de la Révélation. Une fois de plus, le système catholique révélait sa structure fondamentale, celle d'un ordre préconçu, transcendant, intemporel. L'idéologie de départ s'est transmuée en une dogmatique et une morale irréformables et intouchables. Seule la conversion du cœur permettra de comprendre que le système a raison... a toujours raison. A force de répéter, sans se lasser, on finira bien par convaincre tous les hommes que les jeux sont faits, que l'Église a en main tous les trésors de la vérité, qui peuvent exister ailleurs, mais toujours partiellement.

Un ordre autoritaire et souvent militaire

Cette idéologie n'existe pas seulement dans le monde religieux, comme nous l'avons vu. Un bref regard sur la situation internationale nous fait découvrir la domination massive des forces de l'ordre un peu partout dans le monde. Régimes de droite qui légalisent leur violence répressive et mobilisent d'énormes ressources humaines et matérielles dans l'armée et la police. Nous nous demandons même si au lieu de parler de société industrielle, il ne serait pas plus approprié de retenir plutôt le qualificatif militaire. Encore ici, nous repérons les mêmes thèmes, les mêmes réflexes. Les chefs, en s'appuyant sur une masse qui a été longtemps conditionnée par cette idéologie traditionnelle, évoquent la nécessité d'une autorité forte pour mettre tout le monde à sa place. L'obéissance exigée relève du schéma religieux. En effet derrière les autorités civiles et religieuses, il y a une sorte de droit divin qui leur donne un statut social, une force d'absolu, une sagesse transcendante. Ceux qui ont vécu dans des milieux où l'on pratiquait le culte de l'ordre, connaissent bien les conséquences de ces attitudes profondes. Une telle autorité peut intervenir unilatéralement et arbitrairement parce qu'elle est l'unique interprète de l'ordre qu'elle réclame ou impose. Inutile de dire que les tenants de l'idéologie vont à contre-courant des grandes intentions démocratiques des derniers siècles. « Allons-nous choisir, nous du Québec, l'éducation de masse dans l'école de masse ? » L'association des parents catholiques, en défendant les écoles privées et leur idéologie religieuse, véhicule une conception de la société qu'ils demandent aux autorités de reconnaître,

et même d'étendre à tout le monde. Une sorte de démocratie à rebours. Nous employons le terme, parce que nous avons entendu tellement d'hommes de droite et d'hommes d'église qui se prétendaient les plus démocrates parce qu'ils agissaient, disaient-ils, en fonction du peuple et non de groupes particuliers. Le bon peuple de Napoléon, pas celui des révolutions

Un ordre juridique

Law and Order, une tautologie puisque l'un se ramène à l'autre. La vérité se trouve dans la légalité. Les partisans de l'ordre misent sur les structures, garanties par des lois rigides et nettes. Ne comptent que les règles de jeu officielles. Paradoxalement, ils n'hésiteront pas à travailler en coulisse, à créer même un underground pour contourner les lois embêtantes, à multiplier les groupes de pression. Certains politicologues ont remarqué comment les dictatures instaurées sous le signe de l'ordre versent très vite dans une quotidienneté anarchique. D'un palier à l'autre, on ne sait à quoi s'en tenir parce que les décisions dépendent du seul palier supérieur qui lui ne connaît aucun contrôle, et aucune règle du jeu, si ce n'est celle d'une autorité absolue et irréversible. Quand l'idéologie de l'ordre est diffusée dans le peuple, on voit naître des groupes qui réclament avant tout des garanties légales et structurelles. Ceux-ci n'acceptent pas le jeu des libertés et les risques du vécu. Ils ne croient pas à l'adhésion libre, à l'influence d'une expérience authentique. Ils cherchent avant tout des protections extérieures et des cadres de soutien. Pour eux, les modèles précèdent l'expérience et non vice-versa. Ils n'avancent pas, s'ils ne sont pas absolument sûrs. Peur de l'avenir, évasion du présent, retour au passé ? Philosophie pessimiste de l'homme ? C'est souvent ce qui les caractérise.

Un ordre clos et apolitique

Un système étanche et sans fissure qui explique tout et ne laisse rien au hasard ou au risque. Un cadre de perception qui veut tout faire entrer dans ses schèmes. Un univers clos sur lui-même sans horizon de dépassement. Voilà peut-être les fines pointes de cette idéologie réactionnaire. Évidemment, elle n'écartera pas la possibilité de changements ou la reconnaissance brutale de certaines transformations, mais c'est toujours dans la ligne d'une continuité, d'une évolution endogène. Les ruptures, les révolutions ne peuvent qu'apporter des malheurs. Les calculs des hommes sont vains. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. « Regardez ce que nous a amené le progrès moderne ! »

Conclusions

On ne procède pas à une telle typologisation sans céder à la caricature. Ces tendances n'existent nulle part à l'état chimiquement pur. Mais qui niera leur actualité et même leur recrudescence ? Elles s'affirment en contre-courant des grands mouvements de libération. Elles veulent répondre aussi à l'état d'anomie de nos sociétés modernes où tant d'hommes ne savent plus à qui ou à quoi se raccrocher, où la multiplicité des modèles et des signes successifs vient défaire sans cesse les figures et les codes qui donnaient cohérence à nos vies. Autrefois, les joueurs, les arbitres, les spectateurs s'entendaient sur une règle du jeu commune. Aujourd'hui, chacun veut avoir sa rondelle ou son ballon et jouer comme il l'entend. On chasse les arbitres. Les spectateurs envahissent le terrain. N'aurions-nous pas besoin d'un ordre nouveau, de règles du jeu nouvelles ? Entre l'ordre sans projets et les projets sans ordre, n'y a-t-il pas des démarches politiques plus réalistes, plus justes, plus articulées ? Jusqu'ici le raidissement idéologique de la droite a toujours gardé le dessus, et les gaucheries de la gauche n'ont pas dépassé les velléités anarchiques ou les coups sans lendemain. La voie de l'avenir n'est pas nécessairement au centre. Sans doute faut-il songer à des politiques capables d'assumer les facteurs de conflits et de consentements dans une dynamique de projet qui assure la diversité des lieux d'opinion et d'expérimentation et achemine les tensions dans un sens créateur ⁵⁶.

⁵⁶ Il est à peine besoin de faire remarquer que c'est au nom d'une idéologie implicite que l'on combat une idéologie avérée. De même que la pensée de droite nie l'existence d'une droite, de même que la classe dominante a tendance à faire douter de l'existence de classes, de même encore l'idéologie réellement conservatrice a pour caractère notable de récuser l'importance de l'idéologique (ce qui ne veut pas dire que toutes les idéologies se valent). C'est une manière de lutter contre l'idéologie de l'adversaire que de soutenir qu'il n'y a pas, ou ne devrait pas y avoir d'idéologies, tout en flattant, éventuellement, des idéologies dites extrémistes, mais objectivement inoffensives. Cela a pour effet de fortifier ou de sauvegarder les tenants de la position de force. Et c'est une forte position, en ceci que l'inhumanisme et l'économisme conjuguent (objectivement, sinon subjectivement) leurs effets pour disqualifier l'idéologique, dans l'intérêt de l'idéologie dominante. O. Cecconi, Remarques sur les critères et les fonctions de l'idéologique, dans *Économie et Humanisme*, août 1970, p. 17. De même, F. Perroux dans *Industrie et création collective* (p. 134), en arrive à une constatation semblable : « Le bien

F. LE CHANGEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons nous demander si l'éclatement des tendances idéologiques dans des directions soit convergentes, soit parallèles, soit opposées, n'a pas une source principale, à savoir le changement dans ses dimensions objectives et subjectives. D'une part, il y a la complexité et le nombre croissant de transformations structurelles et culturelles de nos sociétés ; d'autre part, il y a un phénomène semblable sur le plan des perceptions très diversifiées des uns et des autres face à ces bouleversements de leur existence privée et publique. Il suffit de se reporter aux dernières conversations que chacun de nous a pu tenir récemment. Ne portaient-elles pas la plupart du temps sur des changements survenus ou prévisibles ? Le changement n'est-il pas aussi la thématique centrale de tous les véhicules de réflexion et de communication ? Toutes les institutions, tous les champs d'activités et toute la quotidienneté s'aménagent en fonction de ce terrain que l'on sait désormais irrémédiablement mouvant. Malgré les automatismes, les résistances et les démissions, nous avons conscience, pour la plupart, de ne pouvoir jamais rester sur place. Il faut faire marche

commun, l'avantage collectif, l'intérêt national donnent figure de concours à l'exploitation du travail par le capital et à toutes les formes d'exploitation qui en dérivent... les droits acquis et les positions de force sont à l'abri de toute atteinte, si l'on parvient à faire accepter une image irénique et harmonique de la société et si l'on considère les résistances et les frictions, les blocages et les ruptures comme purement accidentels. » L'histoire nous a montré comment certaines classes au pouvoir ont légitimé les pratiques sociales réelles en construisant une idéologie qui se prétendait totalement réaliste et vraie, précisément parce qu'elle était adaptée à la situation. Comment prendre alors une distance critique si on ne sort pas de ce cercle vicieux caractéristique des idéologies de l'ordre. Quand on s'attaque à l'ordre de fait, on répond par l'ordre des principes et vice-versa. De telles structures mentales et sociales sont pratiquement hermétiques au dialogue, à la confrontation, à la diversification démocratique des lieux d'opinion.

avant ou marche arrière. Même chez les plus passifs, on trouvera ce sentiment vif d'être traînés malgré soi par un tapis roulant indépendamment de sa volonté. Jamais la vie n'est apparue aussi mobile, aussi instable. Les uns y voient un défi de dépassement accordé à une aventure humaine toujours en instance de progression ou de régression, toujours en décalage avec les systèmes et les équilibres provisoires. Les hommes et les sociétés ne peuvent arrêter l'histoire, et partant, le changement. Il s'agit plutôt de le prendre en main, de l'orienter, de l'humaniser. Voilà la nuance qu'ajoutent certains autres. A l'autre extrême, on trouvera les attitudes, déjà signalées, de ceux qui veulent restaurer un ordre immuable sur des lois fixées pour toujours. Ils dénoncent, avec une part de vérité, les conséquences inhumaines de ce perpétuel transit. La vie ne dure pas sans enracinement dans un terreau quelconque. C'est la culture de celui-ci que l'homme moderne négligerait.

On se rend compte de la profondeur du débat. Cet axe d'idéologisation implique des conceptions différentes de l'homme et du monde, et aussi des conjonctures historiques diverses. A peine sortis d'une société industrielle de courte durée (comparée à celle des autres sociétés précédentes), nous semblons nous acheminer vers un autre type de société apparemment très différent. Telles ces expressions courantes de plus en plus diffusées dans les masses : « Demain, il n'y aura plus d'écoles... ce sera autre chose ! » « La machine va réduire à sa plus simple expression le travail des hommes. » « Les prochains progrès technologiques amèneront un bouleversement radical des modes actuels de vie. » Parfois, la vision de l'avenir verse dans un pessimisme apocalyptique : famine mondiale en 1980, pollution meurtrière à l'échelle de la planète, explosion démographique incontrôlable, univers bureaucratique concentrationnaire. Ici, les experts prennent le relais des idéologues pour faire de telles prévisions. Galbraith rejoint Marcuse. En deçà de cette prospective de changement, nous allons plutôt considérer celui-ci comme un catalyseur idéologique particulier.

1 - Il y a d'abord la tendance à considérer le changement comme « un phénomène objectif, qui se produit en quelque sorte en dehors de l'homme et dont celui-ci subit l'impact et les conséquences ⁵⁷ ». Nous ajouterions ici l'attitude correspondante de rétroaction, c'est-à-dire,

⁵⁷ G. Rocher, L'idéologie du changement, dans *Communauté chrétienne* 49 (1970), p. 7. L'auteur inspire les remarques qui vont suivre.

l'impératif d'adaptation à ces conditions extérieures. Ce qui domine en l'occurrence dans cette conception, c'est l'ajustement à tout prix à cette force aveugle. Il ne faut pas se laisser leurrer par le plaidoyer brillant d'un McLuhan, par exemple. En effet, par-delà la réponse rationnelle et fonctionnelle de l'homme dans l'évolution technologique, il y a soumission inéluctable, et sacrifice des libertés fondamentales. Est-ce le retour du schéma mécaniciste d'antan où les règles du jeu s'imposaient d'elles-mêmes ? Le surplomb de la nature technicisée remplacerait celui de la nature brute. S'adapter ou crever, une expression équivalente du « crois ou meurs » ! Faudra-t-il que l'homme se libère de ses oeuvres comme il l'a fait vis-à-vis de la nature vierge ? Cette idéologie camouflée - nous dirions même ce nouvel évangile technologique - s'intéresse peu aux dimensions humaines de la révolution technétronique qu'elle annonce. Elle s'enferme dans l'univers des moyens sans s'interroger sur la place du projet humain et de son expression libre et gratuite. En mineur, on reconnaîtra ici tous ces modèles occidentaux d'organisation rationnelle, de rendement maximal, de croissance économique. Personne ne saurait échapper au cercle infernal de la production et de la consommation que les techno-structures imposent par des processus de plus en plus subtils de manipulation, de séduction et de sur-intégration. Changement oui, mais dans une ligne déterministe, sans possibilité de distance critique, de révision des fins. Même les valeurs font partie de ce rouage à titre de moyens. Si l'idéologie est quête de sens, de signification globale d'une situation historique vécue par un groupe donné, nous devons avouer que le changement, technologique surtout, se présente davantage comme une contre-idéologie, puisqu'il agit comme une éclipse des fins. La conscience perplexe et malheureuse des citoyens de l'abondance, les révoltes à vide des nantis, l'évasion dans le paradis artificiel et irréel de la drogue, le repli sur les satisfactions immédiates et précaires, autant de symptômes d'un état psychique traumatisé par ce nouvel environnement.

Cette radicalisation de la critique ou de la valorisation du changement objectif nous dit peu de chose sur l'homme lui-même. C'est cet aspect anthropologique, qui va retenir notre attention dans une seconde étape.

2 - L'homme qui change, qui crée le changement, ou le veut, ou l'accepte, se révèle par des comportements particuliers. Le fait de tout voir sous l'angle du changement marque profondément la psychologie et la sensibilité de l'homme moderne. « Cet homme ne porte plus sur

les choses le regard du photographe, mais celui du cinéaste. Il perçoit les choses dans leur succession... sous leur aspect dynamique, dans ce qui est en elles, évolution, conflits, transformation. Et c'est parce qu'il porte sur le monde un regard mobile qu'il imprime aux choses une impulsion, une action. » (G. Rocher) On mesure déjà tout ce que cette façon de voir doit aux sciences et aux méthodes expérimentales qui ont reflué sur l'autoperception de l'homme et de son univers social. La démarche scientifique passe par ce lieu obligé de la critique. Après la remise en question de la vision statique du cosmos, ce fut la découverte de l'évolutionnisme de la vie, des espèces organiques, de l'homme lui-même. En même temps, on retrouvait le sens de l'histoire linéaire qui avait timidement percé dans certaines grandes traditions, surtout la judéo-chrétienne. On ne tarda pas à appliquer ces nouvelles méthodes et orientations à l'étude de l'homme et de la société. Freud retrace les origines de la psyché de l'homme et les mécanismes de son évolution régressive ou progressive. La biographie individuelle rejoint la grande histoire. Marx fait une tentative semblable d'interprétation de la société humaine et de ses étapes dans la suite des âges, en dégagant des mécanismes tantôt analogues, tantôt différents. Toujours il y a recherche de libération. Après la vision dynamique des choses, ce fut donc celle de l'homme et de la société.

Cette conscience s'est avivée depuis ce temps. Les leaders et les définisseurs proposent aux masses de grands modèles à réaliser : l'Europe des patries, *The New Frontier*, la société juste, le développement planétaire. Cette dernière expression, la plus universalisée sans doute, revêt un sens immédiat de changement dynamique. Évidemment, l'accent se déplace davantage vers l'avenir. On semble moins préoccupé de la lecture du passé, peut-être à cause du préjugé qui laisse croire que l'histoire n'a plus de secrets.

Mais nous ne sommes pas au bout de notre ligne de réflexion. Le mouvement amène l'homme à remettre en cause systématiquement tous les points d'appui, tous les absolus qui le concernaient immédiatement lui-même. La crise de la morale marque bien la profondeur de l'idéologie impliquée. Après avoir dit qu'il ne s'agit plus d'une mutation nouvelle dans l'histoire, mais d'une mutation de l'histoire elle-même, voici qu'on parle d'un homme nouveau radicalement différent. L'objectif de création de valeurs inédites marque une non-confiance dans les valeurs anciennes et actuelles, dans les points de repère connus jusqu'ici. Le projet dépasse donc tous les procès et toutes les suspensions à l'égard de l'ordre établi. À

l'homme du soupçon correspond le préjugé défavorable vis-à-vis de tout ce qui n'a pas changé ou ne change pas. Ce sont les conservateurs qui doivent maintenant se justifier sans cesse.

3 - Le processus atteint son paroxysme dans la conception de la révolution permanente. Des mouvements sociaux récents l'ont prônée en soutenant qu'elle était le seul garant de la liberté, du primat de l'homme sur les structures. Jusqu'ici nos sociétés auraient manqué de ce dispositif critique ; d'où l'aliénation aussi bien de la politique que de la vie quotidienne, l'échec des révolutions classiques, la victoire des pouvoirs du statu quo. C'est le rôle critique qui prend le dessus dans les mouvements sociaux et politiques et dans les institutions démocratiques, dans les organismes syndicaux. Certains veulent même faire de l'université l'institution de la critique systématique. « Phase négative nécessaire », dira-t-on. D'autres ne l'entendent pas ainsi, lorsqu'ils plaident soit pour des mécanismes de contrôle permanents, soit pour la création de structures sociales toutes neuves. Ici, le changement devient le saut qualitatif de Hegel après une série de tensions toujours plus fortes des rapports sociaux. Les réformes ne seraient plus possibles, d'où l'urgence révolutionnaire dont on fait état comme tournant irréversible de l'histoire contemporaine. Devant cette exacerbation critique, plusieurs craignent un recul des grandes libertés démocratiques chèrement acquises. Ils flairent un retour au totalitarisme et au dogmatisme sous de nouvelles étiquettes. Leur inquiétude augmente quand ils entendent ceux qui conçoivent la révolution, non plus comme un moment transitoire, mais comme une réalité permanente. N'est-ce pas se précipiter vers une sorte de suicide collectif, ou à tout le moins vers un état psychique collectif à forte teneur pathologique ? A cela, les révolutionnaires répondent que c'est plutôt la société actuelle qui écrase l'homme et l'enfonce dans des abîmes toujours plus étouffants. La majeure partie du monde ne vit-elle pas sous la domination de pouvoirs répressifs violents, et souvent dictatoriaux ? L'escalade inverse est donc inévitable.

La diversité des attitudes et des projets révolutionnaires nous empêche de songer à un schème exhaustif d'analyse de ce type de changement brusque, global et radical. Il suffit de se référer à la pléthore des mouvements révolutionnaires actuels et à l'éclatement de toutes les symboliques en ce domaine. Plusieurs modèles se profilent à l'horizon. Cromwell, Washington, Robespierre, Marx, Lénine, Castro et Mao n'appartiennent pas forcément à une seule et même famille spirituelle. A plus forte raison, les guérilleros vietnamiens, les

noirs de Harlem, les groupuscules étudiants de Nanterre, même s'il existe une certaine parenté. D'un autre côté, il faut reconnaître que le marxisme présente, pour la première fois dans l'histoire, « un système complet d'interprétation du phénomène révolutionnaire dans la société » (G. Rocher). Voici comment cet auteur schématise l'idéologie concernée :

- *La cause* lointaine, la racine du processus révolutionnaire réside dans la propriété privée des moyens de production. La cause immédiate en est l'aliénation totale de la classe prolétarienne.

- *La condition* principale et essentielle du processus révolutionnaire est la cristallisation et la politisation d'une conscience de classe, dans la classe prolétarienne.

- *L'agent premier* de la révolution est la classe prolétarienne. On peut considérer comme agent second le mouvement socialiste révolutionnaire, qui agit comme catalyseur de la classe ouvrière.

- *Le processus* de la révolution se ramène à la lutte des classes et au renversement de la classe possédante par la classe laborieuse.

- *L'objectif*, enfin, est la disparition de la propriété privée et de la société de classes et leur remplacement par une société communiste et sans classes.

On ne compte plus les paradoxes du socialisme marxiste : système clos et ouvert à la fois, science et idéologie, société sans classes et État totalitaire très hiérarchisé, dictature du prolétariat et privilèges du pouvoir dans le parti, révolution de départ et contre-révolution permanente. Les praxis effectives révèlent toutes ces ambiguïtés. D'ailleurs, les conflits internes du bloc socialiste minent les espoirs d'une grande révolution socialiste mondiale, telle que l'envisageaient les militants d'hier. L'idéologie connaît à son tour une critique qui diminue son impact et sa séduction. Elle ne demeure pas moins le prototype des projets révolutionnaires modernes.

Plus immédiatement, il serait intéressant de cerner les antécédents du changement de type révolutionnaire. A partir des révolutions occidentales, C. Brinton tente une généralisation provisoire des conditions habituelles d'un durcissement idéologique révolutionnaire.

- La révolution ne naît pas d'abord dans des milieux pauvres et défavorisés, mais dans des groupes ou des sociétés qui ont atteint un certain niveau de développement économique et culturel. Devant des seuils difficiles à franchir, des espoirs de promotion éveillés et frustrés à la fois, les esprits s'échauffent et réagissent violemment.

- La hiérarchie des statuts se transforme en lutte de classes. Lutte entre les pouvoirs en place et d'autres pouvoirs naissants, et non pas entre les pauvres et les riches, comme le prétend une certaine poétisation ou idéalisation de la révolution.

- Les intellectuels majoritairement : changent d'allégeance. Ils critiquent le régime et formulent la nouvelle idéologie. Avec eux, des élites anciennes et nouvelles passent de l'autre côté de la barricade.

- La gestion des affaires publiques devient inopérante. Ses agents sont dépassés par les nouvelles situations.

- Les pouvoirs en place commencent à perdre confiance en eux-mêmes. Leur système de légitimation ne fonctionne plus. Leur autorité est battue en brèche partout. Les mécanismes efficaces d'hier se détraquent et des poussées anarchiques externes et internes disloquent l'organisation sociale.

- De graves difficultés économiques viennent précipiter la panique dans toutes les couches sociales et les divers secteurs d'activité. Échec successif des dispositifs mis en place, impuissance de l'État devant les problèmes de monnaie, de crédit, d'inflation ou de déflation, de contrôle des prix et revenus, d'équipement collectif, d'investissements productifs, de revendications sociales, de balance de paiement, etc. Un nombre croissant de citoyens se sentent menacés dans leurs sécurités fondamentales, dans leurs biens acquis, dans leurs besoins primaires, ou dans leurs nouvelles aspirations.

- L'escalade des mouvements d'agitation et de mécontentement provoque la répression des forces de l'ordre sous l'autorité des tenants du pouvoir. Les interventions principales et maladroites font croître l'anarchie. Nombre de citoyens et leurs leaders passent du côté des révoltés, tandis que les défenseurs du régime gagnent en défaitisme.

Évidemment, ces points de repère nous semblent précaires quand nous songeons aux nombreuses contre-révolutions de droite de

l'histoire récente, à toutes les formes explicites ou implicites de fascisme. Mais comment nier que les conditions précitées créent des ruptures radicales soit au profit de la droite ou de la gauche ?

4 - *L'analyse des terrains du changement social* va nous ramener à une meilleure objectivation des sources de ces phénomènes de pointe. G. Rocher signale l'écroulement de trois anciens piliers de la stabilité sociale : la propriété, l'autorité, la rationalité.

Les débats autour de la propriété privée constituent le premier point chaud. Pour les uns, celle-ci constitue le grand rempart des libertés démocratiques ; pour les autres, c'est la première cause de dépossession et de domination de l'homme par l'homme. Or la concentration des pouvoirs économiques, la marginalisation des actionnaires dans les grandes corporations, la constitution de structures anonymes qui s'asservissent même leurs administrateurs, secrètent par l'intérieur une insatisfaction qui rejoint l'intention première du socialisme communautaire. Cette suspicion envers la propriété privée se répand dans le bloc capitaliste et le tiers-monde, alors que dans le bloc socialiste un contre-courant s'amorce.

Point n'est besoin de recourir au schéma psychanalytique du meurtre du père pour cerner les causes plus immédiates de la crise d'autorité. Dans la mesure où l'idéologie de l'ordre, du droit naturel ou de la Providence, est contestée, dans la mesure où les façons de vivre et de penser subissent d'incessantes transformations, enfin dans la mesure où les bases traditionnelles de l'autorité sont sapées, l'autorité devient plus difficile à définir ou à exercer. Certains en rejetant toute contrainte n'admettent aucune forme de contrôle venant d'une autorité extérieure à eux-mêmes. Souvent cette attitude ne s'applique qu'à certains secteurs de leur vie, comme la sexualité par exemple.

Ce qui est davantage objet de contestation, c'est l'autorité du statut, du poste occupé de l'âge. Des sociologues ont noté, par-delà les critères de compétence et d'efficacité, la tendance à personnaliser l'autorité. Évidemment, il faudrait mentionner ici tous les soupçons qu'éveillent nos démocraties formelles et leurs principaux dispositifs. Pensons aux contestations récentes de la représentativité, de la délégation de pouvoirs, de l'institution parlementaire, etc. La police est un autre boue émissaire pour ceux qui ne supportent pas les pouvoirs établis. Enfin, nous connaissons les revendications des étudiants qui exigeaient la démocratie directe, le primat décisionnel de

l'assemblée générale. Le passage du terme cogestion à celui de l'autogestion s'inscrit dans la foulée de cette escalade. On s'écarte aussi de certaines intentions historiques de la démocratie, à savoir la séparation des pouvoirs, la diversification articulée de contrôles partiels et mutuels. Du leadership partagé rationnellement on glisse au leadership émietté et anémique. D'où la réaction inverse du complexe de l'autorité forte, très hiérarchisée et inconditionnelle. Ce balancement d'un extrême à l'autre marque l'ébranlement de la fonction d'autorité dans nos sociétés modernes.

Max Weber avait déjà caractérisé, au siècle dernier, la société industrielle par sa rationalité. Inutile de dire que l'influence grandissante des modèles bureaucratiques et technologiques lui donne davantage raison aujourd'hui. Mais Weber avait bien pris soin de souligner qu'il y a diverses formes de rationalité. La logique du métaphysicien peut apparaître irrationnelle ou sans fondement aux yeux du physicien. Or, nos sociétés développées ont tendance à ne valoriser qu'une forme de rationalité, celle de l'opérationnel, du fonctionnel. Celle-ci se confine à l'univers des moyens et ne laisse pas de place à la critique des fins, au langage symbolique, à l'expression gratuite des valeurs, à la perception des impondérables humains. Son caractère unidimensionnel assure une surintégration des individus, des rapports sociaux et des structures, dans une organisation globale monolithique. C'est à cette critique que plusieurs ont rattaché les « révoltes sauvages », les évasions psychédéliques, la remontée des vieux mythes, les plaidoyers du spontanéisme, le refus global de toutes les contraintes, l'art insolite, la recherche effrénée de l'inédit.

5 - Qu'en est-il des conséquences qui prolongent l'idéologie du changement ? Signalons d'abord les tensions qu'elle crée effectivement. Comme dans bien d'autres domaines, le premier clivage s'opère au plan du pour et du contre, des conservateurs et des progressistes. En termes idéologiques, le processus se traduit par la constitution de blocs et de familles spirituelles. Il ne faut pas toutefois durcir cette dialectique. Souvent les changements se font progressivement et même subrepticement et peu à peu ils se diffusent dans les mentalités de façon implicite. Le vécu précède ici le conçu. Les résistances ouvertes indiquent parfois le caractère irréversible du mouvement et les derniers sursauts d'insécurité. Par ailleurs, nous pourrions rattacher la crise d'autorité signalée plus haut à l'absence de pédagogie du changement chez beaucoup d'agents institutionnels.

Cette idéologie aiguise paradoxalement le besoin de sécurité et de stabilité. Les hommes ne vivent pas sans port d'attache, sans point d'ancrage. On le constate même chez les révolutionnaires qui dans certains secteurs de leur vie maintiennent des valeurs de continuité et des attitudes conservatrices. Une psychologie de rupture doublée d'un projet lointain laisse parfois un sentiment d'ide vide dans le présent.

Chez les urbains tirillés par une mobilité en tous sens, il y a une reprise de certaines habitudes traditionnelles pour assurer un minimum d'enracinement. Le retour à la nature vierge et les nouveaux conformismes en sont des indices.

Mentionnons aussi les contradictions nombreuses que véhicule l'idéologie du changement. Certains veulent relativiser ce qu'ils critiquent sans se rendre compte de l'absolutisation de ce qu'ils défendent. D'autres refusent et réclament à la fois plus de rationalité et d'efficacité. Ils se plaindront par exemple de l'organisation bureaucratique en reprochant en même temps aux autorités le manque de planification.

Par ailleurs, il existe plus d'un effet positif. L'acceptation du changement a été une source de dépassement et d'épuration de coutumes et de modes d'agir dépassés et aliénants. Elle comporte en elle-même le germe de sa propre critique et évaluation. De plus, on trouve ici le principal cadre de référence de tous les dialogues contemporains. Malgré les divergences de points de vue, les uns et les autres doivent se situer par rapport au changement survenu, en cours, ou à venir. Ainsi, se tourne-t-on davantage vers une dynamique du projet, une vision plus rationnelle du monde et de l'histoire, une conception progressive de l'homme et de la société.

6 - Enfin, nous ne saurions passer sous silence le point chaud que représente la rencontre de la religion et du changement. La première projette d'abord une image de stabilité, d'ordre, de durabilité, de fondement permanent des choses et des hommes. Dans un monde de plus en plus éclaté et bouleversé, et cela à un rythme géométrique, certains cherchent dans la religion la dernière bouée, l'ultime refuge, surtout quand elle se présente comme une promesse d'éternité, une garantie irréfutable de salut, une doctrine parfaite et inchangeable, une éthique absolument sûre, ou encore un modèle de société achevée et de communion humaine maximale. Pour une société comme la nôtre qui sort à peine d'un contexte de chrétienté, on peut tenter des

procès faciles sur le conservatisme de l'Église, et sur l'idéologie de conservation qu'elle a principalement diffusée dans la collectivité. Cet héritage encore tout chaud provoque le refus aveugle ou l'idolâtrie du changement. Et cette dichotomie est loin d'être résorbée ou amenuisée, si l'on se reporte à certains débats actuels autour de l'école, par exemple. Les résistances aux réformes les plus profanes passent par le lieu religieux chez plusieurs des nôtres. Parfois l'influence religieuse reste non manifeste et latente dans la protestation contre les changements en cours.

Évidemment, le problème soulevé ici s'inscrit dans un cadre beaucoup plus large. Il est inutile d'épiloguer sur l'attitude réactionnaire de l'église catholique particulièrement, d'abord en face de la première révolution scientifique, ensuite devant les grandes révolutions politiques des derniers siècles. Mais, les critiques honnêtes d'aujourd'hui reconnaissent qu'elle avait partiellement raison de s'insurger contre les pratiques du prêt à intérêt, contre les formes de démocratie qu'elle avait sous les yeux, contre un système économique qui n'a pas tardé à révéler son inhumanité, contre une urbanisation aveugle, contre une désacralisation et un rationalisme asséchants. Mais comment oublier que la première encyclique sociale (*Rerum Novarum*) soit venue cinquante ans après le manifeste socialiste de 1848, que *Populorum progressio* de Paul VI reprenne des idées de fond défendues par Lenine dans son manifeste écrit cinquante ans avant cette dernière encyclique sociale ? Le Concile Vatican II n'a-t-il pas assumé des valeurs essentielles de la Révolution française, qui étaient inspirées dans une certaine mesure par la tradition judéo-chrétienne ?

Mais ce que la plupart lui reprochent, c'est une attitude systématiquement conservatrice. *Mater et Magistra* est le premier document qui considère le changement comme une valeur positive. La difficulté s'accroît si l'on regarde de plus près les comportements ambigus du Magistère en matière doctrinale, d'où la crise de crédibilité actuelle de l'Église. Peut-on maintenir en même temps les affirmations opposées du Syllabus de Pie IX et le décret de Vatican II sur la liberté religieuse ? L'histoire de certains dogmes, « Hors de l'Église point de salut » par exemple, révèle des contradictions insurmontables. Voilà ce que des critiques récentes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église ont soulevé.

Par ailleurs, des forces religieuses nouvelles deviennent catalyseurs de changement dans l'Église. En certains milieux, elles s'affirment comme des agents de pointe de l'évolution sociale. On dit même que l'aile progressive de l'Église catholique en Amérique du Sud serait la seule opposition ferme aux régimes de droite. Chez nous aussi, se dégagent des groupes de clercs et de chrétiens qui se veulent agents de changement et de libération dans l'Église et dans la société. Inutile de dire que les excès de plusieurs ne sont pas étrangers aux antécédents de conservatisme et de dogmatisme qu'on a connus dans le passé. Mais pour être juste, ne faut-il pas reconnaître que les chefs spirituels des dernières décennies ont manifesté beaucoup d'ouverture vis-à-vis des réformes religieuses et profanes ? Enfin, certains analystes ont constaté l'ambivalence actuelle des attitudes de la plupart des membres de notre société, tant sur le plan religieux que sur le plan profane, à savoir cette alternance et parfois cette concomitance d'une volonté de changement et d'une recherche de sécurité et de stabilité.

G. L'INNOVATION

Sous le signe de l'an 2000

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas le présent, encore moins le passé, que cette tendance idéologique privilégie. En effet, elle est toute tendue vers l'avenir à construire. Elle s'inspire des modèles qu'elle a projetés. Son levier d'action, sa force motrice et sa motivation fondamentale ne se trouvent ni dans la tradition ni même dans la situation actuelle. Elle perçoit souvent la première comme un obstacle au progrès et la seconde comme une simple étape. Le centre de gravité est ailleurs, dans un avenir meilleur. Les hommes commenceraient à peine à découvrir la dynamique de la prospective, la science de la futurologie. Pourtant, pour la première fois de l'histoire, ils ont les instruments nécessaires pour enfin devenir les maîtres et les créateurs d'un avenir qu'ils auront eux-mêmes pensé, voulu, façonné et contrôlé. On le voit, la philosophie et la psychologie du « fatum », du destin irrémédiable, de

la Providence toute faite et prédéterminée, sont mises en cause profondément par ce nouvel humanisme qui tient tout autant de l'utopie que de la technique la plus rationnelle.

Les valeurs maîtresses de ce mouvement s'appellent : l'innovation, l'imagination, la créativité, la planification, le risque, l'audace, l'inédit et surtout le progrès sans limites. Une telle dynamique s'appuie sur cette conscience vive d'entrer dans un âge inédit. Ce ne sont plus des changements homogènes dans l'histoire, mais des phénomènes humains inédits qu'on invoque ici. En effet, nous passons de l'histoire encore soumise aux forces aveugles à l'histoire dominée par la responsabilité humaine (G. Berger). Les modèles de technique et d'organisation connus jusqu'ici seront désuets en regard de ceux qui s'annoncent. Plus encore, un homme nouveau va naître sur les ruines du vieux levain. Il ne faut donc pas s'accrocher aux figures d'un monde qui passe. Y aurait-il ici une sorte de reprise des mythes eschatologiques chrétiens ou autres ? Essayons de mieux saisir les diverses expressions de cette tendance idéologique.

- *L'innovation technico-scientifique*, sans doute la plus marquante dans l'esprit des contemporains.

- *La planification et la croissance économiques* qui se donnent comme règle première les normes d'efficacité et de rendement.

- *La prospective socio-culturelle*, attentive aux traits de la société post-industrielle qui s'amorce déjà dans les pays développés. D'autres se tournent davantage vers la civilisation des loisirs, la civilisation de la « vie heureuse » où le travail n'est plus la valeur principale, où les hommes auront vaincu les conditionnements et les causes profondes de toutes les aliénations d'hier et d'aujourd'hui.

- *La révolution politico-philosophique*. Elle vise non seulement un changement radical de structures, mais aussi de l'homme lui-même. Elle établit une synergie inédite de l'action politique révolutionnaire et d'un humanisme qui transcende en les assumant toutes les révolutions de l'histoire. Elle veut dépasser le christianisme, le marxisme, le nouveau capitalisme, le développementisme, le freudisme, etc. C'est le saut qualitatif hégélien, l'apparition d'un phénomène humain tout neuf après les mutations endogènes des réformes et des révolutions préparatoires.

L'axe scientifique et technique

Pour plusieurs d'entre nous, la « révolution technologique » des deux derniers siècles serait le facteur explicatif le plus important du changement social, la source première de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la société programmée, la matrice des grands bouleversements de toutes les institutions familiales, religieuses, éducationnelles, culturelles, économiques et politiques. Friedmann parle du passage du milieu naturel au milieu technique. D'autres auteurs, comme A. Janne, font une lecture de l'histoire en suivant cet axe. Ainsi aurions-nous connu successivement les ères lithotechnique, anthropotechnique, éotechnique, paléotechnique, néotechnique, enfin technétronique. Voilà la variable lourde qu'on retrouvera même chez les critiques les plus radicaux de la société technique, comme dans le cas de Marcuse, par exemple.

Mais revenons à la conscience actuelle du phénomène technologique, à ce que nous appellerons son « premier préjugé favorable ». L'annonce imminente d'un voyage à la lune qu'avait proclamée J. Kennedy au début de la décennie 60, suscitait alors des objections de la part des scientifiques les plus avertis et aussi de l'homme de la rue. Le succès obtenu dix ans plus tard renversait les accusations de folie ou de naïveté et convainquait les contemporains des possibilités illimitées de la science moderne.

Pensons aux progrès extraordinaires et ultra-rapides dans les techniques de communication, dans la conquête de l'espace, en médecine et en chimie organique, en utilisation de la force nucléaire. Une nouvelle invention décline la précédente. Les modèles se succèdent à un rythme ahurissant et refluent sur toute l'organisation de la cité. Par exemple, « le système EVR mettra sous peu à la disposition de tous des émissions de télévision en cartouches, qui, mieux que n'importe quelle école polyvalente, permettront des options graduées et le choix du rythme d'enseignement au gré des aptitudes de l'étudiant », sans compter les possibilités d'un recyclage permanent dans le monde du travail. Chacun pourrait même avoir un micro-émetteur individuel communiquant par satellite avec le reste de la terre. Et l'on n'en finit plus de prédire l'inimaginable et l'extraordinaire.

Ce préjugé favorable se transforme en idéologie. Tel ce langage « C'est, en effet, une des constantes de l'humanité que de ne pas croire assez en ses capacités et de manquer de l'imagination nécessaire à l'aménagement du futur... Les précurseurs n'ont jamais eu bonne réputation et sans doute les futuristes furent toujours considérés comme des fous. Rares sont ceux qui songent aux conséquences possibles des prochaines découvertes et se soucient du meilleur parti à tirer des changements prévisibles. Or, c'est là l'essentiel. Car il sera toujours vain de récriminer sur le progrès et la question n'est pas de savoir si oui ou non les découvertes technologiques asservissent l'homme et imposent une nouvelle forme de révolution. La véritable révolution consiste à concevoir une société dans laquelle les nouvelles découvertes apporteront réellement le bonheur à l'humanité. » (Bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale, janv. 1970.)

Les découvertes scientifiques et les développements technologiques vont donc créer du bonheur à la condition que l'homme ne mette pas d'entraves à leur progrès par une critique sociale stérile ! Voilà, le test idéologique est lâché. On est tout juste au seuil des évangélistes de la technologie, qui nous disent : « Vous vous adaptez ou vous mourez. » C'est la fine pointe de la logique de McLuhan. Quand on connaîtra mieux « les centres moteurs de la conscience », on pourra travailler directement sur cet état d'esprit négatif de ceux qui s'interrogent sur les dangers de la technologie. Question d'hygiène mentale !

Évidemment, les révélations récentes de l'écologie sur les déchets technologiques, sur les pollutions de toute sorte, soulèvent de légères inquiétudes. Mais on compte sur la technologie pour vaincre les effets négatifs de celle-ci. Quant au champ humain de la science, à ses fins, à ses « propriétaires », c'est le grand silence. On met en veilleuse les intérêts et les pouvoirs engagés dans cette course qui mobilise les meilleures énergies. Produire et consommer quoi et pourquoi ? Telle n'est pas la question de cette idéologie implicite. Le quantitatif d'abord ! On s'occupera du reste après ⁵⁸.

⁵⁸ Dans un sens, au contraire, la culture industrielle avancée est plus idéologique que celle qui l'a précédée, parce que l'idéologie aujourd'hui se situe dans le processus de production lui-même. H. Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Ed. Minuit, 1968, p. 36.

L'organisation de l'avenir

La force des grandes corporations américaines, dit-on, repose sur l'efficacité de leur organisation, surtout en matière de recherche opérationnelle. Celle-ci peut non seulement planifier les progrès à venir, mais aussi prévenir les crises possibles. Cela présuppose qu'une technostucture fortement intégrée établisse des rapports dynamiques entre la grande entreprise, l'État, les universités et même les syndicats et l'armée. Pour les capitalistes comme pour les socialistes au pouvoir, le même modèle s'impose ; tout au plus, y voit-on des variantes dans la place de l'intervention politique. Qui l'emportera des technocrates de l'entreprise privée ou de l'entreprise publique ? Quant aux hommes politiques eux-mêmes, il faut les considérer comme un mal nécessaire, une sorte de violence institutionnalisée pour contrôler les écarts de la population ou des groupes réfractaires.

Un économiste très modéré, K. Galbraith, formule cette critique en des termes aussi forts que ceux de Marx ou de Marcuse. C'est l'organisation anonyme qui planifie, d'où la difficulté d'identifier des responsables. L'organisation prend en charge même l'innovation et l'épargne nécessaire. Au citoyen, elle demande une « propension » maximale à la consommation. En dernière analyse, toutes les grandes institutions, pour fonctionner, devront se calquer sur ce grand modèle technologique anonyme. Ainsi les gouvernements pourront dépasser les courtes vues de leur programme annuel. Les pays sous-développés n'entreront dans la danse qu'à la condition de créer une technostucture du type précité. Ils ont à rejoindre, bon gré mal gré, l'ère de la société programmée. Pourtant, certains se demandent si celle-ci a prévu les échéances de la faim, de l'espace vital, de l'oxygène raréfiée, de l'engorgement urbain et de toutes les aliénations individuelles et sociales de l'humanité d'aujourd'hui et de demain.

En contre partie les tenants de cette idéologie rappellent tous les progrès humains apportés par la technologie. N'y a-t-il pas des refus qui tiennent de vieux modèles culturels, folkloriques, pré-industriels, archaïques ? L'homme n'a-t-il pas fait des pas de géant en matière de santé et de bien-être ? N'a-t-il pas réussi à mettre à profit les ressources naturelles et humaines ? Une meilleure planification permettra de mieux rationaliser et humaniser la poussée

technologique. Celle-ci suscite un esprit de progrès, une psychologie de dépassement. Les milieux sous-développés se condamnent en boudant un progrès économique fondé sur trois caractéristiques principales

- La capacité de création.
- La propagation de l'innovation dans tous les secteurs de la vie.
- La signification d'un ordre des activités économiques intelligible à tous et sanctionné par des conduites concrètes. (F. Perroux)

L'innovation et la planification se situent donc au carrefour de l'économie, de la culture et de la politique. Elles créent des rapports dynamiques, tout en servant de levier d'intégration. C'est par là que des hommes prennent le goût de risquer des grandes choses ensemble. Elles peuvent remplacer le terrible mécanisme de la guerre qui servait de catalyseur pour l'avancement scientifique, le progrès économique, l'équilibre démographique, le service de la collectivité. (cf. rapport d'Iron Mountain.)

Pour cela, il est nécessaire, non seulement de suivre l'évolution, mais aussi de la prévoir, de l'organiser, de l'aménager. N'est-ce pas une voie privilégiée pour harnacher la nature, créer des solidarités de plus en plus larges, et bâtir une société plus rationnelle, plus humaine ? L'homme y apprend à forcer son destin, à avancer sans cesse vers de nouveaux horizons. On devrait plutôt se défier des obstacles culturels, des facteurs régressifs de mentalité, qui inclinent à retourner au passé, aux sécurités de jadis, au bon vieux temps de l'artisanat, de la mort infantile, de la survivance minimale, sans d'autres espoirs que les consolations de l'au-delà. Boudier le progrès, c'est étouffer les éléments créateurs dont toutes les sociétés actuelles ont tant besoin ⁵⁹.

⁵⁹ Dans un second regard, on pourrait se demander, s'il y aurait eu les révolutions culturelles actuelles sans la révolution technologique ; en effet, dans la mesure où la technologie bouleverse constamment les rapports de l'homme avec la nature, elle permet de briser certains cercles vicieux de pratiques sociales, religieuses, politiques qu'on érigeait en vérités irrécusables ou en systèmes intouchables ou irréformables. C'est du moins ce que laissent

Libérer « l'homme culturel »

Qui niera la part de vérité dans le plaidoyer ci-dessus ? Par ailleurs, certains s'insurgent contre des innovations technologiques et une bureaucratisation croissante, parce que, de fait, elles étouffent d'autres dynamismes de créativité de l'homme lui-même. La contestation étudiante reproche à cet univers de tuer leur propre puissance d'imagination, leur vécu spontané, leurs possibilités d'épanouissement. La société programmée viendrait brimer l'essentiel de leur vie en s'imposant comme un modèle extérieur où ils n'ont rien à dire, ni à penser. Elle empêcherait d'organiser sa vie comme on l'entend. Elle détruirait tout tissu humain possible. Ainsi le sociétaire étoufferait le

entendre certaines recherches anthropologiques. D'ailleurs, l'histoire nous montre comment les grandes découvertes scientifiques ont remis en cause les conceptions du monde, de l'homme et de la société.

D'un autre côté, comment ne pas démasquer les mystifications qui prétendent que la révolution scientifique et technique, si elle n'est pas freinée, peut amener quasi automatiquement la résorption des conflits, la démocratisation, la libération des individus et des collectivités, l'épanouissement culturel, le progrès social et que sais-je encore ! Cette rationalité unilatérale semble provoquer des réactions sauvages, des idéologies résiduelles d'évasion et de désengagement, des attitudes nihilistes, des fuites dans l'imaginaire le plus farfelu. Tout se passe comme si l'homme perdait contact avec la réalité et n'arrivait pas à donner un sens à son existence, encore moins à un avenir vide de toute finalité humaine par-delà les moyens démultipliés de croissance économique, de performance technique et d'agression militariste. Le problème s'aggrave quand on songe aux défis non assumés de maîtrise de processus qui nous ramènent à l'aventure de l'apprenti-sorcier. « Les événements déterminants ne sont plus caractérisés par de simples relations séquentielles de cause à effet, mais au contraire ils se produisent tous simultanément de façon circulaire et probabiliste. » D. Bell, *The Post Industrial Society*, in *Technology and Social Change*, New York, 1964. La démarche idéologique correspond à un besoin profond de l'homme qui cherche la cohérence globale de sa vie, ou du moins un ou des sens décisifs pour se guider. Ce besoin de se situer est noyé par l'accumulation vertigineuse des connaissances et des changements ; il est diffracté dans tous les sens par le miroir brisé d'un univers scientifique que morcellent des disciplines tantôt parallèles, tantôt convergentes, tantôt divergentes. Au milieu de cette Babel de langages et de théories, que devient le mythe de la science et de ses produits, érigé en critère ultime de la vérité de l'homme et de la société ?

communautaire, la technique scléroserait la culture, la planification ne laisserait aucune place à la gratuité, à la spontanéité, à l'affectivité. Faudra-t-il rejoindre les hippies qui bâtissent, carrément à côté de la société actuelle, un modèle d'existence tout autre qui remet en cause l'idéologie de la rationalité technique, de la productivité maximale, de la consommation massive, de l'organisation omnipotente, du fonctionnalisme opérationnel, de la croissance économique effrénée, du cerveau conditionné, de la publicité omniprésente, de la mobilité sociale à tout prix, etc. ? De toute façon, on ne veut plus asservir l'homme et la culture aux fins productrices et commerciales. Au milieu de cet univers automatisé, l'homme ne sait plus vivre sa vie et se penser lui-même. Il devient même incapable d'auto-critique. Le modèle technologique l'hypnotise, le polarise sur les moyens en lui faisant oublier les fins. Les valeurs humaines les plus hautes sont même réduites à un rôle moteur pour l'économie de profit ou pour l'efficacité de la croissance économique.

Tout se passe comme s'il fallait recommencer à zéro, redécouvrir l'homme tout nu, créer de nouveaux modèles sociaux accordés à une existence désormais libérée des asservissements de la nature et de la technique. La révolution culturelle prend le relais de la révolution technologique. C'est elle qui empêchera l'homme de se laisser détruire par ses propres oeuvres. Ici, la voie privilégiée de libération et de progrès passe par la créativité culturelle, par la dynamique de l'expérience humaine la plus directe, la plus imaginative, la plus dense. La culture rejoint toutes les dimensions de l'homme et de la société. Elle ne laisse rien pour compte. Elle est affective, communautaire, volontaire et rationnelle. Elle ne connaît pas les limites de la science ou de la machine. Elle seule peut rejoindre les impondérables humains qui échappent à toutes les rationalités et tous les systèmes. Elle utilise aussi bien le mythe que la technique, aussi bien le sacré que le profane, aussi bien la mort que la vie, aussi bien l'instinct que la liberté, aussi bien la tradition que la prospective. Le milieu technique a remplacé le milieu naturel, a-t-on dit. Eh bien, c'est maintenant au tour du milieu culturel d'être ou de devenir la matrice englobante et fécondante de l'existence individuelle et collective. Là se trouvent des trésors inépuisables de créativité et de progrès humains.

La politique, comme lieu créateur

Aux yeux de plusieurs, c'est d'abord sur le plan politique que s'impose la mise en oeuvre des ressources de créativité et d'imagination. C'est par elle que l'économie et la technologie serviront vraiment la société ; c'est aussi par elle que la culture pourra s'épanouir chez tous les hommes sans exception. D'abord les tâches de libération et la transformation radicale des structures de pouvoirs et des rapports sociaux fondamentaux. « L'imagination au pouvoir », « les citoyens au pouvoir », voilà les principaux slogans de cette tendance idéologique. Les réformistes en appellent aux grandes politiques audacieuses. Les révolutionnaires parlent davantage de refus et de projets globaux. Mais les uns et les autres misent sur le politique, sur son dynamisme propre. Voilà la principale matrice de la société nouvelle à bâtir ; le moteur premier de l'évolution sociale, culturelle, économique ou autre ; le lieu obligé de la mobilisation, de la planification et de la mise en oeuvre des ressources matérielles et humaines ; le cadre-synthèse des moyens et des fins, de l'efficacité et de la participation. Faire de tous les hommes des citoyens à part entière, des agents politiques déterminants. Une communauté humaine devient maître de son destin par la politique, une politique capable d'allier les dynamismes sociaux, culturels et économiques.

Plusieurs contestent le primat économique des grands systèmes actuels. Nous ne serions pas sortis du temps inhumain où la matière commande, du fétichisme de l'argent, de l'idéologie du déterminisme économique. L'histoire fait encore davantage l'homme qu'il ne la fait lui-même. Nous n'avons même pas atteint le stage du « nécessaire pour tous ». Au-delà de ce dernier objectif, la politique vise « la liberté pour tous ». À côté des millions d'hommes qui luttent pour survivre, il y en a des millions d'autres qui ne vivent que pour produire. La liberté des uns et des autres est aliénée dans la nécessité de la production minimale ou maximale. L'imagination au pouvoir, c'est l'espérance de briser cette ligne de continuité ou ce cercle vicieux et infernal ! Ainsi, doit-on oeuvrer non seulement à la politisation des masses, mais aussi à la libération du politique comme agent premier de création à la mesure de la société, de la communauté humaine entière.

Voilà les quatre familles idéologiques qui se définissent surtout en fonction de la prospective et de l'innovation. Toutes, elles se tournent résolument vers un avenir meilleur avec la conviction de pouvoir atteindre des dépassements inédits, des progrès sans limites. Elles ne s'attardent pas aux labyrinthes psychanalytiques d'une critique sociale

stérile, ni à la défense de traditions menacées, ni aux périls du présent. Elles se définissent par l'action créatrice soit dans le domaine technico-scientifique, soit dans les objectifs de croissance économique, soit dans la révolution culturelle, soit dans les stratégies politiques.

H. LE DÉVELOPPEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Le défi du sous-développement a été le point de départ d'une nouvelle conscience de la responsabilité collective des hommes. Dans la mesure où nous sommes devenus responsables de l'évolution et de l'histoire, nous nous sentons coupables de ne pas résoudre les problèmes cruciaux des disparités croissantes entre riches et pauvres, entre les cités prospères et les régions défavorisées. Nous reconnaissons de plus en plus les limites de nos petites « guerres » contre la pauvreté. D'où cette recherche d'une perspective globale de promotion collective, de modèles de développement ⁶⁰. L'idéologie

⁶⁰ L'établissement d'un plan de développement consiste essentiellement dans l'articulation d'objectifs, l'identification des forces de changement quant à leur nature, leur potentiel et leurs limites, et dans le contrôle conscient de ces forces.

Un ensemble d'activités professionnelles doit précéder le choix des moyens d'action. Cette phase prérequis en est une d'éveil de la population concernée, de prise de conscience et d'éducation populaire.

La formulation de postulats de valeur est non seulement essentielle à la création d'hypothèses d'action à l'intérieur d'un plan de développement social, mais elle devient de plus indispensable à l'établissement des critères d'évaluation d'un développement social donné, en termes de progrès. Brièvement, nous pourrions parler de progrès social, si une planification du développement social a .

1.- facilité l'épanouissement de valeurs spirituelles et culturelles propres à un milieu donné,

2- permis une plus grande égalité des opportunités de jouissance des biens et richesses.

3- contribué à la revalorisation de la dignité humaine, en ayant développé un sentiment d'appartenance et de participation,

précédente dans ses formes diverses risque de verser unilatéralement sur la pente du scientisme, ou du technologisme, ou de l'économisme, ou du culturalisme, ou du politisme. Tels sont les dangers que les tenants du développementisme veulent éviter, en poursuivant à la fois le progrès social, économique, culturel et politique dans un projet de croissance organique et harmonisée. Le niveau de vie est inséparable du genre de vie. C'est ce que les premiers théoriciens du développement avaient oublié. Le capital et la technique restaient stériles sans la transformation des structures sociales et politiques, sans l'adaptation des comportements, des mentalités et des rôles sociaux, sans l'assumption des dynamismes et des obstacles culturels. La croissance économique profitait toujours à une petite minorité, alors que la masse n'en avait aucun bénéfice, bien au contraire. Le progrès des uns continuait de se faire sur le dos des autres. Les néo-développementistes soutiennent qu'il vaut mieux avancer ensemble plus lentement et ne pas privilégier des secteurs particuliers de population, qui viendraient désarticuler la société globale et surtout susciter des frustrations et des résistances désastreuses pour l'avenir de la collectivité entière. Les effets seraient encore plus néfastes si un petit groupe de technocrates s'arrogeait le droit de juger et décider de ce qui est bon pour toute la société. Ainsi cherche-t-on la participation la plus large possible aux choix des fins et des moyens de la promotion collective. Chaque pays, disent-ils, doit trouver sa propre voie de développement, en tenant compte de ses interdépendances avec les autres.

Au-delà des modèles existants

L'émergence de l'idéologie de développement s'accompagne d'une critique des postulats des modèles classiques qui empêchent une société de choisir elle-même ce qu'elle sera, et de prendre les moyens rationnels pour réaliser ses projets. En effet, le libéralisme capitaliste comme le communisme n'ont pas réussi à établir des rapports justes et

4- développé un meilleur équilibre entre droits et responsabilités des individus

5- renforcé les institutions fondamentales à la vie sociale, particulièrement celles reliées aux activités de contrôle de socialisation,

6.- appuyé et même contribué au développement économique et physique,

7- sauvé l'ensemble des valeurs inhérentes à la notion de démocratie.

J. Gagné, texte ronéotypé, Université de Sherbrooke.

dynamiques entre les libertés collectives et les libertés individuelles, entre l'efficacité et l'auto-détermination, entre le culturel et le structurel. L'un et l'autre, par des voies différentes, renvoient à un certain ordre de déterminisme que les hommes actuels rejettent plus ou moins implicitement. D'une idéologie à l'autre, on passe d'une harmonie pré-établie à une harmonie future bien loin des contradictions et des complexités de l'histoire réelle. Dans les deux cas, de fait, le projet collectif s'établit pour une grande part en dehors des médiations propres du corps politique des citoyens eux-mêmes. Nous pourrions continuer ce rapprochement des deux idéologies. Mais contentons-nous de signaler la découverte récente de leur parenté spirituelle « factuelle » et latente que les guerres chaudes ou froides avaient masquée. Au bilan, l'une et l'autre, par leur déterminisme économique, ont créé une civilisation où les hommes sont toujours dominés par l'économie et non vice-versa, comme le voudrait l'idéologie du développement ⁶¹.

⁶¹ G. Célestin, expert à l'ONU, distingue d'abord les idées dominantes du développement :

- Celui-ci est un processus global et dynamique qui représente, dans le domaine socio-économique, un peu ce qu'a été la découverte de l'évolution biologique au siècle dernier.
- La croissance économique est considérée ici comme un critère essentiel et une condition déterminante du développement, en incluant les changements mentaux et sociaux qui concourent à cette croissance.
- Enfin le développement suscite un recours systématique à la science et aux techniques de pointe ainsi qu'aux meilleures ressources humaines et matérielles.

Aux yeux de G. Célestin, ce schéma apparemment neutre est soumis à des réfractions idéologiques de toutes sortes : exploitation autochtone ou néo-colonialiste ; biaisement des incidences sociales, culturelles ou politiques ; importation camouflée d'idéologies étrangères ; fausse « bonne conscience » des pays développés qui profitent au détriment même des pays qu'ils prétendent aider ; manœuvres de ceux qui profitaient de l'ancien régime ; traumatisme d'une population devant une civilisation qui prétend lui imposer ses modes de vie et de pensée, ses institutions et ses modes de conduite ; utilisation subtile de l'aide étrangère par les pouvoirs en place pour leurrer le peuple, pour éviter les réformes de structures ou les changements radicaux qui s'imposent, pour mâter ou exacerber aveuglément les mouvements révolutionnaires ; détournement de fonds vers un militarisme de répression.

Devant l'échec global des tentatives de développement, l'auteur se demande s'il vaut la peine, pour le tiers-monde, d'entrer, à son tour, dans la course infernale d'une civilisation technologique qui ravage la nature et les hommes, qui est incapable de dominer son avenir ou d'y trouver un sens

Deux exemples révélateurs

Deux exemples serviront d'appoint pour appuyer cette critique et éclairer notre propre situation. Aux Bahamas, dans l'île principale, des investisseurs canadiens sont venus entreprendre une grande stratégie de développement, à leur profit évidemment. Le processus vaut la peine d'être analysé, puisqu'on peut évaluer sur une courte période ce que le colonialisme allié au capitalisme ont fait ailleurs beaucoup plus lentement. En dix ans, on a bâti une nouvelle infra-structure économique pour soutenir des implantations industrielles très rentables. En effet, on y transformait sans frais de douanes des matières premières achetées à bas prix dans les pays d'Amérique latine, et l'on vendait les produits fabriqués sur le marché canadien dans des conditions idéales. Pendant ce temps, la communauté noire était refoulée dans la partie la plus démunie et la plus insalubre de l'île. Peu à peu sa culture et ses propres structures sociales se détérioraient sans que rien ne soit fait pour les revitaliser ou les remplacer¹ Le coût de la vie montait en flèche. Le progrès des étrangers et des élites autochtones n'en continuait pas moins, et cela en accentuant la misère de la masse noire de l'île. Ainsi, s'installait à demeure le fameux dualisme du sous-développement avec ses deux structures parallèles, ses îlots de prospérité au milieu d'un ensemble humain régressif, inarticulé, désintégré et dépendant chroniquement. Le touriste n'y voit goutte, puisqu'il est entraîné dans le réseau de la prospérité qui a institué des barrières visibles et invisibles pour cacher l'état misérable des pauvres de l'île. La boucle est faite.

Près de cette île colonisée, Cuba tente une autre expérience en s'alignant sur l'idéologie marxiste. L'entreprise aboutit à certaines aliénations, sans doute moins cuisantes, mais aussi néfastes à long terme. R. Dumont, dont on connaît la sympathie pour le socialisme, a

humain. Qui sait si les valeurs spirituelles des pays pauvres n'offrent pas les premiers leviers d'une reprise fondamentale, même du projet économique. Le rapport d'aide serait donc inversé.

Il ne semble pas que les sous-développés économiquement partagent ce point de vue de l'auteur. G. Célestin, *Les idéologies du développement dans Économie et Humanisme*, août 1970. Voir aussi J. Freyssinet, *Le concept de sous-développement*, Morton, 1966. P. Borel, *Les trois révolutions du développement*, Ed. Ouvrières, 1968.

élaboré une critique sévère du régime dans un de ses derniers ouvrages. Que découvre-t-il en dernière analyse ? Une société militaire dominée par l'esprit d'un parti totalitaire qui déçoit un nombre grandissant d'espoirs et d'aspirations des débuts. Aux yeux de plusieurs qui n'osent parler tout haut, c'est l'éternelle histoire de la révolution trahie. Évidemment personne ne conteste les progrès évidents en matière d'éducation, de sécurité sociale. Les échecs économiques peuvent partiellement s'expliquer par l'isolement de ce petit bloc socialiste et par le blocus économique des États-Unis. Mais la plupart des grandes intentions du développement ne semblent pas promises à des réalisations prochaines. Un tel socialisme cherche donc encore sa voie, après une première expérience passionnante qui laissait entrevoir un nouveau modèle, comme ce fut le cas de la révolution culturelle chinoise. En effet, l'une et l'autre, pour la première fois dans l'histoire, avaient réussi une révolution du peuple lui-même.

Un cercle vicieux

Les idéologues du développement prétendent dépasser ces échecs, non pas en misant sur des correctifs des deux systèmes en vue d'une sorte de synthèse hybride, mais plutôt en inventant des modèles radicalement neufs, Ils soutiennent que la société globale peut devenir le projet d'hommes libres et responsables, d'une collectivité capable de prendre en main socialement son évolution. C'est un schéma volontariste qu'ils proposent, au-delà de tous les déterminismes scientifiques, techniques, économiques ou autres. Inutile de dire qu'il s'agit encore d'une projection dans le futur. En effet, la décennie 60 a marqué l'échec des tentatives de ce genre. Sans doute, les impérialismes de toutes sortes, les égoïsmes collectifs des pays nantis y sont pour beaucoup. Mais plus tragique encore, nous apparaît la faillite interne de l'auto-développement. D'où la tentation de revenir soit aux postulats des deux grandes idéologies des pays développés, soit au régime féodal d'antan grâce à des dictatures militaires de droite. Un cercle vicieux infrangible ? Certains pays développés récupèrent quatre fois le montant de leur aide à l'étranger. La production des pays sous-développés régresse par des rendements décroissants, comme dans le cas des matières premières dont le prix a le plus souvent baissé. Et puis enfin, préférera-t-on la stagnation de

l'Inde développementiste à la montée économico-politique de la Chine communiste ?

Une utopie

L'utopie du développement reste quand même le grand espoir d'une famille idéologique qui a décidé de construire coûte que coûte une société totalement différente des modèles actuels. On est prêt à y mettre le temps qu'il faut, puisqu'elle n'existe pas encore cette véritable société humaine où les personnes et les communautés comme telles pourraient enfin devenir les fins et les agents déterminants du développement. À long terme, les ruptures violentes se tournent contre les hommes et les correctifs même les plus audacieux des systèmes en place n'aboutissent pas à de meilleurs résultats pour le petit peuple, les petits peuples et les continents pauvres.

Le défi du sous-développement reflue au cœur des grandes villes et des régions défavorisées des pays riches eux-mêmes. De nouvelles formes de pauvreté apparaissent. Et voici que tout d'un coup les lointaines misères se font proches de nous. Nos propres régimes avouent leur impuissance devant les problèmes les plus cruciaux de la société opulente, même s'ils ont en main des atouts puissants d'intervention. C'est toute la structure sociale et sa philosophie de base qui bloquent l'émergence de solutions d'ensemble à la fois ingénieuses et audacieuses, si bien que le peuple lui-même hésite à entreprendre de façon délibérée la construction de son avenir collectif. S'entend-on vraiment sur cet homme nouveau, sur cette société neuve dont tout le monde parle ? Sur quels critères choisira-t-on entre une économie de prestige, une économie de bien-être, une économie de solidarité ? Même l'idéologie du développement n'a pas tellement précisé ses fondements humanistes. Cela limite ou conditionne terriblement la justesse de visée à la fois des priorités et des moyens à mettre en oeuvre. Les partisans du statu quo, les réformistes et les révolutionnaires, les socialistes, les néo-capitalistes et les développementistes clament la nécessité de la planification et de la participation. Il n'est pas un terme ou une composante de l'idéologie du développement qu'on ne retrouve d'une façon ou de l'autre dans la bouche des conservateurs et des progressistes de toute nuance ou de toute extrémité. De telle sorte que cette dernière idéologie se vide

progressivement de ses significations originales puisque chacun des régimes s'est approprié ses prétentions.

Et pourtant, il existe une famille idéologique qui perçoit, envers et contre tout, une percée de lumière et d'espoir dans la lente gestation de l'idée de développement. Celle-ci restitue dans la conscience les principaux éléments et les composantes essentielles d'une société vraiment humaine que les systèmes de l'heure n'ont pas réussi à assumer de façon libérante et dynamique. Les uns et les autres sacrifient des valeurs d'une extrême importance. Il faut donc s'atteler à créer des modèles neufs sans rien perdre des acquisitions historiques.

Un Québec développementiste ?

Comment ne pas reconnaître que cette tendance idéologique existe chez nous, au Québec. Elle passe le plus souvent par la voie nationaliste. Le programme du Parti Québécois se situe dans la logique même d'une politique de développement. Mais l'intention est encore plus diffusée qu'on ne le pense dans des milieux et des secteurs autres que l'aire nationaliste. On trouve des développementistes chez les technocrates, les syndicalistes, les hommes politiques, les intellectuels, les clercs, etc. Après l'idéologie de chrétienté, après celle d'un rattrapage immédiatiste avec ses projets partiels et parallèles, l'idéologie de développement se présente comme la voie royale d'une communauté nationale, surtout d'une société originale qui veut désormais se libérer, s'autodéterminer tant sur le plan économique que sur les plans politique et culturel. Aux catégories sociales évoquées plus haut s'ajoutent des leaders populaires et des étudiants qui, à la suite de la Révolution tranquille, sont devenus des catalyseurs de l'évolution sociale. Les uns et les autres participent à cette redéfinition de la société québécoise. Au-delà des poussées anarchiques inévitables au début de tout mouvement historique, ces Québécois de pointe commencent à sortir d'une phase exclusivement critique et à formuler un nouveau projet collectif. Nous avons déjà signalé la difficile synergie de la ligne technocratique et de la ligne démocratique. C'est à ce niveau que l'on perçoit des hésitations et des tâtonnements. Tantôt, on souhaite un leadership ferme dans un État fort qui mobilise la population vers de grandes politiques de promotion. Tantôt on plaide pour la lente maturation de la participation et du consentement collectif où tous seront appelés à jouer un rôle de quelque façon. Évidemment, le climat idéologique n'est pas encore très constructeur. Plusieurs ressentent encore le traumatisme du passage ultra-rapide de la chrétienté à la technopolis, de la possession tranquille de la vérité à l'effondrement de tous nos mythes traditionnels. *L'American way of life* exerce une séduction très forte dans la quotidienneté, même si les plus lucides réagissent violemment sur le plan idéologique pour affirmer l'originalité et la valeur de la culture et de la société québécoises. Les modèles étrangers de décolonisation et de développement ont peut-être été trop servilement utilisés par ces élites idéologiques, surtout les plus radicales. Ce qui a permis aux partisans du fédéralisme de gagner un

appui majoritaire auprès de la masse des citoyens. D'ailleurs, il existe aussi un courant développementiste chez les fédéralistes du Québec. Les projets partiels de la Révolution tranquille n'ont pas moins contribué à valoriser le Québec aux yeux des Québécois, à leur donner le goût d'aller plus loin dans leur affirmation collective autonome et même souveraine.

Beaucoup d'initiatives sont autant d'acquisitions pour une politique de développement : mise sur pied d'un fonctionnarisme et d'une technocratie dynamiques, nationalisation de l'électricité, réforme de l'éducation, office du plan, Société générale de financement, caisse de dépôt et placement, régime des rentes, expérience du BAEQ, etc.

Comme le dit justement M. Rioux, la remise en question de la société et de ses mythes fit vite prendre conscience aux Québécois que loin d'être construite une fois pour toutes au XIX^e siècle, leur société restait à être bâtie... Le sous-développement économique du Québec, l'absence d'une grande bourgeoisie locale, l'homogénéité relative de la population, l'exacerbation du sentiment national, les racines moins profondes de la démocratie libérale au Québec ont favorisé la diffusion des idées de développement et de participation dans la population. Parmi ceux qui ne partagent pas ces vues nationalistes, plusieurs ne tiennent pas moins à cette politique de développement qui mise à la fois sur le levier d'un État moderne et progressif, et sur la mise en oeuvre rationnelle et dynamique des ressources de toute la population. Si ce mouvement s'affirme avec de plus en plus d'ampleur, il ne rencontre pas moins de fortes résistances chez les traditionnalistes, les citoyens-consommateurs de la société d'opulence, les tenants du libéralisme rénové, et enfin les révolutionnaires. Ces derniers vont maintenant retenir notre attention ⁶².

⁶² Certaines idéologies urbaines nous éclairent sur ce chapitre.

- D'abord, *l'idéologie de l'intérêt général*, répandue particulièrement chez les notables. « Elle suppose souvent l'existence d'une communauté réelle qui souvent n'existe pas. » Plus encore, elle sert à masquer le rôle de certains intérêts particuliers qui utilisent habilement le bien public, la majorité silencieuse et la prétendue communauté elle-même. Isolé du contexte réel, le plaidoyer semble être inattaquable et d'une noblesse admirable !

- *L'idéologie néo-bourgeoise* repose sur l'alliance des technocrates du secteur public et du secteur privé. De généreuses légitimations sociales et politiques servent souvent d'écran à des fins économiques latentes, douteuses et inavouées. Ici de nouvelles élites cherchent à accroître leur pouvoir et leur

audience en se servant de leur science... et de leur dévouement au bien commun. Il est plus facile de cacher ses motivations quand on fait le détour par le « service public ». Cela est d'autant plus grave que des ressources considérables sont dans les mains de ces gens. L'opinion publique et la vigilance des citoyens ont peu de prise puisque cette action souvent invisible se déploie en dessous de la scène politique et en dehors des débats démocratiques ou des luttes partisans. « Tant mieux, dira-t-on, il faut dépolitiser ces fonctions. » Mais où sont les dispositifs de contrôle par les citoyens eux-mêmes ?

- *L'idéologie municipaliste*. Inutile de dire l'importance du vieux modèle de l'esprit de clocher dans l'expérience québécoise. Même Montréal a été jusqu'à tout récemment une « mosaïque de petits villages ». Le fractionnement en banlieues reproduit le même phénomène sous des dehors de modernité. Les petites villes se livrent à une compétition aveugle sans tenir compte des complémentarités nécessaires, des vocations propres et des possibilités de développement. On grève inutilement des citoyens pour des coûts sociaux non planifiés.

- *L'idéologie de l'organisation communautaire*, relève d'une vision utopiste et simpliste de la démocratie. Elle tente « d'établir des échelons successifs de participation et d'intégration depuis le quartier ou le voisinage jusqu'à l'État. » Évidemment, il ne faut pas céder ici à une condamnation facile des tentatives de démocratisation des communautés locales ou de la base du corps politique des citoyens. Il y a un juste discernement à établir entre des groupes minoritaires assoiffés de pouvoirs, des formes paternalistes et autocratiques de gouvernement urbain, et des expériences communautaires authentiques. On ne saurait opposer de façon étroite : spontanéité et organisation, déconcentration et centralisation, techniques et participation, petit groupe et grande ville, leaderships et memberships, pluralisme et consensus collectif. Un refus aveugle de l'urbanisme, de la grande ville, devient désastreux quand, dans la réalité des faits, la majorité de la population va vivre sur les pointes de trois ou quatre grandes métropoles, comme ce sera le cas bientôt au Canada !

- *L'idéologie régionaliste* présente une certaine conception du développement. Elle vise à créer des entités intermédiaires entre les communautés locales et les macro-structures de la société et de l'État. Le projet comporte sans doute de grands avantages pour la structuration d'équipements collectifs plus adaptés, pour une articulation plus efficace des politiques gouvernementales, pour une participation plus organique de citoyens d'un même ensemble géographique, culturel et économique. L'échec de la régionalisation dans bien des pays nous oblige à démystifier ce nouveau cadre de référence pour retenir uniquement ce qui est valable. Trop d'expériences ont vite révélé leur caractère artificiel et superficiel, et surtout l'absence de consistance aux extrêmes, à savoir la pauvreté des éléments démocratiques à la base et l'incohérence des politiques à la mesure des contextes nationaux et

I. LA RÉVOLUTION SOCIALE

Une surchauffe planétaire

[Retour à la table des matières](#)

Il existe chez nous des individus et des groupes qui s'idéologisent dans une ligne révolutionnaire. Leur attitude fondamentale s'inscrit dans une réalité propice à une telle radicalisation. Les crises se bousculent les unes les autres de façon chaotique et souvent traumatisante. Les guerres, les luttes raciales, les coups d'État, les problèmes monétaires, les affrontements politiques, les grèves, les manifestations, les contestations étudiantes, les scandales publics, bref les escalades de toutes sortes sont présentes dans le champ de conscience de tous par les techniques de diffusion. Tout se passe comme si un climat révolutionnaire s'installait à demeure tant chez les minorités agissantes que chez les majorités silencieuses. Depuis quelques années les sociétés développées vivent dans un état quasi-permanent de tension, de contestation, d'agitation sociale. Certains croient discerner une montée irrésistible de violence pathologique qui serait l'expression d'une société qui a perdu la trace de son humanité et de ses raisons de vivre. D'autres y voient la conséquence de la complexité et de la rapidité des changements qui amènent des contradictions que l'organisation sociale actuelle n'arrive plus à assumer, à surmonter ou à intégrer. De nombreuses institutions touchent leur limite critique où les réformes internes et endogènes ne semblent plus être possibles. La machine monétaire est détraquée. Les mécanismes de contrôle de l'économie ne viennent plus à bout de l'inflation et du chômage. Les corporations les plus fortes connaissent de graves difficultés. L'escalade des prix et des salaires apparaît inévitable. Les institutions politiques ne remplissent pas les rôles

internationaux. La régionalisation n'est pas une panacée, même si elle s'approprie de façon privilégiée, l'intention d'un développement intégral !

Voir R.Ledrut, Les idéologies urbaines, dans Économie et Humanisme, Août 1970, pp. 58-63.

qu'on attend d'elles. On n'en finit plus de faire la somme des défis planétaires aussi gigantesques que la pollution, la congestion urbaine, la pauvreté, la faim, et que sais-je encore ? Les sociétés développées ont perdu leur belle assurance ou même leur complexe de supériorité. Or, ce sont surtout des jeunes qui crient leur révolte et dénoncent l'échec humain de ce qu'on appelait hier le progrès et le succès du monde occidental. Nous n'avons peut-être pas encore saisi la vraie portée de ce phénomène universel de solidarité révolutionnaire chez des minorités de plus en plus fortes dans le monde des jeunes, des intellectuels, des « nouveaux pauvres urbains » et des nouvelles élites.

Malgré la diversité des tendances idéologiques des groupes radicaux et des contextes politiques, il s'établit actuellement, en partie grâce aux moyens de communication, une sorte de communion universelle entre les révolutionnaires. L'étudiant contestataire de Berkeley se reconnaît chez son homologue français, brésilien ou japonais. L'intellectuel de Tchécoslovaquie rencontre les vues du scientifique de Harvard. Malcolm X et le Che projettent des images semblables. Des nouvelles élites radicales et des éléments dynamiques des couches populaires semblent se rejoindre étrangement. Trop de commentateurs, et surtout d'éditorialistes de nos grands journaux, se contentent d'explications bien superficielles. Ils n'ont pas encore saisi l'impact à plus ou moins long terme des ferments révolutionnaires qui mûrissent dans le sous-sol de nos sociétés. Ils ne retiennent du volcan que les fugaces fumées qu'ils hument dans une atmosphère encore limpide à leurs yeux. Pour eux, il s'agit « d'effervescences collectives » dangereuses, mais passagères et très circonscrites. Sans tomber dans les ornières faciles du style apocalyptique, nous pensons que les vagues symboles et les à-coups des manifestations révolutionnaires véhiculent des forces et des intentions beaucoup plus sérieuses que ne veulent l'avouer certains pseudo-sages qui s'approprient naïvement le monopole de la raison et du gros bon sens. Qu'on relise l'histoire des temps qui ont précédé les révolutions anglaise, américaine, française et russe et l'on retrouvera en quantité ces prophètes sécurisants à rebours. L'enjeu d'une juste perception de l'élan révolutionnaire est d'autant plus important que celui-ci connaît une ampleur universelle et inédite. C'est une surchauffe de la planète qui est en cause, bien en deçà et au-delà des secousses épisodiques dans tel ou tel coin du monde.

Cet ébranlement profond n'est pas sans refluer sur notre propre milieu, dans nos façons de voir et de vivre nos problèmes sociaux,

politiques et économiques. Que certains songent à des solutions radicales et, en dernière analyse, à une véritable révolution, c'est là une des conséquences logiques des situations précitées. En effet, pour eux, il vaut mieux prendre en main lucidement et courageusement la révolution plutôt que de la laisser se faire de façon aveugle, ou encore de permettre à des pouvoirs et à des intérêts en place de l'utiliser à leur profit sur le dos du peuple lui-même. Évidemment, personne n'ignore le credibility gap des révolutions historiques, et surtout de leurs lendemains où les pratiques sont venues souvent contredire les intentions de départ. D'où la nécessité de bien dégager les différentes composantes des idéologies révolutionnaires.

Les mythes de la révolution

Jean Sigmann écrivait récemment : « Les révolutions, pierre de touche des sociétés, des hiérarchies et des valeurs, tiennent dans l'aventure humaine et dans la conscience des hommes une place privilégiée ⁶³. » Utopie à la fois fascinante et apeurante, propulsive et contraignante, elle suscite des attitudes que l'on connaît bien dans l'univers religieux. On sait tout ce que les révolutions ont emprunté à l'univers du symbolisme et de la mystique. Une étude très fine de Gusdorf sur la petite révolution de mai 69 en France montre bien ce phénomène, nous dirions cette constante, dans les entreprises révolutionnaires. Il existe aussi une sorte de poésie de la révolution, faite d'exaltation, de pureté, de transcendance, de vision au-delà des faits bruts, des mécanismes sociaux, des concepts scientifiques, des analyses politiques. Les théories les plus poussées, par exemple celle du marxisme, ne réussissent pas à l'enfermer dans leur champ de rationalité. Les explications des révolutions historiques n'éclairent pas suffisamment les nouveaux modèles, eux-mêmes soumis à des éclatements et à des dépassements incessants. Nous sommes ici au creux et au sommet des cheminements mystérieux de l'homme, des sociétés et surtout des moments historiques privilégiés. Si le mythe a pour fonction d'exprimer des expériences qui échappent aux prises conceptuelles habituelles, il est tout à fait normal de le rencontrer sur la route des révolutions.

⁶³ J. Sigmann, *Les révolutions romantiques et démocratiques de l'Europe*, Calmann- Levy, 1970.

Tous les discours des sciences humaines, si nécessaires fussent-ils, ne nous révèlent que des facettes du phénomène. De même en est-il des idéologies qui tentent de le rationaliser. Pensons au paradoxe bien connu : Les révolutionnaires contemporains démystifient les gauches et les droites et les compromis centralistes ; en même temps, ils apparaissent comme des mystificateurs qui laissent pour compte bien des données du réel. Paradoxe du rationnel et de l'irrationnel, qui existe d'ailleurs dans le comportement humain le plus familier comme dans toutes les formes de systématisation de la culture, de la politique ou de l'économie.

Ces remarques nous invitent à mettre sous le signe de la relativité ce que nous disons de la révolution en elle-même ou dans l'actualité historique. À notre avis, il n'y a pas ici de théorie exhaustive. Aussi essaierons-nous de bien indiquer les limites de notre travail et le découpage que nous ferons de l'idéologie révolutionnaire. Nous affirmons d'abord, à la suite d'autres analystes, que la révolution n'est qu'une dimension de l'action historique ou même du changement social. Nous la voyons davantage comme « un moment privilégié et stratégique » (G. Rocher), préparé par une longue maturation et suivi par des transformations profondes à la fois structurelles et culturelles, sociales et mentales. Sur le plan phénoménologique, il implique une rupture radicale et un refus global vis-à-vis de la situation présente, d'une part, et une sorte de projet total d'une société et d'un homme nouveau ou tout autre, d'autre part. Il comporte non seulement une vision neuve du monde, mais aussi une volonté de le transformer à la lumière d'un nouveau système de valeurs et d'un projet historique défini.

Les composantes de la révolution

- Un *changement* qui se produit soudainement avec plus ou moins de violence, et qui influence un ensemble culturel important et s'étend avec d'autant plus de rapidité que le retard social a été important (A. Kroeber).

- Une *contestation des valeurs ou des objectifs collectifs* d'une société donnée et souvent, plus en profondeur, de son système de légitimation ou de son idéologie. Aussi, avant même de se produire, la

révolution oriente l'intégration culturelle d'une société sur des voies nouvelles et insuffle une dynamique nouvelle (F. Houtart).

- *Un fait social global* qui affecte fondamentalement les relations d'homme à homme, de groupes ou de classes sociales, et de façon secondaire seulement, les relations d'homme à chose. Pensons, par exemple, au prolétaire qui deviendrait sujet de libération après avoir été objet d'aliénation dans une société où son travail était une marchandise et contribuait ainsi à le « réifier lui-même ». La pensée marxiste, par exemple, a établi un lien de ce type entre les rapports sociaux et les instruments de production (G. Ramirez).

- *Un saut qualitatif* de type hégélien, qui marque la limite critique d'un système. Une analogie avec les sciences physiques nous aide à comprendre ce processus. En effet, il arrive que certaines transformations homogènes d'un élément arrivent à un point critique où apparaît soudainement un phénomène nouveau. Ainsi un système social peut devenir incapable de susciter des réformes internes ou d'intégrer des contradictions et des dysfonctions de plus en plus déséquilibrantes. Des agents interviennent alors pour précipiter la substitution d'un autre système (P. Sorokin).

- *Un bouleversement des structures du pouvoir*. Il s'agit donc d'un changement politique. Nous ne parlons pas ici de révolution au sens large : révolution industrielle scientifique. etc.

- *Une eschatologie profane*. Le révolutionnaire estime qu'il marche dans le sens de l'histoire ; cependant il ne se contente pas de déchiffrer le mouvement spontané des choses, mais il juge ce mouvement et cherche à l'orienter par son intervention. Il juge que l'histoire profane a une finalité immanente, autonome, que l'homme peut et doit réaliser et vers laquelle il peut orienter son espérance (C. Girardi). C'est sous le signe d'une cité future tout autre que la révolution s'inscrit dans l'histoire pour l'amener à un dépassement inédit.

- *Une metanoia*, un changement non seulement des structures, mais aussi de l'homme, de ses attitudes les plus profondes, comme le répétait le Che, à la suite de Marx. Le processus ne veut pas restaurer un ordre ancien, ou retourner à la pureté des origines ; il vise une histoire ascendante qui au-delà des ruptures et des sauts qualitatifs permettra un progrès décisif des façons de vivre et de penser. La personne et la communauté humaines récupèrent ainsi le projet

religieux d'un avenir absolu, mais cette fois de manière immanente et temporelle. L'homme devient le maître premier et dernier de son destin qu'il crée lui-même désormais.

Une visée de tout l'homme et de tous les hommes. Les intentions révolutionnaires se veulent universelles dans le temps et dans l'espace. Rien ni personne n'échappent aux principes invoqués. Mais c'est surtout l'homme menacé dans sa réalité globale qui sert de premier pôle de référence. De là, on songe à refaire toute la société. Pensons à la contestation étudiante qui n'a pas tardé à embrasser la critique de l'ensemble social.

Les antécédents des révolutions

C. Brinton, dans *The Anatomy of Revolution*, propose quelques généralisations provisoires, à partir des quatre révolutions mentionnées plus haut. Nous résumons ici l'analyse que nous avons faite dans un chapitre précédent.

- Les sociétés impliquées avaient déjà commencé une première ascension économique. Ce ne fut pas l'œuvre des plus déshérités, mais de ceux qui ressentaient plus vivement les seuils et les obstacles d'une promotion déjà amorcée.

- Les conflits de classes devenaient de plus en plus violents, surtout ceux qui permettaient à différentes élites de s'affronter de façon décisive.

- Brinton note le rôle d'intellectuels qui se font critiques du régime et définisseurs de la nouvelle idéologie révolutionnaire. Pour lui « la désertion des élites » est un des indices les plus sûrs d'un état pré-révolutionnaire.

- L'État ne peut plus faire face aux problèmes qui s'accumulent. Et ses artisans sont accusés d'inefficacité ou de trahison en regard du bien du peuple.

- Les pouvoirs en place, la classe dirigeante, perdent confiance en eux-mêmes. Leur système de légitimation devient de moins en moins « défendable ».

- Une répression maladroite vient renforcer les mouvements de protestation et d'agitation.

J.C. Davies insiste davantage sur l'arrêt du développement économique et sur les frustrations qui en découlent. En effet, le premier élan avait suscité de nouvelles aspirations qui ne pouvaient plus être comblées ⁶⁴. Nous croyons, pour notre part, que le contexte pré-révolutionnaire dépasse l'aire économique. Il s'agit d'un décalage beaucoup plus large et beaucoup plus profond entre les structures sociales et les aspirations collectives de groupes assez dynamiques pour tenter un renversement de situation. Le décalage tient soit à des facteurs endogènes, soit à des dominations étrangères, soit aux deux en même temps. H. Johnson retient six conditions : rupture dans l'ordre social ; opinion publique consciente ; un leader ; un groupe révolutionnaire ; une idéologie révolutionnaire ; un gouvernement faible, surtout moralement.

Le processus révolutionnaire

Les analystes ont discerné un certain nombre de constantes que nous allons regrouper ici. Ce sont des composantes qui ne se retrouvent pas forcément dans toutes les démarches révolutionnaires. L'une ou l'autre de celles-ci fera l'économie de telle ou telle étape, de tel ou tel mécanisme, sans pour cela perdre sa spécificité. Parfois le processus s'arrête en chemin.

- Après de longues maturations, l'intention et l'action révolutionnaires se précipitent *sous forme d'escalade* ; un peu comme si la pression accumulée éclatait tout d'un coup à la faveur d'événements particuliers, de points chauds, voulus ou subis, de gestes de provocation ou de répression. (Les événements d'Algérie, de Cuba, du Viet-nam, du Biafra, d'Irlande du Nord, de Palestine).

- Le premier mouvement se déploie dans un contexte anarchique et utopique, apparemment loin de la réalité permanente. (La révolte de mai 68 en France.)

⁶⁴ G. Rocher, Sociologie générale, t. 3, H.M.H., 1969, pp. 527-531.

- Autour de leaders, de groupes de pression et d'idéaux collectifs se construit une sorte de *structure parallèle* qui ressemble à un gouvernement illégal. Pensons aux « town meetings » de la révolution américaine et aux « Sociétés de pensées » de la révolution française.

- L'ensemble du corps social se divise *en deux camps* : pour ou contre. Les positions centralistes deviennent de moins en moins possibles. Par ailleurs, derrière l'apparente unanimité des révolutionnaires se multiplient souvent les factions qui se battent entre elles et ne réussissent à s'unir qu'en fonction du pouvoir en place à abattre. Une seconde dichotomie surgit : les durs et les modérés. (Les groupuscules étudiants sur les campus.)

- *Création d'une symbolique* de ralliement et d'identification. La révolution multiplie les symboles parce que ceux-ci permettent une communication rapide et directe, un élargissement du message et de l'action à la mesure de l'opinion publique et des masses. Ils servent à identifier les amis et les ennemis. « Des personnes, des lieux, des dates, des martyrs révèlent un caractère symbolique par lequel ils transmettent un message, dénoncent le présent, annoncent l'avenir » (G. Rocher). Notons ici un paradoxe de nos révolutions contemporaines. Leurs agents utilisent, par exemple, le langage publicitaire, les techniques d'intégration dont le système en place se sert pour maintenir le statu quo. McLuhan sert étrangement aux deux camps. Serait-ce une pure question de stratégie, par exemple celle d'employer une langue comprise par tout le monde ? Ou bien, n'y a-t-il pas ici une appartenance implicite aux mêmes structures mentales, au même système, en deçà des oppositions de surface ? Cette hypothèse confirmerait la critique des structuralistes qui dénoncent les mythes révolutionnaires de l'homme nouveau, de la société nouvelle.

- On privilégie ce qui provoque *une effervescence collective*, un élan mystique commun, une protestation en force contre le régime. Ces moments privilégiés marquent des sommets de convergence de l'opposition aux pouvoirs et de l'affirmation révolutionnaire, de l'idéologie et de l'action. Toute la révolution se condense dans ces temps forts qui constituent autant de paliers pour l'escalade.

- Tout au long du processus, il y a recherche fébrile de rapports dynamiques entre le *mouvement révolutionnaire et les masses*. Le premier gardera-t-il la direction jusqu'au bout ? Quelle place effective accorde-t-on au pouvoir populaire, avant - pendant -après la

révolution ? Nous savons que le dilemme se dénoue souvent au profit du parti.

- Inutile de dire que la révolution appelle la *contre-révolution*. Celle-ci peut même précéder la première ou la précipiter. Elle tentera soit de la noyer, soit de la réprimer, soit de la démystifier, soit de la réduire (agitateurs professionnels), soit de la digérer (la mode Mao), soit de la tourner contre elle-même (divisions internes).

- Si les révolutionnaires parviennent à prendre le pouvoir, il s'ensuit souvent des étapes bien distinctes : *période d'euphorie, période de luttes entre les factions et les leaders ; période d'intransigeance ; période d'accommodation ; période de conscience déchirée par le décalage entre les idéaux et les changements réels, entre les, promesses et les réalisations, entre le pari ! et le peuple ; période d'apaisement propice à la contre-révolution ou de reprise à long terme sous un mode évolutif*. Ceux qui parlent de société révolutionnaire ont une conscience historique bien pauvre. En effet, une telle visée équivaut à tuer le ferment de dépassement au profit des nouveaux pouvoirs qui sont souvent prêts à tout pour se maintenir en selle. D'où cette utopie nouvelle de révolution permanente qui elle aussi comporte ses propres contradictions. En effet, les hommes s'accommodent très mal d'un processus incessant de remise en question et de discontinuité. Pareto a bien vu ce besoin d'alternance entre les facteurs de stabilité et les facteurs de dépassement.

Les stratégies révolutionnaires

C'est peut-être à ce niveau que se révèlent davantage les nouveaux modèles. Marcuse a identifié les traits nouveaux des révolutions contemporaines : la substitution de la lutte des classes par la lutte des générations ; le rejet des systèmes développés de type capitaliste et technocratique ; le recours à la guérilla et aux mouvements spontanés ; le remplacement de la classe ouvrière (désormais intégrée) par les nouvelles forces de contestation qui émergent (étudiants, sous-prolétariat, *black power*, *new left*, etc.).

Alors que certains songent à l'encerclement des sociétés développées par les pays pauvres, des villes par les campagnes défavorisées, d'autres comptent davantage sur la guérilla interne où

l'on frappe le système par l'intérieur pour le détraquer. La guérilla urbaine, par exemple, s'appuie à la fois sur les nouvelles formes de pauvreté matérielle et culturelle et sur l'aliénation psychologique des nantis et des Sur-intégrés. Le schéma classique de Marx ne semble plus coller à ces neuves situations et problématiques. Songeons aux théories et aux praxis différentes des mouvements révolutionnaires actuels, par exemple, à l'action culturelle du F.L.N. au Sud Viet-nam, aux stratégies d'une autre inspiration chez les *Black panthers*, aux essais de techniques non-violentes avec la mystique correspondante.

Encore ici, discerne-t-on une diversité et une fluidité croissantes des stratégies. Cela nous rappelle l'absence ou la difficulté d'une théorie ou d'une praxis révolutionnaires, surtout dans les questions de violence ou de non-violence. Certains commencent par poser le problème à partir de celles-ci : à notre avis, c'est la démarche inverse qui s'impose. *La violence sans contexte ou praxis révolutionnaire est inefficace. La révolution, sans une conscience et une culture politiques articulées se tourne contre le peuple et même contre ses auteurs.* Les violents connaissent-ils vraiment la pensée et l'expérience politique de Gandhi, ou de Luther King ? Les non-violents absolus ont-ils fait l'analyse des diverses révolutions et de leurs vrais contextes politiques ? Les hommes d'églises ont-ils critiqué les postulats implicites de leurs propres idéologies qui ont fait de l'institution religieuse un agent de conservation sociale et un symbole de contre-révolution ?

Les sources révolutionnaires de notre situation

En dessous des révoltes sauvages comme des contestations vraiment politiques, il y a un premier facteur qui retient notre attention, à savoir *le divorce entre tout ce qui relève des systèmes en place et la quotidienneté.* Nous allons illustrer notre pensée en analysant un des mécanismes fondamentaux de nos sociétés modernes : l'information. Nous sommes ici au coeur des contradictions les plus évidentes de notre société.

A. L'information, un test de vérité

D'une part, il y a une *sous-information* qui permet à des pouvoirs anonymes ou non identifiables de constituer un réseau d'underground qui s'approprie des influences décisives en dehors de règles démocratiques contrôlables. Par exemple, nous avons travaillé dans un comité ouvrier qui a mis près d'un an avant de connaître les vrais motifs de la fermeture d'une usine de leur ville. Des bribes d'information arrachées à tel fonctionnaire, à tel bureau d'étude, à tel ministère gouvernemental, à tel patron de la firme, ne suffisaient pas pour nous donner une idée de l'ensemble de la situation. Il a fallu forcer des portes, proférer des menaces, alerter l'opinion publique, compromettre des hommes politiques, aiguillonner les centrales syndicales et que sais-je encore ? Au point de départ, les ouvriers en grève étaient accusés d'être les grands responsables du drame. Au point d'arrivée, nous découvrons une tout autre histoire. Le Canada vend son blé de l'Ouest aux pays de l'Est. Ceux-ci exigent à leur tour d'exporter des produits qui correspondent à ceux qui sont fabriqués dans la province de Québec. Devant la montée d'insatisfaction des Québécois, le gouvernement central et les pouvoirs économiques n'étaient pas intéressés à révéler cet état de chose. Mieux valait laisser jouer la rumeur qui faisait des ouvriers eux-mêmes les boucs émissaires de cet événement désastreux, ou encore se réfugier derrière l'argument très général des conséquences des changements technologiques. Voici un exemple entre mille des accrocs constants au prétendu contrôle démocratique.

D'autre part, il y a une *sur-information* qui aliène l'homme de son univers immédiat, de son vécu réel, tout en l'intégrant automatiquement au système social et à son idéologie dominante. Voyons de plus près ce processus paradoxal, subtil et très complexe. D'abord, il est important de noter que les recherches ont porté beaucoup plus sur l'émetteur et le transmetteur que sur le récepteur, c'est-à-dire le consommateur d'information. Que se passe-t-il chez lui ? Être aliéné, c'est être possédé par un autre. Or, en l'occurrence, cet autre devient de plus en plus personnel, insaisissable et contraignant.

L'information technicisée échappe même à ses agents. Elle est « instantanée, polymorphe, kaléidoscopique, surabondante, omniprésente » (J. Ellul). Elle se déploie sous le signe de la quantité, de la rapidité, de la dispersion, de la diversité, de la discontinuité et de la superficialité. Le consommateur vit alors dans une situation traumatisante de dispersion mentale et d'à-coups. Il a l'illusion de

vivre dans la proche universalité du *global village*, mais sans pouvoir se faire le moindre jugement exhaustif sur le plus petit événement. La nouvelle est toujours fugace et noyée au milieu de centaines d'autres qui se bousculent pêle-mêle. L'apologie des ordinateurs qui emmagasinent et digèrent tout, laisse dans l'ombre le sentiment d'écrasement de l'homme en face de ce déluge de connaissances et d'informations, qui déferle quotidiennement sur lui. Qu'on le reconnaisse ou non, l'homme sera toujours livré à lui-même, à son jugement, à ses décisions là où son sort personnel et communautaire se joue le plus vivement. C'est lui qui est au centre de son destin, et non pas l'ordinateur. Or voyons ce qui arrive dans un contexte où l'informatique est de plus en plus poussée.

Ici, l'information n'est plus d'abord « une communication avec, une ouverture ou un instrument... mais un contexte global, une sorte de flot englobant à l'intérieur duquel il est situé ; on ne peut même pas dire qu'il se situe, car ce n'est pas un acte volontaire : il ne peut pas faire autrement que se trouver dans cet univers là ⁶⁵. On ne peut donc dire que le citoyen utilise vraiment les informations ; puisqu'il est tellement conditionné par l'information elle-même, son langage, ses symboles, son omniprésence. Au XIXe siècle, le droit à l'information se liait à l'individu comme agent informateur ; au XXe siècle, ce droit prend une connotation de passivité : *droit à être informé*. On n'a pas encore mesuré les effets de passivité de notre système d'information. Plus profondément encore, l'information constitue une sorte de *superstructure mythique* qui a « *des références lointaines et accidentelles avec le milieu effectif dans lequel vit l'homme qui la reçoit* ». Il faut vraiment une réflexion au second degré pour saisir les rapports avec sa propre situation. Paradoxalement, *la vie familière apparaît insignifiante* et même irréaliste par rapport aux mythes construits de la publicité et de l'information en général. La taverne ou le dialogue conjugal cèdent à la télé. *Le médium détourne des rapports quotidiens. Il aliène du vécu, il absorbe tout le sens* ; il engendre de vagues opinions, des images toutes faites ; il devient une structure mentale surimposée. Au bilan, l'informé vit un univers de petits signes fragmentés et fugaces, un univers qui présente une illusion de cohérence et identifie l'artificiel au vécu et à la réalité.

⁶⁵ J. Ellul, L'information aliénante, dans Économie et Humanisme, avril 1970, pp. 43-52. L'auteur inspire notre propos ici.

Le système informatif global condamne l'homme soit à rester *au seuil de la décision et de l'action* (à cause de l'encombrement des informations nombreuses et contradictoires), soit à agir au niveau de ce monde factice du montage audio-visuel ou autre, soit à s'engager idéologiquement en dehors des significations officielles et même de son propre vécu insaisissable et aliéné. Que de menus nous ont offerts les media sur le problème de la faim dans le monde ! En quoi cela nous a-t-il impliqués vitalement ?

Par son bric-à-brac d'opinions, de statistiques, d'images, d'impressions, de sollicitations, l'information en vient à provoquer *une destructuration des valeurs*. Les faits présentés à la tonne ne réfèrent habituellement à aucune valeur réfléchie ou assumée, encore moins à un système explicite de valeurs. Les changements rapides des signaux et des messages mobilisent l'attention et créent une instance d'adaptation continue. Le monde des valeurs est repoussé à la périphérie de l'existence et de ses pratiques. Les moyens avalent les fins et le médium devient le message lui-même. On n'a plus le temps de s'interroger sur les pourquoi, à moins de s'imposer une terrible ascèse pour le tri des informations ou pour prendre ses distances sur l'envahissement des media.

L'information discontinue, rapide, éclatée, « montée » et souvent sensationnaliste ou insolite, nous *éloigne de ce qui est* permanent, normal, ordinaire. La nouvelle s'alimente à l'exceptionnel, au lointain et à l'extraordinaire. « Il est impossible dans ces conditions de ressaisir par une opération de raison ou par une référence à la raison, cet énorme magma informatif, sans cesse variable et fugace. L'homme informé est progressivement conduit à admettre le monde comme déraisonnable, impossible à aménager, extravagant ; et seul l'explosion irrationnelle lui semble, d'une façon ou d'une autre, soit adéquate, soit efficace. » (J. Ellul)

La pire aliénation, c'est la sur-intégration qui réduit toute distance critique. Or, l'information moderne a développé une extraordinaire *puissance impersonnelle et irresponsable d'intégration en continuité logique avec le modèle technologique* unifiant et niveleur. Nous connaissons tous l'enfilade : production de masse, consommation de masse, information de masse, culture de masse. Le schéma publicitaire est utilisé dans toutes les institutions politiques, économiques, scolaires ou autres. Il n'y a plus de « blancs », de « pores » comme dirait Marx. La nouvelle prend toute la place dans

les relations quotidiennes et celles-ci se transposent ainsi au niveau de la relation mythique des superstructures d'informations. La télé sert de médiane des rapports sociaux dans la rue, au travail, au club, à la maison ou ailleurs.

Bref, d'une part, l'individu ne peut ordonner ou assimiler, ou utiliser correctement, ou encore juger avec cohérence le magma d'informations, du moins sur le plan personnel et vécu ; d'autre part, l'information n'est accessible que si ce même individu se laisse intégrer au système par elle, ou par le système lui-même. Il y a donc non seulement un divorce entre le modèle et le vécu, mais aussi une résorption du vécu. Or, ce qu'on a appelé l'utopie du spontanéisme dans les mouvements révolutionnaires récents atteignait une des sources les plus profondes de l'aliénation, et partant de l'auto-défense radicale de l'homme qui tente désespérément de s'arracher à ce manteau de plomb technologique, technocratique ou informatique. Ici, les agents ne se recrutent pas forcément chez ceux qui appartiennent à une classe, fusse-t-elle prolétarienne, mais chez ceux qui ressentent

le plus vivement tout en la rejetant la sur-intégration au système social actuel.

Nous nous sommes attardé à une seule source. Nous allons retrouver des éléments semblables dans d'autres champs de prospection.

B. Les critiques majeures

Essayons de souligner les arêtes du système tel qu'il est perçu par ceux qui manifestent des tendances révolutionnaires. Ils n'hésitent pas à recourir aux études les plus sérieuses, même si le profil d'ensemble tient davantage de l'utopie que d'une théorie et d'une praxis à contenu politique articulé.

1. - C'est la corporation qui domine la technostucture (l'État, l'université, l'entreprise, le syndicat et même l'armée). La réalité du pouvoir est dans les mains du producteur et non dans celles du consommateur. L'idéologie officielle du marché libre ne résiste pas à l'analyse qui nous apprend que la corporation crée son propre marché, impose ses prix et modèle l'ensemble des rapports économiques et même sociaux. Elle crée des besoins artificiels dont on n'a pas

besoin ! Les vrais besoins sont laissés pour compte ⁶⁶. Et les grands défis, comme les équipements collectifs, la pollution sous toutes ses formes, les problèmes de transport urbain, de logement, de chômage ou de maladie, passent au second plan en regard de la production des gadgets et des investissements militaires. Tout se passe comme si le génie n'était mobilisé que pour le profit des grandes corporations. C'est cet impérialisme économique et cette philosophie sociale que les éléments révolutionnaires veulent détruire à tout prix. Chez nous, ils n'ont pas de difficulté à prouver notre dépendance quasi-totale, et l'énorme pouvoir de ces puissances économiques sur notre propre vie individuelle et collective.

2. - Après le mythe du consommateur-roi, c'est celui du citoyen que les révolutionnaires dénoncent. Existe-t-il vraiment une démocratie politique, économique, culturelle, juridique ? Dans quelle mesure les libertés individuelles et collectives sont-elles accessibles aux couches populaires ? Il faut de l'argent pour accéder aux tribunaux, à l'université, à la Place des arts, à des fonctions politiques. Il y a des structures démocratiques dans la plupart des institutions, mais leur fonctionnement, leurs pratiques contredisent l'idéologie officielle. Les citoyens ont en fait bien peu de pouvoir pour contrôler les moyens et les fins de ces institutions ; ils interviennent dans le champ démocratique quand les jeux sont faits et les décisions prises. En deçà des pouvoirs officiels, il y a ceux qui exercent les influences prépondérantes. Ce sont ces forces en coulisse ou en « caucus » qui échappent à la vigilance des citoyens. Ce qu'on bâtit sur le sol est miné par les éléments corrosifs du sous-sol. Pensons aux manœuvres monstrueuses des spéculateurs qui rendent impraticables les politiques de développement, de rénovation urbaine, de logements à prix modique, ou d'aménagement de territoire. Or ces gens ont toutes les protections légales pour poursuivre leurs intérêts anti-démocratiques. (Voir les rapports du service d'urbanisme de Montréal.)

Dans une perspective plus large, on accuse les gouvernements d'avoir démissionné devant le monde des intérêts financiers, et même d'avoir les mains liées par ce dernier, alors qu'il aurait fallu l'obliger à

⁶⁶ « Ayant avalé tout ronds les tabous et les impératifs moraux de la bourgeoisie, les masses populaires, enfoncées dans la culture du capitalisme monopoliste, ne veulent pas ce dont elles ont besoin, et n'ont pas besoin de ce qu'elles veulent. » O. Cecconi, Les fonctions de l'idéologique, dans Économie et Humanisme, août 1970, p. 29.

enfin prendre ses responsabilités sociales. Comment maintenir les postulats libéralistes et les mythes de l'entreprise privée souveraine au moment où l'État devient le plus gros employeur et consommateur, au moment où l'activité économique privée ou politique s'inscrit dans une interdépendance à l'échelle nationale et internationale, au moment où les divers secteurs économiques comptent sur l'apport massif des biens de tous pour la recherche, l'investissement et le développement. On a parlé beaucoup du « capitalisme populaire », de la démocratisation économique en Amérique du Nord. Par exemple, aux États-Unis, le nombre d'actions serait passé de 8 millions à 20 millions en 8 ans. Or, 80% de ces actions sont possédées par 1.6% de la population ; cette fraction possède aussi 100% des obligations des États et des municipalités et 88% des obligations des compagnies. (F. Lundberg, *The Rich and the Super Rich*.) John Porter a révélé une situation semblable au Canada. Autre accroc à la démocratie économique, un régime fiscal qui privilégie encore les plus riches.

3. - Qu'en est-il des tentatives de réformes à l'intérieur du système en place ? Voyons quelques exemples dont nous avons longuement traité dans cet ouvrage.

- Les pauvres sont doublement frappés par l'inflation et les mesures anti-inflationnistes, alors que les corporations et les « gros syndiqués » continuent leur progression. Les profits et les prix augmentent alors que le chômage et la récession s'accroissent tout autant ⁶⁷.

⁶⁷ Même dans une perspective réformiste, beaucoup d'économistes ont fortement contesté des politiques anti-inflationnistes qui grevaient les plus faibles et n'incommodaient pas tellement les plus forts. « L'avenir nous réserve une structure industrielle de plus en plus oligopolistique, composée d'entreprises et de syndicats qui, par leur dimension, réussiront à se soustraire des lois du marché pour administrer les prix. Par conséquent, la « main invisible » d'Adam Smith risque de devenir encore plus invisible et tout à fait impuissante à équilibrer les prix. Il faudra alors penser à substituer à nos « bonnes vieilles » lois du marché, un autre mécanisme global. Ce mécanisme global ne pourra venir que de l'État. » Dans la mesure où l'on passe des causes conjoncturelles aux causes structurelles du chômage, de l'inflation, de la sous-productivité, on sera bien obligé de dépasser des appels vagues à la « conversion d'attitudes », et de s'attaquer à des structures non seulement inadéquates mais viciées.

- Dans ses programmes de relèvement économique régional, le gouvernement fournit un pourcentage élevé de l'investissement des corporations qui implantent de nouvelles industries. Les communautés locales assument les coûts sociaux des services et de la formation de la main-d'œuvre, sans compter les privilèges fiscaux. On aide les riches à s'enrichir toujours plus, et cela en grevant les petits.

- Dans leurs politiques sociales, les gouvernements créent des dépendants chroniques et une main-d'œuvre inemployable parce qu'ils n'ont pas de véritables politiques de développement. Les prestations pour le recyclage constituent très souvent une assistance sociale camouflée, parce qu'on sait bien leur inutilité dans la plupart des cas. En effet, il n'y a pas en même temps de politiques audacieuses de création d'emplois ou même de reclassement. On laisse croupir des masses de travailleurs et de dépendants à côté d'une prospérité souvent scandaleuse.

- Le système politique et juridique actuel laisse libre cours à un régime d'exploitation éhonté en matière de crédit au consommateur. D'abord les grandes firmes commerciales, comme nous l'avons déjà dit, suivent une stratégie très subtile de manipulation du consommateur moyen. Elles lui offrent ses produits à des prix tout juste au-dessus de son pouvoir d'achat. Aussi toute son attention est portée sur l'acquisition de ces biens. C'est le meilleur moyen pour en faire un citoyen passif, très bien intégré à l'organisation socio-économique et à ses soutiens politiques et culturels. Les « facilités » de crédit assurent le déroulement du processus. Ainsi a-t-on l'illusion de retarder la décision « culpabilisante » vis-à-vis d'un achat un peu excessif. Les clients dépensent davantage lorsqu'ils n'ont pas à déboursier tout de suite. Ils sont moins regardants sur les prix. Il s'ensuit que l'intérêt du crédit rapporte souvent plus que la vente elle-même. (Institute for Motivational Research.) Aussi, selon Packard, le crédit devient un surprofit pour le producteur, le commerçant ou tout autre créancier. De 1968 à 1969, les dettes des consommateurs canadiens ont augmenté de 16%, pour atteindre le chiffre de 8 milliards. Encore ici, les révolutionnaires trouvent matière à une critique radicale des bases d'une telle société.

- Enfin, un dernier exemple de l'échec et de l'illusion du réformisme : la guerre contre la pauvreté. Mis à part les slogans creux de la « société juste », l'entreprise apparaît comme un processus subtil de domestication de la pauvreté. Une autre façon d'intégrer, sans rien

changer fondamentalement. On laisse croire que des structures qui secrètent ces déchets peuvent corriger les effets sans toucher aux causes endogènes d'une telle misère. La pauvreté est perçue comme quelque chose d'extérieur au système social. Le meilleur moyen de la neutraliser - parce qu'elle est dangereuse et qu'elle donne mauvaise conscience - c'est de l'élever au niveau de la subsistance minimale. L'unité statistique du minimum vital servira de mètre pour les politiques sociales, sans compter le tape-à-l'oeil de quelques projets brillants de rénovation de tel ou tel coin des zones grises. La guerre contre la pauvreté telle qu'elle est engagée est un des mythes les plus sécurisants des derniers temps. Toute prégnante du vieux paternalisme et de l'assistancialisme bourgeois, elle ne peut faire autrement que de susciter peu d'intérêt chez les artisans immédiats et les bénéficiaires qui en mesurent toutes les limites. Les hommes politiques et les hommes d'affaires qui la proclament de loin, croient éviter ainsi les dangers des révoltes sauvages qu'ils craignent plus que tout. Les éléments radicaux commencent à trouver une oreille attentive chez le prolétariat urbain. Et rien n'indique qu'ils ne réussiront pas un jour une percée révolutionnaire chez lui. Comme les noirs américains, les pauvres diront peut-être : « C'est trop peu et trop tard »... « Vous ne pouvez plus nous leurrer avec votre argent et vos émissaires... nous savons désormais que c'est le cœur de la société qui est pourri. » Certains mouvements sociaux actuels ne parlent pas, sans raison, de pouvoir, de société nouvelle, de refus global.

4. - La critique sociale devient de plus en plus aiguë et radicale. Elle est à la mesure des énormes pouvoirs de domination et d'exploitation. Elle saisit avec beaucoup de lucidité les mécanismes et les techniques qui permettent de séduire, d'intégrer. « Les conflits sociaux qui se forment dans cette société ne sont pas de même nature que dans la société antérieure. Ils opposent moins le capital au travail que les appareils de décision économique et politique à ceux qui sont soumis à une participation dépendante » (A. Touraine, *La société post-industrielle*, p. 15). L'auteur soutient que l'homme aliéné ici « *n'a d'autres rapports aux orientations sociales et culturelles de sa société que celui qui lui est reconnu par la classe dirigeante comme étant compatible avec le maintien de sa domination.* » Ainsi les réformes proposées correspondent d'abord aux intérêts des privilégiés de la culture, de l'argent et du pouvoir. Les mouvements radicaux les plus humbles de chez nous commencent à s'alimenter à cette pensée révolutionnaire que nous allons analyser dans la prochaine étape.

Les mouvements révolutionnaires québécois

Depuis une vingtaine d'années, quelques groupes révolutionnaires ont pris corps chez nous. Les attitudes radicales ne sont plus le fait de quelques vieux militants socialistes isolés ou d'individus qui opposent un « refus global » en marge de toute démarche politique, comme ce fut le cas de Borduas. Il suffit d'aligner des noms d'organismes ou d'équipes particulières pour introduire un chapitre important de notre histoire récente : le Parti socialiste québécois, Parti pris, le Mouvement de libération populaire, le Front de libération du Québec, l'équipe de Socialisme, les groupuscules de la contestation étudiante, etc. D'autres regroupements ont laissé percer quelques tendances radicales : le Mouvement laïque de langue française, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, le Mouvement d'intégration scolaire, une aile radicale de la C.S.N. ; mais au bilan, nous trouvons des individus et des regroupements de gauche, mais non pas une gauche structurée, unifiée et dynamique. Un grand nombre n'a pas dépassé effectivement le schéma abstrait du marxisme-léninisme ou l'étape du refus global. Certains versent dans un populisme mythique bien loin de la réalité du prolétariat et de ses conditions concrètes d'existence. D'autres ont déjà pris le parti de la guérilla avec une psychologie de maquisard, en attendant la constitution d'un véritable parti révolutionnaire populaire. Plusieurs, enfin, en restent à une expression symbolique qui emprunte beaucoup au langage du système qu'ils dénoncent.

Mais n'y a-t-il pas des intentions profondes qui se rejoignent, un axe commun d'idéologisation, une articulation politique sous-jacente aux différentes options et allégeances ? Le dégagement des principales arêtes nous amènera peut-être à répondre par l'affirmative, du moins sur le plan d'une certaine pensée commune. Par exemple, la plupart se définissent en fonction des mêmes pôles de référence ou de rejet :

- Les classes petite-bourgeoises autochtones,
- La bourgeoisie anglo-canadienne colonialiste.
- L'impérialisme américain.

C'est autour de la question de la libération nationale que, bon gré mal gré, les familles de gauche vont se confronter. Aucune d'entre

elles ne laissera dans l'ombre cette pièce maîtresse du passé, du présent et du futur de l'expérience québécoise. Par ailleurs, les options et les stratégies n'en diffèrent pas moins par rapport aux trois pôles précités. Précisons certaines tendances significatives.

- Voici comment l'équipe de Parti pris résumait une des premières options : « Une révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses pour remplacer le pouvoir impérialiste et colonialiste et le pouvoir de l'ancienne comme de la nouvelle bourgeoisie autochtone. » Pour atteindre ce but, il faut un parti populaire, socialiste et décolonisateur.

- Dans une deuxième étape, de nouveaux enjeux vont faire éclater les divergences et faire apparaître d'autres composantes de la situation. La venue du général de Gaulle, la scission de René Lévesque, les États généraux, la bataille pour l'unilinguisme, la fusion des mouvements nationalistes dans le Parti québécois, amenèrent les militants de gauche à resserrer leur débat. Les uns plaidaient pour une participation directe dans le nouveau parti pour l'orienter dès maintenant vers des objectifs de gauche. D'autres voulaient la création d'un mouvement socialiste et indépendantiste qui garderait ses distances sur le P.Q., quitte à lui donner un appui tactique de temps à autre selon les conjonctures favorables au socialisme. Une autre catégorie de militants cherchaient à poursuivre leur recherche et leur action dans la ligne d'une révolution culturelle beaucoup plus radicale que celle du néo-nationalisme. Ils reprochaient aux socialistes de tomber dans un économisme de courte vue et aux souverainistes de verser dans les ornières de l'électoratisme et de la technocratie. Mais ils étaient accusés à leur tour d'ethnocentrisme de tendance fasciste ou de culturalisme. Inutile de souligner ici la forte teneur idéologique et dogmatique de ces affrontements. Tous parlent du grand saut, mais personne d'entre eux ne réussit à avancer d'un pas. Ces radicaux progressistes s'enferment trop souvent dans des postulats intouchables et des options inconditionnelles.

- Une troisième étape va nous faire connaître d'autres militants de gauche qui avaient laissé depuis longtemps ces chapelles ardentes pour des engagements plus réalistes. On retrouve ces agents révolutionnaires dans le P.Q., dans l'animation sociale et les comités de citoyens, dans la politisation syndicale, dans la contestation étudiante. Pour eux la libération nationale et la libération sociale s'im

briquent et s'activent réciproquement. Ils restent conscients des dangers et des ambiguïtés de cette synergie, d'où leur vigilance pour ne pas perdre de vue leurs principaux objectifs au cœur de stratégies mieux définies et possibles. Ils se veulent solidaires ou instigateurs de forces sociales à l'œuvre dans les secteurs mentionnés plus haut.

Pour eux, la pratique politique demeure toujours première ; en cela, ils s'opposent à certains intellectuels marxistes-léninistes qui se perdent dans leur théorisation abstruse. Leur orientation ne tient pas d'un pragmatisme sans pensée politique, ou du spontanéisme, comme le laissent entendre les nouveaux théoriciens de la revue : Socialisme Québécois. Des Purs qui n'ont pas de mains, qui réduisent le P.Q. à « un mouvement de protestation contre la maladie du Québec » (Juin 1970, p. 9.).

Qu'en est-il de l'avenir d'une gauche révolutionnaire au Québec ? ^a Les durcissements idéologiques qui s'amorcent annoncent peut-être une reprise. Mais actuellement, nous sommes en face d'un univers révolutionnaire éclaté et sans consistance. Ce ne sont pas les théories pures qui manquent, ni les gestes symboliques et épisodiques ! Il faut regarder plutôt du côté de ceux qui s'attellent à bâtir une praxis

^a Nous avons écrit ce chapitre avant les événements tragiques d'octobre 1970. Le Front de libération du Québec, après le recours aux bombes, s'est engagé dans une autre voie guérilliste, à savoir l'assassinat sélectif. Cet extrémisme a suscité un véritable traumatisme dans la population qui a donné presque unanimement un appui inconditionnel aux pouvoirs en place. Certains craignent la montée prochaine d'une dictature de droite, ou du moins un durcissement dans le sens du statu quo. D'autres pensent qu'à long terme le système libéral révélera ses contradictions internes qui rendront impossibles et insuffisantes toutes les velléités actuelles de réformisme. D'où un accroissement d'illégitimité précipité par l'utilisation de la force chez les pouvoirs légaux. Enfin, quelques-uns croient que les conjonctures récentes pourraient provoquer des options plus claires, plus articulées et plus responsables. Est-ce que les démocrates de gauche vont enfin prendre consistance pour se dégager de leurs compromissions aveugles avec l'extrême gauche, pour démasquer les dangers d'un éventuel État policier, pour engager une vraie lutte démocratique vis-à-vis de la domination des néo-libéraux ? Il manque au Québec une vraie gauche capable d'offrir un nouveau style et un nouveau contenu politiques et de véritables alternatives de développement.

articulée et réfléchie à même les grandes et petites conjonctures économiques, culturelles et politiques.

J. MYTHES ET FRONTIÈRES

1 - Idéologie de la frontière

[Retour à la table des matières](#)

S'il est un trait marquant et paradoxal de l'Amérique du Nord c'est bien l'idéologie de la frontière tantôt ouverte, tantôt fermée, Une psychologie de *new frontier* traverse de part en part son histoire : colonisation de nouveaux territoires, quête des matières premières, forçement de la nature par des techniques de plus en plus poussées, conquête de l'espace, impérialisme économique envahisseur, utopies religieuses et messianiques, plongée psychédélique dans les profondeurs de l'inconscient, poursuite de la fiction et du merveilleux au-delà de la science et de la technique. L'homme nord-américain mise sur la jeunesse de son histoire, de sa culture. Il se veut mobile et en marche vers de nouveaux horizons. Il cherche à transformer les obstacles en valeurs de dépassement. Il coupe les racines qui l'embarrassent. Il accepte, même s'il en souffre, des conditions d'instabilité et même d'insécurité. Il valorise le risque, l'aventure, l'avenir. Il appartient à un *people on wheels*.

Par ailleurs, nous pouvons constater la tendance inverse de la frontière fermée. À côté de l'impérialisme expansionniste, il y a eu une volonté farouche de protectionnisme et d'isolationnisme conservateurs. Le pluralisme et le messianisme religieux s'accompagnaient d'une mentalité sectaire et exclusiviste. Le *melting pot* niveleur favorisait une uniformité en deçà et au-delà des affirmations religieuses et culturelles particularistes. Par un étrange paradoxe, les Américains maintiendront à peu près la même constitution tout au long de leur histoire (contrairement à tant d'autres pays). Et pourtant, ils auront à cœur de vivre sous le signe de l'innovation, de l'adaptation, du pragmatisme anticonformiste. Es auront des conduites en contradiction flagrante avec l'idéologie dominante de démocratie égalitaire et fraternelle. Rigidité des postulats économiques et souplesse des pratiques les moins fidèles aux premiers. Démocratisation scolaire et sélectivité ploutocratique.

Mobilité sociale et seuils sociaux infranchissables. Idéalisation de la famille banlieusarde et divorce facile. Puritanisme et révolution sexuelle. Naturisme et technicisme. Civilisation de loisirs et philosophie du travail continu et acharné. Immédiatisme psychique et futurisme culturel. Urbanisation accélérée et tribalisation des banlieues, des groupes primaires, des sectes, des villages de beatniks, de hippies, de yippies, ou encore des groupuscules raciaux et révolutionnaires.

On n'en finit plus de compter ni d'évaluer les paradoxes du monde nord-américain. Mais toujours, nous trouvons en filigrane cette idéologie de la frontière, qui est une des clefs d'interprétation de ces phénomènes difficilement saisissables. L'homme nord-américain marche sur des frontières qu'il ouvre et ferme constamment. Au Canada comme au Québec, nous sommes marqués plus ou moins consciemment par cette tendance idéologique. Nos propres mouvements de colonisation, à l'est comme à l'ouest, au Québec comme dans le reste du Canada, ont connu la même dialectique. Encore aujourd'hui, l'insatisfaction des westerners, le néo-nationalisme québécois, l'expansionnisme ontarien, le fédéralisme obligé des provinces atlantiques suscitent des débats où le balancier va rapidement d'un extrême à l'autre. Notons ici que notre histoire religieuse comporte des expériences qui ne sont pas sans prolongements culturels et politiques dans notre éthos collectif, tant chez les anglophones que chez les francophones. Pensons aux rapports subtils entre les protestants non-conformistes et l'establishment anglican, entre les loyalistes et les annexionnistes, entre les gallicanistes et les ultramontanistes. Bien des pages de l'histoire nous renvoient à l'idéologie de la frontière, par exemple, celles des luttes entre le clergé ruraliste et les coureurs de bois, celles de l'affaire Riel et surtout celles des affrontements entre fédéralistes et nationalistes. Comment nier l'actualité de cette psychologie collective sans cesse manifestée dans la plupart des événements les plus proches de nous : Relations avec les États-Unis, rapports du Québec avec la francophonie internationale, débats sur le bilinguisme et le biculturalisme, juridictions fédérales et provinciales, velléités de constituer des blocs régionalistes à l'ouest et à l'est, affirmation de la société québécoise francophone ? En dessous de ces problèmes politiques de frontières, il y a la révolution des frontières culturelles que nous partageons avec les Américains. Et je ne suis pas sur que Canadiens et Québécois assument de façon vraiment lucide et critique les phénomènes nord-américains précités. Dans un second regard,

nous ne saurions comprendre jusqu'à quel point nous sommes loin de l'Angleterre ou de la France, et encore plus du bloc socialiste ou de certains modèles des autres continents. La recherche d'identité canadienne ou québécoise laisse trop dans l'ombre cette sorte d'éthos invisible que constitue l'expérience historique nord-américaine. Celle-ci nous enveloppe comme une matrice, un milieu vital pour le meilleur et pour le pire. L'idéologie de la frontière est un exemple, entre plusieurs, d'une compréhension de nous-mêmes, qui passe par ce lieu obligé de notre appartenance nord-américaine. Nous aussi, nous sommes déchirés par le double tranchant des dialectiques, frontières ouvertes et frontières fermées, nationalisme et internationalisme, utopies révolutionnaires et société close, technologisme et culturalisme, sécularisation et renouveau religieux.

II - À la fois un tissu quotidien et un tissu mythique

Nous voulons faire ressortir une dimension privilégiée de l'idéologie de la frontière. Il s'agit de ce besoin indéracinable d'une structure mythique qui semble un cadre nécessaire pour exprimer globalement l'aventure humaine personnelle et collective. Nous avons déjà signalé les efforts de plusieurs pour refaire un tissu humain communautaire dans la quotidienneté. A titre d'exemples nous avons mentionné les expériences de comités de citoyens, des communautés de base en religion, des groupes étudiants contestataires. Il faudrait parler ici des groupes primaires innombrables dans les grandes villes, des aspirations de proximité chez les banlieusards et de tant d'autres manifestations de ce genre. Mais nous ne voulons pas oublier un autre phénomène qui accompagne cette recherche d'un milieu humain à taille humaine et identifiable. C'est cette volonté de faire éclater les limites de cette quotidienneté, et en même temps les trames d'une rationalité qui semble incapable de répondre aux grandes interrogations de l'expérience humaine. Plusieurs d'entre nous vont se reconnaître dans cette affirmation de Riesman : « J'en suis venu à ressentir la nécessité de vivre à deux niveaux, celui de l'ici et du maintenant, des choses immédiates, et celui de l'avenir utopique, du dépassement de l'ici et du maintenant par la réflexion » (*L'Abondance à quoi bon ?* Laffont, 1969, p. 9.).

a) Composantes du mythe

Évidemment, entre le vécu et ses projections utopiques, il y a l'effort plus rationnel de l'idéologisation dont nous avons déjà parlé. Le mythe se situe à un autre niveau où l'utopie et la spontanéité du vécu tentent de se rencontrer, où l'homme essaie de récupérer ou d'explicitier symboliquement et plus simplement ce qu'il y a d'impondérable et même d'irrationnel dans son expérience. Cela ne veut pas dire que l'intention mythique est dénuée de toute rationalité, que l'idéologie ne comporte pas une part de projection utopique. La première comporte des composantes particulières qu'il nous faut signaler ici :

- D'abord une représentation de structure imaginative (non imaginaire) avec saisie des valeurs (H. Dumery, Philosophie de la religion, t. 1, p. VI). La mythologie s'exprime par des images « fabuleuses » des hommes, de l'histoire, de la société, des dieux, Pensons aux mythes de Prométhée ou de Sisyphe, du Paradis perdu ou de l'Âge d'or, de Faust ou de Don Juan, du Grand Soir ou de la *Great Society*.

- *Le mythe traditionnel* comporte « une représentation englobante du monde, de ses origines et de la place de l'homme dans la nature et par rapport aux forces supérieures. » Le mythe moderne est moins statique et moins tourné vers le passé. Il tend à devenir une expression plus rationnelle et plus dynamique, un levier d'action et de prospective. D'où son rapprochement avec l'idéologie.

- Le regain d'intérêt pour les mythes traditionnels nous oblige à dépasser les composantes précédentes pour découvrir d'autres dimensions. Par exemple, la psychanalyse nous apprend que bien des mythes sont des transpositions de profonds conflits psychologiques. Jung a discerné dans l'inconscient collectif des archétypes qui ont servi de canevas fondamental pour la plupart des mythologies anciennes et nouvelles. De même, les sciences sociales ont vu dans les mythes des *modèles logiques pour résoudre les contradictions de la vie quotidienne ou de la praxis sociale*. Il y a donc ici une volonté de dominer le réel incompréhensible. Ainsi, les mythes révolutionnaires essaient de dédouaner et de décoder les contradictions sociales par un tout nouveau système d'explicitation et d'action.

- Les mythes d'action sont *un des moyens les plus efficaces pour agir sur un groupe humain*. En effet, des images sommaires et simplifiées d'un avenir fictif ou d'un passé affabulé polarisent les

passions et entraînent à l'action (M. Duverger). Les mythes peuvent servir à maintenir l'ordre établi (comme c'est le cas de la « société d'abondance »), ou bien à créer un ordre nouveau sur les ruines de l'ancien, (la révolution culturelle chinoise). Il semble, par ailleurs, que les masses soient mobilisées plus facilement quand on réussit à marier les *nova* et les *vetera*.

Nous trouvons un autre aspect du phénomène dans les nombreuses tentatives actuelles de réinventer *un monde significatif*. Les sciences physiques, l'histoire, les sciences humaines, ont tenté tour à tour de se substituer au mythe. Mais les hommes en sortent de plus en plus insatisfaits. Ils étouffent dans la société scientifique et technologique, après avoir accepté pendant un certain temps le processus de démythification. Or, ils se retrouvent dans un contexte humain désarticulé et désorganisé sans totalité signifiante. D'où cette remythologisation envahissante que l'on constate dans la plupart des secteurs de l'existence individuelle et collective ⁶⁸. C'est cette dernière contestation qui nous amène à notre prochaine étape.

b) Les mythes modernes

⁶⁸ Dans sa leçon inaugurale au Collège de France (Janvier, 1960), Cl. Lévi-Strauss disait : « Le propre des mythes, n'est-il pas d'évoquer un passé aboli, et de l'appliquer comme une grille sur la dimension du présent, afin d'y déchiffrer un sens où coïncident les deux faces - l'historique et la structurelle - qu'oppose l'homme à sa propre réalité ? » Inutile de dire que l'anthropologue ramène le mythe surtout à des formes d'organisation, à des schèmes invariants qui ressemblent beaucoup à ces archétypes du structuralisme psychanalytique. Comment alors expliquer les transformations, disparitions ou résurgences, des mythes, et leurs rapports avec l'histoire, avec des situations concrètes, avec des projets voulus et pensés, avec des créations culturelles et politiques ? Autrement, l'homme ne serait qu'un pur produit du mythe ou du moins des fondements de celui-ci. Ces théories ne nous disent rien sur la place de l'homme libre et responsable. Elles nous disent peu de chose sur cette manière imaginative, symbolique et concrète de prendre contact avec le monde, surtout avec ses impondérables. Les mythes collectifs nous aident à saisir les tendances les plus profondes et les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe (G. Sorel). Il est un peu simpliste d'opposer la vérité empirique et fragmentaire des pratiques sociales au prétendu globalisme des constructions mythiques qu'on considère comme gratuites, arbitraires, fausses ou irréelles. On trouve cette approche négative chez R. Mauzi : « Pour se libérer des vieilles emprises il est presque toujours nécessaire de s'aliéner à des mythes nouveaux. »

Marx avait déjà remarqué que notre civilisation, loin de détruire les mythes, les a multipliés. Bergson, à son tour, laisse entendre que toute civilisation est créatrice de mythes. L'homme serait une « machine à inventer des dieux ». Une simple observation de notre vie quotidienne nous montre que nos contemporains cherchent une issue du côté des mythes, tout comme le faisaient nos ancêtres. Nous avons tous besoin de projeter en dehors de nous ce qui se cache au-dedans. De plus, nous imaginons sans cesse autre chose que le tout fait, le tout près, le tout-venant, autre chose que la nature vierge ou même la culture exprimée. Le mythe tire l'homme de sa pesanteur, il exprime la distance entre ce qu'il vit et ce qu'il espère, entre le senti quotidien et l'imprévisible où les limites de l'humain éclatent ⁶⁹. Dans une telle perspective, l'homme ne saurait vivre sans mythe. Mais celui-ci subit des réfractions particulières dans le monde moderne.

Tout se passe comme si nous vivions des mythes à l'état sauvage. Nous n'avons plus de mythologie bien structurée comme chez les anciens. Ceux-ci pouvaient mouler leurs conduites sur des ensembles mythiques cohérents qui recouvraient toutes les dimensions de l'existence. Or la science n'a pu détruire que l'ordonnance des mythes. Et ce faisant, elles les a livrés à cette sorte de déchaînement aveugle que nous constatons aujourd'hui. Bien peu d'hommes sérieux s'arrêtent sur ce phénomène pour évaluer l'impact de ce manque de contrôle.

Les primitifs pourraient nous aider à découvrir ici nos illusions de civilisés prétentieux !

Mircéa Eliade a fait des rapprochements saisissants entre la descente aux enfers et la démarche psychanalytique, entre l'érotisme actuel et la nostalgie du paradis perdu, entre les mythes messianiques et les utopies révolutionnaires. Mais, à ses yeux, les mythes modernes sont des fragments, des retombées de mythologies anciennes. Ils déchirent l'inconscient, sans le recours d'une conscience attentive à cette agitation particulière des profondeurs. En ce domaine, l'homme Moderne se ment souvent à lui-même. Michel Butor a montré

⁶⁹ J. Dournes, *L'homme et son mythe*, Aubier, 1968. Voir aussi R. Bastide, *La mythologie moderne*, dans *Masses Ouvrières*, no 261 (1969), pp. 3-13. Nous nous inspirons ici de ce dernier auteur.

comment la science-fiction est une mythologie avortée. L'aventure tourne autour de la maison ⁷⁰ !

Mais il nous faut bien reconnaître certaines transformations profondes qui atteignent nos structures mentales et partant nos façons de vivre sous le mode mythique. Entre le H2O de l'homme scolarisé et l'eau du primitif, entre le récit mythique et notre conception de l'histoire, entre l'homme de l'ordre naturel cosmique et l'homme de la liberté, de la praxis, de l'auto-crédation, il y a tout un monde. R. Bastide se demande si on ne pourrait pas discerner ici le début d'une nouvelle architecture symbolique. La création mythique, chez l'homme moderne qui n'est plus « ordonné » par rapport à l'univers, consiste à se retrouver comme destin, ou à découvrir une nouvelle signification à sa vie en la transformant en « quête ». Celle-ci prendra sa signification dans le temporel. En effet, l'Histoire deviendra le nouveau Cosmos qui pourra permettre tous les espoirs. Pensons au mythe du *Progrès* indéfini qui passe « imaginairement » du domaine technique à ceux de la culture, de la politique, ou du développement.

À l'affirmation existentialiste du non-sens de la vie et de l'histoire correspond une autre foulée mythique dont le meurtre du père et la profanation de la mère ne sont pas les moindres signes. La mort de Dieu y trouvera une de ses premières expressions, en attendant les mythes néo-structuralistes qui proclameront à leur tour la mort de l'homme.

⁷⁰ O. Cecconi a fait cette remarque intéressante : « Les idéologies et les mythes prolifèrent dans des sociétés qui rationalisent pourtant à fond leurs infrastructures techno-économiques. » Fr. Caviglioli, rendant compte de la pièce, *Pétrole*, notait : « C'est étrange d'ailleurs cette obsession qui tenaille le théâtre contemporain de retrouver un rite, une liturgie... Comme si toute une génération était privée de merveilleux, de symboles, d'ornements, de signes. » « N'est-ce pas indiquer l'échec du genre de vie industriel, rationnel dans le cadre micro-économique, irrationnel dans le cadre du comportement et de la consommation sociale. » O. Cecconi, *Remarques sur les critères et les fonctions de l'idéologique*, dans *Économie et Humanisme*, août 1970, p. 30. En refusant de reconnaître le rôle des facteurs qui débordent ou dépassent la rationalité immédiate ou les prises de la démarche d'une discipline scientifique ou de toute démarche scientifique, on favorise un débridement sauvage des fonctions mythiques et symboliques. H. Lefebvre, dans sa *Critique de la vie quotidienne* ne parle pas en vain de la dégradation de l'irrationnel.

La mythologie de la science et de la technologie ne continuera pas moins de se déployer sous le signe de Narcisse ou de Prométhée. Mais ici, l'homme ne se parle plus à lui-même. Il se mire dans ses gadgets, sans qu'il puisse y tirer une image vraiment humaine. Ses oeuvres lui échappent. Il prend peur. Pour surmonter son angoisse, il invente des mythes sécurisants. Les symboles féminins viendront atténuer son angoisse devant la machine. Pensons aux salons de l'auto.

Après les mythologies naturelles, historiques, scientifiques, existentialistes, technicistes, apparaîtront celles des nouvelles utopies politiques. Utopies qui vient un au-delà historique, tout en refusant l'histoire présente, et les contrariétés que la société et la culture actuelles imposent. Utopie de la grève générale, de la révolution chimiquement pure, de la révolte violente sans but. Le vieux mythe du chaos primitif se balance aux extrêmes de l'Éros et du Thanatos. Mais le fond de nihilisme semble l'emporter. Après la mort de Dieu, c'est celle de l'homme qui prend le dessus.

Pourtant, le processus d'évacuation n'arrive pas à tarir la source. La machine à créer de nouveaux dieux a acquis une puissance et une fécondité inédites dans la civilisation contemporaine. Mais cette fois, il s'agit d'une oeuvre de manipulation, d'un téléguidage de l'extérieur.

Peu d'hommes ou de communautés réussissent à se créer un tissu mythique qui les exprime. Tout se passe comme si cette création devenait impersonnelle. Même le mythe le plus remarquable de l'heure, celui de la jeunesse, a un je ne sais quoi de pré-fabriquée. Au-delà des nouveaux mythes mécanistes, massificateurs et aliénants, certains individus et certains groupes sociaux tentent de se refaire un tissu bien à eux. Ils sont une des espérances pour demain.

Voyons maintenant de plus près les processus de remythologisation, qui reprennent vigueur paradoxalement.

c) Remythologisation

Le mythe est un modèle d'identification et d'action. L'effondrement des mythes païens et chrétiens, par exemple, ceux du ciel olympien ou ceux du ciel chrétien, a provoqué une crise d'identité que la science n'a pas résolue, comme nous l'avons vu précédemment. La résurgence de

l'astrologie, au moment de la conquête rationnelle et technique de l'espace, témoigne de cet état psychique de l'homme moderne. L'astrologie redonne une sorte de système global qui lui permet de s'identifier, de saisir immédiatement son comportement et celui des autres ⁷¹. De même en est-il des événements du passé, du présent et de l'avenir, qu'on peut expliquer grâce à ce cadre global de référence, à cette saisie totalisante des forces qui commandent le destin de l'homme et de l'univers. Comment expliquer ce retour à ce qu'il y a de plus archaïque et préhistorique, surtout après une affirmation inédite de la liberté de l'homme ? Certaines enquêtes ont montré que cette sacralité retrouvée n'est pas le lot exclusif des couches populaires. Au contraire, il semble qu'elle augmente avec le degré d'instruction. Serait-ce à cause d'un besoin plus vif de cohérence qui n'existe plus,

⁷¹ L'homme d'aujourd'hui est laissé à lui-même. Il ne dispose plus du recours à une providence du type « arrangée avec le gars des vues » non plus que des livres de recettes de la tradition pour guider ses décisions ou son interprétation des événements. Il est présumé responsable de son destin. Mais cette responsabilité, il l'exerce dans un monde plein de données inconnues, de hasards incontrôlables et de contraintes qui, pour être assez clairement identifiées par les sciences humaines (!), n'en sont pas moins désespérantes par leur énormité (v.g. l'inflation, le chômage structurel, etc.). Cependant, personne ne lui a jamais appris à vivre continuellement comme un agent personnel responsable environné par le risque et l'incertitude, non plus qu'à inventer sa vie à tous les jours sans être bien sûr des résultats.

Et voici que du fond des âges surgit un vieux système de croyances magiques servies à la moderne (termes de psychanalyse, complexités mathématiques dignes de l'ordinateur) qui lui offre de redonner à ce contexte dur et prosaïque un mélange de mystère, de certitude et de fatalisme dans lequel l'enfant ou le primitif qui sont en chacun de nous vont se sentir sur un terrain familier. On aime mieux croire qu'on est personnellement victime d'une mauvaise configuration astrale que de se reconnaître solidaire face à des défauts de l'organisation économique ; la dernière interprétation nous inviterait à prendre charge du problème en commun sans avoir grand-chose sur quoi s'appuyer, ce qui est angoissant ; si, au contraire, on s'en remet à la première interprétation, on n'a qu'à attendre tout bonnement que Saturne sorte de sa mauvaise position. L'auteur débouche sur une critique sociale radicale : « Lorsque la population aura vérifié que même l'astrologie ne lui donne pas la réponse attendue, il pourrait bien arriver qu'elle n'ait pas besoin de maléfiques « agitateurs étrangers » pour décider de recommencer à zéro avec un nouveau type d'organisation sociale. » (A. Thibault, *Le Devoir*, 1er sept. 1970.) De l'astrologie à la révolution, il y a tout de même un long chemin. Ce retour aveugle à l'archaïsme ne manifeste pas moins la limite-critique de notre système social.

ou d'un désir plus fort de dépassement qui passerait par ce lieu obligé de la symbolique ?

Il n'y a pas que les arts qui deviennent de plus en plus mythiques (pensons à la poésie et au cinéma particulièrement). Les loisirs, l'information, la consommation et même la technologie comportent un niveau mythique. Les vedettes modernes n'ont rien à envier aux dieux du panthéon. Des hommes politiques se veulent des symboles d'identification par-delà les institutions et l'action politiques elles-mêmes (Mao, Castro, de Gaulle, Trudeau et tant d'autres).

Les idéologies politiques prennent la figure de mythes mobilisateurs et simplificateurs. À la suite des agents publicitaires, les pouvoirs en place, comme les opposants, utilisent un langage mythique pour atteindre les masses. Les Églises font de même à leur tour dans leurs renouveaux. D'ailleurs, la crise de celles-ci est liée à des phénomènes déjà constatés. En effet, les responsables religieux ont voulu vivre leur propre révolution scientifique, en poussant la démythologisation jusqu'aux limites de la rationalité la plus rigoureuse. Ce faisant, ils ont livré les croyants à une praxis religieuse fragmentée, multiple et « inexprimable ». D'où la gravité de l'affaissement de la religion, parce que celle-ci est un lien direct avec le mystère de l'homme, avec ses impondérables et ses quêtes de sens.

Ici comme ailleurs, l'hyperrationalité a créé l'homme postrationnel, le surréalisme, l'antirationalisme, la pararationalité et l'irrationalité tout court. Des jeunes contestent le « réalisme », la logique raisonnable de leurs aînés. Certains laissent l'école (drop-out) et rejettent par là une société qui ne signifie plus rien pour eux. D'autres s'adonnent à la drogue, cette maladie du sacré perdu ou réprimé. Le mysticisme, sous toutes ses formes, même les plus dégradées (occultisme, spiritisme), grandit de jour en jour. La science fait place à la fiction, et cela dans les milieux les plus évolués. Chacun s'aménage sa petite zone mythique, qui le yoga, qui l'astrologie, qui la littérature, qui les bandes illustrées, qui le tourisme, qui les religions orientales, etc. La télévision comme médium le plus présent à la quotidienneté, accorde une importance grandissante à l'expression mythique. Comment ne pas signaler ici le fétichisme des gadgets de toutes sortes où le sens premier des choses disparaît au profit de transsignifications plus ou moins conscientes ?

Les contemporains vivent dans une perpétuelle quête d'un sens que la société actuelle semble désarticuler et démultiplier ou même étouffer. Ils ne s'habituent pas au désenchantement annoncé jadis par Weber. Ce n'est pas que les mythes aient cessé d'exister. On a dit que Freud a été à la fois le plus grand pourfendeur et le plus grand producteur de mythes. Ne pourrait-on pas en dire autant de bien d'autres hommes célèbres, savants, idéologues, politiciens, littérateurs, etc. ? Les mythes foisonnent plus que jamais. Mais il manque des mythes englobants, des mythologies cohérentes. Quand ils apparaissent, le contre-courant critique vient les démanteler, les démasquer, les confondre. La dialectique : mythologisation et démythologisation s'affine et se durcit en même temps. L'irrationnel et le rationnel, le réel et le sur-réel se dénoncent mutuellement, comme les utopistes et les pragmatiques. N'est-ce pas un des aspects les plus évidents de la conscience déchirée des individus et des communautés du temps présent ? Après avoir démonté la mécanique du processus mythique, certains ont cru pouvoir s'en débarrasser plus facilement. Sans s'en rendre compte, ils étaient passés à côté de l'essentiel. Le comment n'avait pas révélé le pourquoi, ni la source, ni les fins. Les mythes ne sont pas de purs reflets de la réalité sociale, ou de purs fruits d'une action délibérée des hommes, comme le laissent entendre bien des théories. On ne saurait nier, par exemple, la part de vérité de l'explication marxiste. Mais celle-ci semble être bien insuffisante quand on songe aux substitutions mythiques qu'elle a créées elle-même.

d) Les enjeux cruciaux

Tout notre itinéraire nous ramène à nos hypothèses de départ. L'intention mythique rejoint l'idéologique et la pratique des frontières que l'homme moderne véhicule aussi intensément que ses prédécesseurs des autres sociétés. La rationalité reste souvent au seuil des diverses frontières que nous voulons forcer envers et contre tout. Et c'est là que le mythe prend le relais. De plus, nous sommes davantage conscients de l'inédit culturel dans lequel nous entrons. Or, le mythe a aussi ce rôle de symboliser les origines, et même *le commencement absolu*. Enfin, il y a la quête d'une *signification globale* de l'existence que rencontre l'intention mythique. Mais pourquoi ces recours aux modèles les plus archaïques comme l'astrologie, les religions orientales, les media pré-scientifiques, les

communes ruralistes, les utopies naturistes et tant d'autres schèmes de référence de ce type ? De telles tendances manifestent la profonde perplexité de l'homme actuel. Une crise grave provoque souvent soit un retour aux modèles les plus traditionnels comme si leurs origines lointaines apportaient un surcroît de garantie ou un sens plus clair et plus éprouvé, soit une création de modèles utopiques et futuristes qui redonnent espoir et servent d'écran à une réalité contradictoire qu'on ne veut pas voir. Mais le mythe ne sert-il pas de modèle de pensée et d'action ? Comment peut-il remplir un rôle si, dans les circonstances, il aliène de la réalité présente en centrant l'attention sur le passé ou sur le futur ?

Un second regard nous fait comprendre qu'il y va ici d'autres enjeux très importants. Nous en avons déjà signalé trois plus haut, à savoir : les frontières, le commencement absolu et la signification globale. Mais de façon encore plus immédiate, les hommes semblent avoir besoin d'une structure mythique pour se dégager de la quotidienneté, pour la rendre viable et signifiante, pour l'assumer, la critiquer, la transcender. Par ailleurs, la mythologie est aussi un chemin privilégié d'évasion, de dépossession, d'aliénation. La structure mythique de l'information rend la vie familière insignifiante ; elle rend inattentif au vécu, au proche, à la situation concrète dans laquelle on se trouve. Il y a donc une ambivalence fondamentale du mythe par rapport au vécu et à la praxis. Tantôt il aliène, tantôt il fait vivre. Il est source de désespoir comme d'espérance. Il crée l'opacité ou la transparence. Il permet la communication et peut tout aussi bien faire écran. Ce qui lui enlève sa force traditionnelle, c'est son caractère fragmentaire et discontinu dans les sociétés modernes.

En effet, il n'y a plus de totalité mythique. Les hommes se regardent dans un miroir brisé qui leur renvoie de multiples images déformées, plus décevantes que les concepts partiels des sciences. Comme Sisyphe, ils recréent sans cesse et vainement des tissus mythiques avec des matériaux anciens et nouveaux pour élucider ou maîtriser leur expérience et leur destin. Mais jamais les réseaux de signification n'ont été aussi précaires, divers et fugaces.

Ainsi les mythes subissent le même sort que la science et l'idéologie. Cette dernière, à mi-chemin entre les deux premiers, offre peut-être la meilleure issue pour une cohérence globale au moins provisoire, pour un rapport plus articulé du vécu, du rationnel et du mystériel, qui sont les trois composantes principales de toute situation

humaine. Le processus mythique, moins omniprésent et englobant qu'autrefois, n'en reste pas moins une dimension essentielle dans la pensée et dans l'action des hommes et des sociétés d'aujourd'hui. Par voie intuitive et symbolique, il révèle des réalités invisibles laissées pour compte dans l'explicitation scientifique ou idéologique. Ici, le poète ne cède en rien au savant, ni le croyant au technicien. Ce n'est pas en vain qu'on parle de révolution culturelle. Sans doute le mythe devient plus une création et un projet qu'un héritage. Mais à son sommet, il lui arrive d'opérer de saisissantes réconciliations, et à sa base, de profondes saisies du réel. Mais cela, à la condition que l'homme prenne en main les règles du jeu. Sinon, il continuera de s'aliéner dans ses propres oeuvres.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

Conclusion

Radicalisation des enjeux

[Retour à la table des matières](#)

Les sentiments d'urgence et de désarroi que nous ressentons au Québec, communient, dans une certaine mesure, à ceux de la communauté humaine qui vit à très brève échéance les terribles sursis du *to be or not to be*. Le drame psychanalytique des profondeurs se socialise par-delà l'angoisse solitaire. A la suite de Freud, les spécialistes des diverses disciplines sont obligés de radicaliser et de raffiner leurs instruments d'interprétation des phénomènes humains contemporains. Marcuse n'est qu'un exemple entre plusieurs. Des anthropologues, des psychologues sociaux et des philosophes l'avaient précédé. Il en est de même des structuralistes de tout horizon. Pensons aussi aux nouvelles approches de socio-psychanalyse chez G. Mendel et chez A. Stéphane, et plus près de nous, chez J. Lazure ⁷².

⁷² 1. Lazure, *La jeunesse du Québec en révolution*, P.U.Q., 1970. L'auteur reprend le schéma freudien du ça, du moi et du sur-moi pour l'appliquer à la révolution sexuelle, à la révolution scolaire et à la révolution socio-politique de la jeunesse du Québec. Voilà, selon lui, les composantes interdépendantes de notre révolution culturelle. L'indépendance du Québec constitue le noyau dur du nouveau sur-moi des jeunes. Celui-ci transpose un besoin radical du ça d'être soi-même, de posséder son identité propre, de vivre comme réalité spécifique. Question d'identité, mais aussi de vie ou de mort aux trois niveaux freudiens. Après le meurtre de la mère (l'Église) et celui du père étranger (anglo-saxon), beaucoup de jeunes et de moins jeunes Québécois cherchent un

Nous avons poursuivi dans cet ouvrage des objectifs plus immédiats et plus modernes. Nos analyses se voulaient au service des différentes formes d'action culturelle, sociale, économique et politique dans la quotidienneté des citoyens. Mais nous n'avons pas voulu escamoter les questions profondes que nous révèlent l'analyse de nos idéologies. Au bout de cet itinéraire, nous mesurons l'importance des grands défis que d'autres chercheurs ont mesuré beaucoup mieux que nous. Comment ignorer les formidables échéances d'une humanité qui, selon moult spécialistes, connaît un seuil quasi incontrôlable de famine, d'explosion démographique, de pollution et même de révolution globale aux points chauds de la planète. Vouloir renverser le capitalisme ou le socialisme, entreprendre de longs débats idéologiques sur les modèles de développement mondial, c'est oublier l'urgence d'une responsabilité historique inédite de solidarité par-delà toutes les barrières (Garaudy). Nous sommes conviés aux tâches les plus matérielles et les plus spirituelles, à une vaste stratégie du pain et du sens. A côté de ceux qui ont faim, il y a ceux qui ont perdu leurs raisons de vivre. Deux pauvretés qui deviennent destructrices si on les isole, et salutaires si on les unit. Ce défi dépasse infiniment nos problèmes domestiques, et leur apporte en même temps de nouvelles significations. Essayons de cerner de plus près nos propres enjeux.

nouveau père dans l'État souverain ; les uns par la voie révolutionnaire, les autres par la voie libertaire et anarchique, et plusieurs par la voie réformiste, accordant respectivement le primat soit au sur-moi, soit au ça, soit au moi. Mais le phénomène central s'exprimerait par le passage de la totalité de chrétienté d'hier à une nouvelle totalité politique, à savoir l'indépendance du Québec. La contestation étudiante viendrait du rejet du sur-moi étranger que véhicule encore la réforme de l'éducation. Les jeunes voudraient un savoir « chaud », plus pratique, plus critique, plus affectif, en fonction de la transformation et même de la création d'une nouvelle société québécoise. La révolution sexuelle se situe dans la même foulée, mais sans réussir à s'articuler aux deux autres.

Voilà une hypothèse très riche et très féconde. L'auteur la transmue en thèse et même en déclaration prophétique sur l'avenir du Québec. Je me demande s'il ne cède pas trop facilement à la mythologisation aveugle de la jeunesse chez les contemporains.

Un itinéraire difficile

De nouvelles élites québécoises ont d'abord rejeté les structures et la culture de la chrétienté qui avaient façonné et surplombé notre histoire. Histoire d'un peuple minoritaire qui survivait dans un isolement relatif et trouvait ses raisons de vivre dans une superstructure mythique et religieuse. Voici que de neuves conditions économiques, culturelles et politiques venaient saper à la base tout cet échafaudage. Le mouvement premier fut de regarder autour de soi pour découvrir d'autres modèles d'inspiration : le pragmatisme économique des anglo-saxons retenait l'attention des uns ; la libération nationale de la décolonisation inspirait les autres. Mais c'est toujours par procuration qu'on vivait successivement une phase de critique et une autre de projets partiels. Mais une vague de fond allait nous conduire à la révolution culturelle que nous connaissons aujourd'hui. Notre étude a voulu montrer que les transformations culturelles ont pris le pas sur nos stratégies économiques et politiques. Évidemment, il s'agit d'un terreau culturel profondément bouleversé et peu articulé, qui se présente à nos yeux. Nous avons peine à discerner les vrais points d'appui et les sables mouvants de notre expérience historique, ou encore les lignes de cohérence de la nouvelle société québécoise que nous anticipons. Mais plusieurs parmi nous ont la conviction que notre solidarité culturelle constitue notre premier point d'appui pour de vastes projets économiques et politiques, pour une action soutenue et à long terme, pour une mobilisation de toutes nos énergies et nos ressources humaines. Au-delà de nos humiliations historiques, n'y a-t-il pas dans une telle solidarité un vouloir collectif au moins latent même chez ceux qui hésitent devant certains risques. Ne devons-nous pas miser sur ce qu'il y a de meilleur et de plus profond en nous-mêmes, en tenant compte de notre situation réelle et des limites de nos possibilités ? Les stratégies des grands pays ne sauraient s'appliquer intégralement ici. Il nous faudra être plus audacieux, plus créateurs, plus soucieux d'une utilisation maximale et intelligente de nos propres dynamismes, sans refuser les interdépendances nécessaires. Mais nous n'oublierons pas impunément ce que nous rappellent certains spécialistes ; par exemple, le danger de trop miser sur les investissements étrangers. La créativité inédite qui se manifeste dans les secteurs spontanés de notre vie collective, devra s'exprimer aussi

dans la recherche scientifique, l'innovation économique, le leadership politique.

Un premier bilan ambivalent

Cet ouvrage ne pouvait couvrir tout le terrain précité. Nous nous sommes limités surtout à une exégèse dynamique de notre vie quotidienne, à évaluer les forces et les faiblesses des expériences de base actuelles, des mouvements sociaux qui cherchent à rendre les citoyens responsables, vigilants et premiers maîtres de leur destin.

Au passif, certains se demandent si ces initiatives ne se ramènent pas à une « révolution de collège » ou à une investigation plus sérieuse de notre prison collective. Est-ce que les expériences récentes de contestation et de participation ne prolongent pas involontairement les contradictions d'un système libéral toujours aussi social ou anti-social ? Est-ce qu'elles ne font pas le jeu des pouvoirs en place, ou du moins de ceux qui ne veulent rien changer fondamentalement ? Les leviers décisifs n'auraient pas été touchés, bien au contraire ! Pire encore, on note la résurgence de vieux modèles au sein d'une modernité pourtant si différente du passé. Le développement régional véhicule des patterns de l'ancienne colonisation ; les cegeps redeviennent ces collèges classiques qui se voulaient un milieu de vie englobant ; un communautarisme archaïque remonte en surface au moment où nous commençons à peine à entrer vraiment dans l'univers urbain et industriel. La nostalgie des structures de parenté et des relations de voisinage trouve bien des témoins dans nos oeuvres les plus récentes et nos styles actuels d'existence. Certaines enquêtes ne laissent pas de doute sur cette continuité culturelle, sur ce fond de conservatisme bien ajusté à notre insécurité persistante. Combien cherchent encore une assurance de tout repos dans des structures rigides, dans une autorité absolue, dans des cadres simplistes d'explication (par exemple, l'astrologie) ? Le peuple serait bien loin de nos analyses sur le meurtre du père ou de la mère, et tout autant des débats idéologiques ou politiques des élites anciennes et nouvelles. En deçà des clivages de niveau de vie, les Québécois francophones manifestaient des ressemblances étranges !

Ces diagnostics ne manquent pas de vérité. Mais ils ne rendent pas compte des acquisitions des derniers temps. Les nombreux efforts

dans tous les domaines de notre collectivité marquent une reprise par le fond de notre propre humus humain, une volonté évidente de promotion collective. Même les échecs de ces expériences semblent nous acheminer vers une plus grande lucidité et un courage plus ferme devant des défis mieux perçus.. Nous comprenons mieux que nos projets partiels n'ont d'avenir que dans une véritable stratégie de développement. Plusieurs des nôtres ont exprimé récemment leur intérêt pour une relance historique de notre communauté nationale, ou du moins pour un effort concerté de toutes nos forces vives. Il me semble que nous avons accompli une étape nécessaire, à savoir l'aménagement de points d'appui et de rampes de lancement. Il suffirait d'aligner ici les réalisations assez impressionnantes de la décennie 60.

Un tournant historique

Voici qu'en ce début de la décennie 70, la contestation d'hier prend des allures révolutionnaires. Il se produit une sorte de brouillage de tous nos desseins inchoatifs. Nous ne saurions escamoter les significations profondes de ce tournant historique que nous avons vécu durant les derniers mois de l'année 70. Ces événements viennent éclairer bien des problèmes soulevés dans notre ouvrage ; celui de l'avenir de la démocratie chez nous n'est pas le moindre. Essayons de saisir dans un second regard les lendemains de l'escalade violente du Front de libération du Québec.

Les élections récentes ont démontré, du moins à court terme, que la majorité des citoyens ressentent un besoin pressant de retrouver une stabilité, une cohérence et un leadership plus fermes. Aux yeux de certains observateurs, il y a dans cette réaction, soit un réflexe de peur, soit un retour à l'autorité absolue, soit un refus d'assumer les responsabilités qui correspondent aux libertés modernes. D'autres y voient davantage la victoire du bon sens et de la modération, et surtout la volonté de discipliner une liberté débridée et sauvage à laquelle on aurait laissé libre cours dans les différents domaines de l'existence individuelle et collective.

Par ailleurs, d'aucuns s'inquiètent sur le contenu réel de notre conscience sociale et politique. Dans quelle mesure les extrémistes comme beaucoup de modérés ne partagent-ils pas le refus de prendre

au sérieux une démarche politique articulée et continue ? N'en reste-t-on pas à des considérations superficielles de style publicitaire ou à des sentiments aveugles dans les choix électoraux ? Ici, les citoyens consommateurs ne le cèdent en rien aux doctrinaires et aux fanatiques. Les organisateurs d'élection l'ont bien compris, puisqu'ils utilisent à fond les techniques sociales de conditionnement et, au moment des crises, des épouvantails qui accroissent la névrose collective. Il est de plus en plus difficile de se prêter à une analyse sereine des comportements politiques sans se faire taxer soit de flatter le peuple ou de le mépriser. Je crois, par expérience, qu'on obtient des résultats bien plus positifs quand on s'adresse à ce qu'il y a de meilleur chez les autres et en soi-même.

Le philosophe Kant nous rappelle qu'une société doit tout mettre en oeuvre pour assurer chez les citoyens un véritable jugement politique réfléchi. Ce n'est pas en passant d'un extrémisme à l'autre qu'on assurera une maturation de la conscience sociale et de la conscience tout court. Notre société a développé de façon irresponsable des moyens très puissants pour manipuler les instincts et aliéner la responsabilité comme la liberté. Pensons à l'utilisation commerciale et politique de l'érotisme qui devient le nouvel opium du peuple. Pensons aux techniques raffinées pour réduire le citoyen au statut inoffensif de consommateur et de spectateur. « Votez pour nous et si vous n'êtes pas satisfaits, vous nous le signifierez dans quatre ans ». Drôle de conception de la démocratie. Et pourtant, il s'agit bien du langage actuel de bien des tenants du pouvoir. On sait que sans médiations permanentes de contrôle, l'autorité s'absolutise et le peuple devient une masse indifférenciée, une majorité silencieuse asservie. N'est-ce pas courir tout droit au fascisme ?

On ne saurait se contenter de ce diagnostic ou même de détecter les secrètes complicités qui se trouvent de façon latente chez tant de citoyens. Il nous faut prospector les dimensions proprement humaines de notre situation.

Du contenant au contenu du développement

Dans la décennie 60, nous avons opéré des réformes de structures et de mécanismes. Mais nous ne nous sommes peut-être pas assez préoccupés du contenu humain de nos nouvelles tuyauteries. Un

manque de pédagogie du changement a provoqué soit un repli conservateur aveugle, soit une contestation sauvage. Nous avons construit de magnifiques choses sans assez nous préoccuper du terreau humain qui devait porter à long terme ces lourds et grands édifices luxueux. En dépit de nos prétentions, nous avons misé davantage sur les cadres que sur les personnes et leur vécu réel. Pensons aux divers traumatismes qu'on reconnaît aujourd'hui timidement quand on observe sereinement l'évolution de notre système d'éducation. Je sais bien qu'il y a ici des phénomènes autrement plus complexes que le diagnostic précité ! Mais celui-ci nous renvoie à des questions d'une extrême importance.

Parler du contenu humain, c'est se référer aux fins de notre vie culturelle, économique et politique. A titre d'exemple, je signale la grève des chercheurs du M.I.T. qui protestaient non pas sur les conditions de salaire ou de travail, mais sur les objectifs de recherche. Après une longue formation ces gens se révoltent devant l'utilisation de leur talent à des fins de gadgets et d'équipement militaire. Ne pourrait-on pas en dire autant d'une foule de nos projets et de nos activités ? Personne ne nie l'importance de l'industrialisation et de la technologisation ? Mais cela n'infirme en rien la nécessité de s'interroger sur ce qu'on produit ou consomme, sur les formes de pouvoir et les intérêts engagés dans un éventuel processus de développement. Est-il acceptable d'injecter d'énormes fonds publics dans l'entreprise privée sans exiger le moindre droit de regard dans les structures et le fonctionnement des firmes concernées ?

Ne pas sacrifier le long terme

Avons-nous de véritables alternatives de développement ? 100,000 emplois olympiques ? Même les projets de rénovation urbaine ou de développement régional ne semblent pas s'inscrire dans des choix collectifs et des enjeux politiques qui impliquent profondément la population. L'élection provinciale de 1970 fournissait une occasion de ce type. On sait à quel niveau ont été ramenées les discussions sur l'avenir du Québec. Loin de nous la tentation de négliger les problèmes urgents qui exigent une action rapide et efficace. Mais si le Québec et l'Amérique du Nord connaissent un seuil de guerre civile, c'est peut-être à cause de raisons profondes qui ont trait à notre idéologie dominante, à notre type d'organisation sociale et à notre

philosophie de la vie. Aurons-nous le courage de nous demander pourquoi un certain nombre de citoyens ne croient plus aux institutions actuelles de notre démocratie libérale ? Des minorités de plus en plus importantes n'ont pas de voix dans nos structures politiques. Ce qui les amène à remettre en cause la légitimité de celles-ci. Par réaction, les pouvoirs de l'establishment appuient davantage leur légalité par la force. Ce faisant, ils accentuent l'accusation d'illégitimité dans l'esprit d'un plus grand nombre de citoyens. Qu'arrivera-t-il si ce processus prend de l'ampleur ? Nous avons déjà signalé bien d'autres vices de notre système politique actuel. Mais le phénomène précité revêt une importance exceptionnelle dans les circonstances présentes.

A côté des problèmes de politisation chez des minorités agissantes, n'y a-t-il pas aussi la dépolitisation d'un grand nombre de citoyens ? En théorie, plusieurs acceptent la nécessité de mesures plus justes de progrès social. Mais combien sont prêts à payer le prix d'une politique dynamique de promotion collective et de développement ? Nos comportements quotidiens démentent souvent nos idéaux sociaux. Cette attitude schizophrénique est trop répandue pour ne pas la dénoncer. Elle est sous-jacente au pluralisme idéologique superficiel où l'on se livre des luttes assez loin de la réalité de tous les jours. Au-delà de ses justes critiques des pouvoirs en place, la gauche (je devrais dire les « gauches ») a-t-elle proposé des alternatives sérieuses de développement ? Les démocrates de gauche se sont laissé doubler par un extrémisme totalitaire qui risque de les neutraliser pour longtemps et de faire le jeu de certains tenants d'un pouvoir absolu bien en selle. Il reste l'espoir que les événements récents permettent, au contraire, une meilleure consistance des familles idéologiques et un affrontement démocratique plus sérieux sur les diverses possibilités de développement.

Rien ne sert de céder au pessimisme ou au prophétisme de malheur. Par delà certaines luttes stériles, *il nous faut une dynamique de projets et de réalisations comme lieu principal de nos confrontations démocratiques*. En ce domaine, il n'y a pas de panacée ou de bouc émissaire. Une assurance-santé, même bien planifiée, sera inopérante si les uns et les autres considèrent effectivement l'État comme une vache-à-lait qu'on peut traire sans limite. Il en est de même de tous les projets de développement qui ne peuvent qu'exiger de lourds sacrifices de chacun de nous.

Le Président Wilson disait : « Ce n'est pas une armée qui peut gagner une guerre, mais un peuple tout entier ». L'exemple est haïssable, mais il n'en comporte pas moins une part de vérité. Il vaut tout autant pour des fins constructives. Des politologues ont déjà noté que nos démocraties jusqu'à maintenant n'ont été que des oligarchies plus ou moins camouflées, tant à l'Ouest qu'à l'Est. Cela condamne peut-être la plupart des régimes libéraux et socialistes actuels, sinon tous, mais non la démocratie dans ses véritables visées. Celles-ci ont été exprimées dans les révolutions anglaise, américaine, française et russe. Pourtant, le mécanisme de la guerre a servi à mobiliser des populations, à déclencher de grands dévouements, à stimuler la recherche de l'économie à rétablir l'équilibre démographique. Sortirons-nous enfin de cette aberration historique et de cette jungle infernale pour imaginer d'autres praxis au service de stratégies de développement ? Quels objectifs concrets offrons-nous à une jeunesse dégoûtée de nos pseudo-raisons de vivre et de nos styles d'existence ? Le service militaire ? Des salaires alléchants ? La mustang de l'année ? Peut-on encore accepter d'utiliser le chômage comme un des mécanismes régulateurs de l'inflation ? Voilà une cruauté plus raffinée que celle de la guerre. Mais à long terme, elle fait germer un phénomène peut-être plus grave : la guerre civile. Les leçons du drame allemand et de la deuxième guerre mondiale devraient suffire.

La qualité de notre quotidienneté

Nous sommes tous renvoyés à la qualité de nos efforts quotidiens, de nos débats démocratiques, de notre participation courageuse et lucide à la promotion collective. Dès aujourd'hui, nous sommes acculés à d'importants investissements matériels et spirituels dans les secteurs vitaux de notre collectivité. Y consentirons-nous vraiment ? *Qu'est-ce que je fais dans mon syndicat, mon parti, ma caisse populaire, mon Église, ma commission scolaire ?* Suis-je une composante du problème ou un élément de solution ? Toute décision importante d'un leadership ou l'autre ou toute politique dynamique reposent en définitive sur la qualité de ma responsabilité et de mes solidarités avec d'autres citoyens. Faudra-t-il nous rappeler les uns aux autres que la société nous apporte cent fois plus que ce que nous pouvons lui donner ? Certains privilégiés qui prétendent avoir fait leur

chemin tout seuls, oublient cette première vérité sociale ou se mentent à eux-mêmes.

Au-delà du citoyen, il y a l'homme tout court et la qualité de sa vie. A ce plan, nous sommes tous à vif et, en même temps profondément perplexes. On nous découvre à tous les jours de nouvelles aliénations, au point de parler de la mort de l'homme après celle de Dieu. Cette neuve lucidité fait éclater de façon inédite une subjectivité exacerbée. Après tous les décapages, les dédouanements ou les « décodages » des vieilles structures, nous sommes livrés à nous-mêmes, à notre liberté et à notre responsabilité, et cela à un degré souvent imprévu. Si les esclaves médisent de la liberté, les hommes libres, eux, se créent rapidement de nouvelles servitudes. On s'arrête souvent à mi-chemin dans ses efforts de libération et on retourne à de fausses sécurités aliénantes. Je me demande parfois si nous ne vivons pas actuellement une mutation semblable à celle qui a marqué un tournant important de l'évolution biologique. Lorsque les animaux ont eu une colonne vertébrale, ils se sont débarrassés de leur lourde carapace. Nous sommes peut-être au seuil d'un changement similaire au plan culturel. Plusieurs hésitent à miser d'abord sur une liberté créatrice et responsable, la leur et celle des autres. Pourtant, c'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'humanité que nous pouvons envisager des solutions collectives qui soient des projets d'hommes libres et non des fruits d'un quelconque déterminisme.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies

IDÉOLOGIES AU QUÉBEC

QUELQUES ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

[Retour à la table des matières](#)

BOBET, J., Laïcité, nationalisme, sentiment national, *Liberté*, 5, mai-juin 1963, 189-93.

BRUNET, Michel, “L'évolution du nationalisme au Canada français de la conquête à 1961”, *Le magazine Maclean*, 1, 1er mars 1961, 19ss.

DION, Léon, “La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme”, *Recherches sociographiques*, VII, 1-2, janvier-août 1966, 23-35.

DION, L., Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice, en *Recherches sociographiques* 4 (1960), pp. 435-465.

DION, L., Opinion publique et systèmes idéologiques, *Écrits du Canada français*, vol. XII, 1952, pp. 9-171.

DUBUC, Alfred, "The Decline of Confederation and the New Nationalism", in Peter Russell, éd., *Nationalism in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1966, 377 p.

DUMONT, Fernand, "La représentation idéologique des classes", *Recherches sociographiques*, VI, 1, janvier-avril 1965, 9-22.

DUMONT, F., "Notes sur l'analyse des idéologies", in *Recherches sociographiques* 2 (1963), pp. 155-165.

DUMONT, F., "Structure d'une idéologie religieuse", in *Recherches sociographiques* 2 (1960), pp. 161-184.

DUVAL, Louise, *Structure d'une idéologie scolaire*, thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1963, 111 p.

FALARDEAU, J.-Charles, Idéologies et thèmes sociaux dans trois romans canadiens du XIXe siècle, *Études françaises*, II, 2 juin 1966, 133-161.

FALARDEAU, J.-C., *Les Canadiens français et leur idéologie*. Presses de l'Université Laval, 1960.

FORTIN, Gérald, "Changements sociaux et transformations idéologiques", *Recherches sociographiques*, IV, 2, mai-août 1963, 224-228.

FORTIN, Gérald, *The Analysis of a French Canadian Nationalist Ideology, 1917-1954*, thèse de Ph.D. en sociologie, Cornell University, 1956, 251 p.

GAGNON, Nicole, *L'idéologie humaniste dans l'enseignement secondaire*, thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1962, 119 p.

LAMONTAGNE, Léopold, "Les courants idéologiques dans la littérature canadienne-française du XIXe siècle", *Recherches sociographiques*, V, 1-2 janvier-août 1964, 101-109.

LANGLOIS, Hélène, *Élites et idéologies au Canada français*, thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1966, 157 p.

MARC-HENRI (J.-Sarrazin) - f.s.c., *Projets de restauration par le corporatisme, 1933-1950*, thèse de maîtrise, Faculté des lettres, Université de Montréal, 1960.

MONET, Jacques, *French-Canadian nationalism and the challenge of ultra-montanism*, Rapport de la Société historique du Canada, 1966, 41-55.

OUELLET, Fernand, "Nationalisme canadien-français et laïcisme au XIXe siècle", *Recherches sociographiques*, IV, I, janvier-avril 1963, 47-70.

RIOUX, Marcel, "Idéologie et crise de conscience du Canada français", *Cité libre*, 14, décembre 1955, 1-29.

RIOUX, Marcel, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", *Revue de l'Institut de sociologie*, 1 (1968), pp. 95-124.

SAVARD, Louis,. *Cité libre et l'idéologie monolithique du XXe siècle au Canada français*, thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1962, 127 p.

SYLVAIN, Philippe (Robert) – "Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français", *Recherches sociographiques*, VIII, 3, septembre-décembre 1967, 275-278.

RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES - Thèmes idéologiques, numéro spécial de R.S. 2 (1963), pp. 155-218.

RECHERCHES SÔCIOGRAPHIQUES - Idéologies au Canada français, numéro spécial de R.S. 2 (1969), pp. 143-449.

Fin du texte